PHILIPPE FAVARGER

LA NOBLE ET VERTUEUSE
COMPAGNIE DES MARCHANDS
DE NEUCHATEL



NEUCHATEL
IMPRIMERIE WOLFRATH & SPERLÉ
—
1913

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU COMMERCE

DANS LE PAYS DE NEUCHATEL

PHILIPPE FAVARGER

LA NOBLE ET VERTUEUSE
COMPAGNIE DES MARCHANDS
DE NEUCHATEL

NEUCHATEL
IMPRIMERIE WOLFRATH & SPERLE
—
1913

INTRODUCTION

En feuilletant les procès-verbaux de la Compagnie des Marchands qui m'avaient été confiés pour opérer des recherches sur un point spécial, j'ai été frappé de la quantité de renseignements précieux et inédits que renfermaient ces vénérables registres. Par nos historiens nous savions déjà que la « Noble et vertueuse Compagnie des Marchands » est une des plus anciennes institutions que nous ait léguées le passé, puisque, selon toutes probabilités, son origine remonte au XIII^me^ siècle, — époque à laquelle apparaissent, d'une manière générale, les corporations de métiers en Europe, — et cette antiquité respectable suffirait certes pour éveiller la curiosité et l'intérêt.

Sans doute les archives de l'Etat et celles des Communes, intelligemment explorées depuis quelque temps, ont permis de reconstituer d'une façon aussi complète que possible, les diverses phases de notre histoire, mais la note officielle y domine naturellement davantage que dans les procès-verbaux d'une corporation qui, si elle a joué un certain rôle public, revêtait cependant aussi un caractère intime et presque familial. Les annales des marchands neuchâtelois permettent donc de pénétrer plus avant dans la vie et dans l'âme de nos pères en nous faisant connaître une foule de détails intéressants et pittoresques sur leurs mœurs, sur leurs conditions d'existence, sur leurs préoccupations habituelles, sur les sentiments qui les animaient à certains moments importants. Plus peut-être que les mémoires personnels et les papiers de famille, les annales des corporations sont propres à nous éclairer sur bien des points essentiels, parce qu'elles forment une suite où les faits s'enchaînent logiquement, où les usages et les coutumes naissent et se développent, où les impressions et les idées s'expliquent les unes par les autres.

Au point de vue économique, les actes de la Compagnie des Marchands fournissent à notre histoire une très utile contribution. Sans exagérer on peut dire qu'ils nous mettent en mesure de suivre les diverses périodes de l'évolution qui, dans ce domaine, s'est accomplie chez nous depuis le XV^me^ siècle jusqu'à nos jours.

Ces documents confirment l'impression laissée par la lecture de nos historiens sur les difficultés que présentait, pour nos populations, l'existence comparée avec celle dont jouissaient leurs voisins. Dans le bas-pays, la culture de la vigne formait la principale ressource, ressource assez précaire à cause des obstacles que rencontrait aux frontières du pays l'exportation de nos vins ; dans les vallées et les montagnes un sol ingrat, un climat rigoureux rendaient la vie pénible aux habitants clairsemés. Combien modestes furent à Neuchâtel les débuts du commerce ! Combien lents et difficiles furent ses progrès entre les mains d'une petite bourgeoisie besogneuse ! Combien l'argent était rare et de quelles complications étaient accompagnés les moindres règlements de comptes ! Aussi avec quel soin jaloux, la noble et vertueuse Compagnie des marchands se réservait le marché étroit sur lequel opéraient ses membres ! Quelle âpreté elle déployait dans la défense de son monopole et de ses privilèges, dans ses tentatives réitérées pour les étendre et y soumettre tout le pays !

Cependant, peu à peu, l'horizon s'était élargi. Placé sur la principale des routes qui relient la France et la Suisse, Neuchâtel s'était de bonne heure efforcé de devenir l'entrepôt des marchandises destinées à l'un et à l'autre pays ; la commission et le roulage, favorisés par une politique fiscale intelligente qui réduisait au minimum les droits de péage, avaient pris de l'importance ; les relations à l'extérieur s'étaient établies ; les négociants neuchâtelois fréquentaient les foires de Suisse, de France et d'Allemagne ; ils en avaient fait instituer à Neuchâtel qui attiraient bon nombre de visiteurs.

Quelques-uns d'entre eux offrent le type de ces marchands politiques dont les gouvernements et les chefs de parti se servaient fréquemment pour obtenir des renseignements sûrs ou pour communiquer leurs instructions secrètes. Tel ce Rossellet, fougueux partisan du prince de Conti, qui, après 1707, continue à intriguer en faveur du prétendant français, entretient une correspondance prolongée avec les agents de celui-ci, chevauche constamment sur les routes de Bourgogne et de Franche-Comté, est reçu à Soleure chez l'ambassadeur de France

et à Fribourg, chez l'ex-gouverneur d'Affry, et, sans que son zèle loyaliste lui fasse oublier le soin de ses intérêts, sollicite de Louis XIV le monopole du transit français pour la Suisse[1].

Mais le véritable éveil de la vie économique date, sans contredit, pour notre pays, de l'arrivée des protestants de France fuyant la persécution religieuse. Les qualités natives de ces réfugiés, leur activité, leur sobriété, leur intelligence commerciale, aiguillonnées par la nécessité, devaient bientôt s'exercer au profit de la contrée qui leur donnait asile. Il faut leur en savoir d'autant plus de gré qu'ils rencontrèrent de redoutables obstacles dans la jalousie et l'égoïsme corporatif des négociants et artisans neuchâtelois. C'est une lutte acharnée qui se livre pendant toute la première moitié du XVIII^me^ siècle entre ceux-ci, soutenus par les Conseils de la Bourgeoisie, et les nouveaux venus protégés plus ou moins ouvertement par le gouvernement de la Principauté, et, sur cette lutte, les procès-verbaux de la Compagnie des Marchands jette un jour qui n'est pas toujours très édifiant.

Finalement les animosités se calment, les colères s'apaisent. Par des naturalisations, par des agrégations à la Bourgeoisie, par des alliances matrimoniales, par des associations, les réfugiés français entrent dans la famille neuchâteloise et se confondent si bien avec elle que leurs descendants ne s'en distinguent plus et qu'ils en deviennent souvent les membres les plus utiles et les plus considérés. Avec les Pourtalès, les de Luze et leurs collaborateurs, naît l'esprit d'entreprise ; l'industrie et le commerce du pays prennent un brillant essor ; des relations d'affaires sont créées jusque dans les contrées les plus lointaines où les toiles peintes, les dentelles, l'horlogerie font connaître avantageusement le nom des fabricants neuchâtelois. C'est une ère de grande prospérité que traverse alors Neuchâtel ; les villes et les villages se développent et s'embellissent ; les conditions d'existence s'améliorent pour tout le monde ; une solide épargne se constitue et permettra de supporter la crise provoquée au commencement du XIX^me^ siècle par les mesures vexatoires du Directoire français suivies bientôt du blocus continental, puis les effets de la funeste politique protectionniste pratiquée par la plupart des pays étrangers.

Toutes ces choses sans doute étaient déjà connues et je n'ai nullement la prétention de les révéler au lecteur ; mais ce qui est cer-

[1] Correspondance de Rossellet avec Pierre de Favarger, agent du prince de Conti. — Archives de la famille de Merveilleux.

tainement intéressant, c'est de voir toute cette histoire se dérouler pour ainsi dire dans les procès-verbaux de la Compagnie des Marchands, ses incidents s'y refléter, jour après jour, provoquer des discussions et des décisions dans le milieu qui en était le plus directement affecté.

A un autre point de vue encore, il eût été regrettable, à mon avis, de laisser se perdre dans l'oubli les actes de la noble et vertueuse Compagnie. Tandis qu'en France l'existence des corporations avait été brusquement tranchée, d'abord par l'édit de Turgot de février 1776, puis par la loi du 2-17 mars 1791, en Suisse, elles ont survécu à l'orage de la Révolution et à l'éphémère République helvétique. Sans doute elles se trouvèrent bientôt dépouillées de leurs monopoles et de leurs privilèges; le principe de la liberté du travail et du trafic finissait par prévaloir un peu partout; toutefois on les vit encore jouer un certain rôle dans le fonctionnement des communes bourgeoises; c'est ainsi, par exemple, qu'elles constituèrent à Berne l'autorité de surveillance des tutelles jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Code civil suisse, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1911. A Neuchâtel la charte constitutionnelle de 1814 sonna le glas funèbre de la Compagnie des Marchands en tant que corporation privilégiée; mais la Compagnie subsista comme représentation naturelle du commerce neuchâtelois; elle était considérée comme telle par le Gouvernement qui, jusqu'à l'avènement de la République en 1848, avait l'habitude de la consulter dans les occasions où les intérêts commerciaux du pays étaient en jeu. Or les avis émis par la Compagnie comme Chambre de commerce, les discussions qui les précédaient, les rapports dont elle les appuyait, montrent habituellement une claire intelligence des besoins de nos populations et de la situation du pays, une observation sagace des phénomènes économiques qu'on est étonné de rencontrer chez de simples négociants d'une petite ville.

Dans cette période particulièrement agitée de 1815 à 1848 où le conflit des intérêts matériels prenait en Suisse une place aussi grande, plus grande peut-être que les luttes politiques, où le commerce intérieur se heurtait aux obstacles de toute nature élevés par les égoïsmes cantonaux, où, à l'extérieur, les Etats hérissaient déjà leurs frontières de barrières douanières qui rendaient précaire l'existence de nos industries, provoquant chez nous un désir assez naturel de représailles, toujours on vit la Compagnie des Marchands, d'accord d'ailleurs avec le gouvernement, soutenir énergiquement la cause de la liberté com-

merciale et du libre échange. Et c'est une chose curieuse de voir cette antique corporation, après une lutte de plusieurs siècles pour la conquête et la conservation de ses priviléges, s'imprégner de l'esprit nouveau, se plier aux nécessités des temps modernes et mettre à défendre les intérêts généraux du pays la même vigueur et la même persévérance qu'elle avait déployées autrefois au service de ses petits intérêts particuliers. C'est une chose curieuse, mais c'est aussi une chose honorable, digne d'être signalée au respect de la nouvelle génération.

Mon intention en publiant cet ouvrage, a été non seulement de faire revivre l'image d'une de nos principales corporations, telle qu'elle existait au temps de son activité publique, mais encore d'apporter une contribution à l'histoire du commerce dans le pays de Neuchâtel. J'ai donc été amené à sortir quelquefois du cadre qui m'était tracé par les archives de la Compagnie des Marchands. C'est ainsi que dans le Livre II consacré aux monopoles et privilèges, après avoir établi quelle était à cet égard la situation de la Corporation et de ses membres vis-à-vis des autorités et du public, j'ai cru devoir traiter de certains objets soustraits, d'une manière plus ou moins absolue, à la libre concurrence, comme le commerce des grains et farines, le commerce des vins, celui du sel.

Il m'a paru utile de réunir, en ce livre consacré à l'activité commerciale de notre pays avant 1848, les renseignements épars dans les ouvrages de divers auteurs en complétant autant que possible ces informations par des recherches opérées aux archives de l'Etat et de la ville de Neuchâtel. Peut-être me reprochera-t-on d'avoir de cette façon nui quelque peu à l'unité de mon sujet et d'y avoir introduit des éléments disparates. Je reconnais que le reproche serait jusqu'à un certain point fondé; toutefois je m'excuse en alléguant la liaison intime qui existe entre toutes les matières traitées dans ce volume. Au reste je ne me dissimule point les lacunes qu'offre mon travail; si je réussis à éveiller chez l'un de nos jeunes savants le désir de pousser plus loin les explorations dans le champ de l'histoire économique de notre pays, personne plus que moi n'en sera heureux.

PH. F.

LA NOBLE ET VERTUEUSE

COMPAGNIE DES MARCHANDS

DE NEUCHATEL

LIVRE I

Origines, Organisation, Recrutement, Discipline, Ressources et revenus, Contributions aux œuvres philanthropiques et d'utilité publique.

CHAPITRE I

Origines.

C'est dans la charte de 1214 qu'il est fait pour la première fois mention de dispositions relatives au commerce et à l'industrie au pays de Neuchâtel.

L'exercice de toute espèce de commerce et d'industrie fut rendu libre, mais soumis à des redevances fixes[1].

Cette liberté fut confirmée par la charte de 1454, octroyée par Jean de Fribourg, en ces termes : « Toutes gens pourront amener dans la ville de Neuchâtel toutes denrées à vendre, excepté la farine non moulue dans nos moulins de Neuchâtel ou de Serrières et le vin qui n'aura pas crû dans le vignoble de Neuchâtel. »[2]

A cette époque, les marchands étaient déjà constitués en Compagnie dont les membres seuls pouvaient faire le com-

[1] CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, page 24.
[2] *Ibid.*, p. 165.

merce et s'agréger de nouveaux membres[1], mais sa police était impuissante à l'égard des Juifs dont les usures criantes avaient déjà provoqué de vives réclamations de la part des recteurs de la ville et des gens de tout le Comté auprès de Jean de Fribourg[2]. C'est alors que l'on voit apparaître un personnage désigné sous le nom de Roy et Prévôt des Marchands et Merciers. Il était nommé par le Comte et devait surveiller les poids, lès mesures et la bonne qualité des marchandises[3].

Cet office est mentionné dans une lettre patente de Rodolphe de Hochberg, en date du 15 mai 1479, nommant « Guillaume Hardy, nostre Bourgeois de Neufchastel, mercier et marchant, pour faire et exercer en tout nostre dit Comté l'office tel comme Roy et Prevost des Marchans et Merciers peut doibt faire et exercer, et de recevoir et adoubter compagnons marchans et merciers ainsin comme à telz cas appartient et par cy devant a esté accoustume ». Comme on le voit, ce texte suppose l'existence antérieure d'une Compagnie des marchands sous l'autorité d'un officier désigné par le Comte avec le même titre[4].

[1] CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 196. — G.-A. MATILE, *Institutions*, p. 21.

[2] *Ibid.*, p. 196.

Dans son ouvrage sur la *Mairie de Neuchâtel*, Samuel de Chambrier mentionne la présence d'une ou deux familles juives établies à Neuchâtel au commencement du XV^me^ siècle (page 163). Il cite un Israëlite nommé Habraam qui avait prêté à la ville L. 18, qu'elle lui rendit en 1409 ; il habitait encore Neuchâtel en 1422 ; son fils épousa une bourgeoise ; il est encore fait mention, environ l'an 1450, d'un autre Juif nommé Asser (page 494).

Voir en outre, dans le même ouvrage, de très intéressants renseignements sur les débuts du commerce à Neuchâtel et, entre autres, sur l'activité exercée par Pierre de la Haye, de Metz, homme habile et fort intelligent qui, appelé à Neuchâtel, pour des affaires de négoce, s'y établit et épousa une bourgeoise ; il avait fait avec succès plusieurs opérations de commerce en France et en Allemagne et il put ouvrir de nouvelles routes à ceux qui cherchèrent à l'imiter. Rodolphe de Hochberg eut l'occasion de le connaître ; il se l'attacha et en fit son secrétaire en 1473 (p. 164 et 493).

[3] CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 196.

[4] Le fait est d'ailleurs confirmé par un document qui se trouve aux archives de l'Etat ; il s'agit d'un acte du 18 octobre 1453 par lequel Antoine Matthey, prévôt des Marchands, reçoit Regnaux Béchet, bourgeois de Saint-Hippolyte, en qualité de membre de la Compagnie des Marchands de Neuchâtel. A 8 n° 18.

Voir le texte de cette pièce dans les notes à la fin du volume.

Comme document officiel, en trouve ensuite des lettres patentes délivrées par Louis d'Orléans, en date du 13 décembre 1507; dans cet acte, le comte déclare « que après nous avoir esté deuement informé comme par cy devant en nostre ville de Neufchastel soullait avoir ung superieur en la Compagnie des Marchans Merciers nommé Roy des Merciers, lequel avoit aucthorite et preheminence d'avoir esgard et correction sur toute la mercerie et espicerie desdits marchands merciers, tant de nostre dite Ville et Comte de Neufchastel que sur tous autres estrangiers venant en icelle nostre dite Ville et Comte es foires et marchez publicques pour obvier aux grands abus qui se pourroyent faire par lesdits merciers tant en vendant et distribuant leur dicte marchandise à faux et iniuste poix que aussi icelle marchandise non estre bonne et loyalle. Et pour la conservation du bien publicque et utillité de leurdit pays et comte, à l'humble supplication et requeste de la Compagnie desdits Marchans Merciers et espiceries, et pour aultres considerations a ce nous mouvans, confians a plain des sens loyauté preudhommie et bonne dilligence de la personne de nostre bien amé bourgeois Pierre Anchemant, iceluy avons crée, constitue ordonne et estably, et par la teneur de ces presentes créons constituons ordonnons et establissons en l'estat et office de supérieur et Roy desdits Merciers, Pour iceluy estat et office jouyr et user par ledit Pierre Anchemant en ensuivant les us et coustumes anciennes aux honneurs droictures prerogatives preheminances et libertez audit estat et office appartenant, en la forme et maniere que ont fait et accoustumé faire les autres Roys des Merciers des autres pays circonvoisins de nostre dit Comté de Neufchastel, sera tenu de visiter toutes marchandises et espiceries ensemble les poids. Et pour ce faire appeller avec luy nostre Mayre ou autres officiers tant audit Neufchastel que autres lieux en nostre dit Comté, affin que ceux qui seront trouvez delinquans non ayant loyalle marchandise et icelle vendre a bon et juste poix estre gaigez par nosdits officiers, En retenant sur iceux

tous droictz de Seigneurie et confiscation sur ceux qui seront trouvez delinquans, Aussy aura regard et correction avec nosdits maires et autres officiers sur tous les merciers et espiciers estrangers qui porteront et vendront merceries ou épiceries en nostre dite ville et en toute nostre comté soyent villes ou villages hors les foyres et marchez publicques, Que dorenavant ne voullons soullrir pour les abuz qui se pourroyent faire ainsy que nous avons esté adverty, pourquoy voullons estre deffendu auxd merciers et espiciers estrangers que dorenavant non plus vendre ne distribuer leursd marchandise en nostred pays et comté, reservé esd foires et marchietz publicques, Est ce sur peyne de confiscation de leurdite marchandise après quilz en auront estez advertiz pour la première fois, ladicte confiscation a nous advenue et escheue sur ceux qui feront le contraire, Duquel Pierre Anchemant supperieur et Roy des Merciers dessus nomme avons prins et receu le serement en tel cas requis de bien et loyallement exercer deservir ledit office, en observant et gardant nos authoritez Seigries et droictures et pour l'utilité du bien publicque de nostred pays et comté, si donnons en mandemt par ces dites presentes a tous et singulliers les autres marchans, merciers et espiciers estans en nostred Comté que audit Pierre Anchement et a son Lieutenant commis et deppute en son absence obeissent comme a leur Superieur et Roy des Merciers. »

Nous avons transcrit la plus grande partie de ce document important parce qu'il constitue en fait la véritable charte de la Compagnie des Marchands dans ce sens qu'il contient déjà en germe tout les privilèges, prérogatives et attributions qui, d'abord accordés au Roy seul, finiront par devenir la propriété de la Compagnie elle-même. Nous verrons en effet celle-ci, avec une énergie et une persévérance infatigables, revendiquer pour elle ces attributions et les exercer dans l'intérêt public sans doute, mais surtout dans l'intérêt particulier de ses membres. C'est donc, dans une mesure importante, un rôle politique que joua, dans notre pays, la Compagnie des Mar-

chands. En effet celle-ci s'associa consciencieusement au long et patient effort des Corps et Communautés, effort sous lequel les princes de Neuchâtel virent peu à peu s'amoindrir leur souveraineté.

En 1554, la Compagnie des Marchands requiert Jean-Jacques de Bonstetten, gouverneur de Neuchâtel pour les princes indivis Léonor d'Orléans et Jacques de Savoie, — « de leur reconfirmer leur octroy qu'ils ont de inclyte memoire Monseigneur Louys d'Orléans ».

Le Gouverneur fait droit à cette demande par lettres patentes du 22 janvier reproduisant intégralement celles de Louis d'Orléans et nommant à la charge de Roy des Marchands et Merciers « honnorable et saige Guillaume Hardy », conseiller de ville et maire de Travers.

L'octroi de Louis d'Orléans fut successivement confirmé par les lettres patentes :

du 16 août 1586, délivrées par Pierre Vallier, gouverneur de Neuchâtel pour Marie de Bourbon, pendant la régence de celle-ci ;

du 23 juillet 1639, délivrées par François d'Affry, gouverneur pour Henri II de Longueville ;

du 21 mai 1661, délivrées par Jaques de Stavay-Mollondin, gouverneur pour Henry II de Longueville ;

du 24 octobre 1671, délivrées par Pierre d'Affry, gouverneur pour Charles-Paris d'Orléans ;

du 23 août 1680, délivrées par Marie d'Orléans, duchesse de Nemours, régente pour son frère Charles-Paris d'Orléans.

CHAPITRE II

Le Roy et Prévôt.

A l'origine, cet officier était l'homme du Comte; sorte de ministre du commerce, c'est à lui personnellement, en raison de ses qualités, que, dans l'acte du 15 mai 1479, Rodolphe de Hochberg commet par délégation le soin :

1. « De recevoir et adoubter compagnons marchants et merciers », c'est-à-dire de les autoriser à exercer le négoce.

2. « De leur en bailler lettres opportunes, scellées de son scel, avec signes du seing manuel de l'ung de nos notoires jurez », c'est-à-dire de leur délivrer le certificat constatant leur droit de faire le commerce, ce que nous appellerions une patente.

3. « De visiter, voir et revancher poids poudres et autres danrées appartenant à son métier et office », c'est-à-dire exercer une surveillance générale sur le commerce du pays.

Toutefois, — et c'est là un fait digne de remarque, — le comte a soin de réserver son droit de justice. En effet le Roy des Marchands n'exerce pas de juridiction; il doit se faire accompagner dans ses visites par le maire, chef de la justice, ou par le lieutenant de ce dernier, qui seuls pourront prononcer des peines en cas de délit. Le comte se réserve également « l'amende des délits et mesfaicts faictz et perpetrez et qui se trouveront etre commis et faicts en faisant ladite visitation et en exerçant sondit office lesquels delits meshuz et abus par les délinquants sera ledit Roy et Prevost tenuz de le reveller et denoncer à nous et nostres, ou a nos principaux officiers desdits lieux ».

Le Roy et Prévôt apparaît à ce moment comme le gardien

des us et coutumes en matière de commerce, chargé de veiller, dans tout le comté de Neuchâtel, au loyal emploi des poids et mesures, à la bonne qualité des marchandises. Il tient son autorité uniquement du Comte. Les merciers et marchands sont tenus de lui obéir et d'écouter ses avis sous peine d'être dénoncés par lui à la justice pénale ; ils n'ont aucune part dans sa nomination, bien qu'ils soient déjà organisés en corporation.

Vingt-huit ans plus tard, en 1507, on voit cette organisation jouer déjà un rôle un peu plus actif. C'est à sa requête que Louis d'Orléans procède à la nomination d'un nouveau Roy des Merciers désigné en la personne de « notre bien amé bourgeois Pierre Anchemant ». Celui-ci est encore l'homme du prince, choisi par ce dernier à cause de ses mérites « pour la conservation du bien publicque et utillité du pays » et revêtu des mêmes attributions que son prédécesseur. Mais on sent déjà l'action de la Corporation et sa préoccupation de se réserver à elle et à ses membres le marché national ; il est interdit aux marchands étrangers de vendre dans le comté — sauf sur les foires et marchés — sous peine de confiscation de leurs marchandises.

Il s'écoule encore un laps de 47 ans ; en 1554 la Compagnie des Marchands n'hésite pas à s'arroger pour elle-même les attributions déléguées au Roy et Prévôt par Rodolphe de Hochberg et Louis d'Orléans ; c'est à elle que Jean-Jacques de Bonstetten accorde la confirmation des « octroys » consentis par ces deux princes ; ce n'est plus le comte qui désigne le Roy des Marchands ; celui-ci est élu par la Compagnie ; le gouverneur se borne à prendre acte de son élection et à lui déférer le serment. Habilement la corporation fait d'ailleurs valoir des précédents ; le nouveau Roy, Guillaume Hardy, succède à Pierre Hardy et à Pettermand Huguenaud qui, eux aussi, avaient été élus par les compagnons.

Plus tard est également élu par la Compagnie Daniel Huguenaud, dont le gouverneur Pierre Vallier reçoit le serment le 16 août 1586.

Toutefois la procédure n'est pas encore définitivement fixée. En 1639, François Marval, du Conseil de ville, est désigné par le gouverneur François d'Affry sur la demande de la Compagnie.

Il en est de même de Jean Purry, maire de Boudevilliers, nommé le 24 octobre 1671 par le gouverneur Pierre d'Affry; mais cette nomination n'est en fait qu'une confirmation, puisque Jean Purry avait été élu Roy par la Compagnie le 9 octobre 1665, ainsi que cela résulte des procès-verbaux de la Corporation.

Dès lors le Roy est toujours élu par la Compagnie et le gouverneur ne fait que recevoir son serment.

Jusqu'au XVIII^me^ siècle, il était toujours choisi parmi les membres du Conseil de ville; depuis cette époque et jusqu'en 1848, il fut invariablement désigné parmi les membres du Conseil d'Etat.

Néanmoins, pour ne pas laisser prescrire son droit, la Compagnie déclare, par arrêt du 4 août 1797, qu'elle peut « choisir et nommer pour son Roy la personne dans le Conseil d'Etat, le Conseil de ville ou la Bourgeoisie, qu'elle estime le mieux convenir à cette place sans qu'à cet égard, elle puisse être troublée dans sa possession qui est de toute notoriété ».

Le personnage était très considéré; le prestige qu'il devait au mode primitif de sa nomination par le Comte semble avoir survécu dans les temps postérieurs.

Lorsque le Roy siégeait on posait devant lui une aune, insigne de sa dignité, comme le sceptre dans les cours de justice; on prêtait serment par attouchement de l'aune. Celle que l'on fit faire en 1690 était agrémentée d'ornements en argent et portait une inscription gravée; elle avait coûté 30 livres 6, soit 122 batz[1]. C'est chez le Roy que se trouvaient déposés les livres, papiers et archives de la Compagnie. Toutes les pièces et attestations délivrées par celle-ci étaient revêtues d'un sceau portant le nom du Roy et Prévôt.

[1] Cette aune est aujourd'hui déposée au Musée historique de Neuchâtel avec trois sceaux et deux coupes de la Compagnie.

L'activité exercée par les Roys des Marchands variait suivant leur personnalité. Tandis que les uns, considérant leur charge comme simplement honorifique, se bornaient aux formalités strictement nécessaires et s'en remettaient pour le reste aux maîtres, procureurs ou Vice-Roys, leur laissant même souvent le soin de présider les assemblées, d'autres par contre prenaient le plus vif intérêt aux affaires de la Compagnie, et s'employaient le plus obligeamment du monde, lorsqu'il surgissait des questions graves pour les intérêts de la corporation ou ceux du commerce, afin d'obtenir des autorités compétentes la meilleure solution[1].

[1] Les Roys et Prévôts antérieurs à 1479 ne sont pas connus, excepté Antoine Matthey, bourgeois de Valangin, qui exerçait ces fonctions en 1453, comme on l'a vu plus haut.

D'après Matile, ce Matthey fut inhumé dans l'église d'Engollon à laquelle il avait fait de grandes donations. Le même auteur indique aussi un autre Antoine Matthey qu'il croit être fils du précédent et que l'on trouve maire de la Sagne en 1520, qualifié « prévôt de la grande verge » ou aune; ils seraient la souche des Matthey-Prévôt.

MATILE, *Histoire de la Seigneurie de Valangin,* p. 183.

Les archives des Marchands de Neuchâtel ne mentionnent pas ces deux personnages, bien que le premier ait revêtu incontestablement les fonctions de prévôt. Elles ne mentionnent pas non plus Guillaume Matthey, qualifié cependant de prévôt des Marchands dans un acte du 12 septembre 1495, dont voici la teneur :

« Guillame Mathé prevost des Marchans a fait Marchant Pierre Perrenoz filz de Johan Comtesse. Presens : Johan Octhenin, Petit Jehan Touchenet, Jehannin Vuillye, maire de la Seigne, Vuillemin Touchon, Jehannin Burquin et Jehannin Vuille, le xij^e^ jour de septembre, l'an mil iiij^c^ lxxxxv. »

Archives de l'Etat. Extrait du volume I (1489-1500) du notaire Bastian Joly, f^o^ ccxvij.

Or en 1495 le Roy et Prévôt des Marchands de Neuchâtel était Guillaume Hardy, nommé vingt ans auparavant par Rodolphe de Hochberg ; comment expliquer ce titre donné à Guillaume Matthey ? L'explication est fournie d'une manière très plausible par Boyve dans ses Annales (Livre II, p. 354). Ce chroniqueur dit que les bourgeois de Valangin avaient, à l'imitation des bourgeois de Neuchâtel, établi un prévôt des Marchands, et que Othenin Vuille, de la Sagne, remplit le premier cet office ; il est en effet mentionné dans un acte du 26 août 1599, par lequel le dit Othenin Vuille « prévôt général des Marchands à la Grand'Verge, du ressort et bâtisse de la Seigneurie de Vallengin », reçoit au nombre des marchands Daniel Du Boz du Locle, resident à la Chaux-de-Fonds.

Boyve paraît avoir raison sur le fait d'un prévôt des Marchands spécialement institué pour le Comté de Valangin ; cette institution fut probablement réclamée par les bourgeois de ce comté après que Jean d'Arberg, en 1455, leur eut reconnu le droit de jouir des libertés, franchises et coutumes de Neuchâtel, reconnaissance confirmée en 1498 par Claude d'Arberg.

Guillaume Matthey, mentionné dans l'acte du 17 septembre 1495, signé du

CHAPITRE III

Les Maîtres.

Sous ce titre, évidemment emprunté aux corporations de métiers, on désignait ceux des membres de la Compagnie qui étaient spécialement chargés de veiller à ses intérêts pécuniaires, d'administrer sa fortune, de percevoir ses revenus, intérêts de créances, finance d'entrée des nouveaux membres, taxes dues par les marchands non bourgeois et les forains.

Les maîtres rendaient compte chaque année de leur gestion et des sommes qu'ils encaissaient. Il semble que la Compagnie ait toujours eu quelque peine à obtenir le règlement de leurs comptes et le paiement du reliquat dû par eux.

Ainsi, à la date du 18 février 1676, les maîtres représentent « que d'aucuns maistres qui ont eu l'honneur d'avoir este maistres et qui sont demeurez reliquataires ne font compte de payer ou s'obliger qui redonde[1] au desadvantage et detriment de lad compagnie, prient que pour ce il y soit pourveu.

notaire Bastian Joly, inaugura sans doute ces fonctions. Appartenait-il à la famille d'Antoine Matthey, prévôt des Marchands de Neuchâtel en 1453, de même qu'Antoine Matthey, maire de la Sagne en 1520, qualifié lui aussi « prévôt de la Grande Verge » (ou aune)? C'est bien possible.

Boyve est évidemment dans l'erreur lorsqu'il dit que Othenin Vuille, vivant en 1599, était le premier prévôt des Marchands de Valangin, puisque la charge existait déjà en 1495 et était occupée par Guillaume Matthey; elle doit avoir subsisté encore quelques années après la réunion de Valangin à la directe en 1592. L'acte du 23 juillet 1639 par lequel le gouverneur François d'Affry appelle François Malva aux fonctions de Roy et Prévôt des Marchands, mentionne expressément la Seigneurie de Valangin comme comprise dans la juridiction de ce dernier.

Notre annaliste se trompe aussi en disant que les bourgeois de Valangin établirent un prévôt des Marchands « à l'imitation des bourgeois de Neuchâtel ». Le prévôt des Marchands de Neuchâtel fut institué par le Comte, comme on l'a vu plus haut.

[1] Redonder = contribuer, avoir pour effet.

Il a este sur ce arresté que lon interpellera tous ceux qui sont reliquataires et les fera ou faire leur derniere reprinse et ce quils redebvront, ils le payeront ou donneront un goubelet ».

De nombreux maîtres paraissent avoir choisi ce dernier moyen de se libérer; il faut croire que la mesure ne fut pas absolument efficace, car nous voyons, le 13 mai 1756, le Comité prendre la résolution de s'assembler « au premier jour de la comodité de Monsieur Notre Roy pour règler tous les reliquats de comptes des anciens maîtres de la Compagnie et sur le champ notre Roy a fixé ladite assemblée au vendredi 21e du courant mois; et pour ce qui concerne le jour de la grande assemblée, elle a été renvoyée jusqu'à ce qu'on ait réglé lesdits comptes ».

Les maîtres, au nombre de deux, remplissaient leur office pendant deux ans après lesquels ils demandaient leur congé; pour les remplacer, on suivait le rôle matricule de la Compagnie et chaque membre était tenu d'exercer à son tour cette fonction. Celle-ci était peu recherchée; la plupart des membres demandaient à en être dispensés, ce qui leur était accordé moyennant le paiement de quatre écus blancs au profit de la caisse. Dans l'assemblée du 9 janvier 1737, treize personnes refusèrent successivement la charge de maître et payèrent les quatre écus séance tenante.

Il faut dire que les maîtres étaient tenus de donner caution suffisante pour les deniers à percevoir par eux, ce qui n'était pas au pouvoir de tout le monde.

En 1748 la situation devient critique; «il manque deux maîtres à la Compagnie et il n'y a que le Sr Bartholomey qui ne l'ait pas été; la matricule étant épuisée, il a été résolu de nommer un Comité pour tâcher de faire un règlement dans cet objet ».

En attendant, le sieur David Iker veut bien faire les fonctions de maître moyennant salaire; l'année suivante, « manque de sujets », on le prie de continuer. On lui donne comme successeur Jean-Louis Lhache, mais on se rend aux supplica-

tions de celui-ci qui obtient l'exemption en payant les quatre écus blancs.

Le Comité médite d'établir un receveur « des revenus et bienvenues par essay pour deux ou trois ans ». Les choses demeurent néanmoins en l'état jusqu'au 5 janvier 1757 où le Comité présente son rapport à l'assemblée générale. « Le Comité », est-il dit, « a travaillé et délibéré fréquemment sur cette matière et pour ne rien faire avec précipitation, il a cru devoir y procéder à pas lents; c'est ce dont il informa le 22 janvier 1755 la dernière grande assemblée qui applaudit à sa conduite. »

Par une décision conforme aux conclusions de ce rapport, la Compagnie supprime la charge de maître; mais cette mesure ne « dispensera point ceux qui n'ont point encore fait cette corvée ou qui ne s'en sont point exemptés par la finance, de l'obligation d'en payer l'exemption au taux de vingt-cinq livres faibles, et cette exemption une fois payée, les dispensera pour toute leur vie ».

La même finance devra être payée par les nouveaux membres en sus du taux ordinaire de leur entrée ou reprise.

Ainsi la suppression de la maîtrise laisse subsister la contribution qu'on payait autrefois pour s'en affranchir, et ce procédé ingénieux permet de pourvoir, sans rien demander à la caisse commune, au traitement du receveur nouvellement institué.

CHAPITRE IV

Receveur, Procureur, Secrétaire, Sergent, Auditeurs de comptes.

Aux termes du règlement adopté à cette époque, le receveur était nommé pour trois ans par l'assemblée générale à la pluralité des suffrages ; il devait fournir caution.

Il prêtait serment en pleine assemblée « d'être fidèle, soigneux, exact et vigilant dans l'exercice de sa commission ; d'être soumis à la direction de ses supérieurs et de rendre compte à satisfaction de tout ce qu'il aura fait et de tout ce qui lui aura passé par les mains, soit en recettes, soit en délivrance, à deffaut de quoi, il en sera responsable, soit ses cautions ».

Les gages du receveur étaient le cinq pour cent de ce qu'il percevait pour intérêts et bienvenues ; quand il était envoyé au dehors, ses journées lui étaient équitablement payées et on lui remboursait les autres petits frais qu'il pouvait avoir faits.

On lui remettait un rentier ou mémorial signé par le secrétaire de la Compagnie pour ses recouvres et déboursés annuels et ordinaires ; ce rentier lui servait de commission et d'ordonnance.

Le règlement de receveur fut en vigueur jusqu'en 1844, époque à laquelle il subit une modification permettant à ce fonctionnaire de se représenter et d'être réélu au bout des trois années assignées comme terme à ses fonctions. Par la même occasion on réduisit son traitement au deux pour cent par ce motif que les capitaux de la Compagnie s'étaient considérablement accrûs depuis 1756 et qu'il y avait disproportion entre les appointements du receveur et ceux des autres officiers.

* * *

Dès l'origine, il y eut, à côté du Roy et Prévôt, un lieutenant chargé de le suppléer en cas de besoin; la charge est mentionnée dans les lettres patentes délivrées par Louis d'Orléans en 1507. Ce dignitaire portait le titre de Vice-Roy. L'assemblée générale du 4 juin 1665 fut présidée par Samuel Pury « pour l'absencè de Monsr nostre Vice-Roy et la mort du deffunct Monsr Malval nostre Roy ».

Le vice-roi était souvent qualifié de « procureur », appellation qui prévalut par la suite. Sa fonction avait, paraît-il, été supprimée pendant un laps de temps assez long lorsqu'en 1728 on décida de la rétablir.

Cette création n'était pas du goût de tout le monde ou bien le traitement de deux écus blancs qui lui était attribué faisait des jaloux. En 1732 le procureur Abram Bourgeois expose « qu'il s'est apperçu que dans les opinions de quelques membres de la Compagnie on avait témoigné qu'il serait à souhaiter qu'il n'y eut point de procureur établi; il a prié instamment, dit le procès-verbal, d'estre dechargé de son employ; sur quoy led. Sieur Bourgeois ayant donné place, la Compagnie a trouvé que pour son bien et son avantage, il étoit nécessaire qu'il y eût un procureur établi et qu'on le prioit de continuer à rendre ses bons offices à la Compagnie jusqu'à l'expiration de son terme, ce qu'il a bien voulu faire ».

Abram Bourgeois resta donc procureur jusqu'à l'expiration de son terme et bien au delà, puisqu'il fut en fonctions jusqu'à son décès en 1783, c'est-à-dire pendant 55 ans; il faut croire qu'il avait fini par satisfaire tout le monde, car ses gages furent doublés et portés à quatre écus blancs, soit trente livres faibles par année, « plus une gratification consistant en une pièce de vaisselle d'argent de la valeur de 12 écus blancs, ou la valeur en argent monnayé ».

Les fonctions du procureur consistaient à présider les assemblées en l'absence du Roy, à surveiller les placements, à poursuivre les débiteurs et, d'une manière générale, à prendre

toutes les mesures propres à sauvegarder les intérêts de la Compagnie et à maintenir ses droits et privilèges.

* * *

A l'origine l'un des Maîtres semble avoir rempli l'office de secrétaire.

Le plus ancien registre de procès-verbaux que possède la Compagnie porte la suscription suivante :

« Livre dans lequel sont contenus les arrests passés par la Noble et Vertueuse Compagnie des Marchands de la Ville de Neufchastel, renouvellé de la tenue du Sieur Jonas Francey, Maistre de ladite Compagnie pour l'année 1680. »

Le premier secrétaire, mentionné comme tel, est le maître-bourgeois Huguenaud, mort en 1706. Lorsqu'il s'agit de le remplacer, la Compagnie « après avoir fait faire place à plusieurs notaires, membres de la dite Noble Compagnie, a nommé par la pluralité des voix le maître-bourgeois Bourgeois dit Francey, qui l'a agréé avec remerciements ».

En 1737 les appointements du secrétaire sont fixés à 20 livres faibles par an.

Un nouveau règlement adopté en 1759 lui alloue comme traitement fixe 8 livres, plus une commission d'un quart pour cent sur le montant des obligations et cédules passées par lui, et des émoluments pour copies et écritures.

Le secrétaire devait être choisi parmi les notaires jurés ; il n'était pas nécessairement membre de la Compagnie ; s'il n'en faisait pas partie, il prêtait serment de garder le secret sur tout ce qui se passerait en sa présence.

Le règlement stipule encore d'autres avantages attachés à la charge de secrétaire ; ainsi « il a sa part des 20 livres destinées au tâtement de vin.

« Si l'on mange ensemble le jour des comptes, il y est, sinon retire sa part. »

« Il retire double dans les partages de la Compagnie. »

En 1844 le règlement supprime pour le secrétaire l'obligation d'être notaire; il peut toujours être choisi en dehors de la Compagnie; son traitement est de 24 livres, plus une allocation de 1 à 4 livres pour papier et plumes.

* * *

Le sergent, dénommé sauthier à l'origine, remplissait les fonctions dévolues aujourd'hui à nos modernes huissiers; il faisait les convocations, percevait l'impôt des marchands forains, figurait dans les cérémonies, revêtu d'un manteau spécial.

On lit dans le procès-verbal de l'assemblée du 29 octobre 1694 :

« Jean Jaques Berthoud, sergent de la Compagnie, a humblement remontré qu'exerçant lad. charge de sergent depuis plusieurs années, et qu afin qu'il soit mieux cogneu des estrangers lorsqu'il fait la recouvre, il suplie qu'il plaise à Messieurs de la Compagnie de luy accorder un manteau de couleur pour faire lad. recouvre et citer Messieurs de la Compagnie lorsqu'elle s'assemble. Le fait ayant esté mis en deliberation, chacun des membres de la Compagnie qui estoyent présens ayans contribué à leur volonté le tout s'est monté à la somme de (le chiffre manque) laquelle somme sera employée a faire un manteau que les Sergens qui seront esleus par la Compagnie porteront lorsquil s'agira des affaires de la Compagnie, lequel manteau sera des couleurs de Monsieur Marval, mayre de cette ville notre Roy. »

Dès lors le manteau du sergent fut toujours aux couleurs du Roy et Prévôt. On peut voir dans ce fait une survivance de la situation occupée par ce dignitaire au temps où il tenait sa charge du prince, comme aussi une marque de l'indépendance de la Corporation à l'égard des pouvoirs officiels de l'Etat et de la ville.

* * *

Les Auditeurs de Comptes étaient nommés chaque année ordinairement au nombre de six. Ils constituèrent une sorte de bureau à l'avis duquel étaient soumises certaines questions demandant une solution urgente dans l'intervalle des assemblées. Plus tard ils formèrent un Comité permanent siégeant avec les dignitaires.

En dehors du Comité régulier chargé de l'administration de la Compagnie, on institua en 1816 un Comité qui s'assemblait le premier mardi de chaque mois et qui avait pour mission d'étudier les questions d'un intérêt général pour le commerce du pays.

CHAPITRE V

Les assemblées.

Les assemblées de la Compagnie avaient lieu au Mazel, c'est-à-dire au vieil hôtel de ville, ce sombre et pittoresque édifice que quelques-uns d'entre nous ont encore connu, et qui, chevauchant l'ancien cours du Seyon, reposait sur ses voûtes surbaissées et ses piliers trapus.

On se réunissait à 6 heures du matin; ceux qui n'étaient pas à l'heure étaient appelés les *dormeurs* ou *tard venus;* les retardataires et les absents payaient une amende de trois sols qui fut plus tard portée à deux batz et à trois batz en cas de récidive. Certains compagnons, qui avaient fait défaut pendant les délibérations, ne manquaient pas de se trouver au repas servi le même jour; une conduite aussi fâcheuse ne pouvait demeurer impunie. Aussi voyons-nous la Compagnie prendre la décision suivante le 24 octobre 1697 : « Passé que doresenavant tous ceux qui ne se trouveront pas à l'assemblée le jour du festin, à l'heure que Monsieur Nostre Roy aura nommé pour traiter des affaires de la Compagnie, payeront deux batz que le S^r^ Maistre recouvrira *lorsqu on sera assis à table*, à moins d'excuse légitime. »

D'autres qui disparaissaient immédiatement après la lecture du « Roolle », étaient punis d'une amende égale.

Plus tard, lorsque la Compagnie procéda chaque année au partage de ses revenus, les absents furent privés de leur part.

Un arrêt de la Compagnie du 5 janvier 1734 dispose « qu'à l'avenir ceux qui ne se rencontreront pas à l'assemblée du jour des Rois, n'auront aucune part à ses revenus, à moins

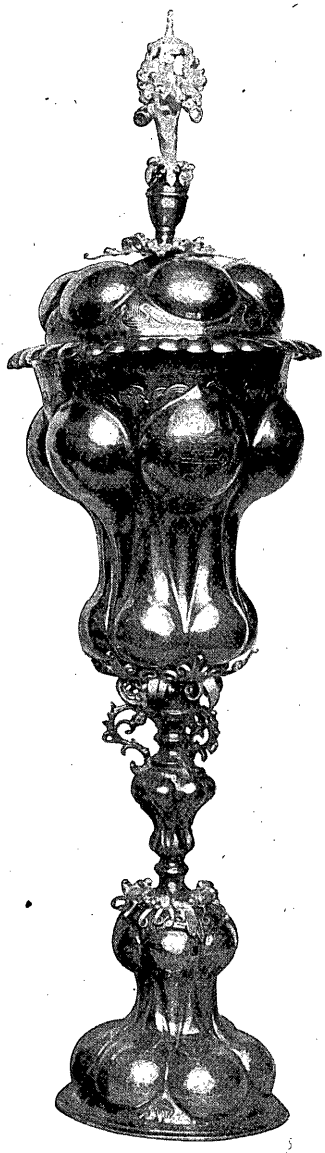
qu'ils ne soyent réellement malades de quoy le sergent donnera son attestation; ou qu'ils ne soient absents de la ville, soit pour aller à des foires qu'ils ont accoutumé de fréquenter, soit pour des affaires pressantes, auxquels cas les compagnons devront en demander la permission à Monsieur le Prévost ».

Les assemblées de la Compagnie étaient empreintes d'une certaine solennité. La séance s'ouvrait par la lecture « de la lettre d'Octroy faict à Messieurs de ceste vertueuse Compagnie par Messeigneurs les Gouverneurs au nom de S. A. afin que la dessus un chacun se scache conduire », dit l'arrêt du 20 juin 1659. Les compagnons étaient tenus de se présenter l'épée au côté; le spectacle de ces réunions matinales, dans le grand poële du vieil hôtel de ville, quelquefois éclairé par la lueur douteuse des chandelles, aurait sans doute tenté le pinceau d'un Rembrandt.

A l'origine, les assemblées générales avaient lieu, semble-t-il, assez fréquemment, et, comme elles étaient suivies d'un repas, il en résultait une assez grosse dépense pour la Compagnie. Aussi cette dernière prend-elle de bonne heure les mesures nécessaires pour remédier à cet abus. Le 19 novembre 1559, le procès-verbal enregistre la décision suivante: « Il a este passé que doresenavant la Compagnie ne debvra ètre assemblée pour faict de despence que trois fois l'année, assavoir après la foire S^t^ Jehan, après celle de la S^t^ Gal, et après celle de la Chandeleure, afin que, — ajoute l'arrêt inspiré par un souci de sage administration, — s'il y avoit de l'argent de reste après les trois repas, que l'on le mette à cense seurement avec bonnes fiances et assignaux, Et pour ce faire sera dressé un livre pour y incerer les obligations, lequel sera mis au Coffre cy devant mentionné, mais s il survenoit choses qui meritassent consultation, l on ne laissera pourtant d'obeyr sous ladite esmande des trois sols, nonobstant que l'on fit accoustrer le repas. »

Plus tard il n'y eut plus qu'une assemblée ordinaire avec repas fixée au dimanche avant la Saint-Jean pendant quelque

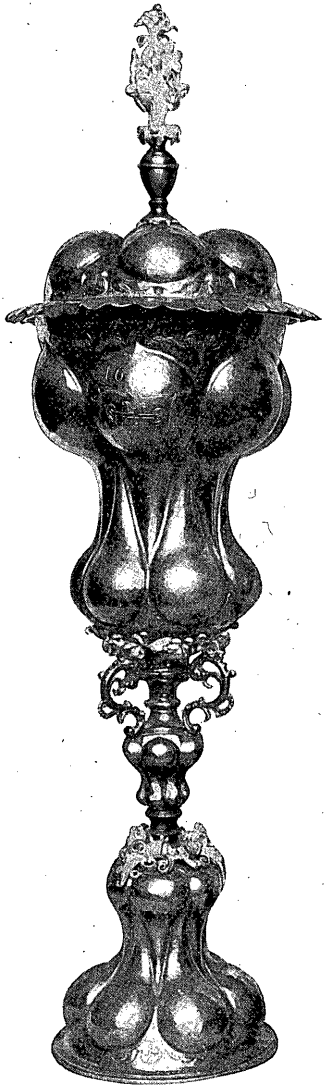
temps, puis à différentes dates; enfin, en 1802, on adopta irrévocablement le jour des Rois, ce qui n'empêcha pas cette date d'être changée lorsque les circonstances l'exigeaient. Ainsi en 1806 on observe que le 6 janvier est celui de l'élection de MM. les maîtres-bourgeois et maîtres des clefs et que le Conseil dîne ensemble ce jour-là. Deux dîners valant mieux qu'un, on renvoie celui de la Compagnie au 10 janvier, « sans conséquence pour l'avenir ».



Légende :

APPARTIENT A L'HONORABLE COMPAGNIE
DES MARCHANDS DE NEUCHASTEL
DE LA TENUE DU Sr CLAUDE GRUET.

1641



Légende :

APPARTIENT A L'HONORABLE COMPAGNIE
DES MARCHANDS DE NEUFCHASTEL
DE LA TENUE DU Sr FRANÇOIS REDART.

1655

COUPES DE LA COMPAGNIE DES MARCHANDS

(Musée historique.)

CHAPITRE VI

Les Repas de Corps.

Ils ont été incontestablement l'une des principales préoccupations de la noble et vertueuse Compagnie pendant toute la durée des XVI^me^ et XVII^me^ siècles et pendant une bonne partie du XVIII^me^. Les arrêts ayant trait à cet objet, important entre tous, sont légion et contiennent une foule de détails piquants et d'indications savoureuses sur les mœurs de nos pères, sur les circonstances de la vie publique et privée pendant une longue période. On nous pardonnera donc de nous y arrêter un instant.

Outre les repas officiels de la Corporation, il y en avait d'autres que les membres nouvellement admis étaient tenus d'offrir aux Compagnons, mais que la Compagnie se chargeait d'organiser, comme on le voit par un arrêt de 1517.

« Le lendemain foire Chandeleure l'an mille cinq cents dix sept, il a esté ordonne et passe par ladite Compagnie pour ce que quand les drappiers auroient un nouveau venu, icelluy ne debvoit faire aprester le repas, mais appartenoit aux deux qui seront par la Compagnie deputez pour obvier aux abus tant des hostes que aultres, lesquels dicts deputez debvront marchander, faire l'escot et diviser les viandes, ainsi que bon leur semblera et comme il appartient. A l'effect de quoy ont esté pres^mt^ esleus nommez et choisis Pierre Chambrier, Pierre Hardi et Guillaume Gringet, lesquels debvront faire semondre[1] tous ceux de la Lutte[2] qui seront pour lors au lieu. »

[1] *Semondre.* — Convoquer, assigner. Ce mot figure encore dans les dictionnaires comme mot vieilli signifiant « avertir de comparaître à une assemblée ou à une cérémonie ».

[2] *Lutte.* — Nous n'avons pu nous renseigner sur cette expression qui paraît avoir été d'un emploi très restreint et local. Ici, elle est évidemment employée dans le sens de Compagnie, Corporation.

Avant chaque repas, les maîtres procédaient au choix des vins ; c'est ce qu'on appelait le « tastement du vin », qui était l'occasion d'un repas préliminaire. Il semble qu'en cette occasion les maîtres n'observaient pas toujours toute la discrétion désirable, si l'on en croit la décision prise le 17 juin 1661. — « Sur la représentation du Sr Jean Ostervald, maistre, dit cet arrêt, comme il estoit arrivé difficulté l'année passée sur le jour du Compte, au subject de la despense excessive que faisoyent les maistres en faisant marche et en tastant le vin ; il prie qu'il y soit advisé afin qu'a l'advenir on se sçache conduire. Il a esté sur ce passé et arreste qu'à l'advenir les maistres n'auront la faculté de faire aucune despence sur la Compagnie, tant en faisant marche, tastant le vin que autrement, que iusques a vingt livres, sinon en faisant davantage le payeront de leur particulier et la Compagnie n'en sera pas chargée. »

L'opération du *tastement de vins* fut supprimée en 1669 ; mais plus tard la coutume en fut reprise ; on lit en effet dans le procès-verbal du 5 décembre 1736 : « Les Plaintes qui s'étoyent répandues dans le Public sur le prétendu abus du Tatement de vin ayans été communiquées, La Compagnie a confirmé ce repas et arrêté qu'il ne s'en parleroit plus à l'avenir. »

On traitait tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre des deux ou trois hôtes qui tenaient auberge en ville ; la question du choix était toujours assez délicate, car les hôtes, en ce temps, jouissaient d'une grande considération, faisaient généralement partie des Conseils de la ville, figuraient même parmi les maîtres bourgeois ; chacun d'eux avait ses amis au sein de la Compagnie et l'on était obligé de compter avec eux.

Le 4 juin 1665, la noble et vertueuse Compagnie se trouva dans un grand embarras, « ayant esté convoquée ensemble pour résoudre avec lequel des deux hostes, scavoir de la Maison de ville ou du singe, on voulloit conclure de marché pour traiter ladite Compagnie le jour du repas, puisque tous

deux s'offroyent de traiter à douze batz et demy par teste. De quoy en ayant esté demandé à Monsr le Receveur Samuel Pury qui lors présidoit pour l'absence de Monsr nostre Vice-Roy et la mort de deffunct Monsieur Marval nostre Roy, Lequel dit Sr Pury a represente que puisqu on estoit en different lequel des deux hostes choisir; qu a cause des grandes chaleurs qu'il fait en la saison qu on a accoustumé de faire le banquet, estant fort incommode a un hoste de se pourvoir de viande de bonne heure pour les pouvoir avoir fresches, mesme qu en cette saison l on ne pouvoit avoir la diversité de de viandes comme en temps d'hyver, ou environ la St Gal, considéré aussi qu environ la St Jean c'est le temps que le vin est le plus cher et le moindre, ou par contre environ la St Gal l on avoit toutes sortes de viandes et vins a choisir qu'il n estoit sy incommode a un hoste de s'assortir de longue main a cause de la fraicheur de la saison qui fait mieux conserver les viandes, — qu'aussy la Compagnie estant ensemble ne seroit tellement incommodee de chaleur et qu a son advis l on debvait remettre le repas a environ la St Gal. De quoy en ayant esté demande plus outre, la Compagnie et tous ceux qui la composoyent ont tous unanimement trouvé a propos pour le profit, commodité et advantage d'icelle de remettre et renvoyer ledit repas à environ la St Gal. »

Et voilà comment le receveur Samuel Pury tira la Compagnie de ce mauvais pas.

Pendant plus de deux siècles, les repas de corps de la Compagnie des Marchands furent célébrés régulièrement.

Il arriva cependant quelquefois à la Compagnie de renoncer à cette réjouissance.

Telle année les maîtres communiquent la fâcheuse nouvelle que les fonds en caisse ne permettent pas de faire la dépense; c'est ce qui se produisit par exemple le 19 octobre 1679. — « Sur la représentation faite par le Sr J. Jacques Favargier du Grand Conseil, moderne maistre, que ne se trouvant pas avoir receu des bienvenues suffisamment pour faire un repas pour

joindre au revenu de la Compagnie et que si on venoit faire un repas cette année, on ne pourroit le faire qu on ne mist la main à la bourse ou que l on ne print sur le fond qui redonderoit d'autant plus au prejudice et detriment de lad. Compagnie. Il a esté sur ce arreste que l on ne fera point de repas cette année, ains que l on recouvrera tout ce qu est deub par les Reliquataires pour les mettre en montes, afin d'en creer obligation en faveur de ladite Compagnie. »

D'autres fois l'abstention est motivée par la cherté des vivres et particulièrement du vin, mais l'année suivante la tradition est reprise avec vigueur. Le 20 octobre 1694, « Le sieur David Girard, moderne Maistre, ayant fait ensembler la Compagnie pour deliberer sy elle ne trouveroit pas a propos de faire un festin la présente année puisque par la grâce de Dieu le pain et le vin ont ravelé[1] de la moitié, aussi que nous avons suffisamment de revenu pour ce faire. Il a esté la dessus arreste que l on fera la presente année un festin pour se recreer par ensemble et que l on fera marché avec quelque hoste qui nous veuille traiter honnetement et modiquement. »

Le 17 novembre 1717, le maître-bourgeois David Bourgeois dit Coinchely, présidant la Compagnie pour l'absence du Roy. représente « que c'est environ en cette saison qu on a de coutume d'assembler la noble et vertueuse Compagnie pour scavoir a quoy on veut destiner les revenus d'icelle; Et comme, par la grâce de Dieu, les vivres sont a un juste prix et d'ailleurs qu'on a fait d'excellent vin a un prix assés modique, si on ne doit pas faire un festin, afin même d'avancer de plus en plus les droits et privilèges de ladite noble Compagnie. Sur quoy, il a esté arreste unaniment que l on fera un festin sur l'avant iour des Roys qui sera le 5e iour de janvier accause que les Roys seront le jeudy jour de marché. »

Il faut reconnaître à la louange de la noble Compagnie que ses décisions ne sont pas toujours influencées par l'abondance

[1] Raveler = variante de ravaler, baisser, diminuer.

ou la disette des vivres et du vin, mais qu'elle obéit souvent à des considérations d'un ordre moins matériel.

« Le 24 may 1663 a esté passé que cette presente année 1663, il ne se fera aucun repas a cause du decez de Son Altesse. » Le bon prince Henri II de Longueville venait en effet de mourir, regretté de tous les Neuchâtelois.

En 1685, les persécutions exercées par Louis XIV contre les protestants de France éveillent la sympathie de la vertueuse Compagnie. On lit dans le procès-verbal du 2 novembre : « Led iour Messieurs les Maistres de la noble et vertueuse Compagnie ayant fait convoquer ladte Compagnie lesquels ayant proposé que l on a toujours de coustume dans cette circonstance de temps de deliberer si l'on veut faire un repas ou si on doit appliquer les censes et revenus pour la nécessité de tant de nos pauvres frères qui sont exhilez de France a cause de la grande persecution qui y règne.

» Le fait ayant esté mis en deliberation, il a esté arresté que veu la circonstance du temps que l'on n'a pas suject de se rejouir ains plus tôt de s affliger des maux que nos pauvres frères de France souffrent ayant esté obligés de quitter et abandonner leur chère patrie, qua cet effect on fera la recouvre des censes et renthes et ladite recouvre estant faite ledit argent sera mis entre les mains de Monsr nostre Roy, et puis apres on fera convoquer ladte noble Compagnie pour deliberer a quel usage on doit destiner lesdittes Renthes en place du repas que lon supprime pour cet année. »

C'est le même sentiment, mélangé avec un autre un peu moins altruiste qui, en 1687, dicte à la Compagnie la décision suivante : « Si on trouve a propos de faire un repas qu on a eu accoustumé cy devant de faire en ce temps, ou si on veut le renvoyer à un temps a cause de la circonstance du temps que nos propres frères sont toujours fort persecutez pour la Religion et que mesme par le fleau de la gresle arrivé sur nos vignes qui est cause qu'on a fait fort peu de vin et même assez pietre. Il a esté sur ce arresté que pour les considera-

tions cj dessus et autres que lon se passera de faire un repas cette année et appliquera on le revenu au profit et advantage de la Compagnie. »

En 1708, après la dévolution de la principauté au roi de Prusse, le repas est décrété d'enthousiasme : « Messieurs de la Compagnie ayant égard à l'heureuse situation dans laquelle nous nous rencontrons par la grâce de Dieu, ont résolu de faire un repas pour se réjouir par ensemble, conformément à l'intention de ceux qui ont fait les fonds de la Compagnie. »

Parfois il arrive que, malgré l'insuffisance des recettes, la Compagnie ne renonce pas au festin habituel ; on décrète alors que chaque membre contribuera aux frais sur sa bourse particulière ; tel fut le cas en 1695 où elle consacra 300 livres « pour ayder à l'édifice du Temple (le Temple du Bas) », et du reste, ajoute le procès-verbal, « ont en fera un repas pour se réjouir ensemble, mais tous ceux qui seront au repas delivreront pour parfournir à l'escot chacun deux batz. Et ce sera le mardy troisième Décembre prochain auquel jour tous ceux de la Compagnie seront obligés d'aller au presche ».

Les menus de ces festins n'étaient pas précisément d'une simplicité austère, si l'on en juge par celui du 24 novembre 1703, jour auquel le sieur Daniel Chaillet, hôte du Singe, s'était engagé à traiter la Compagnie à raison de quinze batz par tête « moyennant quoi il a promis de nous bien traiter et de fournir le vin vieux à ceux qui en désireront et aussi des Coqs d'Inde, Chapons, Oyes et grives suffisamment ».

Aux malades et aux infirmes qui ne pouvaient assister au repas, on envoyait leur portion à domicile ; c'est ce qu'on appelait les « Compres[1] ». Fournies pendant longtemps en nature, ces compres furent par la suite remplacées par leur équivalent en argent.

De même que les autres Corporations, la Compagnie des

[1] *Compres.* — Locution employée dans des sens divers ; la signification fondamentale paraît être « quote part à payer ou à recevoir ».

Marchands possédait un certain nombre de coupes ou vases d'argent dont on se servait dans les repas de corps.

Le 15 septembre 1633, « il a esté passé que d'oresenavant chacun de ladite Compagnie donnera deux batz le jour du Repas, appliquables pour faire un goubelet ».

Le maître fait droit dans son compte des deux batz perçus, ensemble 28 livres faibles.

Le 15 juin 1645, « il a esté passé que doresenavant on acheptera des gobelets de table dorés avec l'argent qui pourra rester chacun an du bon et espargne qu'il pourra y avoir ».

Petit à petit l'usage s'introduisit chez les maîtres d'offrir, lors de la reddition de leurs comptes, un ou plusieurs « goubelets » dont la valeur était déduite du reliquat dû par eux. En 1662, la Compagnie estimant cette coutume onéreuse pour elle, décide que « d'oresenavant les maistres ne donneront a déduction de leur reliquat qu'un « goubelet » de table seulement, et ce afin que les droits et avancement de ladite Compagnie s'accroissent et augmente de plus en plus ».

De 1635 à 1668, on achète ainsi trente et un vases ; embarrassée de cette vaisselle considérable qu'on ne savait où loger, la Compagnie décide de les vendre ; vingt-huit coupes furent vendues dans le courant de 1694, et quatre autres en 1733 ; cette vente produisit liv. 1163.39.

Tous ces vases étaient dorés en dedans et en dehors et gravés aux armes de la Compagnie.

En 1848, lorsque M. François de Montmollin fut élu Roy et Prévost, en remplacement de M. Louis de Pourtalès, qui avait rempli ces fonctions pendant 44 ans (1804-1848), on ouvrit le coffre de la Compagnie et on y trouva « deux anciens vases d'argent doré » ; ce sont ceux qui figurent aujourd'hui dans une vitrine du Musée historique.

CHAPITRE VII

Recrutement.

Comme toutes les corporations, la Compagnie des Marchands était une corporation bourgeoise ; elle faisait partie intégrante de l'administration municipale, exerçant certaines fonctions de police, ou du moins elle était en relations très étroites avec celle-ci. Elle devait donc être exclusivement composée de bourgeois[1].

Pour faire partie de la Compagnie, il fallait être bourgeois interne, c'est-à-dire habiter la ville ; les bourgeois forains n'étaient pas admis à l'agrégation. En 1655, la Compagnie évince Jonas Bonhôte qui demandait « à estre reçeu du nombre de la Compagnie aux conditions de bourgeois de la ville, en considération de ce qu'il est employé dans le service de Messieurs (les Quatre Ministraux) lorsqu'il est question de garde dans la ville. Sa demande est rejetée veu qu'il n'est bourgeois interne ny de ceste communauté, ne faisant ni guet, ni garde ».

Après la renonciation de 1599, les bourgeois renoncés n'étaient pas admis à faire partie de la Compagnie, même lorsqu'ils venaient habiter la ville ; ils devaient commencer par se faire réintégrer dans la Bourgeoisie.

Tous les bourgeois habitant la ville et exerçant un commerce quelconque étaient tenus de faire partie de la Compagnie. Les négociants bourgeois qui ne se présentaient pas spontanément étaient requis de le faire, et ceux qui renitaient se

[1] A l'origine, la qualité de bourgeois n'était pas exigée ; c'est ce qui résulte de l'acte par lequel Antoine Matthey, prévôt des marchands, admet Regnaux Béchet, bourgeois de Saint-Hippolyte, en Franche-Comté, au nombre des membres de la Compagnie des Marchands de Neuchâtel. Cet acte du 18 octobre 1453 figure dans les annexes à la fin du volume.

voyaient privés du droit d'ouvrir boutique tous les jours sous peine d'amende. C'est ce qui résulte clairement des arrêts suivants :

Du 9 février 1666. « A la représentation de Monsr nostre Maistre Gaudot qu'il y avoit certains carliers qui débitoyent et vendoyent des carles[1] sans estre de la noble et vertueuse Compagnie, par ou il pourroit arriver beaucoup d'abus, il a esté sur ce passé et arresté qu'on les sommera de se mettre de la Compagnie, a deffaut seront gagez tous les iours qu'ils deployeront. »

Du 28 novembre 1696. « Monsr Lucas le Maistre represente que par abbus il y a des bourgeois qui ne sont pas de la Compagnie ne laissent pas de negocier; il demande si on ne doit pas les gager; il a esté sur celà arreste que tous ceux qu'on trouvera negotier qui ne soyent pas de la Compagnie, qu'on doit les gager. »

Du 6 janvier 1720. « Le Sieur Pierre Dupasquier qui a été incorporé de la Compagnie pour l'achapt et le florin d'or comme nouveau bourgeois, mais n'ayant voulu prêter le serment pour raison, dit-il, qu'il ne se mêle de rien, Messrs de la Compagnie ayant délibéré sur son cas, de même que sur celuy des Sieurs Andrès Wavre et Louis Favarger proche La Galère, il a été résolu qu'au cas qu'au moins ils ne s'engagent de se mettre de la Compagnie et, prêter le serment le jour des comptes, ils seront gagés des Lundy matin au cas qu'ils ouvrent leurs boutiques. »

Jusqu'à la fin du XVIIIme siècle on voit la Compagnie appliquer la règle d'une manière rigoureuse ; notons cependant quelques exceptions curieuses.

En 1713, « un apothicaire represente qu'il se mettroit volontiers de la Compagnie, n'estoit le scrupule qu'il a d'un article du serment qui prescript de ne vendre marchandise pour autre, et comme quelquefois il arrive que le médecin

[1] *Carle* désigne une sorte de coiffure de femme, dont il est question p. ex. dans les ordonnances somptuaires de 1661 (Boyve IV, p. 103).

ordonne des drogues qu'il n'a pas et qu'il est obligé d'en substituer d'autres en place, il ne pourrait pas à son avis le faire ».

La Compagnie ne juge pas à propos de modifier un article essentiel de son serment pour tranquilliser la conscience de cet apothicaire timoré: « Il a esté dit que puisqu'il a du scrupule de prester serment accoutumé auquel on ne peut rien toucher, qu'ou lui laisse l'option de prier qu'on l'incorpore de la Compagnie ou de ne pas le faire ».

Il arrivait aussi que le récipiendaire était hors d'état de payer la finance d'entrée. Tel fut le cas de Samuel Merienne, lequel expose le 4 janvier 1710, « que n'ayant pas le moyen de payer l'achapt de la Compagnie, il prie qu'on le retranche d'icelle, offrant de payer 15 batz pour le repas qu'il prit l'année dernière sur quoi il a esté dit qu'on fera son possible pour le faire payer entre ici et le prochain compte et ne pouvant le faire on le démettra de la Compagnie en l'obligeant de payer son écot du festin où il prit part le jour de sa reception ».

En 1745 trois bourgeois négociants refusent obstinément de se faire agréger à la Compagnie; au lieu de leur interdire le négoce comme on l'aurait fait précédemment, on se borne à leur faire prêter serment et à leur faire payer chacun les cinq livres que la corporation avait le droit de réclamer des marchands non bourgeois aux termes de ses privilèges.

Les bourgeois qui n'exerçaient eux-mêmes aucun négoce, mais dont les femmes ou filles tenaient boutique ouverte, étaient obligés de se faire recevoir membres de la Corporation.

De bonne heure la question se posa de savoir si un bourgeois n'exerçant pas la profession de négociant, pouvait faire partie de la Compagnie. Cette question reçut différentes solutions suivant les époques.

Un arrêt du 19 novembre 1559 la résout par l'affirmative. « Item ladite Compagnie a reconfirme une ordonnance desia par cy devant faicte, assavoir que nullj ne pourra estre receu d'icelle qu'il ne mène mercerie ou drapperie *ou que les pre-*

decesseurs n'en ayent esté, et encore le debvront faire deument apparoistre par les rolles de dicte Compagnie. »

Ainsi les bourgeois qui avaient eu des ascendants membres de la corporation pouvaient en faire partie, même s'ils n'exerçaient pas la profession de marchand.

Cet usage persista pendant plus de 200 ans et la Compagnie compta toujours parmi ses membres un grand nombre de bourgeois qui ne faisaient aucun négoce. C'est seulement à la fin du XVIII^me^ siècle qu'une réaction se produisit. En 1792 le Comité, appelé à élaborer un nouveau règlement sur les conditions d'entrée, estime « que l'on devrait restreindre les réceptions aux seuls bourgeois qui commercent et qui n'exercent aucune profession dépendante des autres corporations de métiers de cette ville et aux seuls marchands établis soit en leur propre ou en société, en excluant les commis et les aprentifs ».

Ce point de vue fut adopté par l'assemblée générale du 14 mars 1792; il faut croire cependant que la règle n'était pas rigoureusement observée, puisque, en 1798, le Comité juge nécessaire d'en proposer la confirmation, mais l'assemblée de son côté trouve bon d'en atténuer la sévérité. Elle décide en effet « que dorénavant les marchands ou négociants de cette ville pourront et devront être membres de la Compagnie, s'ils ont magasin ou boutique ouverte; que, quant aux personnes qui se présenteront sans avoir l'une ou l'autre de ces qualités, la Compagnie ne les exclut point de son corps, mais se réserve, s'il s'en présente, qu'ils ne pourront être reçus que par la voye du scrutin ».

La Compagnie des Marchands continue donc à recevoir des membres non-commerçants se réservant d'éliminer par la voie du scrutin les candidats de cette catégorie qui n'ont pas l'heur de lui plaire; il est rare d'ailleurs qu'elle fasse usage de cette faculté, en sorte qu'elle est peu à peu envahie par des éléments étrangers à son institution et qu'attirent uniquement le partage annuel des revenus et peut-être aussi le prestige d'une cor-

poration importante à laquelle l'autorité souveraine a délégué une partie des ses attributions.

Mais nous voici arrivés au XIX^me^ siècle ; la révolution a passé emportant les privilèges et les monopoles ; les corporations de métiers, si elles subsistent encore, ne jouent plus aucun rôle public ; la Compagnie des Marchands n'a plus guère d'autres attributions que celles d'une Chambre de commerce.

Consciente des nécessités de la société moderne, elle est prête à se confiner dans ce rôle ; elle a été pénétrée, elle aussi, de l'esprit nouveau ; ses vues se sont élargies ; ce n'est plus l'égoïsme primitif et naïf de l'ancienne corporation qui l'inspire ; résolument elle s'élève au-dessus des considérations d'autrefois qui maintenant lui semblent mesquines. Son ambition est de contribuer dans la mesure de ses forces à la régénération du pays et de provoquer un nouvel essor du commerce et de l'industrie. Mais pour cela il faut qu'elle soit la représentation fidèle de l'élément commerçant et qu'elle se débarrasse des éléments étrangers par lesquels elle s'est laissé envahir peu à peu. C'est pourquoi, dans l'assemblée du 6 janvier 1837, le Comité pose la question de savoir « s'il n'est pas pour le commerce d'une haute importance d'aviser aux moyens de ramener autant que faire se pourra la Compagnie des Marchands à son institution et d'empêcher qu'elle ne tombe à cet état d'autres corporations qui, maintenant sans objet appréciable, n'ont d'autre lien que celui de la copropriété en jouissance de leurs capitaux, d'autre intérêt que le partage des revenus. Consultée sur les questions importantes qui touchent à ses intérêts, la Compagnie des Marchands est dans l'Etat la seule corporation qui ait le privilège d'être considérée comme représentant le commerce. Elle en perdrait le caractère et les avantages si, cessant d'être en réalité la Compagnie des Marchands, elle n'en conservait plus que le nom. »

La Compagnie semble tout d'abord vouloir s'associer aux vues de son comité ; elle le charge d'examiner les meilleurs moyens d'empêcher la décadence de la Compagnie et de la

ramener autant que possible à son institution primitive et, pour entrer immédiatement dans son rôle, elle l'invite à examiner s'il y a moyen de fixer dans cette ville une branche quelconque d'industrie. Toutefois la condition qui paraissait indispensable à l'accomplissement de ce programme, c'est-à-dire l'élimination des personnes étrangères au commerce, ne put être réalisée; l'assemblée du 6 janvier 1838, sur la proposition du Comité, décide de maintenir le règlement sur les réceptions avec cette modification que les candidats non négociants, pour être admis comme membres de la Compagnie, devront passer au scrutin et réunir, non plus seulement la majorité, mais les trois quarts des suffrages. Il convient de dire ici que la présence de membres étrangers au négoce n'empêcha pas la Compagnie des Marchands d'exercer jusqu'en 1848 ses attributions de Chambre de Commerce, avec une grande compétence et dans un esprit remarquablement libéral, ainsi que nous le verrons dans un autre chapitre.

L'interprétation du règlement qui mettait à l'admission de plein droit des négociants la condition d'avoir *boutique ouverte*, donna lieu à d'assez fréquentes discussions; cependant l'interprétation la plus large a prévalu et on ne demanda plus aux récipiendaires que d'exercer d'une manière active, permanente et exclusive la profession de négociant.

Lors de leur admission, les nouveaux membres payaient une finance d'entrée dont le taux a subi dans le cours des temps de notables variations. Le taux de cet « entrage » augmentait naturellement à mesure que s'accroissait la fortune de la Compagnie et que diminuait la valeur de l'argent.

En 1582, il était fixé à 5 livres faibles.
1588, » 10 »
1598, » 20 »
1625, » 24 »
1633, » 30 »
1731, » 50 »
1785, » 24 livres tournois.

En 1792, il était fixé à 32 francs ou 80 livres faibles.
1796, » 50 livres 8 = 3 louis d'or neufs.
1797, » 67 » 4 = 4 »

Les récipiendaires qui n'apportaient pas la preuve que l'un ou l'autre de leurs ascendants avaient fait partie de la Compagnie, payaient une finance supplémentaire appelée d'abord *teston*, puis florin d'or. Par la suite cette obligation fut restreinte à ceux qui n'étaient pas nés bourgeois. La valeur de ce florin d'or a été variable; dès la fin du XVIIIme siècle, elle resta fixée à 4 livres 14.

Depuis l'abolition des Maîtres en 1757, la finance d'entrée comprenait la taxe d'exemption de maîtrise fixée, comme nous l'avons vu, à 25 livres faibles; plus tard cette taxe fut confondue avec l'entrage; le tout constituait ce qu'on appelait la « bienvenue ».

Les fils de membres étaient admis à faire la « reprise », c'est-à-dire que la finance d'entrée subissait en leur faveur une réduction de moitié. Un arrêt de 1517 dispose: « Le fils légitime peut reprendre du père et non autre.

» Item ne peut ledit fils légitime faire sa reprinse jusques après le deces de sondit père, sinon qu'il fut divisé et separé d'avec luy.

» Les filles ne peuvent reprendre. »

CHAPITRE VIII

Discipline.

La Compagnie exigeait de ses membres la stricte observation des bonnes coutumes commerciales, la loyauté et la rectitude dans les affaires. Les compagnons étaient en outre tenus les uns envers les autres à certains devoirs de confraternité.

La plus ancienne formule du serment que prêtaient les membres de la Corporation relate à cet égard de pittoresques recommandations :

« Si vous vous trouvez en quelque lieu debvant péage, est-il dit, et un compagnon de la Lutte estait passé devant sans le payer, vous le payerez pour lui, disant qu'il vous en a donné la charge, et puis après le rapporterez au Roy et a la Compagnie afin qu'en soyez rembourcé et luy chastié par l'advis de ceux de ladite Compagnie selon son démérite. »

Ce souci de l'honneur corporatif est assurément touchant ; il faut louer aussi celui qui inspira la règle suivante : « Quand vous vous trouverez aux foires et marchez serez tenus aider à vostre voisin, en quel lieu que ce soit, et vous eslargir par les bancs paisiblement sans vous debattre ny quereller. »

Un arrêt de 1559 rappelle l'obligation, — datant sans doute du temps de la confrérie religieuse, — pour les membres de la Compagnie de participer aux honneurs funèbres rendus à leurs confrères défunts. « Il a esté passé et arresté que celuy qui sera de ladite Compagnie, après qu'il sera adverty et admonesté par ceux qui auront la charge, qu'il ayt a suivre un gros corps mort jusques à la fosse ou tombeau moyennant qu'il fusse du nombre de ceux de la Compagnie. Le defaillant

sera esmandable pour chacune fois qu'il manquera de payer trois gros, sans grâce ni mercj, s'il n'apportoit excuse raisonnable, laquelle esmande et chastoy debvra estre mise et employée au profit d'icelle dite Compagnie. »

L'ordre et la bienséance devaient être observés pendant les assemblées et pendant les repas, et toute manifestation irrespectueuse ou injurieuse pour la Compagnie, pour ses chefs ou pour les autorités de la ville et de l'Etat, était sévèrement réprimée.

En 1656, les frères Rudolff et Samuel Hermand, ayant proféré « de fausses et méchantes paroles contre Monsieur le Mayre de Neufchastel noble Huges Tribollet-Hardy », et ayant été condamnés en justice à faire réparation aux héritiers de ce magistrat, sont exclus de la Compagnie. Ils n'y sont admis de nouveau en 1658 qu'après avoir produit un arrêt du Gouverneur les relevant du reproche qu'ils avaient mérité; on les fait d'ailleurs promettre « de se mieux comporter à l'advenir qu'ils n'ont fait du passé ».

Le 8 octobre 1683, « sur les plaintes que d'aucunes personnes ne portent pas le respect à Monsr nostre Roy ou a celuy ou ceux qui le represente, et aux sieurs maistres, et que d'aucuns ne gardent pas le secret de ce qui se passe, quoique l'article du serment le porte, demandant quil y soit pourveu. Il a esté arreste qu'a l'advenir que celuy ou ceux qui manqueront de respect envers ceux que l on doit seront chastiés sans misericorde pour deux batz (ce que la Compagnie a de pouvoir) et que celuy ou ceux qui s'oublieront de tant que de reveler les oppinions des aultres seront suspendus de lad. Compagnie deux années. »

Le 6 janvier 1741, « vu la requette insolente et injurieuse à plusieurs membres de la Compagnie présentée par Jean Frederich Michaud, cordonnier, et Jonas Petitpierre, boutonier, la Compagnie a nommé dix personnes pour examiner tous les faits y contenus pour ensuitte faire son rapport à la prochaine assemblée ».

» Lesdits Srs Jean Frederich Michaud et Jonas Petitpierre, qui avoient donné place à la nomination des susnommés, étant rentrés, ont représenté par la bouche de leur parlier, qu'ils demandoient pardon et excuse de la requête qu'ils ont présentée, disant qu'ils n'ont pas cru d'injurier personne, mais qu'ils prioit seulement qu'on examinât certains faits portés dans lad. requête. »

Sur le rapport de la Commission, la Compagnie trouve que la requête est « teméraire, avanturée, contraire à la vérité, injurieuse au corps et à divers de ses membres » ; elle condamne ses auteurs à une suspension de six années, « sauf, dit l'arrêt, à M. le Conseiller Gaudot notre Roy d'adoucir cette suspension s'il le juge à propos ».

On ne sait pas si l'indulgence qui transparaît dans ces derniers mots est venue en effet adoucir la sévérité de la sentence et si les coupables purent prendre leur part du repas traditionnel du jour des Rois.

La Compagnie qui, comme on le voit, ne plaisantait pas sur le chapitre de la discipline intérieure, n'admettait pas davantage que des étrangers portassent atteinte à sa considération.

On la voit poursuivre en 1631 un sieur Jean Philippe, marchand de Bienne, qui, se trouvant à Berne, avait mal parlé d'elle. La Compagnie fait comparaître devant elle ce marchand, qui ne songe pas à opposer un déclinatoire, et l'oblige à déclarer « que ce qu'il avoit dict à Berne contre la Compagnie, il en prioit de pardon, et que c'estoit le vin qui le luy avoit faict dire, en estoit marri et repentant, s'estant en outre déclaré ne conaistre le Roy ny tous ceux de lad. Compagnie que gens de bien et d'honneur. Et que pour telle faulte par lui commise, il a de bonne volonté baillé et délivré pour le chastoy la somme de vingt quatre Escus, sans que cela luy puisse apporter prejudice a son honneur, car ainsy luy a esté remise sa faulte en la présence des Srs Jacques Vuavra et Jonas Huguenaud, tesmoins a ce appelez. »

En 1634 on se montre encore plus énergique à l'égard d'un étranger, Pierre Petit de Riaulmont, « qui auroit tenu et proféré paroles atroces et injurieuses au despect et deshonneur tant de l'hon^ble Compagnie que des maistres d'icelle. Il a esté sur ce passé et arreste que l'on doit maintenir les maistres, et que pour c'est effect que l'on doit faire barrer la marchandise audit Pierre Pettit et luy faire a faire la réparation convenable ».

Le 17 juin 1695, Jean-Jacques Berthoud, sergent, se plaint « qu'un certain refugié, Mons^r Dautun l'a qualifié de persecuteur parce qu'au nom et par ordre de la Compagnie, il a notifié à un certain réfugié, nommé Remy l'arrest qu'on avoit passé contre luy le 8 du courant, priant d'avis là dessus. Sur quoy a esté resolu qu on fera venir led. S^r Dautun pour se retracter des paroles qu'il a proférées à ce defaut qu'on y advisera plus outre. Ensuite de quoy le S^r Dautun estant paru, il a prié d'excuse la Compagnie et promis de se contenir sy bien dans la suite qu'on aura plus sujet de plainte. Et c'est de quoy la Compagnie a eu satisfaction. »

CHAPITRE IX

Revenus et Ressources.

Les ressources de la Compagnie consistaient dans les intérêts de ses capitaux, dans la finance d'entrée payée par les nouveaux membres (entrages, florin d'or, reprises), dans les contributions qu'elle percevait des marchands non bourgeois autorisés par elle à tenir boutique, des taxes qu'elle prélevait sur les forains aux jours de foires et de marchés, et dans les amendes dont elle frappait les délinquants.

Pendant fort longtemps, les revenus de ces fonds capitalisés furent consacrés à couvrir la dépense des repas de la Corporation.

C'est en 1689 que, pour la première fois, la Compagnie des Marchands rompit avec cette tradition séculaire.

« La noble et vertueuse Compagnie des Marchands, dit le procès verbal du 13 octobre, ayant été convoquée et dans icelle mis en délibération si l'on devoit faire un repas avec les revenus ou si l'on devoit distribuer à chaque membre quelque parcelle d'argent, il a esté conclud que veu la cherté des danrées et particulièrement du vin l'on distribuera à chacun huit batz et le restant bon sera mis au proffit de la noble Compagnie. »

Dès lors la même décision est prise en 1692, 1693, 1709, 1713, 1714. Peu à peu le partage des revenus devient la règle, les repas sont l'exception jusqu'à ce que, vers le milieu du XVIII^me^ siècle, ceux-ci soient complètement et définitivement supprimés.

On a vu dans un chapitre précédent qu'en 1837 il se produisit une tentative de donner à la Compagnie un caractère purement professionnel en excluant les personnes qui n'exer-

çaient pas d'une manière effective la profession de négociant. Déjà en 1761 cette préoccupation hantait l'esprit d'un certain nombre de membres parmi les plus influents. Pour réaliser ce projet, on eut l'idée de supprimer ou du moins de suspendre pendant quelque temps le partage des revenus. C'était en effet le moyen le plus efficace d'écarter ceux qui n'avaient demandé leur agrégation qu'en vue d'un profit personnel sans se soucier autrement des intérêts généraux dont la Compagnie avait le soin.

Il appartenait au Conseiller d'Etat Samuel Marval, Roy et Prévost de la Compagnie, de donner un corps à cette idée. Se fondant sur le fait que cette dernière « ayant cy-devant souhaité qu'il fût travaillé à quelques arrangements pour abolir les partages annuels des revenus, par la considération que ses fonds qui sont très médiocres, la laisse hors d'état de faire ou d'entreprendre des choses utiles et honorables à la Compagnie même et au commerce de ses membres » — il rédigea un projet complet basé sur la suppression des partages. L'exposé de Samuel Marval, remarquablement clair et logiquement déduit, nous apprend qu'à ce moment la fortune de la Corporation s'élevait à 6600 livres, qui produisait un revenu de 264 livres, grevé d'une dépense annuelle de 94 livres, ce qui le réduisait à 170 livres, non compris un léger casuel, en sorte que chaque membre avait à sa part 14 batz et demi et un gros (1 liv. 9,8) sans espoir d'aucune augmentation. La situation semblait justifier cette réflexion émise par l'auteur du projet que « si la Compagnie partage ou mange tous les ans son revenu, elle ne saurait jamais prospérer, et que loin de là, son état ne peut que se détériorer par divers événements, soit que les intérêts ne s'acquittent pas à point nommé, soit qu'il survienne quelque perte sur les capitaux, soit qu'il y ait quelque dépense extraordinaire à faire ».

Le projet de Samuel Marval, approuvé par une Commission spéciale, fut soumis à l'assemblée générale du 3 janvier 1763. En voici les lignes principales :

« Chaque membre de la Compagnie doit être requis de déclarer s'il veut ou non renoncer pour la suitte aux partages annuels du revenu dans la vue de grossir son fond et pour mettre la Compagnie en état d'entreprendre des choses utiles au commerce.

» Celuy qui y consentira sera enregistré, sera toujours membre effectif et aura droit au suffrage pour l'œconomie et l'usage de ce fond, parce qu'il contribue à son augmentation.

» Celuy qui n'y consentira pas sera enregistré; il restera bien membre de la Compagnie, mais il n'aura pas de suffrage à donner dans l'objet que dessus parce qu'il ne contribue pas à l'augmentation du fond. Et chaque année, sa vie durant, on lui payera dans le courant de janvier quatorze batz et demy. »

Cette réforme opérée, la Corporation devait être régie par les règles suivantes :

« Les reprises sont abolies.

» L'entrage sera de L. 12 en tout et une fois pour toutes, sans distinction si l'on est fils d'un membre de la Compagnie ou si on ne l'est pas.

» On ne pourra prétendre à aucun partage ni s'en réserver, mais on s'astreindra absolument aux règles et au sort de l'établissement nouveau.

» Tout négociant bourgeois, de quelque ordre et qualité qu'il soit, doit se mettre de la Compagnie pour pouvoir tenir commerce.

» Si son commerce finit et cesse absolument de son vivant, on lui remboursera le quart de ce qu'il aura payé d'entrage; au cas cependant qu'il n'ait pas remis son commerce à tenir par sa femme ou par ses enfants.

» Il se tiendra toujours régulièrement et annuellement une grande assemblée; et les membres qui n'y assisteront pas sans dispense ou excuse légitime, étant duement cités, payeront une certaine amende au profit de la Compagnie. »

L'assemblée générale adopta le projet qui lui était présenté avec quelques modifications; ainsi elle maintint l'obligation

de payer avec l'entrage le florin d'or pour tous ceux qui n'avaient eu aucun de leurs ancêtres parmi les membres de la Compagnie.

En ce qui concerne le devoir pour tout négociant bourgeois de se faire agréger à la Compagnie, elle tint à affirmer que ce devoir découlait « de la constitution fondamentale de la Compagnie et des droits de celle-ci ».

Enfin elle se prononça contre l'institution des amendes.

Quatre-vingts membres avaient déclaré renoncer absolument et pour toujours à tous partages; c'était la grande majorité; il semblait donc que la Compagnie, fortifiée par une réforme aussi radicale, délivrée de toutes préoccupations égoïstes, allait se vouer avec zèle à sa tâche et donner au commerce et à l'industrie du pays un nouvel essor.

Mais les événements politiques qui se produisirent à cette époque, le conflit qui s'éleva entre le Prince et ses sujets à propos de la ferme des recettes, les dissensions qui séparèrent les Neuchâtelois en deux camps fort aigris l'un contre l'autre, la sentence de Berne, le meurtre de l'avocat Gaudot, l'occupation de la ville par les troupes de Berne et de Fribourg, détournèrent l'attention de cette modeste réforme dont il ne fut plus question.

Il semble cependant que les partages de revenus furent suspendus jusqu'en 1778; en effet, à l'assemblée du 6 mars de cette année, le Président « ayant proposé s'il ne conviendroit pas de partager annuellement une partie des revenus de cette Compagnie, il a été arrêté que l'on partagera vingt un batz à chaque membre de cette Compagnie tous les ans à commencer dès l'année prochaine ».

Dès lors cette répartition a continué régulièrement sans interruption jusqu'à nos jours.

Pour y prendre part, il fallait avoir en ville un domicile fixe à son usage, soit dans sa propre maison, soit par location annuelle (1796). Il fallait être présent à l'assemblée réglementaire fixée au jour des Rois; aucune excuse n'était admise;

le membre qui n'assistait pas à l'assemblée perdait le tiers de son marron (1802).

Les héritiers d'un membre décédé dans l'année avaient droit au marron de ce membre pour cette année.

* * *

Dans l'espoir d'augmenter ses ressourses financières, la Compagnie des Marchands participait quelquefois aux loteries organisées dans le pays.

En 1724, elle prend quatre-vingts billets de la loterie de la maison de charité; mais comme il n'y a pas assez d'argent en caisse pour les payer, elle demande à la Chambre de charité de lui faire crédit en lui tenant compte des intérêts.

En 1739, la Compagnie décide de prendre vingt billets de la loterie de la ville, qui coûtent quatre écus neufs chacun. L'opération ne fut pas heureuse, car le procès-verbal du 24 décembre 1740 constate que la Compagnie a eu le malheur de perdre la plus grande partie de ses revenus à la loterie de la ville, ce qui la mit dans la douloureuse obligation de supprimer le repas pour cette année; les membres présents à l'assemblée du jour des Rois durent se contenter d'un marron de six piécettes.

S'étant avisée qu'une loterie offre plus de profit à ceux qui l'organisent qu'à ceux qui prennent des billets, la Compagnie en entreprit successivement deux, la première en 1733 de dix mille francs, et la seconde en 1736 de vingt mille francs.

Les Quatre Ministraux avaient accordé leur autorisation à la condition que tous les membres de la Compagnie seraient répondants de la valeur de la loterie. Cette condition ne semble pas avoir été du goût de tout le monde, car la Compagnie fut convoquée par devoir « pour faire déclarer ceux qui ne veulent pas entrer et s'engager dans lad. lotterie, afin qu'on en puisse faire une note pour que ni eux ni leurs descendants n'ayent aucune part au revenant bon de lad lotterie ».

Dans la séance du 10 juin 1734, il se trouva dix membres qui déclarèrent ne vouloir avoir aucune part à la loterie.

Le bénéfice de la première loterie fut de 663 fr. et 3 sols.

Les directeurs de la loterie, les sieurs Lasche et Bourgeois, qui avaient conduit toute l'opération gratuitement, se virent allouer pour leur peine à chacun deux louis d'or vieux auxquels ils renoncèrent généreusement en faveur de trois pauvres bourgeois.

Pour la seconde loterie, on fit deux classes de billets de 3000 billets chacune, dont la mise était de 2 fr. dans l'une et de 4 fr. dans l'autre; on décida ne pas l'organiser avant le mois d'avril 1737 pour ne pas porter préjudice à celle de la Chambre de charité du Locle. Le salaire des directeurs fut fixé sur le pied de un pour cent non compris les frais dont ils seraient soigneusement indemnisés.

A l'origine, il avait été entendu que le profit de cette loterie serait pour la Compagnie des Grenadiers, mais, par la suite, on se contenta d'allouer à celle-ci cent écus blancs.

Il s'agissait de savoir quelle destination recevraient les gains réalisés sur les deux loteries, qui s'élevaient ensemble à 1250 livres tournois. Le Comité de la Compagnie estima qu'il y avait lieu d'en créer un fonds spécial qui serait géré séparément et qu'on laisserait s'accroître du montant des intérêts au quatre pour cent. Il serait interdit de toucher à ce fonds avant l'expiration d'un délai de cent ans, après lequel les revenus seraient affectés soit au soulagement des membres de la Compagnie qui auraient eu quelque malheur, soit en faveur de leurs veuves ou de leurs enfants. Trois membres de la Compagnie devaient être préposés à l'administration de la fondation et rendre compte de leur gestion le jour où l'assemblée prendrait connaissance du compte général.

La Compagnie, réunie le 31 janvier 1739, approuva les propositions de son Comité; elle trouva cependant le délai de cent ans « excessivement long » et renvoya à un autre temps de fixer un terme.

Aucune décision n'intervint d'ailleurs à cet égard, si bien qu'en 1780, — quarante ans plus tard, — le fonds de la loterie subissant sans doute la loi de l'attraction, fut confondu avec la fortune de la Compagnie et, au lieu de secourir les veuves et les orphelins, vint simplement accroître le marron distribué chaque année le jour des Rois.

CHAPITRE X

Contributions à diverses œuvres philanthropiques et d'utilité publique.

Même à l'époque où la Compagnie organisait de plantureux festins pour permettre à ses membres de « se récréer par ensemble », elle ne laissait pas de contribuer généreusement à des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique.

En 1686, étant assemblée pour délibérer « à quoy on veut appliquer le revenu de la Compagnie », elle décide « qu'on délivrera à Messieurs les Quatre Ministraux la somme de deux cents livres pour en faire charité aux pauvres déchassez pour cause de religion ».

En 1695, elle vote trois cents livres pour « ayder à l'édifice du Temple » (c'est du Temple du Bas qu'il s'agit).

Le 7 janvier 1707, les Conseils de la ville sollicitent l'aide de la Compagnie pour l'établissement d'un port. Le procès-verbal s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « Messieurs de Montmollin, banneret, et Bullot, maître-bourgeois, ayant demandé de proposer quelquechose au nom de Messieurs du Conseil et leur ayant été accordé audiance, ils ont fait des compliments en leur nom et asseuré de leur bienveillance et protection. Et ensuitte ont representé qu'on n'ignore pas combien un bon port ou avre est utile et nécessaire pour augmenter le commerce; c'est pour cest effet qu'on a entrepris de faire celuy auquel on a travaillé iusques ici comme on sçait et auquel on a deja beaucoup avancé. Et comme plusieurs corps se sont cotisé pour contribuer à un si util ouvrage, ils espèrent aussy que de notre cotté nous y voudrions bien contribuer puisque cela nous touche plus qu'aucun autre corps

de la ville, et c'est à quoy ils s'attendent, avec les offres qu'ils ont fait à leur particulier de leurs tres humbles services. »

Sans hésiter, la Compagnie se rend aux bonnes raisons développées par les délégués des Quatre Ministraux. « Il a esté arresté qu'on donnera mille livres scavoir pendant dix ans cent livres par an et est ce par la pluralité des voix. »

Les 15 et 16 septembre 1714 un violent incendie détruit presque entièrement les rues du Château et du Pommier. Nouvelle députation des Quatre Ministraux le 3 novembre de la même année.

« Monsieur notre Roy a representé que le sujet pour lequel on a donné la peine à Messieurs de la noble et vertueuse Compagnie, que Monsieur le Mtre des Clefs Abraham Purry au nom de Messieurs du Conseil pour luy demander l'Assemblée.

« Après quoy on luy a donné entrée et il a ensuitte fait les cordiales asseurances d'amitié et de bienveillance de la part de Messrs les Quatre Ministraux et du Conseil de la Ville; il a ensuitte représenté de leur part qu'on ignoroit pas le fâcheux accident qui est arrivé par l'incendie arrivé en cette ville la nuit du 15 au 16 septembre passé, lequel accident a esté le sujet que Messrs du Conseil ce sont privé de toute sorte de dépenses pour les festins qu'on avoit accoutumé de faire annuellement afin de pouvoir assister les pauvres incendiés pour leur aider à rebatir et aussy au besoin de leur nécessité; mais comme la ville ne peut pas tout faire sans diminuer les capitaux, ils ont creu d'inviter Messieurs des Rues et des Compagnies pour a leur exemple les imiter, ce qu'ils croyent que, par un mouvement de charité, l'on voudra aussi bien faire; et il a ensuitte asseuré à son particulier ses très humbles services et respect. » La Compagnie arrête « que l'on donne mille livres le plus tôt que possible sera, dans trois ans ou quatre ans inclusivement ».

Malgré ses préoccupations ordinaires qui sont plutôt d'ordre matériel, ce qui d'ailleurs s'explique naturellement, la Compagnie ne demeure point insensible au souci que montrent les

autorités de la ville pour le développement intellectuel de la jeunesse. C'est ainsi qu'en 1729, son appui financier étant sollicité par les Quatre Ministraux pour l'établissement d'un professeur de philosophie, la Compagnie trouve que « cet établissement est très utile et avantageux à toute la Bourgeoisie » et décide qu'elle donnera « une fois pour toutes une bonne obligation de la somme de mille livres foibles portant intérêt dès le jour de cet établissement ».

Le professeur, qui n'était autre que le célèbre Louis Bourguet, étant mort en 1743, la Compagnie décide qu'on retirera la pension allouée quelques années auparavant; elle charge une députation d'informer les Quatre Ministraux de cette décision, et déclarant toutefois « que s'ils souhaitent d'établir encore un régent des basses écoles dont la Bourgeoisie a grand besoin, la Compagnie sera disposée à contribuer de ses revenus pour cet établissement ».

Cette attitude laisserait croire que les services du savant Bourguet n'avaient pas été très appréciés, et justifierait la réflexion mélancolique du professeur à qui on suggérait l'idée de demander au roi de Prusse une augmentation de traitement et qui répondait : « Je m'accommoderois très fort d'une pension de S. M. Prussienne. Je remercierais bien vite la Bourgeoisie dont la plus grande partie me fournit fort à contre cœur 200 francs et le Magistrat les 200 autres. »

Dans le compte des dépenses annuelles établi par Samuel Marval, Roy et Prévôt en 1763, figure une pension faite par la Compagnie au Maître d'écriture et montant à 20 livres.

Mentionnons encore une contribution de 40 francs accordée en 1773 — « pour cette année tant seulement » — à la vénérable Chambre de Charité pour le nouvel établissement qu'elle a projeté.

Un subside de 100 L. 16 alloué en 1834 pour l'établissement du port de St-Blaise.

Une souscription de 1000 L. votée en 1835 pour la trouée du Seyon.

Une de 300 L. pour les améliorations à faire à la route de France en 1836.

Une de 500 Fr. votée en 1845 en faveur du monument à élever à David Purry.

Une de 1000 Fr. votée en 1846 pour l'étude du chemin de fer projeté par Neuchâtel.

Outre ces souscriptions pour des objets d'utilité publique, la Compagnie vote à diverses reprises des allocations plus ou moins considérables destinées à soulager des infortunes privées.

En 1750 un secours de 200 Fr. est accordé à François Bonvespre, confiseur, membre de la Compagnie, victime de la grande inondation causée par une crue du Seyon à la suite de deux orages successifs les 14 et 18 septembre.

En 1783, sur la requête de la veuve de Daniel Antenen, « sollicitant des secours charitables à la suite de la mort imprévue de son mary qui a péri dans le lac en conduisant un bateau chargé de marchandises destinées pour la foire de Zurzach », la Compagnie lui alloue la somme de 2 louis d'or neufs annuellement et sa vie durant.

En 1800, elle accorde un don de 4 louis d'or neufs à un voiturier de Bâle nommé Baumann qui a été volé en ville d'une somme de 50 louis.

Les procès-verbaux de la Compagnie évoquent à la date du 1er février 1757 le souvenir d'un accident douloureux qui paraît avoir fait une vive impression à Neuchâtel :

« Sur la proposition faite s'il ne conviendroit pas, vu la triste situation où se trouve présentement Mr l'ancien Maître des Clefs Lucas, qui vient de perdre Mr le Ministre Lucas, aimé et estimé de toute la Bourgeoisie et sur lequel il fondoit sa ressource et toutes ses espérances, lequel est mort par un accident des plus funestes en allant prêcher à Lignières et qui a été trouvé à coté de son cheval dans la neige, — d'avoir quelque égard pour luy ; il a esté arrêté que pour les considérations cy-dessus et celles que led. Sr Lucas père a rendu des services à la Compagnie, surtout en se trouvant

assidument au Comité dont il est membre, on veut bien réduire, sans conséquence, l'obligation que feu son père devoit à la Compagnie à la somme de Cent livres foibles de Capital avec l'intérêt dès ce jour. »

Par contre la Compagnie repousse, non sans indignation, la requête qu'un nommé Girout osa lui adresser en l'an 1802. Ce Girout « dont le batteau chargé de buemant à Mr le général Comte de Meuron pour être conduit à Bonvillars, a échoué et a été brisé près la ruelle de la Recorbe », prie la Compagnie de lui accorder un secours.

Mais, malgré l'avis du Comité qui propose de lui allouer 1 louis, la Compagnie, « considérant que cet accident est en partie causé par l'inconduite du demandeur, considéré et surtout que loin de devoir récompenser des malheureux en pareil cas, elle ne peut voir qu'avec peine l'exportation d'un engrais si utile et si nécessaire à l'amélioration des terres de cet Etat, partant l'éconduit ».

On voudrait savoir ce que le général Comte de Meuron pensa du blâme qui lui était ainsi indirectement infligé par la noble et vertueuse Compagnie.

LIVRE II

Monopole et privilèges.

CHAPITRE XI

Droits des Bourgeois.

On sait que les marchands de Neuchâtel étaient déjà constitués en corporation vers le milieu du XV^me^ siècle; que seuls les membres de la corporation pouvaient faire le commerce et s'agréger de nouveaux membres. C'est parce que leur police s'était montrée impuissante à réprimer les fâcheux procédés commerciaux des Juifs et pour suppléer à ce défaut que les comtes, sur les plaintes réitérées de leurs sujets, s'étaient vus obligés d'intervenir et de déléguer une partie de leur pouvoir à un officier désigné sous le titre de Roy et Prévôt des Marchands.

Nous avons vu, par les lettres patentes de Rodolphe de Hochberg du 15 mai 1479, qu'à cet officier appartenait le droit:

1. D'autoriser les sujets du Comte à faire le commerce, et de leur délivrer le document constatant cette autorisation;

2. D'exercer la police générale sur le commerce, en signalant tous les délits à la justice seigneuriale.

Dans l'acte du 13 décembre 1507 par lequel Louis d'Orléans appelle Pierre Anchemant aux fonctions de Roy et Prévôt des Marchands, les attributions de ce fonctionnaire sont indiquées d'une manière à peu près semblable, quoi que plus détaillée et plus précise.

C'est ainsi que l'autorité du Roy des Marchands doit s'exer-

cer non seulement dans la ville de Neuchâtel, mais dans tout le comté, « soyent villes et villages ». Le principal intérêt de ce document, consiste dans la défense faite aux marchands étrangers d'exercer leur profession dans le pays, excepté dans les foires et marchés publics.

L'acte du 23 juillet 1639, délivré par le gouverneur François d'Affry et appelant François Marval à présider la corporation, stipule expressément que la juridiction « du roy et supérieur des Marchands et Merciers » comprend « ceste ville, Souveraineté de Neufchastel, Seigneurie de Vallangin et autres en dépendantes ». Ce même document confirme dans les termes les plus formels l'interdiction aux marchands étrangers de négocier dans le pays sinon aux foires et marchés publics. — « Aussy veillera soigneusement sur les merciers, espiciers et autres particuliers qui portent et vendent en particulier et clandestinement hors de foires et marchez, merceries et espiceries soit en nostre ville ou ailleurs rière ledit Estat pour les empescher par gagement et confiscation comme devant selon l'exigence du cas s'ils ne sont assermentez et ayent de ce obtenu privilège et faculté légitime. »

Un autre passage caractéristique de cet acte, c'est celui par lequel il est enjoint à « tous marchandz, merciers et espiciers » non seulement d'obéir au Roy et à son lieutenant « comme à leur supérieur estably », mais encore de « luy aider et assister selon la nécessité et besoing ».

Par là la Compagnie se trouve associée aux pouvoirs confiés précédemment par le Prince au seul Roy et Prévôt. Elle sut faire son profit de cette nouvelle situation si bien qu'elle arriva peu à peu à substituer son autorité à celle du Roy qui ne conserva plus guère que les fonctions de président avec certaines prérogatives honorifiques, tandis que toutes les décisions étaient prises par l'assemblée générale de la corporation.

Dans les lettres délivrées le 21 mai 1661 par le gouverneur Jaques de Stavay-Mollondin, il n'est plus question du Roy des Marchands ; c'est en faveur de « l'honnorable Compagnie des

Marchands, Drappiers et Merciers » que, sur la demande de celle-ci, sont confirmés les franchises et privilèges octroyés par Louis d'Orléans « desquels ils ont plainemt et paisiblement iouy, comme ils font encores à présent ».

En revanche nous trouvons de nouveau mentionnée la fonction de Roy et supérieur des Marchands et Merciers dans l'acte de nomination de Jean Purry, maire de Boudevilliers, délivré le 24 octobre 1671 par François-Pierre d'Affry. Cet acte contient d'ailleurs, comme celui du 23 juillet 1639, l'injonction « à tous marchands, merciers et espiciers » non seulement d'obéir à leur supérieur, mais encore de « luy aider et de l'assister ».

Dès cette époque les droits et privilèges de la corporation paraissent définitivement établis ; cependant nous la verrons, dans le cours du siècle suivant, constamment occupée à les défendre contre diverses catégories de concurrents, plus ou moins ouvertement soutenus par les autorités de la principauté.

Juridiquement la Compagnie des Marchands de Neuchâtel se trouve ou se prétend investie du monopole du commerce dans la principauté.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, tous les bourgeois se livrant au négoce étaient tenus de se faire agréger à la Compagnie ; les seuls bourgeois habitant la ville étaient admis à en faire partie, à l'exclusion des bourgeois forains ; les bourgeois *renoncés* ne pouvaient être reçus de la Compagnie, même s'ils venaient s'établir dans la ville, qu'à la condition d'acquérir de nouveau la bourgeoisie.

Le 7 février 1663, Pierre Rivière « ayant de nouveau esté receu a Bourgeois, peut estre admis au nombre de ladite Compagnie en payant pour sa réception comme l'un des autres bourgeois et à cette condition y est incorporé comme l'un des autres et a presté serment à la forme accoustumée ».

L'association d'un bourgeois avec un non-bourgeois était interdite ; un bourgeois ne pouvait vendre pour un étranger ; un étranger ne pouvait tenir boutique sous le nom d'un bourgeois.

Le même Pierre Rivière, incorporé en 1663 « estoit, — dit le procès-verbal, — cy-devant associé avec le Sieur Monteil, son oncle estranger. Il a esté passé par ladite noble Compagnie que leur association demeure des a présent dissoute, sans qu'ils la puissent réitérer ny avec autre, a peine d'estre chastié s'il arrive que par feinte ou par sous main il y contrevient ».

Le 29 novembre 1673, la Compagnie « ayant esté assemblée en assés bon nombre à celle fin de vaquer aux affaires pour le profit et advantage d'Icelle, et particulièrement pour remédier aux désordres qui debvoyent arriver au regard de certains bourgeois qui prenoyent en association des estrangers selon que daucuns l'estimoyent qui redondait au détriment du privilège et franchise de ladite Compagnie, car si cela estoit souffert et tolléré, ce seroit oster le pain de la main aux autres Bourgeois, veu aussy que tels estrangers associez soubs pretexte de cette association pourroyent frauder les droits de péage et et prevaloir du droict que les Bourgeois de cette ville ont, priants qu'il y soit pourveu.

» Il a esté sur ce declare qu'aucuns Bourgeois ne pourra prendre association avec quels etrangers que ce soit, et que s'il s'entrouvoit aucuns qui s'émancipassent de ce faire, il leur sera fait deffence de n'ouvrir leurs boutiques qu'aux foires et marchez ladite association durant, et que si aucuns en sont soupconnes de ce avoir fait, ils devront estre citez par le sergent de ladite Compagnie pour estre entendus et ensuite declarer par leur bonne foy et serment la verité de ce dont on les recerchera. »

Cette décision fut appliquée avec rigueur et à maintes reprises, des bougeois et des habitants furent appelés à comparaître devant la Compagnie pour déclarer sous la foi du serment s'ils avaient conclu une association prohibée.

En 1684 toute une procédure est instruite contre le sieur Ehrard Borel et sa femme « au sujet du soubçon qu'on a que le negoce qu'elle fait appartient au sieur Reynier et a sa femme, ses père et mère ». Ce n'est qu'après plusieurs com-

parutions et après des serments prêtés par tous les membres de la famille que la Compagnie « a reconnu le commerce propriété des époux Borel sans que les Reynier n'y aient aucune part ni directement ni indirectement ».

A en juger par la multiplicité des décisions prises au sujet de ces négoces exercés par personnes interposées, il faut croire que les efforts de la Compagnie pour les empêcher demeuraient peu efficaces. Aussi ne faut-il pas s'étonner que de guerre lasse, elle ait fini par avoir recours à l'aide des autorités de la ville pour faire respecter ses prérogatives. En 1703, elle s'adresse aux Quatre Ministraux pour les prier de faire sortir de la ville un nommé Daniel Long, réfugié « qui négocie en draperie sous le nom du fils à Monsieur le conseiller Guy ».

Plus tard en 1747 à propos d'un certain Jeanneret, tailleur d'habits et habitant, avec lequel le sieur Jean-Pierre Dardel s'est associé « pour faire cave », la Compagnie trouve à propos « de faire une députation à Messieurs les Quatre Ministraux pour les supplier de ne pas permettre de semblables associations qui ne peuvent être que très préjudiciables et nuisibles à la Bourgeoisie ».

En 1743, la Compagnie avait prié le Conseil de ville de statuer sur les questions suivantes :

« 1° Si un bourgeois qui réside hors de la ville et hors de l'Etat peut négotier en cette ville par des commis et des facteurs étrangers.

» 2° Si un étranger ou habitant associé à un bourgeois peut de même négotier en cette ville, tenir boutique ouverte, vendre toutes sortes de denrées et de marchandises, avoir la liberté de faire cave et de vendre vin en peinte. »

Voici la décision du Conseil :

« Sur le rapport de l'examen qui a été fait par Messieurs les Quatre Ministraux et adjoints de la représentation de la Compagnie des Marchands dans les deux objets qu'elle présente, Il a été dit au premier égard qu'un bourgeois résident hors de l'Etat pourra dans l'avenir négotier en ville sous son

nom, pourvu que, pour se faire représenter, il se serve d'un bourgeois résident en ville, Et en second que pour le tems et terme de quatre ans on laisse subsister les choses comme du passé et si pendant ce temps on remarque des abus à cet égard il sera fait un règlement dans cet objet. » (Arrêt du 19 août 1743. *Manuel du Conseil de ville*, vol. VIII, p. 8.)

La Compagnie laisse écouler le délai de quatre ans fixé par cet arrêt, puis revient à la charge pour faire interdire les associations entre bourgeois et étrangers.

« De quelque nature que soye cette association, lit-on dans son mémoire, elle porte du préjudice à nos bourgeois; cependant dans la plus exacte vérité, le tort qui leur arrive est plus sensible lorsque l'association s'étend au commerce du dedans de la ville, au détail et à la peinte pour ce qui regarde le vin. Si un bourgeois aisé et riche pouvoit prendre un habitant ou un étranger pour associé, il lui seroit également permis de s'associer avec dix ou vingt et avoir dans cette ville le même nombre de boutiques qu'il aurait d'associés.

» Si d'un autre côté un bourgeois mal aisé et pauvre pouvoit estre associé avec un habitant ou un étranger, il ne se feroit aucune peine de s'y prêter pour un vil intérêt. Cette licence seroit une source infaillible d'une augmentation d'oisiveté qui n'est déjà que trop à déplorer dans notre ville.

» Il résulte donc avec une évidence aussy claire que le jour par ces deux seuls exemples que si une telle tolérance étoit autorisée, ce seroit les seuls étrangers qui feroyent à l'avenir le commerce dans cette ville, qu'ils y fourmilleroyent, si ce terme peut estre employé, non seulement pour le commerce, pour le débit de vin en pinte, mais aussy pour toutes sortes de professions, d'arts et de métiers.

» Nos bourgeois et bourgeoises qui ont quelque négoce ou qui gagnent leur vie à la faveur de leur travail et de leur industrie, vont estre entièrement découragés; notre jeunesse, notre postérité n'aura plus aucune émulation, si l'abus qui fait le sujet des très humbles remontrances de notre Compa-

gnie étoit continué et protégé. Un abus aussy ruineux pour le commerce et pour les professions les révolterait contre tout établissement et les obligeroit, ainsy qu'on en voit déjà malheureusement que trop d'exemples, à chercher leur fortune ailleurs et ceux qui, par une suite d'une criminelle indolence, n'auroyent pas le courage de former la résolution de s'absenter de leur patrie, resteroyent dans la ville, croupissant dans une honteuse fainéantise, mère de la misère et de l'indigence et seront par conséquent, à charge à eux mêmes, à leurs parents, à la ville et aux Chambres de charité.

» La réception à la bourgeoisie qui est une source de finances pour la ville, seroit tarie si un tel abus étoit autorisé. Quel profit en effet retireroyent des Etrangers et des habitants de demander à être bourgeois, s'ils peuvent par d'autres moyens, jouir des mêmes avantages, des mêmes libertés et des mêmes prérogatives? » — (*Manuel du Conseil de ville*, vol. XIX, p. 232.)

La Commission à laquelle le Conseil de ville avait renvoyé la nouvelle pétition de la Compagnie des Marchands, présenta son rapport le 9 décembre 1748. Voici sa conclusion : « La Commission trouve qu'un bourgeois doit avoir la liberté de vendre des marchandises en ville pour le compte d'un étranger et mesme avoir compte en participation avec luy pourvu que cet etranger ne soit pas domicilié dans cette ville; mais au contraire si cet étranger est domicilié en ville, un tel négoce ne peut pas être souffert, toute société en ce dernier cas étant interdite pour vendre en boutique ou en magazin, ni en gros, ni dans le détail, à moins que la Société du commerce ne fût uniquement pour l'établissement d'une fabrique ou d'une manufacture assez considérable pour procurer un avantage public et sous la réserve positive que les marchandises découlantes de cette fabrique ou manufacture seront vendues en gros; mais dès aussitôt que ladite manufacture ou fabrique ne subsistera plus, l'étranger, pour raison de cette cessation, ne pourra plus négotier en ville. » (*Manuel du Conseil de ville*, vol. XIX, p. 272.)

Il semble bien que les associations vues d'un si mauvais œil par la Compagnie aient continué à se produire, car en 1752, une nouvelle pétition de cette corporation fut adressée au Conseil de ville qui la renvoya au rapport des Quatre Ministraux. Mais la question demeura sans autre solution. (*Manuel du Conseil de ville*, vol. XX, p. 373.)

Les corporations faisaient partie intégrante de la Bourgeoisie; leurs membres devaient donc être en possession des droits actifs de tout bourgeois pour prendre part à leurs délibérations et participer à leurs avantages; ce n'était pas le cas des femmes; la Compagnie des Marchands les excluait, sans cependant leur interdire le négoce; on se bornait à leur faire prêter serment et à exiger d'elles le paiement des cinq livres constituant les droits dus à la Corporation.

« Il a esté passé et arresté, dit une décision du 1er juillet 1627, que l'on doit faire payer les femmes et filles qui achètent et revendent des marchandises les droits appartenants à ladite Compagnie. »

Cette décision se trouve réitérée plusieurs fois, en des termes souvent fort peu galants.

Du 23 octobre 1680. « Il a esté arresté que pour maintenir les bons ordres establis dans la Compagnie, que l'on fera prester serment à toutes les femelles qui négotient et vendent des toiles et autres denrées, afin qu'elles aunent et pèsent juste. »

Du 22 octobre 1682. « Il a esté arresté que l'on executera l'arrest ci devant passé touchant les femelles qui vendent et négotient, que l'on leur fera prester serment de bien aulner et peser avec aulnes justes et poidz. »

Du 28 novembre 1696. « Comme aussi que les femmes et filles des bourgois qui manient des marchandises et les exposent en vente, seront obligées de prester le serment, a deffaut de quoy on les debvra gager. »

Lorsqu'il s'agissait d'une étrangère à la ville, on la faisait purement et simplement expulser par l'autorité locale; c'est

ce qui arriva en 1689 à la femme de Jean Ladame, de Peseux, bourgeoise externe, « qui négotie et tient aussy boutique ouverte quoyque femme d'un estranger. Il a esté arresté que Mrs les maistres s'approcheront de Messieurs les Quatre Ministraux ou de Messieurs du Conseil pour les prier de la faire vuider la ville et que defence lui sera faite au nom de la Compagnie de ne plus ouvrir sa boutique ».

Peu à peu les procédés de la Compagnie à l'égard du beau sexe deviennent moins barbares et plus courtois; en 1743, on donne encore aux femmes et aux filles l'ordre de comparaître devant le Comité; mais on n'exige plus d'elles que douze batz et encore cette contribution est-elle réduite à quatre batz pour celles dont les pères ont été membres de la Compagnie.

Enfin en 1761, après avoir, au nombre de quatorze, fait la promesse de négocier loyalement, elles sont dispensées de payer la finance ordinaire « vu leur obéissance ».

CHAPITRE XII

Droits des sujets de l'Etat.

Quels étaient en matière de commerce, les droits des habitants de la principauté, régnicoles, qui n'étaient pas bourgeois de Neuchâtel et ne pouvaient, par conséquent, faire partie de la Compagnie des Marchands?

En principe ils ne pouvaient négocier dans la ville que les jours de marché fixés au jeudi de chaque semaine et pendant les foires qui se tenaient à Neuchâtel. Ces foires étaient à l'origine au nombre de quatre: Chandeleur (février), St-Jean (juin), St-Gal (octobre) et Noël (décembre). Mais, sur les réclamations des marchands habitant la ville, les autorités de celle-ci les réduisirent à trois, puis à deux par année; il est vrai que leur durée qui était d'abord de quatre jours, fut portée à six.

Les sujets de l'Etat devaient solliciter de la Compagnie des Marchands l'autorisation de trafiquer aux foires et marchés; elle leur faisait prêter un serment spécial et leur délivrait ce qu'on appelait des lettres de marchand, moyennant une légère contribution dont le produit était partagé entre elle et la Seigneurie. Ces obligations étaient supportées avec une certaine impatience, surtout par les bourgeois de Valangin qui, à partir de 1707, se fondèrent pour les contester sur les articles particuliers accordés à leur Bourgeoisie par le Roi de Prusse; ces articles stipulaient que le commerce en toutes sortes de denrées serait libre pour ceux de Valangin.

Mais la Compagnie des Marchands n'admet aucune réclamation de ce chef; en 1754, elle charge son Comité de « déclarer aux S^rs^ Maîtres-Bourgeois de Valangin qu'elle ne prétend

point se relâcher du droit qui lui est acquis d'obliger tout sujet négociant de l'Etat à prendre lettre ou de payer chaque foire un a compte suivant l'ancien usage ; que par conséquent on continuera d'exiger lesdits droits, soit à eux, soit à ceux qui prennent pied pour eux de se pourvoir de cette exaction comme ils le jugeront convenable ; en ce cas ladite Compagnie aura recours à ses titres, à ses usances et à la protection du Souverain ».

En 1804, on est obligé de constater que le droit de la Compagnie de percevoir une contribution des marchands forains, quoique fondé sur un usage constant et immémorial, ne peut se justifier par des titres. Toutefois le Conseil d'Etat, nanti de la question, autorise, par arrêt du 18 février 1805, la Compagnie à exiger des sujets de l'Etat un droit de trois batz et demi, en l'invitant à réduire autant que possible cette imposition pour les marchands et colporteurs dont le commerce est de peu de valeur. « Ladite imposition, ajoute l'arrêt, sera perçue comme du passé par la livrée de la Seigneurie et le Sergent de la Compagnie des Marchands et le provenant en sera partagé entre le receveur de Neuchâtel et ladite Compagnie. »

Pour trafiquer dans la ville d'une manière continue et y avoir boutique ouverte en permanence, les sujets de l'Etat devaient également « prendre lettres » de la Compagnie, prêter serment entre les mains du Roy et payer une finance de cinq livres. En accordant cette autorisation, la Compagnie estimait consentir à une dérogation à ses droits et semblait vouloir y attacher un caractère précaire. C'est ce qui résulte d'un arrêt du 24 juin 1598 : « Il a esté passé par l'honorable Compagnie que tous ceux qui ne seront Bourgeois de la ville, voulans tenir leurs boutiques ouvertes *hors les foires et marchez* payeront chacun cinq livres par an, est ce *de grâce speciale*, sans par le present arrest aucunemt enfraindre, vicier, ny mesme corrompre les lettres de franchise d'icelle Compagnie. »

En 1666 François Duboz, du Locle, « tenant feu et lieu icy à l'ordinaire, vendant et débitant de la marchandise en cachette

dans son logis au préjudice des marchands de la ville », la Compagnie délibère sur la question de savoir si on lui imposera « un giette », c'est-à-dire si on l'obligera à payer le droit de cinq livres. Elle décide qu'on ne lui imposera ancun droit, mais s'il continue à vendre hors des foires et marchez, il sera gagé et qu'on s'approchera des Quatre Ministraux « pour les humblement supplier de le vouloir faire sortir de la ville, veu qu'il porte dommage aux Bourgeois ».

Cette pratique est confirmée par de nombreuses décisions prouvant qu'elle était d'une observation difficile et qu'elle donnait lieu à de fréquentes infractions.

On comprend d'ailleurs que les prétentions de la Compagnie se soient heurtées à une résistance de plus en plus ferme chez les Neuchâtelois non-bourgeois, surtout lorsqu'elle déclara vouloir soumettre à sa police et à sa surveillance tous les marchands du pays quel que fût leur domicile.

Pendant fort longtemps les besoins des habitants de la Principauté avaient pu être satisfaits grâce aux foires et marchés périodiques tenus dans les centres les plus importants, et grâce au colportage. On peut supposer d'après certains renseignements fournis par les procès-verbaux de la Compagnie des Marchands, que les négociants de la ville étaient les principaux agents de ce trafic. Mais au fur et à mesure que la population augmentait dans les bourgs et les villages, ces procédés de commerce devaient devenir insuffisants ; des boutiques permanentes s'ouvrirent çà et là[1]. Il est naturel que les marchands de Neuchâtel aient vu de mauvais œil cette concurrence s'établir et qu'ils aient usé de tous les moyens dont ils disposaient pour la supprimer ou du moins pour l'entraver. A cet effet les attributions dévolues autrefois par les princes au Roy et Prévôt des Marchands, et dont la Corporation s'était peu à peu emparée, leur fournissaient une arme efficace ; ils n'hésitèrent pas à s'en servir.

[1] On a vu qu'au XVIme siècle déjà il existait un prévôt des Marchands pour le Comté de Valangin.

Le 2 décembre 1670, la Compagnie prend l'arrêté suivant : « A esté aussy sur ledit jour passé que les honnbles et prudents Srs Jehan Purry, Roy de la Compagnie, Anthoine Perrot, maistre-bourgeois, Bullot et Rossellet, avec d'autres des plus vieux de ladite Compagnie s'en iront auprès de Monseigr le Gouverneur pour le supplier de pouvoir gager les merciers et marchands qui se licentient de vendre hors les foires et marchez *rière le Comté de Valangin.* »

Mais si le Gouvernement admet le privilège de la Compagnie des Marchands dans la ville, il ne paraît pas avoir été disposé à lui reconnaître un monopole sur le commerce dans le reste du pays. Il fait la sourde oreille aux récriminations réitérées des marchands du chef-lieu et on ne voit pas qu'il se soit jamais décidé à apporter des entraves au commerce exercé par les sujets de l'Etat.

Dans l'année 1674, après des négociations dans lesquelles les revendications de la Compagnie furent appuyées avec énergie par les Quatre Ministraux, un *modus vivendi* fut arrêté d'accord avec le Gouverneur au sujet de la conduite à tenir envers les marchands étrangers et les négociants régnicoles. La Compagnie reconnut aux sujets de l'Etat le droit de négocier librement dans tout le pays et d'avoir boutique ouverte en permanence. Mais sous prétexte que, laissés à eux-mêmes, ils pourraient être tentés d'exploiter les populations, soit en leur vendant trop cher, soit en leur livrant des marchandises de qualité inférieure, elle revendiqua sur eux le droit de surveillance qu'elle estimait lui appartenir en vertu de ses anciennes concessions. « Comme il pourrait arriver, dit l'arrêt du 6 Décembre 1674, que les Marchands de cet Estat qui n'ont presté aucun serment pourroyent fouler les subjects de S. A. Sme tant au régard du prix des marchandises que pour vendre marchandise pour autre, qui redonderoit au grandissime preiudice des subjects de S. A. Sme, il a esté ordonné que les Srs Maistres iront aux Montagnes et autres lieux munis de lettres et du sceau de la Compagnie pour ensuitte les obliger

à prendre lettres et ensuitte s'addresseront à l'officier du lieu pour obliger lesdits Marchands a recepvoir le serment et de prendre leurs lettres. »

Malgré les mandements adressés par le Gouverneur aux officiers de juridiction pour leur enjoindre de prêter leur concours à la Compagnie des Marchands, celle-ci ne paraît pas avoir eu beaucoup de succès dans ses tentatives de soumettre à sa police tous les négociants du pays. Animés de l'esprit d'indépendance qui caractérisait nos populations, ces négociants devaient rejeter avec impatience les prétentions d'une corporation urbaine, dont ils ne pouvaient être membres, aux délibérations de laquelle ils n'avaient aucune part non plus qu'aux avantages qu'elle offrait à ses adhérents bourgeois.

En 1725, la Compagnie n'avait point encore renoncé à exercer son contrôle sur le commerce général du pays. Les procès-verbaux nous ont conservé le récit de l'audience solennelle qui eut lieu le 21 août de cette année au Château de Neuchâtel et dans laquelle les délégués de la Compagnie des Marchands exposèrent les griefs de celle-ci à S. E. le baron de Strunkede, plénipotentiaire de S. M. et son représentant dans cet Etat. « Après que Monsieur le Conseiller Gaudot luy a eu représenté le sujet de la députation de la Compagnie, le Sr avocat Boive lui a fait lecture de la Requeste de la Compie que sadite Excellence a pris entre ses mains. »

La requête débute par cette phrase significative : « Le Roy et la Compnie des Marchands *de cet Etat* représentent à V. E. qu'ils ont reçeu en différens tems des Princes de cette souveraineté plusieurs franchises, privilèges, jurisdictions, droits de visiter les marchandises, poids, aunes et mesures dans toute l'étendue du Pays, même d'amander les délinquants et leur confisquer les marchandises au profit de qui il convient suivant que ledit Roy ou Prévôt de ladite Compagnie y est obligé par le serment qu'il prête entre les mains du Seigr Gouvr à l'installation de sa charge, afin d'obliger par là tous les Marchands tant Bourgeois et sujets qu'Etrangers de vendre loyalement,

comme du tout ladite Compagnie en peut faire conster par ses livres qui en établissent l'usage et par les lettres patentes de plusieurs Princes qui en justifient le droit. »

Après avoir mentionné ces divers documents, la requête continue en ces termes : « Il est arrivé, Monseigneur, nonobstant toutes ces concessions que, depuis quelque tems la Compagnie ayant voulu faire valoir son droit, elle y a rencontré des difficultés de la part de plusieurs officiers de Seigneurie qui ont manqué de prêter leur authorité, ainsi qu'ils le doivent pour agir de concert avec le Roy des Marchands a tenir une bonne police dans le Commerce, ce qui insensiblement est tourné à la décadence du négoce, au prejudice des Marchands du Pays et à l'avantage des Etrangers qui, à la faveur du désordre, ont pu répandre leur marchandise dans le Pays à la grande perte des sujets, à la diminution des droits seigneuriaux et à la ruine de la Compagnie, et enfin à celle de la plupart des habitants qui ne subsistent que par leur négoce et leur industrie. »

La requête conclut en demandant au plénipotentiaire du Roi de Prusse « de renouveller toutes ces concessions sous ce glorieux règne qui d'elles mesmes et par elles mesmes procurent les moyens d'entretenir un bon commerce et de le conduire à une heureuse fin et pour l'intérêt de la Seigneurie, pour celuy du Public et celuy de tous les negocians ».

Le baron de Strunkede, sans se compromettre, répondit qu'il n'avait plus que peu de temps à passer à Neuchâtel, que si néanmoins il lui était possible de porter la requête au Conseil d'Etat et de faire examiner les patentes de la Compagnie, il s'en chargerait volontiers ; sinon qu'il remettrait la requête à sa Majesté pour l'entériner. « Après quoy les Députés sortirent de la Chambre d'audience en faisant la révérence à S. E. qui étoit sortie la première et qui receu hors de la porte la dernière assurance de leur respect en luy souhaitant un heureux retour auprès de S. M. »

M. de Strunkede partit sans s'inquiéter autrement, sem-

ble-t-il, de la pétition des Marchands. La Compagnie se demande l'année suivante, s'il convient de la communiquer au Conseil d'Etat ou s'il est préférable de renvoyer l'affaire et d'attendre l'arrivée du nouveau plénipotentiaire qui doit venir. C'est à ce dernier parti qu'on s'arrête en décidant que « s'il vient quelque envoyé de la Cour, on luy fera les représentations convenables et s'il n'arrive personne, on proposera de nouveau cette affaire à la Compagnie; en attendant tous les papiers la concernant ont été remis au Maître ».

Fort probablement cette tentative fut la dernière que fit la Compagnie pour obtenir la reconnaissance de son droit de police sur les marchands du pays. Dès lors elle se résigne à n'exercer sa surveillance que dans l'intérieur de la ville et c'est aux Quatre Ministraux qu'elle s'adresse pour obtenir les sanctions nécessaires.

Le 20 août 1732 « la Compagnie a résolu d'envoyer une députation à Messieurs les Quatre Ministraux pour remercier très humblement en leur personne Messieurs du Conseil Général de ce qu'ils ont bien voulu, sur la représentation faite de notre part, gêner les marchands étrangers à ce point d'être obligés de remettre les clefs de leurs magazins et boutiques à leur sauthier les jeudis après le marché fini et de deffendre à tous bourgeois et habitants de prêter aucune chambre et magasin pour faciliter les étrangers à déplier leurs marchandises et à les vendre hors les foyres et marchés[1] ».

Les marchands « étrangers » mentionnés dans ce texte sont évidemment des « sujets de l'Etat », puisqu'ils vendent les

[1] Sur la représentation de la Compagnie des Marchands aux fins d'empêcher les marchands étrangers, colporteurs et autres de vendre leurs marchandises en chambre et en magasin, vu le grand préjudice qui en arrive aux marchands bourgeois. Il a été dit qu'on obligera ces premiers à remettre à David Renaud l'une des clefs de leurs boutiques et magazins qui seront à double tous les jeudi au soir après le marché et que deffense sera faite à tous bourgeois et habitans de la ville, par un cri de tambour, de ne souffrir aucun marchand en chambre ou en magazin secrets, pour les vendre hors des jours de foire et de marché, excepté les naturalisés tant seulement à ce dernier égard, sous peine d'être châtiés suivant le pouvoir du Conseil (30 juin 1732. *Manuel du Conseil de ville*, vol. XV, p. 156).

jours de foires et de marchés; les véritables étrangers ne peuvent vendre qu'aux foires.

La même année on projette de procéder dans la ville à une visite générale des marchandises « appartenantes aux Bourgeois et Etrangers aussy bien que de leurs poids et mesures ». Mais on fait observer que, pour être efficace, cette visite doit s'étendre aux domiciles particuliers où les étrangers tiennent dans leur chambre des marchandises dépliées; une semblable perquisition ne pourrait être opérée qu'avec l'autorisation des Quatre Ministraux et comme on doute que le magistrat s'y prête, la Compagnie y renonce sagement.

CHAPITRE XIII

Droits des Marchands étrangers.

A l'origine, les marchands *étrangers* étaient mis sur le même pied que les *sujets de l'Etat*, c'est-à-dire que leur droit se limitait au pouvoir de vendre les jours de foires et marchés. De bonne heure, ils commencèrent à s'émanciper et à éluder les règles que leur imposait la Compagnie.

Dans l'assemblée du 30 juin 1644, « les marchands bourgeois de la ville menant traficq ont représenté comme les estrangers marchands et merciers se licentient de déployer pour vendre leurs marchandises, hors les jours de foires et marchez tant en ceste ville comme ailleurs dans l'Estat de Son Altesse contre leurs droicts et privileges a eux concedez par les illustres prédécesseurs de S. Altesse que leur apporte interest et prejudice a la debite de leurs marchandises et aux ordres pour ce establis, requerans d'estre maintenus en leurs droicts et pour cest effet requièrent d'assistances envers la Seigneurie pour obvier a tels abus. Il a esté sur ce passé et arresté que leur req^te^ leur est accordé afin d'estre conservez dans la franchise concédée par nos Souverains. Dont pour cest effect l'on s'en addressera à la Seig^rie^ ».

Dans l'enceinte de la ville, on n'hésite pas à poursuivre directement par l'amende et la confiscation les infractions commises par les marchands étrangers aux droits de la Compagnie.

En 1649, sur la représentation du S^r^ M^e^ Abraham Favargier se plaignant que « les marchands estrangers vendoyent leurs marchandises dans les boutiques — (il s'agit sans doute des échoppes du Pont des Boutiques) — lesquelles ils enchi-

royent au préjudice des bourgeois », la Compagnie enjoint aux dits marchands « de porter leur marchandise sur les Hasles pour en faire la débite; s'ils font refus, on s'approchera de Monseigneur le Gouverneur aux fins de le prier qu'il luy plaise nous voulloir maintenir en nos droits et privilèges ».

Cependant le gouverneur montre peu de bonne volonté à soutenir les prétentions de la Compagnie; même en 1660, il s'oppose nettement à ce qu'on gage « certains étrangers qui se licencioyent d'aller vendre des marchandises dans des maisons particulières hors des jours de marchez ».

L'obstination des marchands de Neuchâtel, appuyés par les Quatre Ministraux, finit par vaincre la résistance du gouverneur.

Se fondant sur l'exemple donné par MM. de Berne, le Conseil d'Etat, dans sa séance du 29 juin 1674, décide « de faire des deffenses aux Savoyards, Italiens et Lombards de trafiquer dans ce pays ».

Le 2 décembre suivant, le Conseil adopte un « mandement p^r^ publier trois dimanches secutifs portant deffense à tous les marchands, merciers, porte-caisson, colporteurs et autres trafiquans estrangers d'exposer en vente aucunes marchandises dans cette souveraineté, sinon es jours de foire, comme il appert plus particulièrement sur le registre des marchands ».

Ainsi, il est entendu que non seulement les marchands étrangers ne pourront faire le commerce d'une manière permanente, c'est-à-dire avoir boutique ouverte et pratiquer le colportage tous les jours de la semaine, mais encore qu'on leur défend de fréquenter les marchés; on leur reconnait uniquement la faculté d'exposer leurs marchandises en vente pendant la durée des foires.

Certes, la Compagnie des Marchands pouvait légitimement se réjouir du succès de ses réclamations; toutefois elle n'était pas au bout de ses peines; au contraire, dès ce moment commença une longue lutte entre la vieille Corporation bourgeoise à laquelle les autres négociants de la Principauté prê-

taient en cette circonstance leur concours intéressé, et les marchands étrangers ordinairement soutenus par les Bourgeoisies et les Communautés du reste du pays. Le Conseil d'Etat, arbitre dans ce conflit, aurait pu, semble-t-il, y mettre fin promptement; il lui aurait suffi pour cela d'un peu de fermeté; au contraire il fit preuve de la plus déplorable faiblesse, se livrant à de fâcheuses tergiversations, rendant les arrêts les plus contradictoires et donnant alternativement raison tantôt à l'une, tantôt à l'autre des parties en cause; il est juste d'ajouter que les communautés du pays, dans les remontrances adressées par elles au gouvernement, ne suivaient pas une ligne de conduite beaucoup plus ferme, réclamant tantôt la liberté du commerce, tantôt des limitations à cette liberté.

A peine le mandement de 1674 était-il publié que les communautés du Locle, des Brenets et de la Chaux-de-Fonds demandaient des explications à ce sujet, faisant remarquer que les officiers voulaient étendre la défense « faite aux trafiqueurs et marchands estrangers contre toutes sortes de personnes et de denrées et marchandises, ce qui osteroit et fouleroit beaucoup de personnes sujets de S. A. S. qui vivent de leur petit négoce et traficq, s'ils ne pourroyent du tout rien acheter et trafiquer avec ceux du dehors ». La réponse du gouverneur est typique; il déclara aux requérants « que la Seigneurie à l'imitation des cantons voisins a fait ce mandement pour le bien et advantage du publicq, afin d'empescher que les estrangers ne portent pas l'argent hors du pays. Mais en même temps qu'on n'a pas eu pour but d'empescher que les sujets de S. A. S. ne trafiquent toujours avec ceux du dehors pour les laines, chanvres, lin, filets grain, pain, victuailles et autres choses qui sont nécessaires et utiles aux sujets de S. A. S. qu'on n'a pas en suffisance dans le pays et dont on ne peut se passer[1]. »

[1] *Manuel du Conseil d'Etat.* 9 février 1675.

Evidemment les officiers de juridiction, incapables de suivre le gouvernement dans ses distinctions trop subtiles, prirent le parti de s'abstenir et de laisser les étrangers trafiquer à leur aise. Mais la Compagnie des Marchands veillait. En 1680, nous la voyons profiter du séjour que faisait alors dans le pays la duchesse de Nemours pour tenter auprès d'elle une suprême démarche et obtenir de la régente elle-même une ordonnance qui devait mettre fin une fois pour toutes aux pratiques dont les négociants de la ville se plaignaient depuis si longtemps.

Pour augmenter ses chances de succès, la Compagnie a de nouveau recours aux bons offices des Quatre Ministraux dont les relations avec la duchesse sont à ce moment excellentes. Nous n'hésitons pas à reproduire ici le texte intégral de la requête adressée à la duchesse de Nemours par la Compagnie des Marchands; ce document met en lumière d'une manière fort intéressante, l'état du commerce dans notre pays à cette époque.

« A Son Altesse Serenissime

» Representent en toute Soumission, Reverence et humilité, la Compagnie des Marchands, composée d'environ six vingts personnes, des Bourgeois de Neufchastel, fidels subjects de S. A. Sme, qu'a cause des deffenses faites rière les Cantons de Berne, Frybourg, Solleure et lieux circonvoisins, a tous Estrangers de ne pouvoir negotier sur leurs terres, à la reserve des iours de foire franche; les Marchands Merciers tant Italiens, Savoyards qu'autres Estrangers, se seroyent jettez en foule dans les Comtés de S. A. Sme, pour y exercer leurs trafficqs et negoces toute l'année, au grand dommage et destriment non-seulement de ses subjects, mais aussi de ses revenus, car ces sortes de gens rodans dans tous les coings et endroits des Comtez, levent et emportent de grandes sommes d'argent hors du pays, pour en achepter des libres et possessions dans le leur, don S. A. Sme est privée des Lodz qui luy revien-

droyent par le commerce de cet argent, s'il demeuroit dans le lieu.

» D'avantage les Comtez se trouvent chargées annuellement de l'Entretien de plus de deux cents personnes inutilles et peut être mal intentionnées pour le service de S. A. qui ne sont chargées d'aucun impost, d'aucunes tailles ni d'aucunes courvées que ce soit, tandis que ses bons et fidels subjects sont prompts et obéissants aux commandements émanez de leur part, soit pour faire le guet et garde du Pays, soit pour les reparations des chemins, soit pour faire les autres courvées auxquelles ils sont tenus, et encore tandis qu'ils payent d'un franc cœur les Lods, Censes, Dixmes de leurs terres deubs à S. A. Sme, Cependant qu'un si grand nombre d'Estrangers effleurent et emportent le meilleur et le plus Liquide hors du Pays. Ces gens estant encore très nuisibles à l'esgard des marchands et negotiants, qui sont des subjects de S: A: lesquels sont presentement en si grand nombre, qu'il n'y a si petit village dans les Comtez qu'il ni ait quelqu'un qui s'efforce d'y gagner sa vie par le moyen de quelque trafficq, estant contraints d'avoir recours à l'Industrie, à cause que le Pays peuplé plus que Pays du monde, ne pourroit pas fournir à leur entretien, s'ils n'avoyent recours à quelque moyen pour subsister, tant en traffiquant dans leur patrie, comme en frequentant les foires chez les voisins, pouvant sans contredit faire aussi bon prix des marchandises comme ces Estrangers qui le plus souvent se servent et usent d'aulnes et de poidz, qui ne sont point Justes, estants d'ailleurs tous jours prests a cacher les Larcins et les fripponneries qui se font, tant par les Enfants de famille, comme par les Servantes et autres Domestiques, comme ils y ont esté surpris à reitérées fois. De plus estant de fort mauvaise vie a l'Esgard du sexe femenin, par conséquent en scandale et mauvais Exemple aux subjects de S: A: Lesquelles considérations auroyent fait prendre la resolution aux Cantons voisins de remedier a tels abus depuis quelques années pour le soulagement de leurs

subjects et augment de leurs revenus, dont la suite fait bien voir qu'ils s'en sont fort bien trouvez, puisqu'ils l'observent encore si exactement que nul Estranger non pas mesme les bourgeois de Neufchastel (nonobstant le droit de combourgeoisie avec le Canton de Berne et l'Alliance avec les autres Cantons) n'oseroyent Exposer en vente aucunes marchandises, sinon es foires franches; cette louable resolution avoit esté prinse, il y a environ trois années et on en vint a l'Exécution par la publication qui en fust faite es lieux accoustumez et dura environ une année au soulagement manifeste des subjects de S: A: Se. Cependant elle fust enfrainte par des raisons que jusques ici nous n'avons peu comprendre, car celles que l'on pretexta pour lors ne peuvent avoir lieu qui fust que les marchands du Pays, se prevalans de laditte deffence, encherissoyent les denrées plus que l'ordinaire ce qui n'estoit qu'un vain pretexte, puisque le Pays fourmille de marchandz et que les denrées qui ne se trouvoyent auprès de l'un se trouvoyent auprès des autres, outre que quand mesme ils auroyent beneficié de quelques deniers, le tout demeuroit dans le Pays a l'advantage du Souverain et des subjects. Ces raisons, Madme, ont meu lade Compagnie des Marchands qui se prevalant du temps par l'advantage qu'elle a de voir V: A: Sme dans ces Souverainetez, de la supplier tres humblement que deffences soyent faites à tels Estrangers de ne vendre ni debiter leurs marchandises et denrées dans les terres de S: A: à la réserve des foires franches, puisqu'il y en a annuellement dans le Comté Trente six pour ce subject. Ce qu estant fait à l'imitation des voisins, redondera asseurement au grand soulagement et advantage des pauvres subjects de S: A: lesquels addressent incessamment de nouveaux vœux au Ciel pour la restauration de S: A: Sme Monseigneur Nostre Souverain Prince, pour la prosperité de la Sacrée Personne de V: A: pour l'affermissement de son throne et prolongement de ses jours[1]. »

[1] *Livre de copies des Lettres de Privilèges et Concessions de la Noble et Vertueuse Compagnie des Marchands et Merciers de la Ville de Neufchatel*, pp. 26 à 28.

La duchesse ne pouvait demeurer insensible aux arguments exposés avec autant de finesse que de force dans cette supplique. Elle appointa la requête dans les termes suivants :

« La Requeste ci-dessus ayant esté examinée par Son Altesse Serenissime Madame, Elle a ordonné et ordonne au Sieur de Mollondin, Gouverneur en la Souveraineté dud. Neufchastel et Valangin, que pour les raisons y contenües, il fasse publier de la part de Sad. Altesse les deffences nécessaires pr empescher que les Marchands Estrangers ne vendent leurs marchandises en d'autres jours qu'aux foires franches, soubs les peines que leurs seront Imposées. Ordonne en outre Sade Altesse a tous les officiers de cet Estat qu'ils ayent a tenir soigneusement la main à l'Exécution desdites deffenses, qu'Elle entend debvoir subsister tant et si longtemps qu'il luy plaira, Et que les suppliants et autres marchands du lieu se comporteront en sorte qu'il n'y ait point subject de plainte contr'eux par l'augmentation qu'ils pourroyent faire du prix des marchandises sous le prétexte de la nécessité d'achepter d'eux, Pour temoignage de quoy, Elle a signé le present Iceluy fait contre signer. Donné a Neufchastel le $\frac{3\ 7^{bre}}{23\ aoust}$ 1680. »

On remarquera la réserve finale introduite fort probablement à l'instigation du gouverneur[1] qui, comme ses prédécesseurs, semble avoir considéré avec peu de bienveillance le monopole de la Compagnie des Marchands. Devons-nous supposer que le Gouverneur se préoccupait réellement de soustraire les sujets de Son Altesse aux effets du monopole, et souhaitait pour eux les bienfaits de la libre concurrence? Le texte justifierait cette supposition; il serait assez curieux de voir surgir dans notre pays un prédécesseur de Turgot un siècle avant l'éclosion des idées dont la Révolution française consacra le triomphe!

En possession de l'ordonnance rendue conformément à son

[1] C'était Louis de Mollondin, fils de Stavay Mollondin.

vœu[1] par la duchesse de Nemours, la Compagnie des Marchands n'en avait cependant pas fini avec les étrangers.

Voici d'abord « d'aucuns subjects de L. Excès de Berne qui ne laissent de negotier nonobstant la publication et deffence faite de ne pouvoir traffiquer et negotier qu'aux foires franches. » On a vu que les Bernois ne se gênaient pas pour interdire aux Neuchâtelois de faire le commerce sur leurs terres; alors il semblait naturel d'user de représailles à leur égard; toutefois on n'osa pas trop se risquer à mécontenter ces puissants voisins et on ne se résolut à agir qu'avec les plus grands ménagements. Dans son assemblée du 14 janvier 1681, la Compagnie arrête « crainte de mauvaises suites qui en pourroyent résulter que, pour ce coup, on se contentera d'advertir amyablement celui ou ceux qui se sont emancipez de vendre et debiter de la thoile qu'a l'advenir ils n'y retournent pas et s'il arrive qu'ils y retournent qu'on les gagera toutes les fois qu'on les trouvera vendants ».

De leur côté, les marchands étrangers qui avaient l'habitude de trafiquer dans le pays et qui étaient désignés par la qualification de « Savoyards » ou « Italiens », ne se tiennent pas pour battus. Sachant sans doute les sentiments plutôt favorables dont le gouverneur est animé envers eux et la largeur de ses principes économiques, ils lui adressent, ainsi qu'au Conseil d'Etat, une requête tendant à obtenir la permission de vendre de nouveau les jours de marché. A l'appui de cette demande, ils alléguaient assez justement, semble-t-il, les « lettres de marchands » que le Roy et Prévôt de la Compagnie leur avait précédemment délivrées[2]. Grand émoi dans

[1] Ayant été fait lecture d'un mandement que Monseigneur le Gouverneur a fait dresser portant deffense à tous marchands estrangers de ne vendre ni debiter aucune marchandise dans ceste Souveraineté, sinon es jours de foires, sous peine aux contrevenants de payer 25 livres d'amende pour la première fois, de 50 livres pour la seconde et de confiscation de marchandises et bannissement pour la tierce; dont le quart appartiendra au delateur, le quart à l'officier, le quart à la Seigneurie et le quart restant aux pauvres; Il a esté arresté que l'on ne fera pas refus de permettre que led. mandem[t] ne soit publié en la forme qu'il est escript. (10 nov. 1680. *Manuel du Conseil de ville,* vol. VII, p. 16.)

[2] *Manuel du Conseil d'Etat.* 11 janvier 1681.

la noble Compagnie, surtout lorsqu'elle apprend qu'au lieu d'évincer purement et simplement « les Savoyards », le Conseil d'Etat se déclare prêt à examiner leur requête et assigne la Compagnie à faire valoir ses motifs d'opposition.

Il faut dire que les prétentions des étrangers étaient fortement appuyées par la Bourgeoisie du Landeron et par les gens de Boudry. Toutefois le Conseil d'Etat n'ose pas de son chef prendre une décision contraire à l'ordonnance rendue l'année précédente par la duchesse de Nemours; aussi renvoie-t-il les « Savoyards » à présenter leur requête à Son Altesse, en l'accompagnant d'un mémoire favorable dont la rédaction est confiée au conseiller Hory, châtelain de Boudry.

Ce document mérite d'être reproduit intégralement; il est l'exacte contre-partie de la requête adressée à la duchesse de Nemours par la Compagnie des Marchands et constitue ainsi l'une des pièces importantes du procès. En voici donc le texte[1]:

« Sur la requête des marchands de la ville de Neuchâtel, Son Altesse Serenissime ayant ordonné à Monsgr de Mollondin, Gouverneur et Lieutenant Général, en la Souveraineté de Neuchatel et Valangin, de faire publier les deffenses nécessaires pour empêcher le trafic aux marchands étrangers dans ladite Souveraineté, ce qui auroit été executé par un mandement publié de sa part, portant deffences et inhibitions expresses à tous marchands étrangers de ne point vendre leurs marchandises dans l'Etat de Neuchatel hors les jours de Foires franches à commencer le 1er jour de l'année courante 1681.

» Sur quoy les députés des villes du Landeron et de Boudry et autres communautés du païs étant comparus en Conseil d'Etat et remontré combien ces deffences leur etoyent préjudiciables, et quelques Savoyards marchants étrangers ayant aussy representé que la requête des Marchands de Neuchatel leur étoit injurieuse et contenoit plusieurs faits dont il n'y avoit aucunes preuves, demandants que les Marchands de

[1] *Manuel du Conseil d'Etat.* 18 janvier 1681.

Neuchâtel eussent à les maintenir et conserver dans le droit et liberté de pouvoir vendre et trafiquer dans le Comté de Neuchatel puisque ce droit leur étoit acquis en vertu de Lettres à eux expédiées par le Roy et Prévôt des Marchands de Neuchatel, dont ils ont fait exhibition.

» Le Conseil ne pouvant rien toucher ni changer à tout ce qui a été fait et ordonné par S. A. S. a renvoyé les susdites villes et communautés, comme aussy les marchands Savoyards, à se pourvoir auprès de S. A. S. par leurs très humbles remontrances afin qu'Elle en ordonne ce qu'elle verra à faire par raison. Cependant il a trouvé à propos pr d'autant mieux informer Son Altesse Sérénissime du véritable interrêt que le Prince et ses sujets peuvent avoir en cette affaire, d'y joindre le mémoire présent.

» *Premièrement.* La Compagnie des Marchands établie à Neuchatel prétend d'avoir droit non seulement de vendre et trafiquer dans toute l'étendue du Comté de Neuchatel, mais encore de pouvoir empêcher le négoce et trafic à tous ceux qui ne seront pas de leur Compagnie ou qui n'ont pas été avoüés et receus par Lettres de leur Prévôt, et ensuite de les gager et saisir leurs marchandises sans autre permission et authorité de Justice, en vertu, disent-ils, des ottroits et privilèges à eux accordes par les Souverains qui leur en donnent le pouvoir. En quoy les authorités du Prince seroyent notablement lesées, puisque les saisies et gagements emportent Jurisdiction. Cependant on a toujours estimé que le droit qui leur a été accordé par les Princes étoit réduit et restraint à la seule ville de Neuchâtel et ne s'étendoit pas sur tout le païs, comme les marchands de Neufchatel le prétendent, ce qui se vérifie par la pratique constante jusqu'à aujourd'hui étant certain qu'ils ne peuvent pas prendre des gages et faire aucunes saisies sur ceux qui vendent dans ce païs hors du Ressort de la ville de Neuchatel, quoiqu'ils ne soyent pas membres ny avoüés de leur Compagnie, si auparavant ils n'ent ont obtenu la permission de l'officier étably par la Sei-

gneurie, et toutes les fois qu'ils l'ont entrepris, les officiers vigilants et éxacts n'ont pas manqué de réprimer ces attentats. De sorte que si les dernières deffenses fondées sur leur requête, pouvoyent longtemps subsister, les marchands de Neuchatel en tireroyent bientost une conséquence, et pourroyent dire que les deffenses et les peines y attachées, ne sont pas seulement un effet des ordres et commandements éxpres de S. A. S., mais aussy un effet des priviléges à eux cy-devant accordez. Il y a longtemps qu'ils ont fait diverses tentatives pour faire valoir aussy leur prétendu droit dans le Comté de Valangin, mais ils n'y ont pas réussy, et cependant aujourd'huy ils croiroyent avoir beaucoup gagné, si, sur leur requête, le commerce étoit interdit aux etrangers dans ledit Comté, quoy qu'il soit certain que Valangin n'étoit pas réuny à la Souveraineté dans le temps que les Princes leur donnoyent ses concessions.

» *Secondement.* Le dommage et détriment que reçoivent les sujets de S. A. S. par le trafic des Etrangers marchands Savoyards n'est pas si grand comme le veullent insinuer les marchands de Neuchatel par leur requête; au contraire il y a lieu de douter si les sujets n'en recevroyent pas un plus notable au cas que les deffenses subsistassent longtemps. Car il est certain que les marchands de Neuchatel, se prévalant de la nécessité d'acheter d'eux, ne manqueroyent pas de surfaire leurs marchandises et de les vendre à un plus haut prix. Jusques à présent le public ne s'est pas apperçu de ce grand dommage qu'apportent les marchands étrangers en levant et emportant de grandes sommes hors du païs comme le supposent les marchands de Neuchatel dans leur requête, puisque si ces sommes n'étoient pas levées par les Savoyards, elles le seroient infailliblement par les marchands du lieu qui les porteroyent ensuitte hors du païs comme à Lion, Genève et autres lieux, où ils ont accoûtumé de faire leur emplette; ainsy on ne voit pas quel interrêt peut avoir en cecy le public puisqu'il lui est indifférent que ce soit un marchand du païs

ou un étranger qui porte l'argent hors de l'Etat, lorsqu'il y a nécessité de le faire; c'est plutôt le seul interrêt des marchands de Neuchatel qui veut que les étrangers soient dechassés, afin qu'eux seuls fassent de grands profits sur les marchandises étrangères qu'ils débitent et pour lesquelles ils font des remises considérables hors de l'Etat. Mais s'ils étoyent véritablement animés du zèle du bien public, come ils voudroyent le faire croire, ils devroyent proposer les moyens d'établir des manufactures dans l'Etat, afin qu'on ne fut pas obligé d'aller acheter des marchandises ailleurs et qu'ainsy l'argent demeurât dans le païs. Il n'y a pas lieu de craindre que, si les Savoyards sont soufferts dans l'Etat, que les marchands du païs ne soient pas en état de payer les Lodz et Censes, et de faire les corvées, gardes, réparations de chemins et autres redevances, comme ils s'en plaignent dans leur requête, puisqu'ils ne sont pas en si grand nombre, et que d'ailleurs ils ont accoûtumé de se dispenser tant qu'ils peuvent de ces sortes de devoirs, particulièrement lorsque, par raison de leur trafic ils sont obligez d'aller en païs étrangers, au lieu que ceux qui demeurent ordinairement sur les lieux en sont chargés. Et quant à ce que les marchands de Neuchatel exposent dans leur requête que les Savoyards usent souvent d'aunes et de poidz qui ne sont pas justes et qu'ils recèlent les larecins et friponneries des enfants de famille, des serviteurs et des servantes, Pour remédier à ce mal, ils n'ont qu'à les dénoncer, lorsqu'ils les pourront surprendre et ils verront que les Magistrats établis auront soin d'en faire des châtiments exemplaires. C'est aussy ce qui a été fait jusqu'à présent avec beaucoup de severité et ce n'est qu'une plainte frivole que forme aujourd'huy la Compagnie des Marchands de Neuchatel, afin que, s'il étoit possible, ils fussent seuls les maîtres du négoce et du trafic dans cet Etat, au grand préjudice de tous les sujets.

» *En troisième lieu.* Encore bien que S. A. S. par un effet de sa sagesse et de sa prudence ait déclaré, dans l'appointe-

ment qu'Elle a bien voulu accorder sur la requête des marchands de Neufchatel, que la deffense ne subsisteroit qu'autant et si longtemps qu'il luy plairoit et que les marchands du lieu se comporteroyent ensorte qu'il n'y eut pas sujet de plainte contr'eux, pour l'augmentation qu'ils pourroyent faire du prix de leurs marchandises, sous prétexte de la nécessité d'acheter d'eux. Il est certain que l'inconvénient que S. A. S. a preveu et auquel Elle a voulu remédier, ne manquera pas d'arriver et qu'il est déjà arrivé. Les marchands sont avides du gain et prêts en toutes occasions de faire leur profit autant qu'ils peuvent, de sorte que lorsqu'ils verront qu'il faut passer par leurs mains et qu'on ne peut avoir des marchandises d'autres, cela réveillera leur inclination et leur donnera occasion de surfaire leurs denrées et de les mettre à un prix excessif. On remarquera l'abus et on aura beau se plaindre; cependant lorsqu'il y aura nécessité d'achetter, on dépendra de leur discrétion, et on sera contraint de payer le prix qu'ils voudront bien donner aux marchandises, Par où le public recevra une grande incommodité qui ne servira qu'à enrichir quelques particuliers capables de tirer avantage de ces deffenses. C'est ce qui fut déjà observé lorsqu'en l'an 1674 on interdit le négoce aux marchans étrangers; car bien loin que le public en receut les avantages qu'on s'en promettoit, et que les marchans du lieu se contentassent d'un honnête profit, on vit le prix des marchandises croitre de jour en jour. A quoy il ne fut jamais possible de remédier qu'en permettant aux marchans Savoyards de rentrer dans l'Etat et d'y exercer leur trafic comme auparavant, ce qui étoit généralement souhaité par tous les sujets du païs.

» *En quatrième lieu.* Les villes du Landeron et de Boudry et la plupart des autres communautez qui se souvenoyent encore du préjudice qu'elles avoyent receües par les précédentes deffenses, se sont présentées en Conseil par leurs Deputez et ont remontré incontinent après la publication des dernières que leurs libertez étoyent beaucoup intéressées en

ce qu'il leur sembloit que la Compagnie des Marchans de Neuchatel les voulloit assujettir en les obligeant à prendre leurs marchandises et leur ostant la faculté d'en acheter d'autres qui leur seroyent meilleur marché, Qu'ils en recevroient encore une autre incommodité en ce que les Savoyards, courant la campagne, et allant de village en village, les habitants trouvoyent occasion par ce moyen d'acheter les choses dont ils avoyent besoin, au lieu qu'étant déchassés et les marchands du païs ne voulant pas prendre cette peine, ils étoient contraints dans leur necessité de courrir à la ville et de quitter leur travail, ce qui ne se pouvoit faire qu'à grands frais et qu'en perdant leur temps, Que les marchands du païs ne manqueroyent pas de surfaire leurs denrées surtout quand il y auroit quelque nécessité pressante et qu'on ne pourroit pas attendre les foires franches, comme il arrive quelquefois en temps de nopces ou qu'il survient quelque deuil; que les marchands du païs usoyent de vexations étranges pour se faire payer des marchandises qu'ils leur donnoyent à credit et leur causoyent de grands fraix qui surpassoyent de beaucoup le principal de ce qu'ils leur devoyent, de quoy ils ont citté quelques exemples dans leurs requettes, au lieu que les marchands Savoyards les traitoyent favorablement, s'accomodoyent avec eux et ne leur fesoyent aucune suite judiciaire d'où il leur en revenoit une grande utilité, suppliants pour ces considérations qu'il plût à S. A. S. de lever ces deffenses, et de permettre aux marchands Savoyards la liberté du négoce comme du passé. »

Aucune réponse ne fut faite au mémoire du Conseil d'Etat, en sorte que celui-ci, plus embarrassé que jamais, continuait son jeu de bascule, tantôt renouvelant les défenses faites aux étrangers de trafiquer dans le pays, tantôt tolérant et même autorisant leur négoce.

Enfin, par un arrêté du 17 février 1685, le Conseil d'Etat, — après avoir considéré « que c'est l'avantage de Son Altesse Serenissime et de ses sujets que cette défense subsiste parce

que les Etrangers ne distrairont pas l'argent du païs et que les sujets profiteront du négoce », — décidait de « renouveler la publication dudit mandement lequel les officiers feront exécuter sans faute ».

A partir de ce moment, la Compagnie des Marchands fait observer avec une grande rigueur la défense intimée aux étrangers de trafiquer en dehors des foires. Ceux d'entre eux qui veulent fréquenter les foires doivent se soumettre à des formalités gênantes ; ils sont obligés de solliciter expressément l'autorisation de déployer leurs marchandises ; pour cela ils doivent se présenter en personne « sur le jour du repas de la Compagnie, qu'est le jour qu'elle est plus complette ».

L'autorisation est accordée sous forme de lettres qui sont délivrées moyennant le paiement d'un droit de cinq livres au profit de la Corporation ; de plus, le marchand forain doit prêter serment entre les mains du Roy « de bien auner et peser avec justes aunes et poids et de loyalement se comporter en achetant, vendant et trafiquant sans commettre fausseté quelconque ».

Les marchands forains devaient s'abstenir absolument de déplier leurs marchandises avant l'ouverture de la foire et on les contraignait de les replier immédiatement après sa fermeture ; les contraventions étaient punies d'une amende de vingt batz.

L'exécution de ces règles sévères n'allait pas sans provoquer la résistance des intéressés, ainsi que cela résulte d'une quantité de décisions relatées par les procés-verbaux de la Compagnie.

Des contestations s'élevaient sur la durée des foires entre les marchands qui voulaient l'étendre et la Compagnie qui voulait au contraire la réduire. Le recouvrement des droits que la Compagnie exigeait des forains ne s'opérait pas très facilement, et, bon gré, mal gré, elle était obligée de faire preuve d'indulgence à cet égard. Certaines situations personnelles et intéressantes engagent quelquefois la Compagnie à

se départir de sa rigueur coutumière. Tel est le cas de Salomé Depierre « Vefve du Sr Quibely de Genève, gagée pour avoir vendu des chapeaux tous les jours en boutique ouverte dans cette ville. Ses parents demandent qu'ensuite de l'accident fâcheux survenu à son mari (il était mort), on lui permette de débiter les chapeaux qui luy sont demeurés sur les bras par cet accident. Arrêté qu'elle a été bien gagée, mais que cependant on lui accorde gratuitement et sans conséquence de pouvoir les débiter les foires et les jours de marché pendant six mois à condition qu'elle n'en pourra faire emploite d'autres pour revendre a peyne d'estre toujours gagée. »

La dure nécessité qui obligéait les étrangers « Savoyards » et « Italiens » à quitter leur patrie pour gagner leur vie, les rendait ingénieux à éluder les règlements de la Compagnie. Le 4 décembre 1708, on rapporte que « des Italiens, sous prétexte de vendre des oranges et des citrons et de raccommoder des fenêtres, vendent des espiceries et ont même dans les cabarets où ils logent des marchandises qu'ils vendent ».

CHAPITRE XIV

Les Protestants français.

Mais les soucis causés à la noble Compagnie par la persistante intrusion de ces étrangers devaient devenir plus cuisants encore. La révocation de l'Edit de Nantes, en 1686, avait forcé les huguenots français à fuir leur patrie dévastée par les dragonnades et à chercher un refuge à l'étranger chez leurs coreligionnaires. Des milliers de fugitifs arrivèrent dans notre pays; la plupart ne firent que le traverser, toutefois un certain nombre d'entre eux nous demeurèrent.

On sait assez que notre pays n'eut qu'à se féliciter de l'hospitalité accordée à ces réfugiés, et tous les Neuchâtelois ont pu souscrire au jugement de l'historien Chambrier qui constatait « l'influence remarquable exercée sur les sentiments et les habitudes religieuses par leur exemple et par leur renoncement touchant et admirable aux biens du monde qui rappelait les chrétiens des premiers âges ».

Si réel et si sincère que fût ce renoncement aux biens du monde, — suffisamment attesté d'ailleurs par le sacrifice de leurs intérêts matériels au devoir dicté par leur conscience — les réfugiés devaient vivre et faire vivre leur famille. Nombre d'entre eux n'ayant sauvé que le strict nécessaire, dépourvus de toutes ressources pécuniaires, demandant à la charité publique la satisfaction de leurs premiers besoins, n'avaient d'autres moyens de subsistance que le négoce, le petit négoce de détail; ils s'y adonnèrent avec toute l'énergie que leur inculquait une impérieuse nécessité; ils y déployèrent aussi l'ingéniosité inhérente à leur race, aidés par leurs habitudes laborieuses, leur sobriété, la simplicité de leur genre de vie.



Noble
Samuel Marval
1697

Noble et vertueux
Louis de Pourtalès
1809

Noble
Samuel Marval
1752

SCEAUX DU ROY DES MARCHANDS

(Musée historique.)

Tout cela en faisait des concurrents redoutables pour les marchands neuchâtelois endormis dans la douce quiétude que leur inspirait leur monopole, à l'abri derrière leurs privilèges qu'après de longs efforts, ils avaient enfin fait reconnaître par la Seigneurie.

En leur qualité d'étrangers, les réfugiés huguenots ne pouvaient trafiquer qu'aux foires franches; il leur était défendu de déployer leurs marchandises aux marchés hebdomadaires du jeudi et à plus forte raison de tenir boutique ouverte en permanence. Ce terrain fut bientôt trouvé trop étroit par eux et on les vit dès l'origine constamment préoccupés de l'élargir. Evidemment ils n'attachaient pas aux règlements de la noble et vertueuse Compagnie des Marchands la même valeur qu'aux ordres divins auxquels ils avaient obéi en délaissant leur patrie, car, à tourner ces obstacles, à les renverser même, ils mirent une habileté confinant à la ruse, une persévérance voisine de l'âpreté, dont les délibérations des Marchands se montrent souvent péniblement affectées.

Il est à noter que dans maintes occasions, les réfugiés furent soutenus par le gouvernement de la Principauté, surtout après l'avènement de la maison de Brandebourg à la souveraineté de notre pays, et même par les bourgeois de la ville avec lesquels ils s'allièrent souvent par mariage[1].

[1] La bonne volonté à l'égard des protestants français était d'ailleurs générale et c'est même avec satisfaction qu'on les voyait apporter dans notre pays leurs industries. Preuve en soit les décisions suivantes du Conseil de ville :

Monsieur Perrot nostre pasteur ayant représenté à Mess les Quatre Ministraux qu'il y avoit certains honorables personnages, manufacturiers de bas de soye, de floret et de laine qui désirent de s'establir dans ceste ville pour dresser leur manufacture moyennant qu'il pleu à Messieurs du Conseil de les recevoir pour habitans et de les proteger, le fait ayant esté mis en deliberation, il a esté passe et arresté qu'en consideration qu'une telle manufacture ne pourra apporter que du bien et advantage a toute la bourgeoisie, et qu'ils pourront donner de l'employ aux pauvres bourgeois pour gagner leur vie, Qu'on les reçoit pour habitans et que Mess. les Quatre Ministraux les protègeront autant que raison le requerra. Comme aussy que Mess. en parleront à Monseig. le Gouverneur a cette fin qu'ils puissent estre naturalisés de ce pays pour tant mieux se pouvoir establir pour tousiours. (Du 25 janvier 1687. *Manuel du Conseil de ville,* vol. VII, p. 149.)

Déjà en 1686, à la date du 28 avril, le Conseil de ville avait « accordé aux Srs Louis Chautard et Nicolas Plagnol, tous deux de Montelimar en Dauphiné,

A la louange de la Compagnie, on doit reconnaître que, dans les premiers temps du refuge, elle ne se montra pas très rigoureuse à l'égard des religionnaires et qu'elle toléra de leur part certaines infractions à ses règles.

« Le 22 octobre 1687, Jehan Jaques Delas, natif de Concarsanne, province de Berry, et Césard Gauthier, de Saumur, refugiez de France, requérant qu'il pleust à Messieurs de la noble Compagnie d'avoir la bonté de leur vouloir permettre de pouvoir vendre et desployer les jours de Jeudy quelques marchandises pour ayder à se subvenir eux, leurs femmes et familles, ayants esté obligés de sortir du Royaume de France, ayants tout habandonné sans pouvoir rien emporter que leurs corps, leur estant impossible de pouvoir subsister si on les prive de ce pouvoir faire.

» Il a esté sur ce arresté qu'ils auront la faculté de negotier dans cette ville pendant une année de temps, mais que ce ne sera que les jeudis et sous condition que s'ils sont surpris en vendant d'autres iours qu'on les gagera et qu'on revoquera mesme cette permission et qu'aussy au bout d'un an, ils seront tenus de se représenter devant la Compagnie pour redemander d'estre continués dans la même permission, mais qu'à l'avenir on n'en recevra plus. »

Précédemment déjà, en 1686, il avait été « arresté que Mr nostre Roy pourra de son authorité bailler permission aux Colportes refugiez pour la religion de pouvoir avec les boëttes crier et vendre dans la ville les marchandises pendant le temps de deux ou trois jours ».

Le 29 octobre 1688, on prend une décision générale « a l'esgard des colporteurs qui seront véritablement recogneus

exilés pour la Religion, l'habitation, une maison, trois mestiers avec leurs outils pour établir une manufacture de toute espèce de draperies les plus convenables, une place de terre sur le publicq pour y planter des mûriers blancs, — enfin la somme de mille francs pour s'etablir et acheter des laines, sous l'obligation qu'ils passeront avec la meilleure seureté et assurances qu'il sera possible, le tout à la bonne conduite de M.M. les Quatre Ministraux ». (*Manuel du Conseil de ville,* vol. VII, p. 124.)

estre refugiez pour la Religion qui passeront par cette ville, qui demanderont à Monsr nostre Roy la permission d'exposer en vente leurs denrées; cela a esté remis à la prudence de Monsieur Nre Roy ».

La même année, on accorde à une dame réfugiée françoise, surnommée Imbert, de pouvoir « negotier dans cette ville sur le bon vouloir de la Compagnie, mais seulement sur ce qu'elle travailleroit de ses mains ».

Au bout de quelque temps, on est obligé de constater que certains réfugiés trafiquent en tout temps de toute espèce de marchandises. La Compagnie les rappelle à l'ordre, mais sans grand succès; visiblement, elle commence à prendre de l'humeur. Le 26 juin 1689, « Salomon Pillissier, françois réfugié estably et demeurant à Yverdun, s'estant présenté pour demander la faculté de pouvoir vendre dans cette ville les jeudy et les foires, il a esté esconduit et l'arrest rendu le 22 octobre 1687 qui porte qu'on ne recevra plus aucun François, reconfirmé[1] ».

Le 27 février 1687, Louis Reynier, réfugié, ayant été gagé « comme s'il avoit vendu et transgressé les ordres établis », proteste, devant la Compagnie, que cela ne luy est pourtant iamais arrivé hors des foires. « Que s'il est vray qu'il ait donné quelques étoffes aux sieurs Jonas et Mathieu Vuavre, qu'il ne leur a point vendu, mais plus tôt qu'il les leur a donné en faveur d'un achept qu'il a fait d'eux d'une quantité

[1] L'animosité contre les réfugiés qui trafiquaient devint telle qu'on se livrait sur eux à des voies de fait.

On lit en effet dans le *Manuel du Conseil de ville,* à la date du 30 août 1688 : « Sur la proposition faite par Mons le M. Bourgeois que sur le jour d'avant hier au soir, il arriva un grand scandale et tumulte par d'aucuns bourgeois qui maltraitèrent un nommé Deluse, françois réfugié en cette ville, l'ayant chargé de coups et blessures, Si on ne trouve pas à propos de reprimer tels desordres en les chastiant et punissant selon leur demerite, soit par la javiole ou emprisonnement; Il a esté dit que puisque Mons le Mayre a forme demande à ceux qui ont fait le tumulte et battu led Deluse qu'ils aient à non seulement payer le ban de la batterie, mais aussy d'estre chasties a tel chastoy que la justice trouvera a propos, que par ainsy on suspendra que Mess. de la Justice aient cogneu de cet affaire. »

de peaux de veau fascon d'Angleterre, ainsy qu'il croid que la noble compagnie luy fera justice la dessus en lui rendant son gage. »

Cette explication subtile rappelant beaucoup le cas du bourgeois gentilhomme dont le père faisait apporter chez lui des étoffes qu'il donnait à ses amis pour de l'argent, — ne paraît pas avoir convaincu la Compagnie; cependant, comme il n'y avait pas de preuves certaines que Reynier eût vendu « hors des temps permis et licites », on lui rendit son gage; mais « il luy a esté fait une sérieuse remontrance de se contenir et de ne pas vendre pour qu'il donne sujet de se plaindre de sa conduite, et qu'il repliera sa marchandise après les foires ».

La remontrance ne semble pas avoir engagé Louis Reynier à s'amender, car, à diverses reprises, il comparaît encore devant la Compagnie pour répondre d'infractions aux ordres établis.

Un autre réfugié nommé Long, qui « s'ingéroit de vendre et débiter beaucoup de marchandises au logis du Coq d'Inde et hors de foire et marchez », occupa longtemps la Compagnie; de guerre lasse, celle-ci se vit obligée de recourir aux Quatre Ministraux pour les prier de faire sortir cet homme de la ville.

Les plus grandes tribulations furent suscitées à la Compagnie pendant plus de vingt ans par un certain Jacob Pastre, natif de Briançon en Dauphiné. La conduite de ce Pastre, absolument récalcitrant aux remontrances, aux amendes, aux confiscations et même aux menaces d'expulsion, excita au plus haut point l'indignation de la Corporation.

Pastre était arrivé à Neuchâtel en 1688 et avait obtenu, pour lui et pour sa femme Anne-Marie Grisel, l'autorisation de vendre les jours de marché; à mainte reprise, il est trouvé trafiquant en ville hors des foires et marchés; exhorté à se contenir et à prêter serment de ne vendre qu'aux jours permis, il refuse absolument de remplir cette formalité; il refuse également les gages qu'on veut lui prendre et met à la porte

lé sergent de la Compagnie. Les Quatre Ministraux, sollicités d'intervenir, tout en protestant de leur bonne volonté envers la Compagnie, semblent impuissants à réprimer les écarts de Pastre que couvre une protection mystérieuse.

De temps à autre, Pastre, qui a acquis en 1693 la naturalisation neuchâteloise lui donnant le droit de vendre aux foires et aux marchés du jeudi, revient à de meilleurs sentiments; il paie les amendes arriérées et s'engage par serment entre les mains du Roy à se soumettre aux règles et à ne pas trafiquer en temps prohibé; mais il ne tient pas ses engagements et subit de nouvelles condamnations. Cela dure jusqu'en 1709 époque à laquelle les registres de la Compagnie cessent de faire mention de ce personnage. Son nom figure dans la liste des réfugiés français qui obtinrent la naturalisation, liste publiée par Mme A. de Chambrier dans le Musée neuchâtelois (septembre-novembre 1900). Une note de Mme de Chambrier nous apprend que Pastre, se donna la mort le 7 juillet 1713. Les démêlés qu'il eut pendant vingt ans avec la Compagnie des Marchands auraient-ils été pour quelque chose dans cette résolution désespérée?

CHAPITRE XV

Naturalisations.

On sait qu'un grand nombre de réfugiés français reçurent la naturalisation neuchâteloise, quelques-uns déjà sous les princes d'Orléans, la plupart sous le règne de la maison de Brandebourg [1]. Cette naturalisation qui leur donnait la qualité de *Sujets de l'Etat*, était accordée par le Conseil d'Etat après examen des pièces exigées, moyennant le paiement d'une certaine somme; pour les réfugiés de France, ce droit perçu par l'Etat ne s'élevait qu'à dix écus blancs (41 fr. 60 de notre monnaie).

La Compagnie des Marchands ne voyait certainement pas de bon œil ces naturalisations qui donnaient à de nombreux étrangers le droit de trafiquer aux foires et marchés et même d'ouvrir boutique en ville. Son inquiétude s'accrut encore lorsqu'elle vit l'exemple donné par les réfugiés suivi par d'autres étrangers dont la présence dans le pays n'avait rien à voir avec la question religieuse.

En janvier 1717, on apprend avec émotion que «les neveux de Gaspard Bart, Italien de nation, estoyent dans l'intention et sur le point de se faire recepvoir et naturaliser de c'est Etat, ce qui pourroit porter un grand préjudice non seulement à tous les negotians, mais aussi à tous les Bourgeois et Sujets du Pays, étant de tres grande conséquence». La Compagnie décide d'envoyer une députation «à Monsieur le Commandant en chef et à Messieurs du Conseil d'Etat».

Du compte rendu fait à l'assemblée du 6 février par les

[1] Voir pour les différentes sortes de naturalisations le beau travail de Mme de Chambrier: *Musée neuchâtelois* (septembre-novembre 1900).

députés à la Conférence, il résulte que M. le Commandant en chef leur a déclaré « qu'il aura toujours beaucoup d'égard pour la noble Compagnie comme bon bourgeois qu'il est et a dit que si on luy donne une supplication il la présentera en Conseil ». Mais les députés ajoutent : « Il a aussi fortement représenté que Messieurs nos Marchands ne devoyent pas exeder sur le prix des marchandises qui est la cause que les marchands Etrangers en profitent et viennent en foule fréquenter nos foires et donnent leurs marchandises à bon prix qui est la cause qu'ils vendent au préjudice des Bourgeois. »

Cette phrase caractéristique fait voir que l'hostilité du gouvernement à l'égard du monopole de la Compagnie persistait et elle explique la mollesse avec laquelle les revendications de cette dernière étaient soutenues en haut lieu.

En 1725, nouvelle alerte causée toujours par l'intention prêtée aux neveux de Berthe (ou Bart) l'italien, de demander la naturalisation. Nouvelles démarches auprès du Commandant en chef qui était alors le baron de Strunckede, plénipotentiaire de S. M. Celui-ci fait droit aux réclamations de la Compagnie en refusant la naturalisation sollicitée par les Italiens.

Quinze ans plus tard la Compagnie proteste de nouveau contre la naturalisation accordée « aux Sieurs Daniel et Marc Clerc, négociants et fabriquants, ce qui ne pourra de moins que de causer préjudice aux Bourgeois négociants dans cette ville ». Elle décide de requérir l'appui des Quatre Ministraux et leur soumet un mémoire destiné au Conseil général dans l'espoir qu'il donnera ses ordres pour qu'une représentation soit faite en son nom au Gouvernement[1].

[1] Sur la représentation de la Compagnie des Marchands aux fins qu'il plut au Conseil de renouveler ses remontrances à la Seigneurie contre les personnes qui se font naturaliser Sujets de l'Etat et qui nuisent par là aux Bourgeois de cette ville... (29 août 1740. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XVII, p. 254.)

... Ces représentations ont été appointées. (3 octobre 1740. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XVII, p. 261.)

Sur la requête présentée par la Compagnie des Marchands de cette ville dans laquelle après avoir exposé que deux négociants, Savoyards d'origine, recherchoyent à estre naturalisés et reconnus sujets de cet Etat, ce qui feroit un préjudice

Quelquefois la Compagnie prie les autorités de la ville de refuser l'habitation à telle personne dont le commerce serait en concurrence avec celui exercé par l'un de ses membres. « Le 6 janvier 1745, le Sieur Aubertin a fait représenter par son parlier que comme il se présente un certain Augé, faiseur de bas, pour estre receu habitant en cette ville, ce qui luy causeroit un grand préjudice s'il étoit receu par le Conseil, puisqu'il se propose de faire travailler de cette profession, il prie la Compagnie de bien vouloir intercéder pour luy pour qu'on ne reçoive pas cet étranger; sur quoy il a été dit qu'on charge Monsr Bourgeois, procureur de la Compagnie, de faire une représentation au Conseil de la part de la Compagnie, afin qu'il soit éconduit[1]. »

notable à quelques négociants d'icy. Elle demande en conséquence au Conseil de vouloir la protéger dans cette occasion en renouvellant à Monseigr le Gouverneur des représentations pareilles à celles qui furent déjà faites en pareil cas en 8bre 1740 aux fins qu'il plaise à la Seigneurie de débouter les dits colporteurs Savoyards de leur réquisition, de même que tous Etrangers qui pourroyent ci-après se présenter, lesquels par leur profession ne manqueroyent pas de nuire a nos Bourgeois; sur quoy délibéré lad. Requête a été apointée en tout son contenu.

Pour exécuter ledit arrêt le secrétaire de ville a été le même jour envoyé auprès de Monseigr le Gouverneur, pour le suplier de renvoyer les dits deux colporteurs s'ils se présentoyent, afin de n'être écoutés qu'après les très humbles remontrances que Messieurs les Quatre Ministraux prendroyent la liberté de luy faire dans le courant de la présente semaine, ce qui a été agréablement consenti. (Du 11 avril 1746. *Manuel du Conseil de ville*, vol. XVIII, p. 254.)

[1] Toutes les corporations bourgeoises se montraient d'ailleurs très jalouses de leur monopole et s'adressaient aux autorités de la ville pour le faire respecter; preuve en soit l'arrêt suivant du Conseil de ville :

Sur la requeste des Sieurs Maillier-Pillet et Varnod, maistres serruriers de cette ville, tendante aux fins de prier Messieurs de ne pas permettre que le sieur Claparède serrurier, françois, se viennes establir dans cette ville d'autant qu'apeine ont ils de la besogne pour faire subsister leurs familles. Il a esté arresté qu'on ne permettra point que ledit Claparède vienne s'habituer et tenir boutique dans cette ville, y ayant assez d'autres maistres serruriers dans cette ville. (Du 6 février 1690. *Manuel du Conseil de ville.*)

Monsieur Perrot nostre pasteur et plusieurs autres Messieurs du Conseil, parents du Sieur Claparède, serrurier français, requérants derechef de lui permettre de demeurer et habiter dans cette ville et d'y travailler de son mestier. Ils ont esté esconduit. (Du 3 mars 1690. *Manuel du Conseil de ville.*)

CHAPITRE XVI

La charte de 1814 et la liberté du commerce.

Pendant bien des années encore, on voit la Compagnie lutter pour réserver, sinon le marché du pays, du moins celui de la ville, à l'activité de ses membres.

La charte constitutionnelle du 18 juin 1814 vint porter le dernier coup au privilège de la Compagnie déjà fort ébranlé.

En effet, son article V s'exprimait comme suit :

« La pleine et entière liberté du commerce au dedans et au dehors est assurée aux *sujets et habitants de l'Etat* en tant qu'elle ne sera pas contraire aux obligations qui résulteront pour la Principauté de sa qualité de membre de la Confédération suisse. Nous nous réservons la faculté de prescrire les mesures de police nécessaires relativement à la vente des choses qui pourront compromettre la sûreté de l'Etat et de prohiber, dans le cas où le bien public l'exige, l'exportation des denrées ou objets de première nécessité. »

La proclamation du principe de la liberté du commerce ne pouvait changer du jour au lendemain la mentalité des membres d'une corporation dont le privilège avait duré plusieurs siècles. Au mois de janvier 1815, le Comité de la Compagnie est nanti de la plainte d'un mercier au sujet du colportage qui s'exerce en cette ville au préjudice des marchands bourgeois. Il décide que MM. les Quatre Ministraux seront priés d'y apporter telle modification que leur sagesse leur suggérera. « Bien entendu, ajoute prudemment le Comité, que la Compagnie ne prétend point priver les sujets de l'Etat et les Suisses de tous les privilèges qui leur sont acquis par la charte constitutionnelle et par notre incorporation au Corps helvétique. »

Au reste, en ce qui concerne la police du colportage, la Compagnie pouvait invoquer l'exemple donné par d'autres cantons. En 1817, une commission spéciale nommée par elle exprime l'opinion « qu'une mesure prise conformément à ce qui a été établi à cet égard dans les cantons voisins, ne peut être véritablement utile qu'autant qu'elle concernera tout le pays; elle émet le vœu que le gouvernement donne des ordres à cet égard qui, d'après l'avis unanime de la Commission, seraient de la plus grande importance, en considérant que les sujets de l'Etat sur lesquels retombent toutes les charges se trouvent forcés de quitter leur commerce parce que des étrangers qui n'ont aucune charge, qui ne sont attachés à aucune commune ni à aucune famille (?) en colportant de maison en maison leur ôtent tout moyen de subsistance ».

Dans sa séance du 28 janvier 1818, le Comité de la Compagnie se livre de nouveau à une longue discussion au cours de laquelle lecture est faite de divers mémoires et rapports rédigés par des membres de la Corporation. « L'assemblée, dit le procès-verbal, a été unanime pour prier Monsieur le Comte de Pourtalès son Président, de solliciter du gouvernement les mesures les plus promptes et les plus efficaces à écarter du pays :

» 1° Une quantité de Juifs qui s'y sont introduits et qui par leur brocantage font le plus grand tort, non seulement aux marchands détaillans établis, mais encore portent dans l'étranger le coup le plus funeste à nos manufactures et à la confiance dont elles ont joui jusqu'à présent, en s'y annonçant comme fabriquants et en y vendant à très bas prix des marchandises inférieures ou obtenues par le moyen de leur trafic à des prix qui empêchent les fabriquants honêtes payant leurs ouvriers en espèces sonnantes de faire leur commerce utilement.

» 2° Une quantité considérable aussi de colporteurs Italiens et Savoyards qui affluent dans ce pays en d'autant plus grand nombre qu'ils ont été chassés des cantons suisses nos voisins. »

En 1780 déjà une requête avait été présentée au gouvernement par un grand nombre de marchands de l'Etat demandant que l'on remédiât « à l'abus qui s'est glissé dans le commerce en tolérant les colporteurs juifs qui s'introduisent en grand nombre dans cet Etat et qui, à la faveur des mauvaises marchandises qu'ils vendent les donnent à très bas prix en profitant de l'ignorance des particuliers qui n'en connaissent pas la qualité et en faisant par là un tort considérable au commerce de ce pays[1] ».

La même année, le Conseil d'Etat avait confirmé l'expulsion prononcée par la Communauté du Locle contre deux Israélites[2].

Sur la question des Juifs qui occupa le gouvernement de Neuchâtel à plusieurs reprises jusqu'en 1848, les mémoires de C.-G. de Tribolet donnent d'intéressants renseignements. Cet historien rapporte qu'en divers temps, il s'était élevé contre les individus de cette nation, tolérés dans ce pays, des réclamations de la part de nos marchands et négociants, surtout en horlogerie. Ces plaintes avaient été accueillies d'abord et ensuite laissées sans effet à la suite des représentations faites par les consommateurs en général et par les ouvriers et établisseurs horlogers en particulier. Le cas se reproduisit en 1818; par un arrêt du 28 octobre[3], le Conseil d'Etat ayant

[1] *Manuel du Conseil d'Etat.* 7 février 1780.

[2] *Ibid.* 3 août 1780.

[3] Voici le texte de l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 octobre 1818 :

Le Conseil d'Etat a dû prendre en sérieuse considération les graves inconvénients qui résultent pour le commerce et l'industrie de ce pays, ainsi que pour le véritable intérêt des familles, du séjour dans la Principauté, des colporteurs qui la parcourent en nombre d'autant plus grand que leur trafic est interdit dans la plupart des cantons voisins, et des Juifs, dont quelques-uns même s'établissent dans le pays en opposition à l'ancienne règle et il a en conséquence jugé nécessaire de prendre les mesures de police suivantes :

1° A dater du 1er janvier prochain, tout colportage de maison en maison fait par des marchands non sujets de l'Etat est formellement interdit, hors des jours de foire et hors des lieux où la foire se tient.

2° On excepte de la défense de colporter la vente faite par des étrangers des objets nécessaires à l'agriculture et aux ménages et qui ne peuvent pas toujours s'acheter dans les boutiques et dans les magasins, tels entr'autres qu'ustensiles

prononcé le renvoi des Juifs, ne tarda pas à recevoir des protestations contre cette mesure. En outre, les Israëlites qui, pour la plupart, étaient citoyens français, s'adressèrent à la Légation de France près la Confédération; à la suite des réclamations de la Légation qui demandait pour ses nationaux la réciprocité de tolérance dont les Suisses jouissaient en France, le Conseil d'Etat dut revenir en arrière; toutefois il ne crut pas devoir révoquer son ordonnance et se borna à édicter des exceptions en faveur des Israëlites reçus depuis quatre ans ou plus dans ce pays et pour leurs personnes tant seulement. Il faut croire que cette atténuation ne fut pas jugée suffisante car, à la date du 2 août 1823, le Comité de la Compagnie des Marchands est informé que le gouvernement, nanti d'une nouvelle pétition, n'a pas cru devoir prendre en objet ce qui concerne les Juifs, « quoique les allégués des pétitionnaires lui paraissent exacts sous bien des rapports ».

Il est permis de croire que C.-G. de Tribolet était dans le vrai lorsqu'il attribuait à des mobiles intéressés les clameurs poussées contre les Israëlites par une certaine classe. « Si, dit-il, ils apportaient dans leur trafic la mauvaise foi qu'on leur prête, comment supposer que, depuis le temps qu'ils habitent ce pays, ils n'y fussent pas totalement décriés et

en bois, en terre et en verre, brosses, paniers, chapeaux de paille, faux, faucilles, pierres à aiguiser, pierres à fusil, amadou, allumettes, balais, fil, ritte, graines comestibles, instruments aratoires et autres objets de cette espèce.

3° Les chaudronniers ambulants, aiguiseurs de scies et remouleurs, vitriers, boisseliers et raccommodeurs de paniers et de chaises et autres gens à industrie de la même nature, ne sont pas envisagés comme colporteurs et ne sont par conséquent pas compris dans la présente défense.

4° Conformément à l'ancienne règle, aucun Juif ne pourra se domicilier dans l'Etat: Ceux qui seront munis de bons passeports pourront le traverser, mais sans y faire de séjour; et quant à ceux qui s'y sont établis, ils devront en sortir avant le 1er mai prochain.

5° Tout Juif ou colporteur étranger en contravention à la présente ordonnance sera arrêté et conduit à la direction de la gendarmerie.

6° Le contrevenant sera puni par les frais auxquels son arrestation et sa détention auront donné lieu, et sera conduit à la frontière avec défense de rentrer dans l'Etat, sous peine d'être plus sévèrement puni en cas de récidive.

réduits à s'en éloigner d'eux mêmes? Quel est le marchand qui pourrait se soutenir quelques mois seulement si l'on s'apercevait qu'il se sert de poids trop faibles ou que sa marchandise est d'une qualité inférieure à celle qu'on pourrait se procurer au même prix chez d'autres boutiquiers[1]. »

Quoiqu'il en soit, l'hostilité contre les Israëlites se manifesta encore à réitérées fois particulièrement aux Montagnes où l'activité exercée par eux dans le commerce de l'horlogerie était très mal vue des autres négociants.

Le 23 janvier 1839, « informé que certains fabricants des Montagnes se plaignent des établissements qu'y forment les Juifs et du tort qui en résulte pour le commerce d'horlogerie, le Conseil adresse l'arrêt suivant à Messieurs les officiers du Locle et de la Chaux de fonds :

» Le Conseil charge Messieurs les Maires du Locle et de la Chaux de fonds de lui faire rapport du nombre des Juifs qui séjournent dans leurs juridictions et de la nature des établissements qu'ils y ont formés, et de lui faire connaître si on remarque qu'il en résulte des inconvénients pour la fabrication et le commerce des montres, de la part qu'y prennent les individus de cette nation et quels sont ces inconvénients. »

Du rapport fourni par le Maire du Locle, il résulte qu'il n'existait en 1839 dans cette juridiction que quatre maisons juives, que leurs affaires n'étaient pas considérables et qu'il ne s'élevait pas de plaintes contre elles de la part des fabricants ou commerçants du pays.

Le rapport du Maire de la Chaux-de-Fonds donne un autre son de cloche. Le nombre des Israëlites séjournant dans ce village comme négociants, commis, ouvriers, domestiques, etc, est de trente-six, non compris les femmes et les enfants; tous ceux qui se livrent au commerce font celui de l'horlogerie; la part qu'ils y prennent, ainsi qu'à la fabrication même, excite les appréhensions des négociants, « à cause des inconvénients qui s'attachent au genre d'opérations familier

[1] TRIBOLET, *Mémoires sur Neuchâtel*, pp. 306-307.

aux Juifs; l'autorité communale elle-même n'est pas sans crainte[1] ».

Très embarrassé, le Conseil d'Etat fit ce que l'on fait toujours en pareils cas; il renvoya les renseignements donnés par les maires des Montagnes à l'étude d'une commission dont le rapport ne vit jamais le jour.

En 1840, nouvelles plaintes des négociants de la Chaux-de-Fonds. Le Conseil d'Etat annonce aux exposants que l'arrêté du 28 octobre 1818, à teneur duquel aucun Juif ne peut se domicilier dans l'Etat, est toujours en vigueur, sauf les exceptions que le Conseil a jugé convenable de faire à la règle, exceptions provoquées en partie par les établisseurs d'horlogerie eux-mêmes, et celles qu'il se réserve de faire ultérieurement dans les cas qui lui paraissent mériter faveur; mais que s'agissant des Juifs qui ne sont pas au bénéfice d'une semblable exception et notamment de ceux qui se prévaudraient pour séjourner dans l'Etat en dehors des foires, de passeports au moyen desquels l'arrêt du 28 octobre 1818 les admet tant seulement à le traverser, les exposants sont renvoyés à faire connaître leur présence aux officiers de juridiction qui prendront à leur égard les mesures convenables.

A cette occasion, le Conseil décide qu'il prononcera dorénavant lui-même sur les demandes en tolérance faites par des Juifs, demandes sur lesquelles la Direction de police centrale statuait seule auparavant[2].

Cependant il semble que l'autorité locale de la Chaux-de-Fonds ait institué un régime particulier, car, en 1845, la colonie israëlite se plaint au Conseil d'Etat des refus d'habitation que fait maintenant la communauté aux nouveaux Juifs qui veulent s'établir dans la localité, de l'obligation qui est imposée aux Israëlites résidents de faire renouveler chaque année leur permis de séjour, enfin de ce qu'ils soient exclus de la faveur dont jouissent les fabricants neuchâtelois pour

[1] *Manuel du Conseil d'Etat.* 11 février 1839.
[2] *Ibid.* 5 février 1840.

l'introduction de leurs produits dans l'Union des douanes allemandes.

Fort probablement c'est ce dernier point qui tenait le plus à cœur aux négociants israëlites de la Chaux-de-Fonds et c'est aussi celui sur lequel les nationaux étaient le moins disposés à céder. La réponse du Conseil d'Etat est empreinte d'une certaine raideur. Il n'a point l'intention, déclare-t-il, d'assimiler les Juifs aux autres étrangers, attendu qu'ils ne sont que tolérés; c'est précisément parce qu'ils ne sont que tolérés qu'il ne peut leur accorder des certificats pour l'introduction de leurs marchandises dans les Etats de l'Union douanière allemande[1].

Désireux de régler définitivement cette question épineuse, le Conseil d'Etat avait pris, à la date du 15 janvier 1845, l'arrêté suivant:

1° La Direction de Police centrale dressera chaque année, à une distance convenable de la fin de celle-ci et pour chaque juridiction où il existe des Juifs, un tableau nominatif des individus de cette nation qui y séjournent. Ces tableaux, soumis au Conseil, seront envoyés par lui aux officiers des juridictions respectives qui lui feront connaître s'ils ont des objections à ce que la tolérance soit continuée encore pendant l'année suivante aux Juifs qui y sont portés, et le Conseil, statuant sur les rapports des officiers, autorisera, s'il y a lieu, la Direction de Police centrale à renouveler de son chef, pour le courant de l'année et moyennant le dépôt de papiers en règle, les billets de tolérance de ces étrangers. 2° Les cas nouveaux continueront à être soumis séparément au Conseil suivant la marche usitée maintenant[2].

Il résulte des procès-verbaux du Conseil d'Etat qu'à plusieurs reprises des billets de tolérance furent refusés sans indication de motifs.

Ces mesures toutefois ne donnaient pas satisfaction à

[1] *Manuel du Conseil d'Etat*. 6 octobre 1845.
[2] *Ibid*. 15 janvier 1845.

l'opinion publique de la Chaux-de-Fonds. Le 6 janvier 1847, le maire de la Chaux-de-Fonds, Frédéric de Chambrier, informait le Conseil d'Etat que les membres de la Communauté, dans l'assemblée générale du 3, à la presque unanimité, avaient exprimé l'opinion qu'il était très fâcheux de voir le nombre des Juifs s'augmenter au dit lieu, que leur présence était préjudiciable à l'industrie des Montagnes et qu'il était fort à désirer que le Conseil d'Etat voulût bien avoir égard à ce sujet aux vœux de la Communauté. Chambrier ajoutait que, dans cette assemblée, il avait donné des explications sur les motifs d'équité et de justice qui avaient dirigé le gouvernement dans tous les cas de cette nature[1].

On le voit, le mécontentement persista jusqu'à la veille de la révolution de 1848 et il n'est pas téméraire de supposer qu'il contribua à augmenter les causes de l'hostilité dont la cité montagnarde était animée à l'égard de l'ancien régime.

* * *

En se faisant, après 1814, l'interprète du commerce indigène dans ses doléances contre les colporteurs et négociants étrangers, la Compagnie des Marchands n'agissait déjà plus comme corporation publique, munie de privilèges spéciaux. Son rôle, comme telle, était définitivement terminé; c'est comme organe des intérêts généraux du commerce neuchâtelois, comme chambre de commerce, que son activité va se déployer pendant la première moitié du XIX^me^ siècle; et cette activité nous apparaîtra sous un aspect infiniment plus sympathique et bienfaisant.

* * *

Nous venons de voir quelles étaient, au point de vue subjectif, les limitations apportées à la liberté du commerce,

[1] *Manuel du Conseil d'Etat.* 6 janvier 1847.

c'est-à-dire quelles étaient les personnes qui, à l'exclusion des autres, eurent seules pendant longtemps le droit de se livrer au négoce dans le pays de Neuchâtel.

En complément de cet exposé, et bien que la Compagnie des Marchands ne soit pas ici directement en cause, il nous paraît utile de mentionner également les restrictions que comportait la liberté du commerce au point de vue objectif, c'est-à-dire d'indiquer les objets qui étaient soustraits totalement ou dans une certaine mesure, au négoce des particuliers.

CHAPITRE XVII

Le Commerce des grains et farines.

La charte de 1454, octroyée par Jean de Fribourg, proclamait la liberté du commerce excepté pour la farine et le vin. « Toutes gens pourront amener dans la ville de Neuchatel toutes denrées à vendre excepté la farine non moulue dans nos moulins de Neuchatel ou de Serrières, et le vin qui n'aura pas cru dans le Vignoble de Neuchatel[1]. »

Comme tous les seigneurs féodaux, le comte exigeait que ses sujets fissent moudre leurs grains dans ses moulins moyennant rétribution, c'est-à-dire prélèvement d'une part sur la farine; c'est ce qu'on appelait la banalité des moulins; elle impliquait l'interdiction du commerce des farines, car l'entrée de farines étrangères aurait rendu illusoire la prérogative du seigneur.

Au lieu d'exercer lui-même son droit, le comte l'avait concédé dans tout le pays, soit à des particuliers, soit à des corporations qui lui payaient pour cela une redevance annuelle. La bourgeoisie de Neuchâtel avait obtenu de bonne heure le droit de faire moudre dans les moulins de la ville la farine nécessaire aux habitants de celle-ci; elle achetait elle-même les blés qui étaient emmagasinés dans les greniers publics[2].

[1] CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin,* p. 165.

[2] La direction de ce négoce, — on peut le croire — n'était pas une petite affaire; très nombreux sont les arrêts pris par les Conseils de la ville relativement au commerce des grains; nous en citerons seulement quelques-uns :

Il a esté arresté que les députés qu'on envoyera à Berne s'informeront de L. E. pour ressentir s'il y a quelques greniers pleins de grains à vendre et à quel prix afin ensuitte de rapporter le tout en Conseil pour délibérer s'il veut establir un négoce de grains soubs les conditions que Mess. du Conseil trouveront a propos pour l'establissement d'iceluy. Et pour cet effet ont esté ordonné et

Dans les autres parties du pays, les communes prenaient également les mesures nécessaires pour pourvoir aux approvisionnements de grains. A certaines époques, le gouvernement lui-même procéda à ces achats, mais à titre d'intermédiaire. Ce fut le cas en 1794; à la date du 21 janvier, le Conseil d'Etat rendit l'arrêté suivant:

« Le Conseil d'Etat étant informé que, par les arrangements pris dans le Cercle de Souabe, des achats particuliers en grains ne pourront pour le moment avoir lieu, avise les Communautés de cet Etat que, pour remplacer le vuide qui résulteroit de ces arrangements, il fera lui même tous les

député Messieurs le maître bourgeois Marval et maître des clefs Bonvespre. (Du 13 juillet 1688. *Manuel du Conseil de ville,* vol. VII, p. 228.)

Il a été communiqué au Conseil une lettre de L. E. de Berne qui renferme un mandement qu'Elles ont fait publier dans leurs Etats par lequel Elles révoquent la deffence par Elles cy devant faite d'y entrer des grains étrangers; mais deffendent d'en sortir exceptant cependant de cette dernière deffense leurs Confédérés et voisins qui pourront s'en pourvoir sur les marchés publics pour leur ménage, d'une semaine à l'autre, ce qui ne durera qu'autant de tems que leurs sujets jouiront de la même liberté chez leurs dits voisins. Sur quoy il a été dit qu'on repondroit dès aujourd'huy à L. E. en leur disant que nous aviserions nos Bourgeois des Règlements qu'Elles ont fait pour qu'ils s'y conforment; Quant au reste nous nous flattions que L. E. voudront bien continuer d'en agir à l'égard de leurs Bourgeois de Neufchatel avec la même bonté qu'elles en ont agi par le passé. (Du 9 septembre 1743. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XVIII, p. 9.)

Lecture est faite de la réponse que L. E. de Zurich nous ont donné à la date du 12e du passé par laquelle en amplification du transit de mille muds de blé de Souabe qu'elles nous avaient accordé par Eglisau, elles consentent d'en laisser passer mille sacs de deux muds le sac.

Lecture a de même été faite d'une autre lettre de L. E. de Zurich du 28 Xbre qui nous envoyent la copie de celle qu'elles ont reçu des Princes et Etats du louable Cercle de Souabe écrite d'Ulm à la date du 15 dudit mois, par laquelle ils se plaignent de la trop grande quantité de grains qu'on en tire et de l'obligation où ils seront d'en empescher la sortie, si on ne prend à l'avenir des précautions.

Informé le Conseil d'une lettre que L. E. de Berne luy ont écrite datée du 14 Décembre responsive à la sienne du jour précédent par laquelle elles accordent de nouveau le transit par leurs terres pour un second millier de sacs de graine, pour l'unique usage de notre grenier public.

Donné aussy avis au Conseil que l'affranchissement de péage des mille sacs de bled que nous avions demandé à L. E. de Berne par notre lettre du 4 8bre dernier, n'avoit pas pu nous être acordé puis que leurs sujets étoyent eux-mêmes astraints à le payer. Le Conseil avoit demandé cet afranchissement par ce qu'il avoit été informé à la légère que ce même afranchissement avoit été accordé à la ville de Geneve, ce qui n'est point vérifié. (Du 13 janvier 1748. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XIX, p. 190.)

achats qu'il sera à même de se procurer et qu'il recevra en conséquence leurs soumissions respectives pour les grains dont elles voudroient se pourvoir entre ci et le 15 février prochain, le Conseil annonçant au reste aux dites Communautés que l'on ne prend l'engagement de leur fournir du grain qu'à proportion desdites demandes et de la quantité de grain que le gouvernement pourra se procurer. » (*Manuel du Conseil d'Etat.* 21 janvier 1794.)

Il est certain que la banalité des moulins avait été un bienfait; à l'époque où les relations commerciales étaient à peu près nulles, personne n'aurait osé entreprendre la construction et l'exploitation d'un moulin, s'il n'avait eu la certitude d'avoir une clientèle suffisante pour le faire travailler régulièrement. Mais à la longue cette obligation devint une gêne; les habitants de la frontière particulièrement trouvaient avantage à aller faire moudre leur blé hors de l'Etat; cette habitude provoqua à diverses reprises des défenses de la Seigneurie. Aussi, en 1707, la bourgeoisie de Valangin fit-elle admettre dans ses articles particuliers, sinon un droit positif, du moins une tolérance à cet égard.

En 1797, le gouvernement, ayant confisqué à Neuchâtel des farines appartenant à Louis Perrenoud, bourgeois de Valangin, s'attira une remontrance des chefs de cette bourgeoisie; une commission nommée par le Conseil d'Etat fut chargée de « s'occuper des moyens à mettre en usage pour concilier autant que possible la liberté du commerce acquise aux bourgeois de Valangin, avec la réserve portée dans la franchise de Neuchatel et la banalité des moulins de cette ville ». (*Manuel du Conseil d'Etat.* 10 avril 1797.)

Cinq ans plus tard, en 1802, on décide de nouveau d'étudier la question de savoir « si les droits de commerce acquis aux Bourgeois de Valangin peuvent légitimer une importation de farines contraire à la franchise de Neuchâtel et aux droits de bannalité de plusieurs Moulins de cet Etat et notamment au Val de Ruz ». (*Manuel du Conseil d'Etat.* 12 avril 1802.)

A l'occasion de la disette de 1816, on avait été obligé de tolérer l'introduction à Neuchâtel de farines étrangères; il semblait d'ailleurs qu'aux termes de l'art. 5 de la charte constitutionnelle de 1814 qui assurait à tous les sujets et habitants de l'Etat la pleine et entière liberté du commerce, il ne devait plus être apporté d'entraves au trafic de cette denrée. Cependant un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 28 octobre 1818, vint interdire de nouveau l'entrée des farines dans la ville de Neuchâtel[1]. Cette décision provoqua une interpellation adressée au gouvernement par un député aux Audiences générales et à ce propos fut discutée la question de la banalité des moulins. On fut en général d'accord pour estimer qu'il y avait là une propriété légitime qui devait être respectée. Mais il devint bientôt évident que cette institution surannée ne pouvait être maintenue; déjà la banalité des moulins, sous l'empire des circonstances, avait été abolie dans une grande partie du pays où les farines étrangères étaient par conséquent admises. Aussi le Conseil d'Etat, dans son arrêt du 30 juin 1828, reconnaissait-il qu'il fallait faire disparaître entièrement ce qu'il appelait une entrave à l'approvisionnement du pays sur un objet de première nécessité, entrave dont l'existence donnait lieu à des réclamations de

[1] Un arrêt du Conseil d'Etat du 6 décembre 1823 prescrivait les précautions les plus minutieuses à l'égard des farines en transit dans la banlieue de Neuchâtel: 1° Les farines arrivant par char, soit par la route de France, soit par celle de Saint-Blaise, ne pourront parvenir à Pierrabot que par le chemin des Parcs ou par celui des Mulets, sans pouvoir jamais entrer dans l'espace qui est limité par ledit chemin des Mulets, par celui de Fahy et des Parcs et par celui de Maillefer. — 2° Les farines arrivant par eau ne pourront aborder que de jour, ni sur aucun autre point de la banlieue de Neuchatel, que devant la maison du Poids public, ou en cas de tempête ou de bise très forte, devant la place des Halles; et elles ne pourront y être débarquées qu'après un avis préalable donné au receveur du péage de Neuchatel. — 3° Au moment où elles seront débarquées, elles devront être chargées sur des chars et ressorties immédiatement de la Ville et de sa banlieue, sans y être déchargées en quelque manière que ce soit. Toute contravention au présent arrêt sera punie par la confiscation des farines et des chars et chevaux ou des bateaux suivant les cas.

L'effet et le but de ces prescriptions étaient non seulement d'empêcher l'entrée des farines dans la ville, mais encore d'entraver l'approvisionnement de la partie du pays où la banalité des moulins était déjà abolie.

divers genres et à de fâcheuses contestations portées à réitérées fois devant les tribunaux. Le gouvernement annonçait donc son intention de travailler à l'entière abolition des banalités dans le pays, en partant de cette base qu'elles étaient des droits légitimement acquis et dont on ne pouvait disposer que conformément aux règles de la justice et aux principes de la constitution. Les propriétaires des moulins banaux et les communes, comme représentant le public, étaient exhortés à s'entendre à l'amiable sur les conditions auxquelles cette abolition pouvait avoir lieu, le Conseil d'Etat se réservant d'intervenir pour rendre possibles ces arrangements de la manière la plus prompte et la plus équitable. En attendant, les anciennes défenses d'aller moudre du grain hors du pays étaient abrogées.

Les négociations entreprises sur l'initiative du Conseil d'Etat ne tardèrent pas à aboutir, et, le 1er février 1830, le gouvernement pouvait rendre l'arrêt suivant :

« Les villes et communautés du pays s'étant empressées, aussi bien que les propriétaires de moulins banaux, de concourir aux intentions du Roi pour l'abolition de cette banalité, manifestées dans l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 Juin 1828, et S. M. ayant consenti à faire elle même l'abandon gratuit d'une partie des redevances dûes par ces moulins, le succès de la mesure est maintenant assuré par les arrangements amiables qui ont déjà été conclus dans la plupart des districts de la Principauté, et le Conseil d'Etat éprouve la satisfaction de pouvoir révoquer ses arrêts des 28 Octobre 1818 et 6 Décembre 1823 et de faire savoir par le présent arrêt qu'à dater de ce jour le commerce des farines est entièrement libre sur le marché et dans la ville et mairie de Neuchatel pour les sujets et habitants de l'Etat, comme pour les étrangers. »

Ainsi prit fin une des seules limitations apportées au commerce dans le pays de Neuchâtel. Il reste à savoir si nous ne la verrons pas bientôt renaître et si les citoyens suisses ne devront pas se résoudre à accepter, avec le monopole des blés, l'obligation de recevoir leur farine des moulins fédéraux.

CHAPITRE XVIII

Le Commerce des vins.

Les vins récoltés dans le pays, non seulement suffisaient aux besoins de la population, mais laissaient un excédent dont on trouvait facilement le placement au dehors. Loin que l'on fût obligé de recourir aux vins français, les nôtres étaient exportés en notable quantité chez nos voisins de l'ouest. Vers la fin du 15me siècle, sous le règne de Philippe de Hochberg « les chars de Franche-Comté arrivaient déjà en grand nombre, mais c'était pour enlever les vins neuchâtelois et non pour amener des vins français[1] ».

Mais les produits de nos vignobles étaient surtout appréciés en Suisse, à Berne et à Soleure en particulier. Ils faisaient l'objet d'un grand trafic de batellerie ; on intimait aux bateliers un serment par lequel ils s'engageaient à ne boire de vin qu'au moyen du fétu ; mais il fallut les menacer de châtiments arbitraires pour empêcher les mélanges d'eau qui avaient décrié les vins du pays[2].

Après la domination des baillis (1512-1529), les Bernois et les Soleurois paraissent avoir conservé assez longtemps l'habitude de considérer Neuchâtel comme un pays sujet ; en effet ils s'arrogeaient le droit de fixer eux-mêmes le prix de nos vins, comme ils fixaient celui des blés qu'ils nous envoyaient en retour et ils en donnaient avis aux Neuchâtelois pour qu'ils eussent à s'y conformer, en leur déclarant que, s'ils vendaient ailleurs leurs vins, on les renverrait au même lieu pour acheter les blés dont ils auraient besoin[3].

[1] CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 237.
[2] *Ibid.*, p. 386.
[3] *Ibid.*, p. 316.

De son côté Neuchâtel prohibait l'entrée de vins étrangers[1]; dans la ville on était gagé si l'on y avait amené du vin qui n'eût pas crû dans le district[2]. Cette prohibition était fondée

[1] CHAMBRIER, p. 385.

Le gouvernement de Neuchâtel n'autorisait pas même le transport par le lac des vins étrangers que les négociants d'Yverdon expédiaient à destination des cantons allemands. On nous permettra de citer intégralement un extrait des *Manuels du Conseil d'Etat* qui illustre de façon bien curieuse les procédés en usage à cette époque.

On lit dans ces Manuels à la date du 21 mai 1676 :

« Il a été lu une lettre de Messieurs de Lucerne sur le refus qu'on a fait au Sr Keller de laisser voiturer des vins estrangers par cest Estat, sur le lac et la Thielle, et comme Monseigneur le Gouverneur a représenté que nonobstant ce refus, Il n'a pas laissé de faire passer ce vin sur le lac et font dessein de le descharger à la poissine pour le voiturer par sur les terres de Berne pour les remettre dans les batteaux à Cerlier ou peut être sur la Thielle pres de l'abbaye de Thielle St Jean, — après avoir ouy aussi le péageur de Thielle qui dit que peut estre on en conduira encore sur le lac ; on a ordonné à Monsieur le Mayre de Neufchatel pour parler aux Srs Quatre Ministraux de cest affaire et les porter à ordonner quelques fuseliers pour avec un petit batteau, arrester le vin estranger qu'ils verront conduire et les faire aborder à Neufchatel ; cependant on se rassemblera demain pour delibérer plus outre de ce qui est affaire pour cela, Et pour ce vin qui est desia à l'embouchure de la Thielle et sur la réponse qu'on devra faire à Messieurs de Luzerne. »

Puis à la date du 22 mai :

« Ensuite de la résolution prise hier, Messieurs du Conseil s'estant de rechef assemblés pour délibérer sur le suiet des batteaux de vin estranger appartenant au Sr Keller de Lucerne qui passèrent hier sur le lac et abordèrent à l'embouchure de la Rivière de la Thielle, ou à cause que l'eau est basse, ne pouvant entrer, Ils le dechargent sur le Razi à la poissine dans le dessein, à ce que le péageur de Thielle dit, de le faire voiturer par chariots par sur l'Estat de Berne iusques à Cerlier ou à l'abbaye de l'Isle St Jean, pour le recharger sur les bateaux afin de le conduire du cotté de Lucerne, sur le refus qu'on a fait de le laisser passer dans cest Estat, à cause du grand preiudice que ces vins estrangers de Savoye et de France apportent, si on en souffre le passage, empeschant la vente du vin des caves de S. A. Sme et de ses sujets, qui leur demeure sur les bras, et sur les plaintes que les Sieurs Quatre Ministraux et maîtres des clefs sont venus faire contre ceux qui ont fait passer ces vins estrangers un iour de Dimanche de Ste Cène, contre les loix de cest Estats qui ne permettent pas de passer du vin estranger en aucun temps, mais particulièrement dans un iour consacré au service de Dieu, — on a jugé à propos d'envoyer promptement le Sr Gaudot receveur de Thielle, se prendre garde si ces Batteaux de vin sont encore au Vannel sur la partie du lac ou sur la partie de la Thielle appartenant à S. A. Sme et en ce cas les arrester et prendre pour ce avec luy le monde nécessaire. Et s'ils rechargent ce vin à l'Isle St Jean, il arrestera aussi les bateaux, quant ils vogueront sur la Thielle. Au reste on a jugé a propos de faire dire aux Sieurs Quatre Ministraux d'envoyer aussi quelqu'un de la part de la ville avec le Sr Gaudot. »

[2] Sur la proposition faite par Mons. le Mre Bourgeois qu'ayant esté cy devant arresté que Messieurs les Quatre Ministraux avoyent pouvoir de permettre aux bourgeois de faire venir pour leur usage jusqu'à un muid de vin et non davan-

sur la charte de 1454; elle fut étendue par la suite à tout le pays; même le transit était entravé; les vins de Savoie (on appelait ainsi au XVII^me^ siècle les vins du pays de Vaud) furent frappés à leur passage à Neuchâtel d'un droit d'un ducat par bosse, ce qui excita les réclamations de la ville de Soleure [1].

Pendant la guerre de trente ans, les vins de Neuchâtel avaient trouvé un large écoulement qu'expliquaient la destruction des vignobles d'Alsace et Franche-Comté, et le voisinage d'armées nombreuses; cette circonstance avait provoqué beaucoup de nouvelles plantations et les vins du pays plus abondants, moins recherchés après la conclusion de la paix de Munster, subirent une baisse de prix importante. Pour remédier à cet avilissement des prix, le gouvernement défendit en 1657 de planter de nouvelles vignes et il alla jusqu'à faire arracher celles qui avaient été plantées au mépris de cette défense, ce qui souleva une vive opposition chez les populations du vignoble, particulièrement à Boudry et à Cortaillod [2].

D'autre part les bourgeois de Valangin supportaient impatiemment la privation des vins de France auxquels ils s'étaient accoutumés et dont la prohibition devenait la cause de cette opposition jalouse entre le Vignoble et les Montagnes qui devait travailler le pays pendant le XVIII^me^ siècle.

Après l'avènement de la maison de Prusse, le Conseil d'Etat avait laissé tomber ses défenses quant à l'introduction des vins étrangers dans le Comté de Valangin, mais il continuait d'interdire cette introduction par le territoire du Comté de Neuchâtel, tandis que les bourgeois de Valangin

tage et remarquant que d'aucuns en abusent et en font venir au delà, demandant qu'il y soit pourveu. Il a esté arresté qu'on accorde encore ce mois-ci pour pouvoir accorder aux bourgeois de pouvoir faire venir chaquun un muid de vin à ceux qui n'en ont point fait venir et au bout du p^t^ mois, Mess. les Quatre Ministraux ne pourront plus l'accorder, ains ceux qui en demanderont la permission, ils les renvoyeront au Conseil. (Du 5 mars 1688. *Manuel du Conseil de ville*, vol. VII, p. 196.)

[1] CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 440.

[2] *Ibid.*, p. 504.

entendaient jouir, dans toute l'étendue de la Principauté, de la liberté du commerce qui leur était reconnue par leurs articles particuliers. A la suite de démarches réitérées faites à Berlin par la Bourgeoisie, une décision royale intervint le 5 mars 1740; aux termes de ce rescrit, les bourgeois de Valangin pouvaient faire venir dans leur Comté des vins étrangers pour leur usage et leur commerce légitime et les faire passer par le Comté de Neuchâtel, mais ils étaient soumis à l'égard des vins entrés par ce Comté, à les faire reconnaître à l'entrée et à la sortie de son territoire en payant une modique rétribution au préposé chargé de ce recensement. Pour l'expédition en d'autres pays, les vins étrangers pouvaient transiter par le Comté de Neuchâtel moyennant acquit à caution[1].

Les bourgeois de Valangin ne se tinrent pas pour satisfaits de ce rescrit contre lequel ils élevèrent de nouvelles remontrances. Aucune solution définitive n'intervint; cependant les prohibitions tombèrent peu à peu en désuétude, et, vers la fin du XVIIIme siècle, les bourgeois de Valangin, ainsi que les autres sujets de l'Etat, commerçaient en vins étrangers avec la plus grande liberté[2].

Cet état de choses dura jusqu'en 1808, date à laquelle un décret du prince Berthier imposa les vins étrangers d'un batz par pot[3]. La mesure fut prise à l'instigation de Berne qui mettait cette condition à l'entrée en franchise des vins neuchâtelois, mais il faut reconnaître qu'elle s'accordait merveilleusement avec les intérêts des viticulteurs de notre pays et on ne manqua pas de reprocher au Conseil d'Etat, dont les membres étaient pour la plupart grands propriétaires de vignes, d'avoir cherché dans cette affaire un profit personnel.

Dès la restauration du régime prussien, en 1814, des remontrances furent élevées par les Bourgeoisies contre le

[1] TRIBOLET, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 107.
[2] *Ibid.*, p. 108.
[3] TRIBOLET, *Mémoires sur Neuchâtel*, p. 30.

décret rendu au nom du prince Berthier, incriminé comme contraire à la charte qui assurait aux sujets de cet Etat une pleine et entière liberté de commerce[1].

La réponse du roi reconnaissait que les circonstances qui avaient nécessité en 1808 l'impôt sur les vins, n'existaient plus et que l'intention de S. M. était de le supprimer à dater du jour de la première séance des audiences générales[2].

Cependant, en 1820, le Conseil d'Etat, par simple ordonnance, renouvelait la défense d'introduire des vins étrangers dans le Vignoble[3], ce qui provoqua immédiatement une protestation des juridictions du Val-de-Travers adressée aux Audiences générales[4]; cette protestation fut écartée surtout à cause des termes dans lesquels elle était rédigée et qui furent jugés inconvenants.

En 1824, le Conseil d'Etat écartait sommairement une requête de plusieurs commissionnaires de Neuchâtel qui lui demandait, dans l'intérêt aussi bien du gouvernement que du transit et des consommateurs suisses, de permettre qu'il fût établi, sous telles précautions qui seraient jugées convenables, un entrepôt au moyen duquel les vins de France pourraient être embarqués au port de Neuchâtel. (*Manuel du Conseil d'Etat.* 1er novembre 1824.)

En 1831, une nouvelle pétition des Communes du Val-de-Travers, adressée au Corps législatif, réclama de rechef la liberté pleine et entière du commerce des vins[5]. L'affaire donna lieu à une vive discussion dans la séance du 26 juillet. Du côté des pétitionnaires et de leurs défenseurs, on alléguait que la prohibition des vins étrangers était illégale, contraire aux franchises concédées par les chartes les plus anciennes et confirmées par la charte constitutionnelle de 1814; on

[1] Tribolet, *Mémoires sur Neuchâtel,* p. 127.
[2] *Ibid.,* p. 129.
[3] *Ibid.,* 339.
[4] *Procès-verbaux des Audiences générales,* I, 469, 470; II, 22.
[5] *Bulletins du Corps législatif,* I, 228.

appuyait sur cette raison que la création d'une barrière entre les deux parties du pays était contraire au bien de celui-ci et que c'est à elle qu'on devait, pour une grande part, l'agitation qui y régnait alors.

Le gouvernement était assez embarrassé pour soutenir une mesure si évidemment opposée au principe de la liberté commerciale qu'il proclamait hautement à propos des relations du pays avec les autres cantons. Comme en d'autres circonstances, il s'attachait à la thèse du respect des droits historiques et rappelait que la liberté de commerce, pour les Neuchâtelois, avait été de tout temps soumises à deux restrictions générales: 1° quant au commerce des farines, 2° quant au commerce des vins du sol étranger. A un autre point de vue, la prohibition des vins étrangers se justifiait dans le moment, par les négociations entreprises avec les cantons suisses, avec Berne en particulier, pour obtenir d'eux l'exemption de toute taxe sur les vins neuchâtelois; les cantons exigeaient que ces vins fussent accompagnés de certificats constatant leur origine; or il était impossible de certifier l'origine des vins neuchâtelois aussi longtemps que les vins étrangers entreraient librement dans le pays; cette introduction de vins étrangers que l'on revendait pour des vins neuchâtelois nuisait à la réputation de ceux-ci.

Les conclusions du gouvernement, appuyées d'ailleurs par une commission spéciale, furent admises par le Corps législatif presque à l'unanimité[1].

Evidemment le vrai motif qui avait inspiré l'ordonnance du Conseil d'Etat et que l'on n'osait pas avouer trop ouvertement, était le dessein de réserver aux vins neuchâtelois le marché national. Ces mesures protectionnistes sont hélas! de tous les temps, et notre génération, si prompte à jeter le blâme sur les fautes de ses devancières, ne se comporte certes pas mieux. Pour s'exercer aujourd'hui dans les limites de la

[1] *Bulletins du Corps législatif,* I, 228-233.

Confédération tout entière, la politique égoïste qui, sous les prétextes les plus hypocrites, cherche à imposer l'usage des vins indigènes et à proscrire les produits concurrents, n'en est pas plus excusable ni plus légitime.

CHAPITRE XIX

Le Commerce du sel.

Vers le milieu du 17me siècle, le sel dont le commerce était libre, devint d'une cherté excessive due principalement à la guerre. Pour subvenir aux besoins du pays, la Seigneurie fit des traités avec les fermiers de Salins, qui s'engagèrent à ne pas vendre de sel dans l'état; le gouvernement remit le débit de cette denrée à des particuliers avec un droit d'un quart d'écu par bosse. Ce fut l'origine de la régale du sel, mais on ne put jamais y soumettre les Quatre Ministraux[1].

A la fin du 18me siècle, la question du sel donna lieu à de nouvelles difficultés et l'embarras qu'on éprouvait pour approvisionner le pays de cette denrée contribua certainement à augmenter l'agitation qui régnait à cette époque. Les salines de Franche-Comté avaient suspendu leurs livraisons parce que les fermiers auxquels le gouvernement neuchâtelois avaient remis la vente du sel, étaient en arrière de 43,000 francs dans leurs paiements; il fallut recourir à l'assistance de Berne et des autres états voisins. Pour comble d'ennuis le gouvernement se vit menacer par l'administration des salines françaises d'être pris à partie comme garant de la somme due par ses fermiers; cette menace ne fut d'ailleurs pas suivie d'exécution, les fermiers ayant réussi à acquitter leur dette grâce au secours prêté par un de leurs associés.

Sollicitée de reprendre ses livraisons, la direction des salines n'y consentit que moyennant une augmentation de prix et une réduction dans la quantité des fournitures; on dut compléter l'approvisionnement par des sels du Tyrol, des sels de mer et

[1] CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 439.

des sels de Bavière. Pour couvrir ses frais devenus plus considérables, le gouvernement fut obligé d'augmenter le prix de vente; par la même occasion il substitua le débit au poids, soit à la livre, au débit à la mesure, soit au pot. Des réclamations s'élevèrent de toutes parts et furent portés au Conseil d'Etat par les quatre bourgeoisies qui demandèrent communication des négociations avec les salines et protestèrent contre tout changement dans le prix et le mode de débit du sel. Toutefois l'affaire s'apaisa, sans doute parce qu'on se rendit compte que le Conseil d'Etat ne pouvait agir autrement; le prix de vente fut fixé d'abord à quatre creutzers la livre, puis porté à cinq creutzers; néanmoins le compte des sels soldait en déficit; l'abolition de la gabelle en France permettait d'y acheter le sel meilleur marché que dans le pays; il en résulta une contrebande active qui causait des pertes sérieuses à la Seigneurie. Aussi à l'avènement de Frédéric-Guillaume III, la Cour fit-elle savoir qu'elle rendait libre le commerce du sel et abandonnait aux particuliers le soin de s'en pourvoir. Toutefois la crainte que le commerce d'une denrée aussi nécessaire ne donnât lieu à des spéculations privées, engageait les bourgeoisies, d'accord avec toutes les communes du pays, à prier le gouvernement de continuer à se charger de l'approvisionnement du sel; comme elles déclaraient vouloir se soumettre à toutes les mesures qui seraient jugées nécessaires pour empêcher l'entrée de tout autre sel que celui de la Seigneurie, celle-ci consentit à reprendre en main le monopole du sel qui subsiste encore aujourd'hui.

LIVRE III

Juridiction et Compétences.

CHAPITRE XX

La police du commerce et la juridiction de la Compagnie.

A leur incorporation dans la Compagnie des Marchands, les bourgeois prêtaient entre les mains du Roy et Prévôt un serment solennel qui énumérait les règles de la profession : (Voir annexes.)

Cet engagement servait de garantie au public, privé des avantages de la concurrence ; il constituait en quelque sorte la contre-valeur du monopole attribué à la Compagnie. On s'explique donc que celle-ci considérât comme un devoir de le faire strictement observer par ses membres tout d'abord, et ensuite par tous les marchands qui, sans faire partie de la Corporation, trafiquaient dans la ville et dans le pays.

Nous manquons de renseignements sur la manière dont s'exerçait cette police jusqu'au commencement du XVII^me^ siècle. Mais dès cette époque les registres de la Compagnie nous permettent de constater qu'elle prenait cet office très au sérieux.

Un arrêt du 1^er^ juillet 1627 décide « que l'on debvra mettre le meilleur ordre possible pour reformer l'abus qui se commet des pouldres et espiceries qui se font et se battent à Serrières qui se rencontrent grandement falcifiées ».

En 1645, la Compagnie nomme Samuel Pury du Conseil,

et Louis Rosselet, des quarante hommes, pour procéder à l'inspection des espiceries. Les inspecteurs « percepvront pour leur salaire et peine de chacun sacq un batz et traiteront avec le poudrier au meilleur marché que faire ce pourra ».

A l'assemblée du 9 octobre 1671, « le Sr Maistre ayant représenté l'abus qui se commet par ceux qui font battre la poudre jeaune et autres espiceries qu'ils falcifient, a esté sur ce passé qu'on priera Monsr le Mayre de Neufchastel de vouloir prester serment à ceux auprès desquels lesdits poudriers vont battre pour éviter la falcification desdites espices ».

Les industriels dont il est question dans cet arrêt ne sont pas marchands et ne tombent pas sous la juridiction de la Compagnie; c'est pourquoi celle-ci est obligée de faire intervenir le maire, l'officier de juridiction.

C'est comme gardienne des bonnes mœurs commerciales et comme garante vis-à-vis du public de la loyauté des marchands que la Compagnie intervient elle-même directement dans certaines affaires[1].

Le 18 juin 1655, un marchand étranger se voit frappé d'une amende de cinq livres pour avoir vendu de la marchandise pour une autre.

A l'assemblée du 9 octobre 1665, un membre de la Compagnie se dit obligé par son serment de dénoncer maître Jean Amyot, tailleur, qui, se trouvant au Locle, avait vendu certain habit « qu'il maintenoit estre de crouras et se trouvoit estre d'autre estoffe ». Amyot comparaît devant l'assemblée et pro-

[1] Les registres du Conseil de ville mentionnent un cas où la Compagnie des Marchands est chargée de surveiller l'application loyale d'une marque de fabrique :

Theodore Wilhelm Fabre, camelotier, requérant que pour la commodite de son negoce, il plaise à Mess. du Conseil de luy permettre de pouvoir appliquer l'aigle au plomb de ses marchandises afin que les Estrangers remarquent qu'elles sont esté fabriquées icy, Il a esté arreste que moyennant et lorsqu'il voudra faire appliquer l'aigle au plomb de ses marchandises, il s'adressera à Mons. le Roy des Marchands pour luy ordonner deux sieurs de la Compagnie a ce entendus pour faire visite de ladite marchandise et estoffe et si elle est trouvée léale que lesdits Srs ordonnez qui debvront avoir en mains la marque de l'aigle, qu'on luy accorde sa requeste, le tout neanmoins à ses frais. (Du 4 mai 1687. *Manuel du Conseil de ville,* vol. VII, p. 161.)

duit un habit semblable, dit-il, à celui qu'il a vendu au Locle, « et qu'il soustient encores estre crouras ». On ordonne une expertise. « Lequel habit ayant esté sur ce visité par plusieurs Srs marchands composant le corps de cette noble Compagnie, ont trouvé led. habit n'estre de l'estoffe dont il l'avoit vendu. » Là-dessus la Compagnie prononce une sentence sévère; elle arrête que « pour la faute par ledit Amyot faitte d'avoir vendu marchandise pour autre, qu'il sera tracé sur le Livre de sa Reception de cette noble et vertueuse Compagnie, rapportera tout maintenant sa Lettre pour la biffer en pleine assemblée, Et sera chastié pour cinq livres, outre qu'on déclarera ladite faute à la Seigneurie afin qu'il soit puny selon qu'elle le trouvera à propos ». Amyot demandant humblement pardon en protestant de sa bonne foi, la Compagnie se laisse attendrir et commue la peine de l'exclusion en une suspension d'une année, « sauf touiours les droits de la Seigneurie ».

Dans une autre circonstance, en 1689, la Compagnie prononce sur la plainte portée contre un de ses membres, le receveur Henry Osterwald, par Jaques Tripet, de Saint-Martin, au sujet d'un « chapeau fin loutre » que celui-ci avait acheté du premier. Tripet allègue certains dires d'après lesquels le chapeau aurait été reteint; il demande que le sieur Osterwald soit condamné à le reprendre et à lui rendre son argent et le prix dont ils étaient convenus.

Le vendeur niant que le chapeau ait été reteint et se déclarant prêt à faire serment que cet objet est « de la même qualité qu'il la heu acheté du Maître », la Compagnie ordonne l'expertise qui a lieu en l'absence des parties.

« Apres quoy led chapeau ayant esté produit et veu par les experts et gens cognoissant la marchandise lesq. ont affirmé que led. chapeau n'a iamais esté reteint et qu'il est bon et recevable, et considéré meme que Mond. Sr Osterwald a affirmé que led. chapeau est tel qu'il la heu acheté du maître, Il a esté dit que l'on condamne led. Tripet a prendre led. chapeau et de payer ce qu'il en doit de reste a Mond. Sr Oster-

wald et de plus a esté condamné aux frais de l'assemblée (frais de convocation). »

En 1696, le sieur David Vuavre, chamoiseur, cite devant la Compagnie les sieurs frères Rosselet qui lui ont vendu deux saumons d'étain « sous l'asseurance que l'estein était bon, fin et de la loyalle marchandise, mais contre son attente led estein s'estant trouvé fraudé en ce que lesd. deux saumons se sont trouvés remplis de vingt cinq pièces d'un estein dur et crapeux qui ne se peut fondre ny ritter, ce qui l'obligea d'abord de recourir à Messrs Rosselet pour luy faire droit de la perte qu'il y avoit a faire sur lad. marchandise, a quoy lesd Srs Rosselet n'ayant voulu entendre, il estoit obligé de recourir à cette noble Compagnie pour demander justice contre lesd. Srs Rosselet que pour cet effet il a fait citter ».

Mais les frères Rosselet répondent qu'ils ne reconnaissent point la Compagnie pour juge compétent en cette affaire. Le demandeur est engagé alors à prendre l'avis du Roy « sur le refus que font lesd sieurs Rosselet de parêtre ».

On ignore la suite qui fut donnée à ce différend.

Nous voyons aussi la Compagnie nantie en 1664 d'une contestation entre Daniel Calame-Noury, du Locle, et un marchand savoyard nommé François de la Creuse. Cette contestation portait sur le prix de certaines marchandises troquées par Calame, contre des dentelles que de la Creuse s'était engagé, au dire de Calame, à céder au prix d'achat, de bonne foi; or Calame prétendait avoir payé plus cher. Le Savoyard niant avoir traité à ces conditions, son adversaire fut requis de faire la preuve de son allégué — « Traite a sur ce esté cogneue audit Calame a monstrer son mis en avant. » Le plaignant déféra le serment à sa contre partie qui le prêta « par permission de Monsr le Mayre de Neufchastel », et affirma « n'y avoir iamais baillé la marchandise a prix d'emploite ». Calame fut alors débouté et condamné aux frais de l'assemblée de la Compagnie, « frais des parties compensez ».

Une autre fois la Compagnie est appelée à juger une affaire

de louage de services. En 1657, Pierre Pilloud, d'Iverdun, réclame l'exécution d'un contrat conclu avec un sieur Mercier, marchand bourgeois, qui l'a engagé, dit-il, pour travailler à la construction de la fabrique nouvelle de manufacture pour l'espace de trois ans moyennant cent cinquante écus et le tiers du profit. — Par les conditions de l'engagement, on voit qu'il s'agit non de la construction mais de l'exploitation d'une manufacture. — Mercier reconnaît avoir bien engagé Pilloud sur l'affirmation de ce dernier qu'il est « bon maistre tondeur, carteur de laine et fouleur » ; mais que, « après quelque espace de temps, il recogneut que ledit Pilloud ne se trouvaist estre bon maistre et que mesme il luy avoit gasté de la marchandise. Ledit Pilloud, voyant qu'on avoit mescontentement de luy, il demanda son congé audit Sr Mercier qui le luy accorda avec offre de luy payer ce qu'il auroit deservy selon le marché. »

La Compagnie désigne un certain nombre de ses membres pour essayer de concilier les parties « sinon et à ce défaut, *on les renvoye en Justice* ».

Cependant, quelques jours après, sur de nouveaux allégués de Pilloud, la Compagnie s'occupe encore de cette affaire. Outre les raisons déjà données par Mercier, celui-ci accuse la femme de Pilloud de lui avoir « dérobé deux pair de bas qu'elle avoit caché soubs la cotte et qu'il se paroffroit le vérifier ». La Compagnie juge suffisants les motifs qu'a le sieur Mercier de rompre le contrat et prononce la résiliation de celui-ci.

Assez souvent on soumet au jugement de la Compagnie des différends ayant trait à des apprentissages.

Le 5 février 1666, le sieur J.-Jaques Ruprecht, bourgeois de Berne, prend à partie Abraham Hory, lequel avait placé son beau-frère mineur, Pierre De Thiele, chez ledit Ruprecht pour apprendre l'état de confiseur. Le maître se plaint que son apprenti est « sorti d'avec luy avant d'avoir parachevé son terme sans aucun sujet légitime » et qu'il ait emporté divers objets lui appartenant. Abraham Hory reconnaît le bien fondé

de ces allégués et déclare vouloir exécuter le traité. La Compagnie prononce qu'il paiera à Ruprecht ses frais raisonnablement « et n'en pouvant convenir par ensemble, on leur ordonnera deux personnes pour les admodérer ».

Dans un autre cas, il s'agit d'un chaussonnier de Montbéliard, nommé Jean Caresmentrant, chez lequel Abraham Cosandier avait placé son fils en apprentissage; l'apprenti ayant quitté sa place sans raison, le maître demande qu'on le fasse rentrer chez lui, ou à défaut qu'il lui soit alloué une indemnité.

Le père répond « qu'il est bien vray avoir accouenté son dit fils, et que mesme il y a un marché fait, mais que ledit Caresmentrant, par sa petite conduite et que n'ayant mesme de la besogne à luy donner, l'auroit suivant ce reaccouenté à un autre maistre, et que partant ce n'est pas la coustume de traffiquer ainsy les apprentifs, partant soustient luy debvoir quoy que ce soit ». La Compagnie ne prononce aucun jugement mais déclare que lesdites parties « desduiront leurs raisons par devant l'honorable Justice de ce lieu et produiront leurs oppositions ».

Citons encore un cas de ce genre. Le 4 décembre 1697, maître Georges Goll, d'Aarberg, représente qu'ayant « engagé et affermé son fils avec M^tre^ Jaques Mazoyer, chapelier, réfugié dans cette ville, il est arrivé au maître de traiter son fils si mal en le batant que son fils a esté obligé de s'en retourner chez son père, mais cependant comme il lui importe que son fils acheve son apprentissage, surtout puisque le M^tre^ est payé du pur et a plein du prix convenu pour ledit apprentissage, il luy forme action qu'il ait à reprendre sond. fils ou à lui rendre telle portion de l'argent qu'il luy a délivré que la Compagnie jugera a propos ».

Mazoyer commence par réclamer du sieur Goll, caution pour les frais « puisqu'il est étranger », mais la Compagnie l'éconduit « puisqu'on fait une justice sommaire et que ce n'est la pratique d'y donner caution pour semblable fait ».

Après quoi le défendeur oppose un déclinatoire et demande d'être renvoyé par devant Mons le Baillif d'Arberg.

Malgré l'offre très raisonnable que Goll lui fait de retirer son fils et de lui laisser en entier le prix de l'apprentissage, Mazoyer persiste à demander d'aller devant le Juge d'Arberg; singulière obstination de la part d'un réfugié français à vouloir plaider devant un juge allemand! Le sieur Goll ayant demandé acte de cette procédure, la Compagnie le lui accorde.

Le 6 décembre 1713, les héritiers de dame veuve de feu le maître bourgeois Jean Petitpierre font citer devant la Compagnie le sieur Daniel Hinzely — dénommé aussi Iselin — de Basle, marchand espicier, aux fins d'être payés de la somme de nonante écus blancs pour la pension de Daniel Iselin son fils. Les demandeurs produisent différentes pièces à l'appui de leur réclamation; il est procédé de la même façon que devant une cour de justice. Le défendeur ne paraît pas; la Compagnie renvoie les demandeurs à faire citer ledit Iselin péremptoirement pour la seconde et pour la tierce.

En 1717, c'est un sieur Jean-Henry Fähr, ou Fehr, de Flach, au canton de Zurich, qui expose à la Compagnie que le 9 avril 1717 «il auroit confié son neveur et enfermé par traité en apprentissage au sieur J. H. Motta, pour apprendre le négoce de marchand mercier le tout conformément au traité fait à ce sujet dont lecture a esté faitte, et comme il appris le dérangement de son négoce, il ne peut de moins de paroître par devant la noble et vertueuse Compagnie des Marchands pour demander audit Sr Motta qu'il aye à remettre sondit neveur à un marchand pour exécuter le marché fait avec luy, ou bien ne le pouvant faire, de luy rembourser les Deux cents francs qui luy a donné a compte dudit apprentissage, et d'estre condamné aux frais de son voyage et de tous autres frais et depends qu'il en resultera».

Le sieur Jean-Henry Motta excipe du dérangement de ses affaires comme cas de force majeure qui l'empêche d'exécuter le contrat; il offre de placer l'apprenti chez un autre marchand

de la ville, ce qui est accepté par la contre partie; mais ce marchand, n'acceptant pas les conditions faites par le sieur Fehr, la Compagnie décide que J.-H. Motta « trouvera a loger son apprentif suivant le traité fait avec Fehr pour continuer l'apprentissage, sinon, ne le pouvant faire, qu'il sera obligé de luy rendre les deux cents francs qu'il a reçeu pour le premier terme. Pour ce qui est des frais de son voyage, on les compense contre la dépense de la nourriture de l'apprentif du temps qu'il est resté chez ledit Sr Motta ».

La sentence est acceptée par Fehr, mais Motta formule à son tour une réclamation relative « a la depence faite pour ledit apprentif et pour son éducation, pour lire, écrire et apprendre *l'arethmitique* ». Là-dessus la Compagnie lui alloue pour ces frais un louis d'or.

Bien que les procès-verbaux de la Compagnie n'en fassent pas expressément mention, il semble bien qu'elle ait été fréquemment nantie de différends qui s'élevaient entre marchands, car, le 17 novembre 1701, elle prend l'arrêté suivant : « La noble Compagnie ayant mis en considération que pour terminer les difficultez qui se succèdent entre les négociants, il seroit nécessaire de choisir un certain nombre des membres de la Compagnie pour en décider, Il a esté sur ce passé que l'on nommera et choisira 20 personnes de la Compagnie pour décider de ces difficultez avec Monsieur Nostre Roy et les Maistres, et ce pour une année qui pourront estre continués au bout d'icelle. Et pour cette année a esté choisis M.M. Ferdinand Bonvespre, Henry Osterwald, David Rollin, J.-Jaques Favargier, Hugues Dardel, David Bullot, Emer de Montmollin, Abram Mouchet, Jean-Henry Depierre, tous du Conseil estroit; Claude Rosselet le Jeune, Jean Redart, Louis Quinche, Josué Gaudot, J.-Jaques Henry, J.-Jaques Lallemand, David Wavre,

David Girard, Jean-Henri Rollin, David Barba, Samuel Gallandre. »

La dernière contestation dont la Compagnie ait eu à s'occuper date de 1841 ; le différend portait sur un courtage réclamé par un courtier à un négociant de la ville pour la vente d'une partie de toiles. Le Comité de la Compagnie donna gain de cause au courtier.

Un examen attentif des divers cas mentionnés dans les Registres de la Compagnie permet de formuler les conclusions suivantes au sujet de la juridiction exercée par la Compagnie des Marchands :

Celle-ci ne constituait pas, à proprement parler, une juridiction ; bien plutôt, elle exerçait un pouvoir disciplinaire sur ses membres d'abord et ensuite par extension, sur tous les marchands du pays pour les obliger à observer les bonnes mœurs commerciales dont elle était garante en considération de son privilège.

Elle ne jugeait pas les délits et ne prononçait pas de peine ; elle se bornait à signaler les délinquants à la justice seigneuriale. Elle appliquait cependant des amendes lorsqu'il s'agissait d'infractions à ses privilèges, et encore ce pouvoir lui fut-il souvent contesté par la Seigneurie, comme nous le verrons par la suite.

Même en matière purement civile, sa juridiction n'était point obligatoire ; les parties pouvaient la récuser et elle-même les renvoyait quelquefois devant la justice ordinaire.

En somme, le rôle que joue la Compagnie est plutôt celui d'une instance de conciliation.

Comme la Compagnie comptait toujours un certain nombre de membres du Conseil de ville (Conseil étroit ou des vingt-quatre) qui constituait, sous la présidence du maire ou de son lieutenant, la Cour de Justice de la ville, on ne doit pas

s'étonner de voir employer la procédure coutumière en usage devant les Tribunaux ordinaires, procédure que nos plus anciens avocats ont encore vu appliquer avant l'adoption du Code de procédure civile. Il faut remarquer toutefois que la Compagnie ne se croyait pas le droit de déférer le serment comme moyen de preuve, sans la permission du maire.

CHAPITRE XXI

Conflit avec la Seigneurie.

On a vu que la Compagnie des Marchands prétendait avoir le droit de prendre elle-même les mesures nécessaires pour faire respecter ses privilèges, entre autres celle qui consistait à infliger des amendes aux marchands non bourgeois trafiquant en dehors des jours permis.

On sait qu'elle revendiquait aussi le droit de délivrer des « lettres de marchands », autrement dit de donner permission de vendre à ceux qui ouvraient boutique et à ceux qui venaient trafiquer aux jours de foires et de marchés.

A plusieurs reprises ces compétences lui furent âprement disputées par la Seigneurie et cette lutte fut marquée par des épisodes dont il est intéressant de noter ici les principaux.

En 1676, deux membres de la Compagnie, Ferdinand Bonvespre et Jehan Gaudet rapportent qu'ayant gagé un Savoyard, Pierre de la Tour, vendant en temps défendu, il s'était élevé entre Bonvespre et le Savoyard « querelle et desbat et mesme refus du dit gage ». Le maire de la ville prend parti contre Bonvespre et le poursuit pour « le ban de recousse », c'est-à-dire pour le désordre causé par le refus du Savoyard de se laisser gager. Les deux membres de la Compagnie font voir ce que ce procédé offre de dangereux pour les droits de cette dernière. « Cela bailleroit d'autant plus la licence aux dits Savoyards de desployer et vendre es particuliers, veu que personne ne se voudroit bailler soin de les entreprendre et de les faire chastier dans la crainte qu'on auroit de succomber et que cela auroit une fascheuse suite, et que cela mesme seroit d'une pernicieuse conséquence. » Ils demandent que la Compagnie envoie une députation au maire pour le prier que

« veu et d'autant que led. Sr Bonvespre n'a fait qu'ensuite de ce dont il estoit obligé, Il luy plaise de se vouloir relascher et ensuite de pouvoir procéder en l'encontre de celuy qui a contrevenu à la promesse qu'il a fait lors de sa reception ».

La Compagnie reconnaît qu'il est de son devoir de soutenir son membre compromis pour elle et désigne deux notables pour l'assister en cette affaire. On ignore comment celle-ci s'est terminée.

Quelques années plus tard, en 1680, le Sr Henry Ostervald, ancien receveur de l'Epargne, gage un Savoyard débitant de la marchandise sur le pont de Boudry; la justice de cette ville lui intente une poursuite pour avoir officié sans permission. La Compagnie décide de s'adresser au Châtelain de Boudry pour faire lever l'enquête dirigée contre Ostervald; ce magistrat semble n'avoir pas tenu compte des observations de la Compagnie; celle-ci requiert l'assistance des Quatre Ministraux pour prier le gouverneur d'annuler la procédure instruite par le Châtelain.

Enfin, en 1729, le conflit devient tout à fait aigu[1]:

Les procès-verbaux nous apprennent que cette année-là, le maire Brun, agissant par ordre du Gouverneur et du Conseil d'Etat, faisait appeler chez lui le maître bourgeois Depierre, comme représentant du Roy des marchands, et lui communiquait la décision suivante, prise après examen des « ottroys et concessions accordés au Roy et à la Compagnie des marchands:

» 1° Que ladite Compagnie par aucun de ses actes n'était en droit d'obliger les marchands qui viennent en foire de prendre

[1] « Sur la représentation de Monsieur le Mayre de la ville, au sujet des plaintes qui lui ont été faites par plusieurs marchands tant Etrangers que du pays, que la Compagnie des Marchands leur faisoit payer et exigeoit pour le droit de vente une certaine somme et cela toutes les foires; après avoir délibéré on a chargé mondit sieur le Mayre d'examiner les actes et titres de ladite Compagnie sur lesquels elle fonde son droit et sur son rapport il en sera ordonné ainsy qu'il conviendra. »

Manuel du Conseil d'Etat. 8 novembre 1728.

« Sur le rapport fait par Monsieur le Mayre de la ville... la Compagnie est déclarée mal fondée dans ses prétentions quant aux foires. »

Manuel du Conseil d'Etat. 31 janvier 1729.

lettre de ladite Compagnie pour avoir le droit de vendre; qu'au contraire les foires sont exceptées dans lesdits actes dans l'objet même du droit accordé audit Roy des marchands sur le pied que les Roys des marchands peuvent l'avoir, puisqu'il est dit expressément à la suite de cette généralité que l'on exceptoit les foires et marchés. Or l'exception est une limitation à la généralité du droit, ensorte qu'à l'avenir lesdits marchands vendans en foire ne seront tenus de prendre lesdites lettres. Bien entendu que pour les marchands qui vendent et trafiquent en ville, ils continueront d'estre obligés à prendre lettre de ladite Compagnie.

» 2° Il a été observé par Monseigneur le Gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat que depuis un certain temps, le Roy des marchands agit dans son office à l'inseu du maire de Neufchastel ou de ses délégués contre l'expresse teneur des susdits actes, contravention à iceux qui ne sera plus soufferte à l'avenir.

» 3° Il a été remarqué que les amandes *(sic)* resultantes de l'office du Roy des marchands et de sa Compagnie, par tous les actes accordés à icelle, doivent appartenir à Sa Majesté; cependant l'on sait que le Roy et sa Compagnie se sont attribués lesdites amandes, ce que l'on n'entend pas qui arrive plus.

» 4° Au reste le Roy des marchands et sa Compagnie, par tout ce qui vient d'être dit cy dessus, ne seront point privés du droit d'inspection et de visite, tant par rapport aux marchands, manants et residants dans la ville, que par rapport aux négociants qui viennent en foyre, lesquels demeurent tous sujets à ladite visite et inspection. »

Malgré le ton catégorique de cette déclaration, la Compagnie ne songe pas un instant à s'y soumettre; au contraire, elle organise promptement la résistance; pour cela elle compte d'abord sur le secours des Quatre Ministraux qui ne lui a jamais fait défaut, ensuite sur l'appui des « Villes circonvoisines » dont la pratique est invoquée par le gouvernement lui-même.

CHAPITRE XXII

Les marchands d'Yverdon.

Parmi ces villes celle vers laquelle se tournent tout naturellement les regards de la Compagnie, c'est Yverdon; là existait depuis longtemps une Corporation de Marchands avec laquelle elle entretenait d'amicales relations à ce point que les « lettres de marchands » délivrées par l'une des Compagnies étaient reconnues valables par l'autre; l'organisation de la Compagnie d'Yverdon présentait d'ailleurs la plus grande analogie avec celle des marchands neuchâtelois, et les prérogatives dont elle jouissait étaient à peu près les mêmes.

La correspondance échangée entre les deux Compagnies à cette occasion met tellement en relief cette curieuse analogie et reflète d'une manière si pittoresque et si touchante leurs sentiments de confraternité que nous n'hésitons pas à la reproduire ici textuellement.

Et d'abord voici la lettre écrite par Abram Bourgeois, procureur de la Compagnie des Marchands de Neuchâtel, au Roy des marchands d'Yverdon, le 9 février 1729:

« A Monsieur le Banneret Chanson, Roy et Supérieur de la Noble, renommée et vertueuse Compagnie des Marchands et Merciers d'Yverdon.

» Monsieur

» Le Comité de la Noble et vertueuse Compagnie des Négocians de cette ville ayant été aujourd'huy assemblée sous la présidence de Monsieur le Maître Bourgeois Depierre, en l'absence et pour Noble et vertueux Samuel Marval, Conseiller d'Etat, ancien Mayre de cette ville et autrefois Capitaine aux

Gardes Suisses en France, notre Roy et supérieur, à l'effet de prendre des mesures les plus efficaces pour nous assurer la continuation de quelques privilèges dont nous avons joui paisiblement et sans interruption depuis un temps immémorial et que la Seigneurie voudroit nous contester aujourd'huy; C'est pour ces causes qu'après mûre déliberation et qu'après avoir trouvé qu'il y avoit une intime liaison et un accord fort étroit de vos coutumes aux nôtres, que nous nous sommes vus engagés d'une voix unanime de charger le sieur Abram Bourgeois notre Procureur, de vous écrire en notre nom et par nos ordres, afin, Monsieur, de vous supplier, comme nous avons l'honneur de vous le demander, un extrait en bonne et due forme de vos droits, franchises et libertés, avec la datte de leur original, si cela vous est possible; de même que des us, coutumes et pratiques que vous observés à l'égard des marchands et colporteurs étrangers qui fréquentent vos foires, et enfin ce que vous observés à l'égard des gagements que vous faites. Nous vous en aurons, Monsieur, une parfaite obligation et pour ce qui est des frais, peines et émolument qu'un semblable acte vous causera, nous avons chargé Mrs les frères Paccoton de votre ville de vous en faire le remboursement, sous promesse très expresse de réciproquer avec un sincère empressement dans d'autres ou pareilles occasions. Nous nous servons agréablement de celle-cy pour vous prier d'être bien persuadé que nous rechercherons tous les moyens imaginables pour vous prouver parfaitement le désir sincère et ardent que nous avons de cultiver avec vous et votre noble et vertueuse Compagnie une harmonie inaltérable et l'amitié la plus constante et la plus durable. Sur ce nous prions le Tout Puissant de verser sur votre personne, sur vos employs, sur votre Compagnie, sur toutes vos sages délibérations et sur le commerce de votre ville, ses bénédictions les plus riches et les plus précieuses. Et pour rendre ces présentes d'autant plus authentiques, nous avons fait apposer notre cachet ordinaire. Donné à Neufchatel le 9 février 1729. »

La réponse de Monsieur le Banneret Chanson, Roy et Supérieur des marchands d'Yverdon, est conçue dans les termes suivants :

« A Monsieur

» Monsieur Marvald *(sic)* ancien Mayre, Roy et Supérieur de la Noble et Vertueuse Compagnie des Négocians de la ville de Neufchatel

Neufchatel.

» Monsieur

» Sur la lettre qui m'a été addressée de la part du Commité de la Noble, renommée et vertueuse Compagnie des Négocians de votre ville, et qui m'a été remise par M.M. frères Paccoton, j'auray l'honneur de vous dire que nous avons dans Yverdon une semblable Compagnie que nous croyons aussy ancienne que la ville même, sans que pourtant nous puissions fixer l'époque de son origine et de sa formation. Elle est composée tant des Bourgeois qui négocient que de ceux qui ne négocient point à qui il prend fantaisie d'y entrer. Son chef que l'on nomme *Roy et Prévost des Marchands et Merciers de la ville d'Yverdon*, son connétable, avec le secrétaire, sont établis à vie par le Corps de la Compagnie qui les choisit. Le premier est confirmé par le Seigneur Baillif à qui on le présente après son élection. Son conseil composé de six personnes et qui doit estre renouvellé de deux ans en deux ans, est aussy élu par la Compagnie, de même que les deux Recteurs. Ces deux derniers ont soin de retirer les Rentes de cette Compagnie et sont principalement chargés de veiller sur ceux qui vendent aux poids et à l'aune. Lorsqu'ils découvrent qui détaille de cette manière, ils s'informent de luy de qui il en a reçu le pouvoir, si c'est de la Noble Compagnie des Négocians de Neufchatel ou de celle d'Annecy en Savoye, et s'il a paru devant l'une ou l'autre pour jurer la fidélité qui doit s'observer dans le commerce. Le colporteur ou mercier qui justifie ses réponses par un certificat émané desdites Compagnies a la liberté de

négocier parmi nous tout comme si nous la luy avions donnée, ayant toujours regardé la permission accordée par les Corps des marchands de ces deux villes comme l'effet d'un droit que nous avons le bonheur de partager avec elles et qui nous lient par une espèce de confraternité. Nos registres font foi de cette pratique depuis passé un siècle et notre intention est de l'observer religieusement puisqu'on en use de même à notre égard.

» Quand un marchand ne produit point de certificat de sa prestation de serment, on le fait convenir par devant le Conseil de la Compagnie, sous la présidence de son Roy pour l'obliger à jurer qu'il négociera fidèlement et sans tromper personne, suivant la teneur et la formule du serment qui se lit à cette occasion. Cela fait on lui expédie un acte que l'on nomme *Lettre de Marchand* sous le titre du Roy et sous le sceau de la Compagnie près la signature du Secrétaire. Les émolumens tant pour façon de lettre et les honoraires du Conseil vont à un écu blanc.

» Que si quelqu'un refuse de faire ces démarches, les Recteurs saisissent une partie de ses marchandises avec défense de négocier plus outre dans notre ville et si dans l'an et jour le réfractaire ne se range pas, on vend les effets saisis au plus offrant pour le profit de la Compagnie et en cas de difficultés, nos Seigneurs Baillis nous appuyent de leur autorité.

» Je ne vous tairay pas, Monsieur, que nous avons aussy eu nos traverses dans l'exercice de nos bons us et coutumes à cet égard, car je trouve sur nos Registres que j'ai feuilleté avec plaisir dans cette occasion qu'à deux diverses fois on nous a suscité la même difficulté que l'on vous fait aujourd'huy, Leurs Excellences de Berne, nos Souverains Seigneurs, ayant ordonné à nos Seigneurs Baillis de nous faire produire les titres et les droits en vertu desquels nous nous attribuions le privilège de donner des Lettres de Marchands. Dans ce cas, nous avons eu une ressource qui devroit ne pas vous manquer; c'est que notre Conseil de ville, s'intéressant pour le soutien d'un corps formé de ses bourgeois, se réunit avec

nous et sur nos remontrances communes, produisant pour tous droits nos Registres et réclamant notre usance, Notre Souverain Magistrat toujours juste, nous a laissé et maintenus dans l'exercice de notre droit. Je souhaite de tout mon cœur, Monsieur, que vous ayés le même sort que nous et que ce que je vous écris puisse vous estre de quelque utilité. S'il étoit nécessaire pour votre usage que tout ce que je vous marque fust confirmé par notre Compagnie, vous ne devez aucunement douter qu'elle ne le fasse de la manière la plus autentique qu'elle le pourra. Vous devez estre persuadé, Monsieur, qu'elle embrassera en général aussy bien que chacun de ses membres en particulier toutes les occasions propres à entretenir la bonne correspondance qui a régné entre les deux Corps jusqu'à present. Il n'y a qu'un article qui vous a échappé dans votre lettre, Monsieur, qui pourroit un peu altérer l'harmonie qu'il y a toujours eu entre nous, c'est votre attention à nous recommander l'exaction de vils émolumens qui ne doivent seulement être nommés entre gens qui se font un véritable plaisir de prêter la main à leurs confrères. Tenez pour sûr, je vous en prie, que le seul agrément de vous rendre service, soit au Corps de votre noble Compagnie, soit à chacun de ceux qui en font partie, sera le plus puissant motif à m'engager à m'employer pour elle et pour eux, aussy bien que pour vous à qui je suis en particulier, avec une parfaite considération, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur S. L. Chanson, Roy et Prévost de la Compagnie des Marchands et Merciers de la ville d'Yverdon. Yverdon ce 16 février 1729. »

Il est impossible, convenons-en, d'être plus obligeant et plus courtois.

Forte de l'exemple d'Yverdon, dont les coutumes étaient conformes à celles de Neuchâtel, la Compagnie des Marchands s'adressa à la Seigneurie, en la personne du Maire de la ville, Brun d'Oleyres, auquel une députation fut chargée de faire de sa part la déclaration suivante : « Nous supplions très res-

pectueusement la Seigneurie de nous maintenir auprès des usages et coutumes pratiquées par nous et par nos Pères, de toute ancienneté, en remontrant très humblement que nous nous contiendrons dans les bornes les plus exactes de la modération. On espère que Monseigneur le Gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat fesant une sérieuse attention à nos sincères intentions, nous laisseront jouir d'une paisible et tranquile possession de tous nos usages et que s'il y a des plaintes sur des abus glissés parmi nous, nous sommes prêts à y remédier et y tenir la main par des arrêts que l'on exécutera ponctuellement. »

A la suite de cette démarche, le gouvernement consentit à modifier sa précédente décision et signifia à la Compagnie la règle suivante en l'invitant péremptoirement à s'y conformer :

« 1° Il sera permis à la Compagnie des Marchands de faire valloir ses droits et privilèges hors de la présence du Mayre de Neufchatel dans les cas où il ne s'agira pas de délits.

» 2° Elle pourra imposer chatois à son profit jusqu'à six batz, mais sous cette condition expresse que ces chatois n'auront point pour objet aucun acte qui participe de la fraude pour lesquels la Seigneurie demeure dans tous ses droits, ensorte que si contre toute attente les marchands frauduleux n'étoyent pas denoncés, mais simplement punis par ledit chatois, en ce cas la Compagnie seroit privée du bénéfice qui luy est accordé par cet article aussy bien que du précédent lesquels elle doit envisager comme une amplification de privilèges.

» 3° Les denrées et menues marchandises, — l'on entend par là celles qui sont de très petite conséquence, — seront vendues librement en tout temps sans que la Compagnie des Marchands puisse y apporter aucun obstacle.

» 4° Il demeure certain que ladite Compagnie ne peut pas obliger les marchands étrangers qui exposent leurs marchandises en vente pendant les foires, de prendre lettre de cette Compagnie pour avoir la faculté de les vendre, luy laissant la

police qu'elle a en mains à l'égard desdits marchands dans l'objet de visiter leurs marchandises et de les obliger à la bonne foy et à la loyauté requise. »

Evidemment le nouveau règlement imposé par la Seigneurie, l'art. 4 en particulier, rendait très difficile sinon impossible le contrôle que la Compagnie prétendait exercer sur les marchands forains et qui était reconnu légitime par l'autorité supérieure. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque on attachait une grande importance au serment dont les croyances religieuses faisaient en effet un moyen d'une réelle efficacité; en exigeant des marchands forains le serment de trafiquer loyalement, la Compagnie faisait donc bénéficier le public d'une véritable protection; or la « lettre de marchand » n'était que la constatation du serment prêté; en interdisant à la Compagnie de la délivrer, on lui ôtait à elle et à son sergent le pouvoir de reconnaître sur la foire les marchands qui étaient en règle de ceux qui ne l'étaient pas. Rappelons, pour être juste, que les lettres de marchands n'étaient pas délivrées gratuitement et que la Compagnie encaissait de ce chef des contributions auxquelles il lui était sans doute pénible de renoncer.

On comprend dès lors que la Compagnie se soit obstinée dans sa résistance.

Une députation fut envoyée à Yverdon où elle fut reçue, racontèrent les délégués, « d'une manière civile et honneste par Messieurs d'Yverdon et surtout par Monsieur le banneret Chanson, Roy et Prévost de leur Compagnie des Marchands, qui, les ayant comblés d'honneur et de civilités en son particulier, leur a envoyé trois membres de leur Compagnie pour estre avec eux à dîner et à souper, et les a fait ensuitte entièrement défrayer de la part de leur dte Compagnie des Marchands ».

Les points sur lesquels les députés devaient se renseigner exactement auprès de la Compagnie d'Yverdon étaient les suivants :

« 1° Si la Compagnie d'Yverdon ne peut pas gager à son profit au dessus de six batz; jusqu'où s'étend son pouvoir, envers qui, en quel tems et comment elle l'exerce?

» 2° Si l'on fait quelque distinction de grosses et de menues marchandises et s'il n'est pas certain que tous les articles qui se débitent, préjudiciables aux Bourgeois, sont dans le cas de tous les autres, et par conséquent deffendues pour l'Etranger de les vendre hors des foyres?

» 3° S'il n'est pas d'un usage constamment établi de toute ancienneté que le Roy et la Compagnie des Marchands d'Yverdon ont droit de faire prendre Lettres de marchands aux Etrangers qui viennent exposer leurs marchandises en foyre la première fois qu'ils les fréquentent, et que ce n'est que sous le bénéfice de ce titre qu'ils peuvent vendre sans empêchement et s'il y a des tempéraments qu'ils pratiquent à cette occasion. »

La réponse écrite que les députés rapportèrent d'Yverdon était de nature à donner une entière satisfaction à la Compagnie des Marchands de Neuchâtel, notamment sur l'objet qui lui tenait le plus à cœur, savoir le droit d'obliger les marchands forains à prendre lettres.

Grâce à l'appui des Quatre Ministraux, grâce aussi à l'intervention bienveillante du Maire de Neuchâtel, Brun d'Oleyres, le conflit se termina à l'avantage de la Compagnie. A l'assemblée du 2 août 1730, le procureur Abram Bourgeois fit connaître « que la Seigneurie vouloit bien nous laisser la paisible jouissance de nos privilèges ».

Une députation fut envoyée à M. le Maire de la ville pour le remercier des bons offices qu'il avait rendus dans cette occasion. Un témoignage de reconnaissance, sous la forme d'une théière d'argent, fut offert à M. le banneret Martinet, qui avait pris en mains avec beaucoup d'énergie les intérêts de la Corporation et avait rédigé les mémoires produits par celle-ci pour établir ses droits.

CHAPITRE XXIII

Conflit avec les Quatre Ministraux.

Peu d'années après, en 1737, nous voyons de nouveau la Compagnie aux prises, cette fois, avec les Quatre Ministraux. Le 3 mai, un membre de la Compagnie, David Michaud, se plaint qu'ayant fait un gagement, il avait été obligé de rendre le gage pris ensuite d'un ordre émané de M. Jn-Baptiste de Favarger, Maître-bourgeois en chef, « qui se croyait autorisé de donner seul la permission de vendre ».

On comprend que la Compagnie, après avoir lutté si longtemps contre la Seigneurie pour maintenir son droit, ait trouvé abusif le pouvoir que prétendait avoir le Maître-bourgeois en chef de donner des permissions pour vendre, « ce qui anéantiroit le droit que la Compagnie des Marchands a de gager, droit incontestable et reconnu de toute ancienneté, ce qui causeroit une perte considérable à nos marchands ». Aussi fut-il décidé que « des remontrances seroyent faites à Messieurs les Quatre Ministraux, afin qu'à l'avenir on n'accorde plus sous quel prétexte que ce soit de pareils congés, la Compagnie promettant d'aporter toujours dans l'exercice de ses droits toute la modération possible ».

L'affaire n'eut d'ailleurs aucune suite; les remontrances ne furent pas présentées, l'assurance ayant été donnée officieusement à la Compagnie qu'on n'avait point l'intention de lui disputer ses privilèges.

Le statu quo est donc maintenu; cependant la Compagnie, qui avait toujours revendiqué jalousement son droit de police sur le commerce de la ville, commence à y renoncer; elle semble admettre que de semblables attributions rentrent plutôt dans la compétence de l'autorité urbaine.

En 1755, le Comité de la Compagnie informe les Quatre Ministraux « qu'il y avoit des négociants établis depuis peu, qui se servoient de poids, de pierres et de mesures qui n'avoient pas été visités. Il prioit Messieurs les Quatre Ministraux d'y pourvoir ou de l'autoriser à le faire ». Là-dessus, le Conseil de ville arrête « qu'il *délègue* avec confiance à la Compagnie des Marchands de cette ville le pouvoir de visiter les poids, pierres et mesures, de tous ceux qui négocient dans cette ville et l'autorise de faire *en son nom* tout ce qu'il conviendra à cet égard en nommant pour cet effet des membres du Conseil qui sont en même tems membres de ladite Compagnie pour l'exécuter, lesquels au cas qu'il y ait des cas graves qui méritent châtiment, seront obligés de les raporter à Mesdits sieurs les Quatre Ministraux pour qu'ils jugent sur iceux et ordonnent en conséquence ce qu'ils trouveront le plus convenable pour la sûreté publique ».

En 1796, appelée à délibérer s'il ne convenait pas de faire une tournée chez les marchands pour vérifier les poids et mesures, la Compagnie estima que cette police regardait les Quatre Ministraux; elle se borna à faire à ces derniers quelques recommandations, comme « de prévenir tous les marchands étrangers, en temps de foire, que, si dans le nombre des marchandises qu'ils vendent, il y en a qu'ils ne vendent pas au poids de 17 onces, ils seront tenus d'en prévenir l'acheteur ».

Toutefois la Compagnie adressa encore en 1818 des remontrances aux Quatre Ministraux parce que leur gendarme avait exigé une amende de marchands forains pour avoir excédé le temps limité de la foire, « ce qui paroit contraire au droit et à la police de ladite Compagnie relativement aux foires ».

* * *

Depuis longtemps, il n'était plus question des « Lettres de Marchands », délivrées par la Compagnie, ni de la police exercée par celle-ci sur les négociants; cependant elle perce-

vait encore un droit sur les marchands qui vendaient aux foires. On sait que la moitié de cette contribution revenait à l'Etat; en 1835, le Conseil d'Etat décida de supprimer la redevance perçue de cette façon à la condition que la Compagnie des Marchands renoncerait à sa part; cette renonciation n'intervint pas, ensorte que la réforme était demeurée à l'état de projet. En 1842, le Conseil d'Etat rendit un arrêté en vertu duquel il supprimait, tant pour la part du gouvernement que pour celle de la Compagnie, la redevance perçue aux foires de Neuchâtel des marchands qui ne tenaient pas boutique; en revanche, il abandonnait à la Compagnie des Marchands la totalité du produit de la redevance perçue des marchands en boutique.

La Compagnie accepta avec reconnaissance cet arrangement qu'elle trouvait très avantageux pour elle et qui subsista jusqu'en 1848.

CHAPITRE XXIV

Gagne-Deniers et courtiers.

Il était dans les attributions de la Compagnie de prendre toutes les mesures qu'elle estimait utiles dans l'intérêt du commerce et des commerçants. Ainsi en 1744 elle institue officiellement des « gagne-deniers », c'est-à-dire des commissionnaires-portefaix principalement chargés du transport des marchandises dans la ville, du chargement et déchargement des voitures et des bateaux.

C'est la Compagnie qui arrête les termes du règlement auquel les « gagne-deniers » sont soumis, qui fixe le tarif des rétributions auxquelles ils ont droit, qui désigne les titulaires de ces fonctions, qui leur alloue un petit traitement fixe, ainsi que des gratifications extraordinaires lorsque les négociants de la ville sont satisfaits de leurs services, ce qui n'est pas toujours le cas; c'est elle qui leur distribue la louange ou le blâme dans l'assemblée annuelle où les « gagne-deniers » sont tenus de paraître.

Cependant le règlement des gagne-deniers est soumis à l'approbation des Quatre Ministraux, et c'est entre les mains de ceux-ci que les titulaires prêtent serment de l'observer.

* * *

Vers la même époque, en 1774, la Compagnie établit un poste d'agent de change ou de courtier, poste auquel est appelé le sieur Jaques Gentil. Un règlement est rédigé, dont on décide l'impression et qui est communiqué aux négociants et au public. Le nouveau fonctionnaire prête serment de l'ob-

server, non pas entre les mains des Quatre Ministraux, mais en « ouverte justice ».

En 1796, le sieur Louis Peter est nommé par l'assemblée aux fonctions de courtier après qu'on eut décidé d'attribuer à ces fonctions un gage de trois louis d'or neufs « pour l'attacher d'autant plus aux intérêts du Commerce et à l'exacte observation de ses devoirs ».

Il faut croire que le courtier désigné par la Compagnie faisait d'assez bonnes affaires, car en 1802, un concurrent se présente dans la personne de Josué Bellenot qui offre de remplir ses fonctions à satisfaction et de prêter serment.

Cette demande soulève une opposition de la part du sieur Louis Peter lequel représente que « l'état de courtier qui peut être envisagé comme un établissement propre à faire vivre honnêtement une famille, étant entre les mains de deux courtiers qui en partageroient le lucre, les mettroit l'un et l'autre dans le cas à ne pas pouvoir subvenir à leur entretien ». Mais la Compagnie juge qu'elle ne peut refuser au sieur Bellenot sa demande et l'admet en solenniser le serment en justice « n'estimant d'ailleurs pas par cela nuire à M. Peter-Wavre, qui pourra suivre son courtage si cela lui convient, ce qui sera d'autant plus agréable et utile au commerce ».

Décidément les monopoles ont fait leur temps et la libre concurrence l'emporte sur toute la ligne.

En 1810 la nomination d'un courtier faillit amener un conflit entre la Seigneurie et la Compagnie des Marchands. Au lieu de solliciter l'investiture de cette dernière, comme l'avaient fait ses prédécesseurs, le sieur Strecker, originaire de Genève, craignant probablement que sa qualité d'étranger ne le fît évincer, s'adressa au Conseil d'Etat pour obtenir l'autorisation d'exercer la profession de courtier et d'agent de change.

Le Conseil d'Etat aurait dû renvoyer purement et simplement le solliciteur à la Compagnie des Marchands qui, sans observations de sa part, avait déjà procédé plusieurs fois à de

semblables nominations. Mais il ne faut pas oublier que le pays était en 1810 sous le gouvernement du prince Berthier où les compétences et privilèges des bourgeoisies, des communautés et des corporations étaient tenus pour peu de chose; le Conseil d'Etat n'entend pas reconnaître le droit de la Compagnie des Marchands à la nomination d'un courtier; d'autre part il a des scrupules de procéder lui-même à cet acte; il s'en tire donc par une équivoque et arrête: que « le sieur Strecker présentera les cautions qu'il offre à la Compagnie des Marchands et si elle les reconnaît suffisantes et que d'ailleurs elle lui trouve les qualités nécessaires pour remplir cette place, elle le renvoyera suivant l'usage à prêter serment entre les mains de Monsieur le Maire de Neuchatel ».

En fait cet arrêt laissait la Compagnie libre de nommer ou de ne pas nommer; elle ne jugea donc pas à propos de soulever un conflit et le nouveau courtier, offrant toutes les garanties désirables, fut accepté.

Après 1814, plusieurs personnes exerçant la profession de courtier sans titre ni qualité, le Comité de la Compagnie proposa qu'elles fussent invitées à prêter serment après avoir fourni une caution dont le chiffre était fixé à 5000 fr.

Cette proposition fut adoptée, non pas par la Compagnie, mais par une assemblée spéciale composée des principaux négociants de Neuchâtel au nombre de 20 à 25.

A cette occasion trois courtiers furent nommés, parmi lesquels Pierre Josseau, ce personnage mystérieux dont le genre de vie singulier et le costume étrange intriguèrent si fort les Neuchâtelois de ce temps, mais qui leur inspirait, paraît-il, la plus grande confiance, puisque quatre d'entre eux n'hésitèrent point à fournir pour lui la caution exigée.

Les brevets de courtier étaient délivrés au nom du Roy et Prévôt de la noble et vertueuse Compagnie des Marchands et Merciers de Neuchâtel, et munis du sceau de celle-ci.

Cependant en 1820 on constate de nouveau « qu'un grand nombre de personnes s'occupent maintenant de la partie du

courtage sans avoir fait auprès de la noble Compagnie des Marchands les prestations qu'exigent essentiellement ses arrêts des 6 et 11 janvier 1815 ». La Compagnie, tout en reconnaissant « qu'il seroit plus utile et moins fastidieux pour le commerce de pouvoir limiter à un nombre restreint les courtiers, estime que chaque bourgeois doit avoir la faculté de faire valoir son industrie de la manière qui lui paroît la plus convenable à ses intérêts et en même temps la plus honnête ». Elle renonce donc à prendre contre les délinquants les mesures nécessaires pour les empêcher d'exercer cet état, comme cela avait été décidé précédemment ; elle se borne donc à déclarer que les seuls courtiers ou agents de change reconnus et avoués par le commerce de Neuchâtel, sont les trois personnes qui ont fourni leur cautionnement, qui se sont soumises à l'observation des règlements de la Compagnie et qui ont prêté serment en justice.

En 1833 des explications au sujet de l'établissement des courtiers et agents de change dans la juridiction de Neuchâtel, sont demandées à la Compagnie par le Conseil d'Etat[1] ; puis, sur l'invitation de celui-ci, un nouveau règlement est établi ; il est entendu qu'il ne concerne que les agents de change et courtiers « reçus et agréés par la Compagnie » duement assermentés en justice et qui auront fourni le cautionnement requis.

Le règlement en question est soumis à la sanction du Conseil d'Etat, ce qui n'avait pas été le cas pour le précédent.

Le dernier courtier agréé par la Compagnie des Marchands fut Auguste Convert ; sa nomination est du 9 juin 1834.

[1] « La Compagnie des Marchands n'a aucune charte ni concession qui lui donne le droit de régler souverainement ce qui concerne les courtiers de commerce, mais tout ce qui a eu lieu jusques ici résulte de règlements et d'usages plus ou moins connus ou plus ou moins contestés. La Compagnie est invitée à présenter au Conseil d'Etat la rédaction d'un nouveau règlement concernant le courtage qui soit en harmonie avec le serment intimé aux courtiers et qui, ultérieurement et cas échéant, sera duement publié. » *Manuel du Conseil d'Etat.* 4 avril 1833.

CHAPITRE XXV

Protection des intérêts locaux et des marchands neuchâtelois au dehors.

C'est à la Compagnie des Marchands ou à ses chefs que les pouvoirs publics s'adressent lorsqu'ils jugent à propos de prendre des mesures intéressant le commerce local ou les relations de celui-ci avec la population.

Un procès-verbal du 23 mars 1746 nous en fournit un exemple curieux. « Monsieur Bourgeois, procureur de la Compagnie, lit-on dans ce document, ayant informé l'assemblée que Messieurs les Quatre Ministraux et Messieurs du Conseil général de cette ville, étant informé de l'évasion précipitée de deux jeunes hommes étrangers, l'un pensionnaire et l'autre qui était en change chez un de nos Bourgeois, auxquels nos voituriers avoient loë des chevaux dans des heures indues, sans le consentement et à l'inseu des personnes chez qui ils logeaient, et par là favorisé leur évasion, et qu'il était chargé de déclarer à la Compagnie les intentions du Conseil qui sont, à tous les marchands de cette ville, loëurs de chevaux et autres, de ne confier aux pensionnaires, apprentifs ou fils de famille de cette ville sans le consentement des personnes chez qui ils sont en pension, de leur père ou de leur maître, quoique ce soit, et que désormais tous ceux qui leur confieront n'obtiendront aucune justice pour en obtenir le payement; la Seigneurie ayant autorisé Monsieur le Maire de la Ville à refuser toute justice à cet égard. Et ceux qui donneront de l'argent sur les

effets ou qui achèteront quelquechose de ces jeunes gens seront traités de la même manière. Ce que la Compagnie a receu avec des sentiments de reconnaissance[1]. »

En vertu de la solidarité corporative, la Compagnie prenait en mains les intérêts particuliers de ses membres non seulement dans le pays, mais aussi à l'étranger; cette protection avait une grande importance, à l'époque où les marchands neuchâtelois fréquentaient les foires et les marchés des autres cantons et des pays voisins.

Le 18 octobre 1678, le maître Jehan Redard expose « qu'à la dernière foire d'Yverdon, on leur avoit imposé de nouveaux impost et que l'on leur vouloit faire payer de chasque balle pour la sortie trois batz et un creutzer qu'ils n'avoyent par cy-devant payé, ne l'ayant voulu payer qu'au préalable on ne l'eust représenté par devant lad. Compagnie, Désirant pour cet effet qu'il y soit pourveu ». La Compagnie arrête « que l'on priera Messieurs les Quatre Ministraux de bien vouloir prendre la peine de monter au Chasteau pour représenter l'affaire à Monseigr le Gouverneur, afin que là dessus on escrive à Monsr le Ballif d'Yverdon pour le prier que l'on innove rien et que l'on soit maintenu selon l'ancien ordre et pratique ».

En 1759 Charles Thonet, potier d'étain, se plaint « des exactions que l'on fait à Bienne vis-à-vis des marchands de ce pays ». Les Quatre Ministraux sont encore mis à réquisition; on les prie d'écrire aux Magistrats de Bienne, « ce qui ne produisant rien, on prendra d'autres mesures en usant de représailles, sous l'autorisation du Conseil d'Etat ».

[1] L'incident avait provoqué une vive indignation au sein du Conseil de ville qui s'était fortement exprimé à l'égard « d'un abus aussi nuisible qui décrédite nos pensions dont cependant notre Bourgeoisie retire un si grand avantage au moyen de l'argent qui entre par ce canal ». (Du 14 mars 1746. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XVIII, p. 235.)

On voit que l'industrie des pensionnaires à Neuchâtel ne date pas d'hier.

A l'assemblée du 15 mars 1680, la Compagnie entend le récit des mésaventures arrivées au serviteur de Jaques Martenet que son maître avait « envoyé à Frybourg pour recouvrer quelque argent a luy dheu par quelques particuliers et qu'Iceluy serviteur se seroit mesprins ayant demandé de l'argent au frère d'un débiteur, lequel luy auroit arraché son quernet et livré entre les mains de Messrs les Quatre Banderets, lesquels ont demandé pour l'amende dix pistoles. Il prie Messrs de la Compagnie de lui tendre la main. Il a esté arresté, dit le procès-verbal, qu'on priera Mess. les Quatre Ministraux de luy tendre la main et de vouloir escrire à Monsr l'Advoyer de Fribourg une lettre de recommandation en sa faveur »[1].

[1] « Il a esté accordé sur la requeste du Sr Jaques Martenet du Grand-Conseil une lettre de recommandation adressante à Messieurs de Frybourg pour les prier de luy faire rendre un carnet que son vallet de boutique avoit porté audit Frybourg, lequel pour s'estre mespris, ayant demandé le payement d'une partie à un certain Perret dudit Frybourg, au lieu de le demander à son frère, lequel luy seroit esté osté des mains et a esté mis entre les mains de Messieurs les Bannerets dud lieu qui ne luy ont voulu rendre. » (Du 16 mars 1680. *Manuel du Conseil de ville*, vol. VII, p. 5.)

CHAPITRE XXVI

Avis juridiques.

On sait que jusqu'en 1848 notre pays ne possédait pas de législation civile et que les procès étaient jugés d'après la coutume ; en matière commerciale cette lacune se faisait vivement sentir à mesure que les transactions se multipliaient et que les relations entre négociants du pays et de l'étranger devenaient plus fréquentes et plus compliquées. Il n'est donc pas étonnant que, soit des membres de la Compagnie, soit des négociants étrangers aient eu recours à elle pour la prier de donner son avis sur tel ou tel point de droit, d'émettre ce qu'on appelait des « parères ».

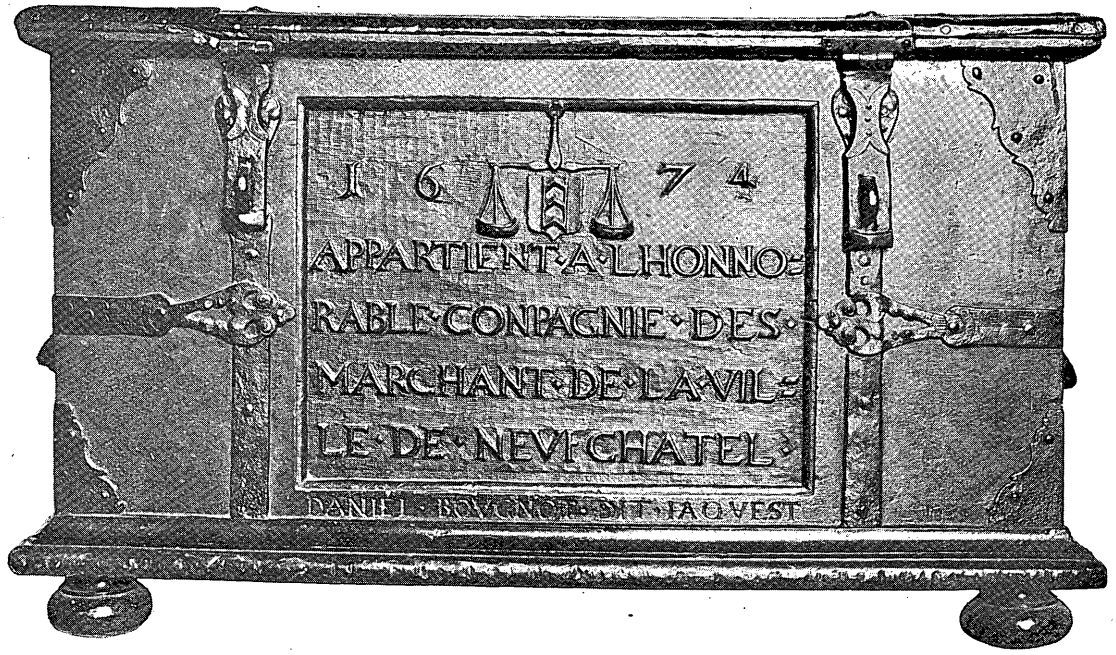
C'est ainsi qu'en 1821, le Comité de la Compagnie donne un « parère » sur une revendication de marchandises dans une faillite survenue à Schaffhouse.

Une autre fois en 1826, sollicité d'indiquer la coutume commerciale du pays concernant le délai dans lequel les protêts de lettres de change doivent être faits, le Comité répond « qu'à défaut de toutes lois à cet égard, le commerce du pays, dans l'objet de satisfaire aux exigences de l'étranger, a introduit indifféremment l'usage de faire protester soit le jour même de l'échéance, soit le lendemain ou même le surlendemain si la veille est un jour de feerie » *(sic)*. On décide de délivrer aux demandeurs une déclaration authentique de cette délibération, signée du Président et du Secrétaire qui y apposera le sceau de la Compagnie, et de la communiquer « à Monsieur notre Roy pour lui exposer la nécessité qu'il y auroit qu'il fût statué définitivement par une loi sur une matière aussi importante ».

* * *

Si, sous le règne du Prince Berthier, le Gouvernement avait paru vouloir revendiquer les compétences précédemment exercées par la Compagnie des Marchands, son activité réelle dans ce domaine s'était réduite à bien peu de chose. Aussi après la restauration du régime prussien, la Compagnie semble avoir eu quelque velléité de règlementer elle-même certaines matières touchant au commerce et de combler des lacunes qui se faisaient sentir.

Dans sa séance du 21 février 1815, le Conseil d'Etat est informé par Mr de Pourtalès, Roy de la Compagnie des Marchands, que plusieurs membres de cette Compagnie projettent de former un Comité dont les attributions seraient l'inspection sur les poids et mesures et sur les voituriers de marchandises, aussi bien que la juridiction pour de certaines matières tenant au commerce. Le Conseil d'Etat, après en avoir délibéré, déclare s'en remettre à la prudence de M. de Pourtalès « pour empêcher que dans l'établissement du Comité dont il s'agit, il n'y ait rien qui soit en opposition avec les autorités de Sa Majesté, non plus qu'avec les droits des Tribunaux ordinaires ». — *Manuel du Conseil d'Etat.* 21 février 1815.



COFFRE DE LA COMPAGNIE DES MARCHANDS

LIVRE IV

Rôle de la Compagnie des Marchands comme Chambre de commerce.

Représentante attitrée des intérêts commerciaux dans le pays, la Compagnie des Marchands est naturellement désignée pour réclamer en leur faveur la protection des pouvoirs publics, lorsque ces intérêts se trouvent menacés soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, pour renseigner ces mêmes pouvoirs sur la portée de telle ou telle mesure prise ou projetée, ou même pour solliciter d'eux les réformes exigées par le souci de la prospérité et du développement du commerce et de l'industrie.

Pendant longtemps les intérêts généraux du commerce se confondirent avec les intérêts propres de la corporation, mais nous avons vu, dans les chapitres précédents, comment peu à peu ils s'en distinguèrent; c'est donc en dehors des compétences qui lui étaient reconnues pour assurer le maintien de ses privilèges et la discipline du négoce, que nous voyons, dès la fin du XVII^me^ siècle, la Compagnie des Marchands exercer les fonctions qui incombent aujourd'hui à nos modernes chambres de commerce.

CHAPITRE XXVII

Les péages neuchâtelois.

Une des principales questions qui s'imposèrent à l'attention de la Compagnie fut celle des péages. Les péages grevaient les marchandises qui entraient dans le pays aussi bien que celles qui en sortaient ou qui ne faisaient qu'y passer. Cet impôt, perçu au profit du prince, ne pesa jamais lourdement sur le commerce. Au XVII^me^ siècle son produit était presque nul, déclare Chambrier, à cause de la franchise dont tous les sujets de l'Etat jouissaient de droit ou de fait pour les choses nécessaires à leurs familles. Il n'augmenta guère par la suite. D'un tableau présenté par le Conseil d'Etat au Corps législatif en 1831, il résulte que la recette moyenne des péages, dès l'année 1781 à l'année 1830, c'est-à-dire pendant 50 ans, avait été de 4384 livres; elle s'élevait pour la dernière année à 9770 livres; seize ans plus tard, en 1846, le produit des péages figurait aux recettes pour 11,050 livres.

Le bureau le plus important était celui des Verrières où il entrait en 1830 105,000 quintaux de marchandises dont 21,000 en vins ; on admettait que sur ce chiffre 35,000 quintaux restaient dans le pays, et 70,000 passaient en transit.

En seconde ligne venait le bureau du Pont de Thielle par lequel entraient 10,000 quintaux de marchandises dont un quart destiné à la consommation du pays et trois quarts en transit.

Le bureau du pont de Thielle percevait outre le péage, un droit de pontonage dont étaient exempts les habitants de Cerlier, Fenis, Chules, Tschugg, Champion, ainsi que ceux des quatre villages du Vully.

Les autres bureaux de péages, beaucoup moins importants, étaient ceux du Landeron, du Pâquier, du Bas Monsieur, du Cachot et des Brenets.

Outre les péages de terre, on percevait également les péages d'eau pour les marchandises qui passaient sous le pont de Thielle ou qui utilisaient la voie du lac. De ces derniers la ville de Neuchâtel touchait la moitié.

Ce n'étaient pas seulement les Neuchâtelois qui profitaient de la légèreté de ces taxes, mais encore leurs confédérés d'autres cantons. Après 1814, l'Etat avait consenti à une réduction des deux tiers des péages que les marchandises payaient à leur passage dans le pays. Les grains, les farines, les légumes et, d'une manière générale, toutes les marchandises destinées à l'alimentation étaient exemptes de péages.

La perception de ces taxes se justifiait par la nécessité d'entretenir les routes. Dans notre pays l'entretien ordinaire des routes était à la charge des communes dont la plupart faisaient exécuter les travaux nécessaires au moyen de corvées imposées aux habitants. Cet état de choses donna lieu à de fréquentes réclamations; les habitants récriminaient contre les corvées qui leur paraissaient une survivance du moyen-âge; de leur côté les communes se plaignaient d'avoir à entretenir les routes tandis que les péages étaient perçus exclusivement au profit de la Seigneurie; celle-ci répondait qu'un certain nombre de routes étaient entretenues par elle, que d'ailleurs tous les travaux qui, sur les routes principales, ne pouvaient être faits par les corvées étaient à sa charge, tels les aqueducs, les ponts, les élargissements; quant aux constructions de routes nouvelles, l'Etat prenait toujours à son compte une partie des frais, lorsque ces établissements étaient d'une utilité générale.

Quoiqu'il en soit, les réclamations devinrent si vives qu'en 1832 le gouvernement présenta au Corps législatif un projet d'après lequel les communes étaient déchargées de l'entretien des routes de 1re et 2me classes; les dépenses étaient supportées par une caisse particulière qu'alimentait le produit des péages.

Le projet du gouvernement supprimait tous les péages existants et les remplaçait par trois nouveaux :

Un de transit pour les marchandises qui serait de $^3/_4$ de rappe par quintal et par lieue ;

un de consommation pour les marchandises qui seraient seulement introduites et non réexportées, et fixé de 4 à 6 crutz par quintal, suivant les marchandises ;

enfin un droit de chaussée qui serait au maximum de 2 crutz par cheval et par lieue et un de pontonage dont le maximum serait de 15 rappes par cheval pour les ponts coûtant plus de 10,000 livres.

Le produit de ces divers péages (auxquels les sujets de l'Etat étaient soumis comme tout le monde) était évalué à 30,000 livres environ.

Dans les milieux commerçants du pays, l'intention manifestée par le gouvernement d'élever les péages fut accueillie avec inquiétude. La Compagnie des Marchands, nantie de la question par les Quatre Ministraux, se fit l'organe de ce sentiment. Après une longue délibération, son comité émettait un avis un peu surprenant de la part d'une corporation ayant, pendant quatre siècles, vécu de privilèges, mais dont on doit dire qu'il était marqué au coin d'une saine doctrine économique.

« Considérant, disait le Comité, que ce n'est qu'à l'entière liberté du commerce et de l'industrie que cet Etat est redevable du haut degré de culture et de valeur qu'a acquis son sol et de la prospérité de son commerce et de son industrie.

» Que toute entrave apportée à cette liberté ou tout impôt qui en restreindrait l'exercice doit avoir pour conséquences nécessaires et immédiates de nous faire déchoir de cet état de prospérité déjà si difficile à conserver en présence des mesures adoptées par les divers Etats de l'Europe pour favoriser leur propre commerce.

» Que le transit des marchandises venant de l'étranger pour passer à l'étranger, n'est dû qu'à ce qu'il n'était que

modérément imposé dans notre pays, tandis qu'il l'a fortement été dans les pays où il aurait naturellement dû prendre son cours.

» Que le canton de Vaud, reconnaissant la faute qu'il avait faite d'imposer de forts droits sur les marchandises en transit, a manifesté l'intention de revenir sur ses pas et de les réduire, et que ce serait perdre totalement le transit qui a lieu dans notre pays que de choisir pour le charger de nouveaux droits, le moment où cet Etat travaille à baisser ceux qui y sont établis, dans la vue de recouvrer ce transit qu'il a perdu.

» Que ce transit est pourtant d'une grande importance pour cet Etat puisqu'il occupe au moins 300 voitures des Verrières et du Val-de-Travers, sans parler des maisons de commerce établies dans l'Etat sous la relation de commissionnaires.

» Que d'ailleurs le projet n'atteindrait vraisemblablement pas son but; que la recette en est calculée sur les produits les plus élevés qu'une multitude de circonstances pourront concourir à faire baisser et que, dans ce cas, ou bien il faudrait faire un supplément d'impôts ou bien revenir à la corvée; la recette ne serait pas même suffisante.

» Que le droit de consommation proposé n'atteindrait pas seulement la consommation intérieure, mais aussi le commerce à l'extérieur et que les négociants de l'Etat ne pourraient plus qu'avec désavantage revendre à l'étranger des marchandises qui auraient supporté un droit de un à deux batz par quintal.

» Le Comité a été presque unanimement d'avis qu'il est pour tout l'Etat plus utile et plus avantageux de continuer à entretenir les routes aux frais des peuples de l'Etat, sauf à faire de cette charge entre les communes une répartition plus équitable, que d'en procurer l'entretien au moyen de droits de transit, de consommation et de chaussées, impôts contraires à toutes leurs habitudes et dont il ne serait guère possible de prévoir aujourd'hui toutes les pernicieuses conséquences. »

Le projet échoua d'ailleurs devant l'opposition du Corps

législatif, et en 1836 le Conseil d'Etat adopta un nouveau tarif des péages par terre et par eau; ce tarif avait pour base principale le taux de 1 rappe (4 kreutzers) par quintal; les marchandises de toute nature étaient franches de péage par terre à leur entrée dans l'Etat de Neuchâtel; les droits n'étaient perçus qu'à la sortie. Par contre, toutes les marchandises étaient soumises, aussi bien à leur entrée qu'à leur sortie, au péage par eau qui se percevait au pont de Thielle; les sujets de l'Etat, négociants ou particuliers, étaient au bénéfice de la franchise de péage pour les marchandises expédiées à l'étranger pourvu qu'elles fussent accompagnées d'une déclaration signée par eux, indiquant qu'elles étaient bien leur propriété et qu'ils n'en connaissaient pas les acheteurs.

Ces dispositions libérales obtinrent la pleine approbation de la Compagnie des Marchands qui exprima toutefois le vœu qu'une réduction fût apportée au péage par eau sur l'entrée des blés et farines d'origine étrangère. Ce vœu reçut l'année suivante une entière satisfaction, puisque par arrêt du 17 octobre 1837, le Conseil d'Etat supprimait entièrement tout droit de péage sur les grains, farines, riz, fèves, pois et autres légumes.

* * *

On a vu que tous les sujets de l'Etat avaient fini par être au bénéfice de l'exemption des péages. Cette exemption n'avait tout d'abord profité qu'aux bourgeois de Neuchâtel à qui Jeanne de Hochberg l'avait concédée en 1537. L'étendue de ce droit et la manière d'en jouir fit l'objet de nombreuses contestations entre la Seigneurie d'une part et les bourgeois représentés par les Conseils de la ville et la Compagnie des Marchands, d'autre part.

La Seigneurie soutenait, non sans raison, que seules étaient exemptes du péage, les marchandises appartenant à des bourgeois, mais non pas celles qui étaient la propriété de négociants étrangers, soit qu'elles fussent adressées en commission à des

marchands neuchâtelois, soit qu'elles fussent expédiées par des Neuchâtelois à des étrangers, en vertu d'un contrat de vente. Elle exigea donc par un arrêt du 19 juillet 1756, que les bourgeois fissent tenir au commis des péages du pont de Thielle une note exacte des marchandises qui leur seraient adressées par commission. Cette décision avait un effet rétroactif et Mr Marval, conseiller d'Etat et Roy de la Compagnie des Marchands, était chargé en cette dernière qualité d'avertir tous les négociants qu'ils eussent à indiquer à la Chambre des Péages tous les articles qui leur avaient été adressés ci-devant par commission « afin qu'on puisse s'en procurer le péage ».

Cette décision ne semble pas avoir soulevé d'objections de la part des intéressés ; il n'en fut pas de même d'une nouvelle disposition que la Chambre des comptes de l'Etat manifesta l'intention d'introduire dans le Règlement des Péages, en 1789. Aux termes de cette disposition, les négociants bourgeois de Neuchâtel qui expédiaient des marchandises étaient tenus de déclarer que ces marchandises ne leur avaient été demandées par aucun de ceux à qui ils les adressaient et qu'ils n'étaient convenus de leur prix avec aucun d'eux. En d'autres termes, les marchandises expédiées de Neuchâtel étaient présumées être vendues à des tiers et par conséquent soumises au péage de sortie, à moins que les bourgeois expéditeurs ne déclarassent qu'elles étaient leur propriété et n'avaient fait l'objet d'aucune vente ; les expéditeurs pouvaient être appelés à confirmer cette déclaration par serment.

Le Conseil de ville soumit ce projet au comité de la Compagnie des Marchands lequel émit l'avis qu'il pourrait être adopté « ne blessant nullement les droits des Bourgeois et ne tendant qu'à prévenir la fraude ».

Mais la Compagnie, nantie elle-même de la question, fut d'une autre opinion. Dans son assemblée du 24 mars 1789, elle arrêta : Que l'ancien usage « doit être observé comme il l'a été depuis passé deux siècles et dès l'octroi de la comtesse Jeanne d'Hochberg de 1537. Que les Bourgeois de Neuchâtel

expédiant des marchandises, doivent simplement être tenus de déclarer comme du passé sur la lettre de voiture que c'est leur propre bien et conséquemment que lesdites marchandises doivent être franches de péage ici, estimant pour le propre bien d'un Bourgeois les marchandises achetées pour son propre compte et expédiées à ses périls et risques. La Compagnie ajoutant de plus qu'elle estime que toutes et quantes fois un Bourgeois expédie des marchandises à ses périls et risques, elles doivent être franches de péages, *vendues ou non*, étant ses marchandises propres, achetées de ses deniers. »

CHAPITRE XXVIII

Les péages en Suisse.

S'il était assez facile à la Compagnie des Marchands de se défendre, avec l'aide efficace des Quatre Ministraux, contre les prétentions des péages neuchâtelois, la difficulté était bien plus grande pour elle de combattre les exigences des péages d'autres cantons, spécialement celles du fisc bernois.

En 1698 déjà les négociants de la ville se plaignent « des nouveautés que les péageurs des terres de Leurs Excellences de Berne leur font » et la Compagnie charge une commission d'examiner ces griefs pour les soumettre aux Quatre Ministraux et à la Seigneurie.

Sept ans plus tard, en 1705, M. Marval, conseiller d'Etat, ayant été député par la Seigneurie pour aller à Aarberg conférer avec les députés de LL. EE., ce magistrat qui est en même temps Roy des marchands, est chargé par la Compagnie de faire valoir les griefs des Bourgeois négociants, « au sujet du surhaussement des péages qu'on leur fait payer dans les Estats de LL. EE. »[1].

[1] « Dans sa séance du 26 déc. 1746, le Conseil de ville est saisi d'une plainte de la Compagnie des Marchands au sujet de nouveaux certificats de transit exigés par LL. EE. de Berne, l'obligation qu'elles veulent imposer de faire viser ce certificat à Basle, la manière en laquelle nous allons être gênés dans la route et dans la vente eu égard au tabac ; contrainte opposée aux constitutions du louable corps helvétique et à la liberté du transit, qui est reconnu en droit de nécessité, en fesant même icy abstraction de notre traité de combourgeoisie ; Délibéré. Il a esté arrêté qu'avant que le Conseil se montre et fasse aucune démarche sur un cas aussy intéressant, ladite Compagnie des Marchands présentera son mémoire au Conseil d'Etat qui, comme protecteur du commerce, ne manquera pas d'intervenir efficacement pour elle ; ensuite de quoy, Mess. les Quatre Ministraux sont autorisés d'écrire au nom du Conseil et de faire tout ce qu'il conviendra en faveur de ladite Compagnie. » *Manuel du Conseil de ville,* vol. XVIII, p. 358.

L'arrêté suivant, extrait des Manuels du Conseil d'Etat à la date du 13 juillet 1739, montre que les négociants de Neuchâtel, fatigués de subir les exigences fiscales des cantons voisins, cherchaient les moyens de s'y soustraire.

« Sur la requête de la Compagnie des Marchands de cette ville aux fins que, vu la nécessité dans laquelle les négotians de cette ville ont été de chercher une nouvelle route pour faire venir les marchandises qu'ils tirent d'Allemagne pour éviter les inconvénients et les dommages auxquels ils étoyent exposés en continuant à suivre celle qui a été pratiquée jusqu'à présent, il plaise à la Seigneurie d'intervenir auprès de S. A. M. l'Evêque de Basle, par les Etats duquel leurs marchandises (à l'exception du fer) ne payeront qu'un batz par quintal, et qu'en outre il soit donné les ordres nécessaires pour rétablir le chemin depuis Boinoud en cette ville et les tenir en bon état, surtout en temps d'hiver; Après avoir délibéré, Il a été dit que l'on écrira à S. A. M. l'Evêque de Bâle dans l'objet susdit et il sera donné ordre à Monsieur le Procureur de Valangin de faire rétablir et remettre en bon Etat le chemin depuis Boinoud en cette ville, et surtout tenir la main à ce que les communautés les ouvrent convenablement en tems d'hiver. »

Au reste, dans toute la Confédération, dans le trafic de canton à canton, des taxes sur les marchandises entrant, sortant ou transitant, étaient perçues non seulement par l'Etat, mais encore par des communes ou même des corporations et des particuliers sous forme de droits de chaussée, de pontonage, d'octroi, de pavage, de pesage, d'entrepôt, de grue, de chargement et déchargement, etc.

On se figure aisément combien le commerce devait souffrir des entraves multipliées que cet état de choses apportait à la circulation des marchandises.

* * *

La République helvétique qui succéda en 1798 à l'ancienne Confédération tenta vainement à plusieurs reprises de mettre de l'ordre dans ce chaos[1], mais les mesures qu'elle prit à cet égard ne furent jamais appliquées. A propos d'une ordonnance rendue par la Chambre d'administration du canton de Zurich, qui interdisait l'exportation hors de son territoire de toutes denrées alimentaires, une loi du 8 mai 1798 avait décrété la suppression de toutes les barrières douanières entre les cantons et proclamé le principe de la liberté illimitée en matière de commerce « considérant que la Constitution, dans son article 1er, a aboli toutes les frontières entre les cantons et qu'une semblable défense d'exportation est contraire au principe de l'unité et de l'indivisibilité ».

Néanmoins les péages de toute espèce continuèrent à subsister, car le gouvernement de l'Helvétique, absorbé par d'autres soucis, n'eut jamais le temps ni la force d'accomplir une réforme pourtant si désirable.

L'acte de médiation de 1803, dans ses dispositions générales, décrétait (Art. 5 et 6): La libre circulation des denrées, bestiaux et marchandises est garantie. Aucun droit d'octroi, d'entrée, de transit ou de douane ne peut être établi dans l'intérieur de la Suisse. Les douanes aux limites extérieures sont au profit des cantons limitrophes de l'étranger, mais les tarifs doivent être soumis à l'approbation de la Diète. Chaque canton conserve les péages destinés à la réparation des chemins, chaussées et berges des rivières. Les tarifs ont également besoin de l'approbation de la Diète.

En exécution de l'art. 5, la Diète ordonna la confection d'un tableau indiquant tous les tarifs cantonaux relatifs aux droits de péage, de route et de pontonage; elle trouva qu'un grand nombre de ces droits étaient incompatibles avec les principes de l'acte de médiation et que tout le système des péages suisses avait besoin d'un examen approfondi; mais cette révision

[1] Pour l'histoire des péages en Suisse, voir le beau travail de Mr le Dr Albert Huber: *Die Entwicklung des Eidgenössischen Zollwesen,* Berne 1890.

demandait un travail difficile et de longue haleine devant lequel on recula; on se borna donc à approuver les tarifs existants pour le délai d'un an; cette approbation de pure forme se renouvela d'année en année jusqu'en 1813.

Une tentative fut faite en 1806 de donner satisfaction aux plaintes qui s'élevaient de toutes parts; une commission spéciale s'efforça de mettre quelque unité dans le domaine des péages et proposa un système de péages modérés, calculés d'après la longueur du parcours et le poids de la marchandise; mais cette tentative rencontra un obstacle insurmontable dans la résistance des administrations cantonales. Non seulement les anciens péages furent maintenus, mais encore la Diète donna chaque année son approbation à de nouveaux droits réclamés par les cantons. Il est vrai qu'elle se réservait toujours le règlement définitif de la question; cette réserve figurait encore au procès-verbal de la dernière session, à la veille de l'effondrement du système politique créé par l'acte de médiation.

En 1815 fut introduit dans le Pacte fédéral, un article 11 qui consacrait le principe de la liberté du commerce dans l'intérieur de la Confédération.

Aux termes de cet article, le libre achat des denrées, des produits du sol et des marchandises, la libre sortie et le passage d'un canton à l'autre de ces objets, ainsi que du bétail, étaient garantis, sauf les mesures de police nécessaires pour prévenir le monopole et l'accaparement. Ces mesures de police devaient être les mêmes pour les ressortissants du canton que pour les autres Suisses.

Les péages, droits de route et de pontonage alors existants et approuvés par la Diète étaient conservés, mais on ne pouvait, sans l'approbation de la Diète, ni en établir de nouveaux, ni hausser ceux qui subsistaient, ni prolonger leur durée s'ils avaient été accordés pour un temps déterminé.

Pendant longtemps on paraît avoir méconnu le rôle joué, dans l'histoire de la Suisse par les questions économiques; le

plus souvent c'est du point de vue purement politique et confessionnel que l'on a envisagé les discussions et les conflits qui ont troublé notre pays dans la première moitié du XIXme siècle. Il n'en est pas moins vrai que le besoin d'unité, l'esprit centralisateur dont le triomphe fut proclamé en 1848, est un résultat direct des entraves de tout genre mises par les cantons au commerce intérieur, entraves que la Diète se montra absolument impuissante à supprimer.

Très certainement le but que l'on s'était proposé en introduisant dans le pacte de 1815, l'art. 11 dont nous avons indiqué le sens, était d'arriver progressivement à l'abolition des péages cantonaux et à la suppression des taxes qui grevaient les marchandises passant d'un canton à l'autre.

Une des grandes préoccupations de cette époque, chez les hommes d'affaires prévoyants, était de favoriser le transit international. Déjà alors une politique commerciale intelligente visait à attirer en Suisse le grand trafic entre l'Allemagne et la France en attendant de relier ces deux pays à l'Italie. En 1817, on avait cherché à obtenir une réforme générale des péages et on était parvenu à obtenir une notable amélioration et une révision partielle des taxes sur la ligne des Verrières et de Genève à Rorschach. Neuchâtel avait donné les mains à ce projet et avait consenti au sacrifice qu'on lui demandait pour mener à bien la négociation. Malheureusement cette réforme, qui ne pouvait être réalisée qu'au moyen d'un concordat, échoua devant la mauvaise volonté de certains cantons intéressés.

* * *

De meilleures destinées semblaient promises au projet, auquel est attaché le nom respecté de Jean-Gaspard Zellweger qui y avait consacré onze ans d'un travail acharné. Ce projet, mis sur pied en 1830, avait pour but principal de ramener en Suisse le transit considéré comme le seul moyen de remédier

à la misère causée par la politique de prohibition que pratiquaient les Etats voisins; or, depuis quelque temps l'intérêt du transit était d'abandonner le plus tôt possible le sol de la Confédération pour chercher la jonction avec les routes étrangères. Les raisons de cet abandon étaient diverses. D'un côté les Etats du Sud de l'Allemagne avaient réduit leurs droits de transit et accordé au commerce des facilités par la création de nouveaux bureaux de douane et l'établissement d'entrepôts; d'un autre côté la France avait créé autour des frontières de la Suisse tout un réseau de routes commerciales et de canaux navigables, et diminué également ses tarifs.

Zellweger proposait, pour commencer, l'amélioration des conditions du trafic sur la route commerciale de Rorschach à Genève et sur les voies situées au nord de cette route. Il distinguait entre le grand et le petit péage. Le grand péage ou péage cumulatif, comportait les droits de péage, de route et de pontonage qui étaient payés sur la route commerciale, en un lieu déterminé, pour chaque canton touché, et concernait exclusivement les marchandises en transit national ou intercantonal. Le petit péage était perçu sur les marchandises exportées; il était fixé et perçu par les cantons proportionnellement à la longueur de la route; le montant total pour la route de Rorschach à Genève ne devait pas dépasser 5 $^1/_2$ batz par quintal. Le nouveau système devait être appliqué pendant une période d'essai de dix années, durant laquelle le taux des taxes ne pourrait subir aucune élévation.

Le projet Zellweger n'étant pas parvenu à réunir l'unanimité des cantons intéressés, son auteur abandonna l'idée d'un seul concordat pour en proposer deux dont l'acceptation lui parut plus facile à obtenir.

L'un entre Bâle, Berne, Soleure, Fribourg, Vaud, Valais et Genève pour l'allègement du transit des marchandises expédiées d'Angleterre, des Pays-Bas et d'Allemagne en Italie, l'autre pour faciliter le transit par la Suisse entre la France et l'Allemagne; ce dernier devait être conclu entre les cantons

de St-Gall, Appenzell, Zurich, Argovie, Berne, Soleure et Neuchâtel.

L'adhésion de tous les intéressés semblait acquise, lorsque les troubles politiques qui éclatèrent à la fin de 1830 dans plusieurs cantons, arrêtèrent les négociations.

* * *

Neuchâtel avait donné son plein assentiment aux projets Zellweger. Ce n'est pas qu'il en attendît pour lui de très grands avantages. Dans les instructions données au délégué chargé de le représenter aux conférences de Zurich où se discutaient ces projets en 1827, le Conseil d'Etat constatait que « le concordat pour la réduction des péages sur la route de Rorschach à Genève, considéré comme ayant en objet les marchandises en transit, ne saurait avoir une influence directe bien considérable sur l'Etat de Neuchâtel. Il ne diminuera pas sensiblement le produit de ses péages et il ne semble pas qu'il puisse lui procurer, de longtemps au moins, un transit de quelque importance. Considéré même sous le rapport des marchandises destinées à la consommation de la Suisse, on pourrait s'attendre à ce que divers obstacles à ce transport, qui n'existaient pas dans le pays de Neuchâtel, étant mis de côté dans les cantons voisins, il n'en résulte un changement de direction pour quelques-unes de ces marchandises qui jusqu'à ce jour traversaient le canton de Neuchâtel. Mais, ajoutait le Conseil d'Etat, ce concordat peut procurer des ressources réelles à la plus grande partie des cantons qui sont disposés à y prendre part; il peut contribuer à vivifier le commerce et l'agriculture de la Suisse occidentale; il tend à resserrer le lien fédéral et à animer d'un même esprit des membres d'une même patrie. Toute autre considération a dû céder devant celles-là, et le Conseil charge son député à la Conférence d'adhérer au principe général du Concordat, de le discuter avec le désir sincère

d'en adopter toutes les dispositions qui ne seraient pas en contradiction avec notre constitution, avec notre législation et avec les besoins de nos localités [1].»

* * *

Un moment l'on put espérer que le projet de révision du pacte, élaboré en 1832, allait donner satisfaction aux partisans du libre commerce intérieur. Ainsi que le constate le rapport des députés de Neuchâtel à la Diète, le consentement donné à l'œuvre de la révision avait été déterminé, pour plusieurs cantons, par le désir de changer l'art. 11 du pacte de 1815. On sait que la révision échoua contre l'opposition, aussi bien des cantons radicaux que des cantons conservateurs; pour Neuchâtel la crainte de voir la centralisation porter une atteinte trop profonde à son autonomie, l'emporta sur son désir de voir tomber les entraves mises au commerce; il faut reconnaître, pour être juste, que le projet de révision laissait subsister la plupart de ces entraves.

On avait prévu à l'origine la réforme générale des péages, mais cette décision ne souriait pas aux cantons qui avaient des taxes élevées; aussi les promoteurs de la révision pour lesquels celle-ci était surtout une affaire politique, n'hésitèrent pas, pour gagner ces cantons, à sacrifier la réforme économique.

Le projet maintenait donc les péages existants; il en prévoyait bien la suppression possible, successive et lointaine, mais il imposait alors à la Confédération l'obligation d'indemniser le canton propriétaire des péages supprimés; non sans raison, le gouvernement neuchâtelois voyait dans cette disposition une injustice à l'égard des cantons libres de péages. « Plusieurs cantons, disait le rapport des députés à la Diète, ont de gros péages et point de transit, tandis que d'autres n'ont que peu ou point de péages, mais que leurs habitants

[1] *Manuel du Conseil d'Etat.* 12 février 1827.

profitent de cette liberté en exploitant le commerce de transit. Il arrivera maintenant que ce seront les états libres de péages qui devront dédommager les états imposés. Ainsi, pour citer un exemple, des cantons de Vaud et de Neuchâtel qui se touchent, l'un a peu ou point de péages, mais il a un transit considérable ; l'autre a de gros péages, mais point de transit ; si, donc plus tard, il convenait à la Diète de décider que les péages vaudois doivent être abolis, ce serait à nous en grande partie à dédommager ce canton. Ainsi plus un Etat aurait eu de gros péages, plus il recevrait de gros dédommagements, plus un état aurait été libéral en matière de péages, plus il aurait à payer. Cette mesure aurait donc pour lui le double désavantage de l'obliger à des sacrifices considérables, tout en lui enlevant ou du moins en diminuant son propre transit que, dans le cas le plus favorable, il se verrait au moins appelé à partager avec l'Etat auquel il aurait payé le capital de ses péages[1]. »

Cette éventualité que le gouvernement de Neuchâtel considérait comme le comble de l'injustice, devait cependant se réaliser en 1848.

* * *

Après l'échec de la révision, on continua à appliquer, avec plus ou moins de mansuétude, les principes édictés, en matière de péages, par l'art. 11 du pacte de 1815. Toutefois un progrès se réalisait lentement. Les lois cantonales étaient soumises à la Diète qui, dans certaines occasions, en exigea la modification et en 1841 le rapport des députés de Neuchâtel à la Diète signalait le fait que les lois de péages des cantons étaient successivement revues, modifiées dans l'intérêt de la circulation, simplifiées et tempérées dans leurs tarifs, le tout en harmonie avec les principes généraux adoptés par la Diète, mais toujours par une détermination spontanée des Etats

[1] *Bulletins du Corps législatif,* vol. IV, p. 148.

intéressés. En 1846, ces mêmes députés constataient que, privée comme mesure générale de toute chance de succès, la centralisation des péages semblait se préparer en détail. Berne, Soleure, Bâle-Campagne, Argovie étaient en négociations pour fondre leurs péages en un seul système; toute perception devait cesser de l'un à l'autre de ces Etats, pour n'avoir lieu qu'aux frontières de l'étranger ou des cantons non concordataires.

Dans cette même année 1846, les mauvaises récoltes avaient causé de vives alarmes au sujet de la subsistance des populations. Les circonstances difficiles où la Suisse s'était trouvée pour ses approvisionnements avaient fait comprendre à plusieurs Etats de la Confédération la convenance de supprimer momentanément les droits de péage, de chaussée et de transit qui pesaient sur le transport des céréales obligées de traverser le territoire de quelques-uns des cantons, soit en venant de l'étranger, soit en se rendant du canton producteur dans celui qu'il s'agissait d'approvisionner. Le canton de Berne avait pris l'initiative de cette mesure et la plupart des Etats auxquels il s'était adressé à l'effet d'en obtenir de semblables concessions, avaient répondu à son appel.

Jugeant le moment favorable pour engager tous les cantons à faire un pas décisif dans la voie de la liberté du commerce intérieur, Neuchâtel adressa, à la date du 30 décembre 1846, une circulaire aux Etats confédérés. Dans cette circulaire il invitait ces derniers à proclamer le principe que les grains, farines, légumes secs et verts pourraient dorénavant passer du territoire d'un Etat dans celui d'un autre sans être soumis à aucun droit quelconque d'entrée, de transit ou de sortie et que cette liberté entière et complète serait spécialement appliquée aux graines et farines qui, venant d'un pays étranger, devaient emprunter le territoire d'un ou plusieurs cantons pour arriver dans celui auquel ils étaient destinés.

A l'appui de cette proposition, Neuchâtel invoquait son propre exemple; il rappelait que, depuis plusieurs années déjà,

il avait spontanément appliqué ce principe et que, par arrêt de 1837, auquel la ville de Neuchâtel, co-propriétaire du péage d'eau, avait volontiers donné son assentiment, il avait supprimé les droits d'entrée, de péage et de passage sur toutes les denrées de première nécessité destinées aux cantons suisses.

La circulaire se terminait par des considérations d'ordre économique qu'il nous paraît intéressant de reproduire, car, après plus de 60 ans, elles n'ont rien perdu de leur vérité, ni, malheureusement, de leur opportunité.

« C'est un fait, écrivait le Conseil d'Etat de Neuchâtel, que dans les temps ordinaires, la Suisse, prise dans son ensemble, ne peut nourrir la totalité de ses habitants, et que quelques-uns des Etats qui la composent peuvent à peine fournir du produit de leur sol le grain nécessaire à l'alimentation du tiers de leur population. Ainsi la Suisse doit chaque année forcément faire venir des grains de l'étranger et il est plusieurs cantons qui doivent se nourrir de l'excédent du produit des terres de leurs voisins. Le commerce des céréales en Suisse n'a donc en réalité et ne peut avoir pour but que l'approvisionnement de la population des cantons, l'exportation pour l'étranger n'ayant lieu qu'exceptionnellement et seulement dans le cas d'abondantes récoltes. La mesure que nous venons solliciter serait donc entièrement au profit des populations suisses pour lesquelles les droits de péage existant dans quelques Etats renchérissent le prix des denrées nécessaires à l'alimentation journalière; elle serait surtout favorable aux classes ouvrières et industrielles à la prospérité desquelles le bas prix des denrées contribue essentiellement; enfin elle aurait pour résultat, nous en avons la certitude, une amélioration si désirable des rapports de bon voisinage que la nature même de leurs relations politiques doivent faire désirer à toutes les populations des cantons suisses, de voir exister entre elles »[1].

[1] *Bulletins du Corps législatif,* vol. X, p. 411.

Que serait-il advenu de la proposition de Neuchâtel? Aurait-elle reçu un meilleur accueil que les réclamations si souvent présentées par lui à la Diète? Les Etats confédérés n'eurent pas à en délibérer; l'orage de 1847 allait éclater balayant le pacte de 1815 et les péages intérieurs que, malgré lui et contre son esprit, l'égoïsme cantonal avait réussi à maintenir jusqu'alors.

* * *

Cette digression nous a entraînés bien loin de la Compagnie des Marchands. Pas autant cependant qu'on pourrait le supposer. Nous avons vu que, sous le régime du pacte de 1815, les cantons étaient tenus de soumettre à l'approbation de la Diète, les modifications qu'ils se proposaient d'apporter à leurs tarifs de péages, ainsi que la création de nouvelles taxes. Le gouvernement de Neuchâtel ne manquait pas de demander, en pareil cas, l'avis de la Compagnie; quelques-unes de ces consultations, toujours soigneusement étudiées, nous fournissent des renseignements intéressants; elles s'inspirent d'ailleurs des principes de liberté commerciale qui s'affirment dans les déclarations du gouvernement.

En 1828 la Compagnie s'oppose à l'établissement d'un péage pour l'amélioration de la route du Hauenstein supérieur; cette correction, dit-elle, n'intéresse pas notre canton, car les marchandises de Bâle à Neuchâtel et vice-versa prennent maintenant la route de l'Evêché; elle estime au reste qu'en principe il convient de ne pas établir de nouveaux péages; cette opposition est d'autant plus fondée que dans notre pays les routes ont été réparées et des ponts jetés pour l'avantage des voyageurs et des voituriers sans qu'il ait été établi aucun nouveau péage.

A l'occasion du péage de Buren, dont le canton de Berne demandait la prolongation en 1832, la Compagnie remarquait que le péage par eau avait subi une notable augmentation

depuis vingt ans; il conviendrait, disait-elle, qu'il fût réduit surtout pour les grains, objet de première nécessité, d'autant plus que pareil péage était prélevé de la même manière à Nidau, à quelques lieues de là. L'affaire était importante pour Neuchâtel où les blés venant d'Allemagne arrivaient par la voie d'eau en suivant le Rhin, l'Aar et la Thielle.

Dans sa réunion du 25 mars 1836, le Comité de la Compagnie, saisi d'une communication relative à la réduction des péages dans le canton de Zurich, « sent le besoin d'exprimer une profonde reconnaissance pour le canton qui prend l'initiative d'un si bel exemple envers ses confédérés, car c'est bien en favorisant l'industrie et le commerce qu'on assure le bien-être et la prospérité des nations ».

La même satisfaction est exprimée par la Compagnie au sujet des nouvelles dispositions prises à cette époque par les cantons de Lucerne et de Vaud. Toutefois la satisfaction du Comité en constatant les réductions de péages consenties par les autres cantons, n'est pas sans mélange; il s'inquiète en effet de la tendance des Etats suisses à attirer à eux le transit en le favorisant par la régularisation et l'abaissement du tarif. Cette tendance est particulièrement inquiétante chez le canton de Vaud.

« Vaud et Neuchâtel, ainsi s'exprime le Comité, présentent deux lignes de transit qui sont en concurrence entre elles; ce qui est favorable à l'un devient nuisible à l'autre; jusqu'à présent le taux élevé du péage sur le transit vaudois a été pour nous un droit protecteur et en quelque sorte une concession de privilège; maintenant que Vaud change de système, nous pouvons bien sentir vivement ce qu'il y a en cela de fâcheux pour nous, mais nous ne pouvons pas nous y opposer et nous n'avons pas même le droit de nous plaindre.

» Le remède le plus efficace au mal qui nous menace, ajoutait le Comité, est la révision de nos péages; aussi le Comité a appris avec un sentiment profond de gratitude que le gouvernement, appréciant la position actuelle et devançant

les vœux du commerce, avait fait faire un travail sur une nouvelle fixation de nos péages. Ce bienfait sera complet si l'effet peut en être déployé assez tôt pour prévenir les changements qui pourraient être apportés à d'anciennes habitudes contractées en faveur de notre transit. »

On le voit, la Compagnie des Marchands, avec un louable sentiment d'équité, admettait la concurrence, chacun luttant avec ses propres armes; il appartenait au canton de Neuchâtel de prendre lui-même les mesures nécessaires, en faisant les sacrifices voulus, pour conserver son transit; cela était bien dans les traditions neuchâteloises.

* * *

L'existence des péages intérieurs, la gêne qu'ils imposaient au négoce, la nécessité de les faire disparaître, la manière dont on devait assurer aux cantons l'équivalent de leur produit, toutes ces questions préoccupaient vivement non seulement les pouvoirs publics et les commerçants, mais tous les citoyens soucieux du bien de leur pays.

En 1844, on vit se former sous la présidence du landammann Blœsch, de Berne, une association qui, sous le titre de Société industrielle suisse, se proposait de travailler au développement de l'industrie et du commerce en agissant principalement sur l'opinion publique. Dans une circulaire adressée aux gouvernements cantonaux, la Société annonçait son intention de chercher tout d'abord à écarter les obstacles élevés artificiellement au désavantage des consommateurs et des producteurs; elle s'efforcerait essentiellement de démontrer, en établissant l'état actuel des péages suisses, les avantages positifs qui résulteraient de la suppression complète des péages locaux. La circulaire de la Société industrielle suisse était accompagnée d'un plan exposant la manière dont elle estimait qu'il fallait procéder pour arriver à cette suppression.

Comme d'habitude le Conseil d'Etat avait transmis cette circulaire à la Compagnie des Marchands. Celle-ci, par l'organe de son Comité, tout en approuvant hautement le but que se proposait la Société industrielle suisse, déclara ne pouvoir souscrire à ses propositions. En premier lieu elle trouvait qu'au lieu de favoriser le transit, le plan de la Société non seulement maintenait les taxes existantes, mais encore prévoyait leur augmentation; en opposition avec ce projet, la Compagnie préconisait celui qui avait été élaboré par M. Zellweger et d'après lequel le transit devait être imposé partout en Suisse d'une taxe uniforme, d'une rappe par quintal et par lieue.

Quant aux péages, la Société industrielle, en instituant un tarif uniforme à la frontière suisse, entendait garantir aux cantons le produit actuel de leurs péages; avec raison la Compagnie critiquait cette disposition comme injuste. « Celui des cantons, disait la Compagnie, qui a conservé dans toute sa rigueur le tarif le plus élevé, en aurait ainsi la possession assurée, et ne payant à la frontière que dans la proportion d'une moyenne, il paierait moins en son particulier et trouverait là un nouveau bénéfice; tandis que le canton qui a fait spontanément à la commune patrie le sacrifice d'une partie de son revenu en diminuant son tarif, ne recevant qu'en raison du tarif réduit et payant à la frontière sur le pied d'une moyenne, paierait relativement davantage et aurait à subir de cette manière une seconde perte, ne serait-ce pas consacrer une punition à infliger au dévouement? »

La Compagnie des Marchands allait peut-être trop loin en attribuant au dévouement envers ses confédérés l'attitude de Neuchâtel dans la question des péages. N'avait-elle pas reconnu elle-même qu'en dégrevant le trafic au delà de tout ce qui se faisait ailleurs, notre pays avait surtout en vue l'avantage de son commerce; les autres cantons profitaient sans doute de cette politique, mais celle-ci visait en premier lieu un but intéressé et d'ailleurs légitime.

CHAPITRE XXIX

Les Droits de consommation.

Ce n'était pas seulement les péages élevés perçus par les autres cantons qui motivaient les plaintes constantes de Neuchâtel; plusieurs de ces cantons frappaient de lourdes taxes de consommation les produits des autres états confédérés. Ces taxes, auxquelles étaient soumis les vins neuchâtelois, étaient supportées avec impatience par nos viticulteurs en faveur desquels le gouvernement intervint vigoureusement à mainte reprise. Avec le canton de Berne la question des vins donna lieu à des conflits qui devinrent parfois fort aigus. L'historien C.-G. de Tribolet donne à ce sujet d'intéressants renseignements.

Depuis le premier traité de combourgeoisie célébré en 1406 entre Berne et la ville de Neuchâtel jusqu'en 1678, le commerce des vins neuchâtelois sur les terres de Leurs Excellences avait été entièrement libre. A cette dernière date le gouvernement bernois, pour favoriser la vente des vins provenant de ses possessions vaudoises, y mit des restrictions qu'il multiplia successivement dans les années 1680[1], 1683[2], 1706, 1713

[1] Il a aussy esté arresté que l'on fera une conférence avec L. E. de Berne pour leur declarer que l'on est content de prendre de leurs grains et aussy les prier de lever la deffence de la debite de nos vins rière Leurs Etats, — affin que leurs subjects puissent librements traffiquer avec nous — (Du 13 May 1680. *Manuel du Conseil de ville,* vol. VII, f° 7).

[2] Monseigr le gouverneur ayant baillé advis le jour d'hier à Messieurs les quatre Ministraux que la Seigneurie avoit resolu d'envoyer des deputez à Berne pour tascher de faire lever la deffense du commerce du vin avec LL. EE. de Berne, suivant mesme une lettre receue de la part de Monseigneur les Princes et qu'il ne seroit pas mal a propos d'y envoyer aussy quelques deputez de la ville. Il a esté arresté que l'on envoyera deux deputez pour se joindre avec les deputez de la Seigneurie, lesquels soliciteront la responce de L. E. et sont estez ordonnez les S. Me. Bourgeois Louys Rosselet et procureur Louis Dardel. — (Du 29 octobre 1683. *Manuel du Conseil de ville.*)

et 1718 en telle sorte que les seuls vins du cru des bourgeois étaient admis et seulement depuis Pâques jusqu'en septembre; chaque fois le Conseil d'Etat avait porté inutilement ses réclamations à Berne; une intervention personnelle du Roi auprès de LL. EE. n'eut pas plus de succès. En 1742, les Bernois concédèrent pour le terme de dix ans une libre entrée annuelle dans leur canton de 600 bosses de vin du cru bourgeois, moyennant: 1° que cette importation n'eût lieu que depuis Noël à la fin d'août, sans que l'on pût ajouter aux 600 bosses d'une année la quantité non écoulée de l'année précédente; 2° que ce vin ne pourrait entrer que par Yverdon, la Sauge, le pont de Thielle, Saint-Jean et Aarberg; 3° que les vins achetés seraient certifiés par les quatre Ministraux pour vins bourgeois et pourvus ensuite d'une patente d'entrée expédiée par la Chancellerie de Berne; 4° LL. EE. se réservaient de pouvoir ajouter d'ultérieures précautions suivant les circonstances. Ces dures conditions mécontentèrent les bourgeois de Neuchâtel à ce point qu'ils étaient prêts à refuser le secours demandé par Berne alors que les troupes espagnoles menaçaient d'entrer en Savoie. Elles furent néanmoins appliquées jusqu'à la fin du XVIII^me^ siècle.

Après 1815 les droits cantonaux de consommation continuèrent à être perçus; ils furent même dans certains cas augmentés. Avec persévérance, Neuchâtel réclama la suppression de ces droits; chaque année ses députés à la Diète reçurent pour mission de poser devant celle-ci la question de l'illégalité de l'ohmgeld de Berne; à plusieurs reprises ils obtinrent de la majorité des cantons des décisions conformes à leurs vœux et Berne fut invité formellement à mettre sa législation fiscale en harmonie avec l'article 11 du pacte et avec l'arrêté du 26 juillet 1831. Entre autres dispositions, cet arrêté prescrivait l'égalité de traitement pour tous les produits des divers cantons et ordonnait que les droits de consommation fussent perçus aussi bien et au même taux sur les produits du canton même que sur ceux des autres états confédérés; mais les

cantons intéressés, Berne au premier rang, contestaient la compétence de la Diète et prétendaient que les droits de consommation n'avaient rien à faire ni avec le système de la liberté commerciale, ni avec le pacte, ni avec l'arrêté de 1831.

Pas plus qu'il ne supprimait les péages intercantonaux, le projet de révision du pacte de 1815, élaboré en 1832, ne supprimait les droits de consommation et ce fut pour le Canton de Neuchâtel une raison sérieuse de lui refuser son adhésion.

Les premières propositions relatives aux droits de consommation établis par les cantons autorisaient ceux-ci à les maintenir, en apportant toutefois à ce droit quelques restrictions; encore le projet définitif ne mentionnait-il pas ces restrictions et donnait-il aux cantons carte blanche pour tout imposer, les produits de l'industrie comme les produits du sol; il leur permettait d'imposer les produits des autres cantons sans taxer les leurs, les produits suisses comme les produits étrangers. C'était, disait le rapport des députés neuchâtelois à la Diète, le pacte des fiscalités cantonales contre les libertés populaires.

Mieux valait rester sous le régime du pacte de 1815 que du moins la Diète interprétait dans le sens libéral. Il est vrai que la majorité qui s'était formée en faveur des propositions neuchâteloises, c'est-à-dire de l'injonction adressée au Canton de Berne de supprimer son ohmgeld, diminuait d'une année à l'autre, à mesure que d'autres cantons voyaient dans ce genre de taxes le moyen d'alimenter leur caisse. Aussi le gouvernement de Neuchâtel constatait-il mélancoliquement en 1843 que l'affaire de l'ohmgeld de Berne offrait peu de chances d'une solution prochaine.

« Les finances de Berne, ajoutait-il, sont trop intéressées à la conservation de ce droit pour que ce canton, hors d'une refonte totale de son système d'impositions, l'abandonne volontairement. La Diète de son côté compte dans son sein trop d'intéressés pour que nous puissions attendre d'elle des résolutions de quelque énergie. Neuchâtel n'ose pas s'associer à une mesure générale, parce qu'il prévoit que le remaniement

général de ces droits ne s'effectuerait pas sans compensations et la recherche de ces compensations nous jetterait infailliblement dans le système des douanes suisses. »[1]

Ces prévisions du gouvernement de Neuchâtel se réalisèrent à peu près exactement. Les ohmgeld qui avaient survécu à la révolution de 1848, ne furent supprimés que par la constitution de 1874, et encore cette dernière autorisait-elle les 18 cantons intéressés à les maintenir jusqu'en 1890. La perspective de la perturbation apportée dans les finances de ces états donna naissance au monopole de l'alcool; ce n'est donc pas dans le produit des douanes fédérales, mais dans le bénéfice réalisé sur la consommation de l'alcool en Suisse qu'on chercha la compensation exigée par les cantons à ohmgeld; il est vrai que les autres furent admis à participer à l'aubaine.

* * *

Si le gouvernement neuchâtelois, avec une louable persévérance, se faisait à la Diète le défenseur des intérêts nationaux, la Compagnie des marchands était auprès de lui l'organe des doléances justifiées de nos viticulteurs.

Le 9 avril 1839, le Comité de la Compagnie, à propos du nouveau tarif des péages du canton de Fribourg, « s'élève contre les droits de consommation qui sont prélevés dans certains cantons et qui sont une dérogation manifeste à l'égalité de droits proclamée par le pacte fédéral. Le Comité demande des facilités pour les certificats d'origine qui permettent de jouir du droit le plus favorable, notamment pour les vins. »

En 1840, le Comité, toujours à l'occasion du tarif fribourgeois, « renouvelle son observation en invoquant le principe consacré par le Pacte fédéral d'après lequel les produits du sol d'Etat à Etat ne peuvent être assujettis à aucune imposition. Le droit de consommation fribourgeois pèse sans dis-

[1] *Bulletins du Corps législatif,* vol. IX, p. 32.

tinction sur les produits d'une origine suisse ou étrangère et bien que ce droit ait été réduit, ce n'en est pas moins une infraction contre laquelle et pour le maintien du principe, il est à désirer que Neuchâtel continue de protester. »

Quelques années auparavant, en 1824, le Comité de la Compagnie avait « jugé convenable et même nécessaire d'adresser sans retard au Conseil d'Etat un mémoire concluant respectueusement à ce qu'il lui plaise d'user à l'avenir d'une juste réciprocité et de prendre des mesures pour que les vins du canton de Vaud soient traités dans la partie inférieure de l'Etat exactement de la même manière que le gouvernement vaudois en use avec les nôtres. »

« N'avons-nous pas vu des Vaudois avec une barque chargée de vin suivre tout notre littoral et vendre leur vin en détail et par petits tonneaux, comme pour narguer nos négociants dans cette partie et cela sans que l'autorité ait en mains aucun moyen légal de l'empêcher. »

Les Vaudois faisaient payer aux vins neuchâtelois un droit de 6 batz par pot pour les vins en tonneaux et de 9 batz par bouteille pour le vin en bouteille, ce qui équivalait à une prohibition absolue.

En 1840 seulement le gouvernement neuchâtelois réussit à conclure avec le canton de Vaud une convention aux termes de laquelle les produits du sol pouvaient librement circuler d'un Etat dans l'autre sans être soumis à aucun droit; pour les vins un certificat d'origine était nécessaire. Un arrangement semblable avait été passé avec Zurich en 1815 déjà pour la libre circulation des liquides.

Quant au canton de Berne il demeura irréductible.

CHAPITRE XXX

Les Douanes fédérales.

Jusqu'au commencement du XIX^me^ siècle, la Confédération, comme telle, n'avait institué aucun système douanier[1]. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, les droits perçus à la frontière appartenaient aux cantons. Les taxes douanières fédérales ne furent établies qu'en 1806 à la suite du décret de Napoléon instituant le blocus continental dirigé contre l'Angleterre. Sur l'invitation de l'empereur, la Diète fédérale, par ordonnance du 5 juillet 1806, interdit l'importation des produits manufacturés anglais et de toutes étoffes de coton et mousseline fabriquées dans les possessions anglaises. Pour couvrir les frais rendus nécessaires par la surveillance des frontières, on préleva un kreutzer par livre de coton filé à la machine, matière indispensable à l'industrie du coton, et une taxe d'enregistrement de trois creutzers pour chaque quintal d'autres marchandises. On peut considérer ces taxes comme l'origine du système douanier de la Suisse.

Le régime prohibitif fut successivement aggravé ensuite des exigences impériales de telle façon qu'il en résulta dans toute la Suisse une véritable misère; maintenue avec une rigueur extrême malgré les doléances répétées dont les autorités se faisaient vainement l'écho, cette oppression économique ne prit fin qu'avec la puissance militaire de l'empire. Dès 1813, après la bataille de Leipzig, le blocus continental fut déclaré aboli; dans sa session du 15-26 novembre la Diète fé-

[1] D^r^ Albert HUBER, *Die Entwicklung des Eidgnössischen Zollwesen*. Berne 1890.

dérale décréta la suppression de la dernière ordonnance douanière; cependant elle décida que les taxes continueraient à être perçues sur toutes les marchandises importées, afin de couvrir une partie des frais occasionnés par l'occupation des frontières pour la sauvegarde de la neutralité helvétique.

Ce fut la même préoccupation qui fit introduire dans le Pacte fédéral de 1815 la clause (art. 3) créant une caisse militaire commune, distincte des contingents des cantons; cette caisse devait être alimentée au moyen de droits perçus sur les marchandises qui ne seraient pas de première nécessité. Les cantons frontière étaient chargés de la perception de ces droits dont ils devaient rendre compte à la Diète chaque année.

Les taxes furent fixées par ordonnance ultérieure à un et deux batz par quintal de marchandises franchissant la frontière, soit en transit, soit pour la consommation intérieure; les cantons chargés de la perception avaient droit à une provision de 6 % du produit brut; cette provision fut portée ensuite à 10 %. L'entrée en vigueur du nouveau régime eut lieu le 1er octobre 1816.

Des modifications, sans grande importance d'ailleurs, furent apportées au système douanier dans les années subséquentes [1].

L'autorisation accordée de percevoir des droits de douane au profit de la caisse militaire fédérale n'était donnée que pour un certain nombre d'années et devait être renouvelée au bout de ce délai. Certains cantons ne mettaient aucune bonne volonté à fournir leur assentiment et, comme il fallait l'unanimité, les finances fédérales se trouvaient quelquefois dans un état précaire et il fallait recourir à des mesures provisoires.

En 1843 la Confédération, pour la première fois, pour-

[1] Ainsi nous voyons que, pour faire droit aux réclamations réitérées de Neuchâtel, le droit sur le sucre non raffiné fut réduit en 1821 de 2 batz à 1 batz. Il s'agissait de donner satisfaction au sieur Huguenin, dont la raffinerie s'élevait à Neuchâtel sur l'emplacement de la rue qui porte aujourd'hui ce nom.

voyait à la totalité de ses dépenses au moyen de ses revenus propres, sans contributions directes des cantons. Le budget militaire de cette année s'élevait à 290,000 livres; 70,000 livres étaient consacrées aux dépenses civiles (service diplomatique, etc.).

Ce système financier contenait en germe notre régime actuel de péages fédéraux. Tôt après 1815, l'idée de percevoir tous les droits d'entrée aux frontières de la Suisse avait fait son apparition. Deux facteurs travaillaient en faveur de la réalisation de cette idée.

En premier lieu, le besoin de plus en plus pressant de supprimer les entraves mises au commerce intérieur par les multiples péages cantonaux, allié à l'impossibilité pour les Etats de se passer des ressources financières produites par ces péages, justifiait naturellement l'idée de reporter ceux-ci aux frontières de la Confédération où les droits seraient perçus pour le compte des cantons qui s'en partageraient le produit.

C'est, comme on le voit, le point de vue fiscal qui dominait chez ces partisans de l'unification.

Mais peu à peu on vit s'infiltrer une autre notion qui, formulée d'abord timidement, énergiquement combattue et victorieusement repoussée aussi longtemps que la Suisse demeura une confédération d'Etats, devait cependant se développer, prendre une place toujours plus grande dans la politique de notre pays et devenir enfin, bien fâcheusement, un des principes dirigeants de cette politique. Cette notion est celle du *protectionnisme* qui, sur le point d'être condamnée définitivement dans la belle époque libérale d'après 1848, releva la tête à la faveur de la réaction économique, fruit de la guerre franco-allemande de 1870, et est actuellement en train de contaminer la politique de tous les pays.

En Suisse, la première manifestation de cette tendance se produisit en 1822; elle fut provoquée, il faut le dire, par les mesures douanières que la France édicta pour se protéger

surtout contre les produits de l'industrie anglaise et contre l'invasion des blés russes; le nouveau tarif français frappait durement la plupart des articles suisses, le bétail entre autres; quelques-uns étaient même absolument prohibés.

Ces procédés soulevèrent dans notre pays une vive émotion. Quelques cantons rendirent, chacun de son côté, des ordonnances par lesquelles les produits français étaient soumis à des taxes plus ou moins élevées, en attendant que la Diète eût avisé aux mesures générales qu'il conviendrait d'adopter.

Les délibérations de la Diète furent laborieuses; seize séances entières y furent consacrées et la discussion mit en lumière les divergences qui séparaient les cantons. D'une part on vit les cantons agricoles et quelques cantons manufacturiers insister vivement sur la nécessité de protéger, par des mesures de rétorsion, les produits de leur sol et de leur industrie; d'autre part les cantons essentiellement commerçants s'élevèrent contre tout procédé qui aurait pour effet de diminuer la pleine et entière liberté des transactions commerciales.

Ce qui augmentait la difficulté, c'était l'attitude des Etats allemands qui, en communiquant à la Suisse les mesures de représailles qu'ils venaient eux-mêmes de diriger contre la France, engageaient la Confédération à suivre leur exemple, lui assuraient dans ce cas les plus grandes facilités dans les rapports commerciaux, mais déclaraient que, dans le cas contraire, ils se verraient forcés de lui appliquer les mêmes mesures qu'ils avaient prises à l'égard de la France.

Enfin une majorité de quatorze cantons se forma dans la Diète en faveur d'un système de rétorsion dirigé exclusivement contre ce pays; le système frappait la France à un endroit particulièrement sensible en imposant ses vins d'une taxe de 1 batz 5 rappes; or, d'après une évaluation peut-être exagérée pour l'époque, l'importation des vins français en Suisse s'élevait à dix millions de pots.

Le produit des droits devait être perçu pour le compte

commun des cantons et réparti entre eux d'après l'échelle des contingents en argent. Une exception était faite pour les droits sur les vins et les grains ; cette partie des recettes était attribuée aux cantons où ces produits étaient effectivement consommés.

Neuchâtel, de même que Zurich, Bâle et Genève, avait vivement combattu le système de rétorsion ; toutefois il avait fini par se rallier à la décision de la majorité et cela malgré le préjudice certain que causerait à son commerce la rupture des relations avec la France. Cette attitude était suggérée par les raisons les plus honorables et les plus patriotiques. Parlant de la majorité qui s'était formée pour les représailles, le procureur général de Chambrier, dans le rapport présenté sur cette affaire aux Audiences générales, s'exprimait comme suit : « Les autres Etats doivent voir dans cette majorité un puissant motif d'adhésion, ou bien il faut dire que la Suisse n'est pas un corps politique, mais une simple agglomération. Ce n'est sûrement pas ainsi que nous la voulons, du moins je m'assure que, lorsque la députation de Neuchâtel, voyant prévaloir dans la Diète l'avis favorable aux mesures qu'elle avait combattues, a annoncé que cet Etat mettrait dans la balance l'opinion du plus grand nombre des confédérés et contribuerait autant que possible au maintien de l'union entre tous les cantons de la Suisse, elle a exprimé le sentiment qui est dans tous vos cœurs. L'union intérieure est en effet l'une des plus puissantes considérations qu'il soit possible de proposer et cette union on la verra toujours s'altérer davantage par la scission des cantons touchant les relations commerciales... Quelle idée prendront toutes les puissances d'une Confédération sans esprit fédéral et quelle serait pour elle, dans de futures crises politiques, les conséquences de cette opinion trop malheureusement justifiée ? »[1]

Ces raisons ne réussirent pas à convaincre les Audiences générales qui, dans leur séance du 16 octobre 1822, refusè-

[1] *Procès-verbaux des Audiences générales,* tome II, p. 84 et 85.

rent leur adhésion à la décision de la Diète; parmi les motifs invoqués à l'appui de ce refus par la Commission chargée de faire rapport, on note que cet acte, tout en rendant hommage à la liberté du commerce, lui portait une atteinte sensible par l'établissement d'un système de douanes suisses; que le tarif des droits dont étaient frappés plusieurs produits français, était réglé sans considération pour les vrais besoins de plusieurs Etats; qu'il n'était pas même suffisant pour atteindre le but proposé et n'aurait pour résultat qu'une imposition qui retomberait à la charge des consommateurs suisses; qu'enfin plusieurs dispositions de ce concordat nuisaient essentiellement au commerce et au transit de la Suisse.

L'opposition de Neuchâtel et d'autres cantons fit échouer le système de rétorsion; celui-ci ne fut appliqué que par un certain nombre de cantons, qui y renoncèrent d'ailleurs en 1824.

* * *

En 1841, le malaise régnant dans une partie de la Suisse industrielle et dont l'opinion commune rapportait la cause aux prohibitions et aux tarifs des Etats voisins, engagea le canton de Zurich à demander une enquête générale approfondie sur la situation agricole, industrielle et commerciale du pays et les moyens d'établir sur le pied le plus favorable les rapports avec l'étranger. A cette occasion les tendances protectionnistes devaient naturellement s'affirmer et dans la proposition de Zurich, jusque là champion décidé de la liberté commerciale, on voyait percer l'idée de transporter et de cumuler aux frontières les péages intérieurs pour s'en faire un moyen d'action. Soutenue par les cantons orientaux, la proposition de Zurich rencontra l'hostilité de Bâle-Ville à qui se joignirent Vaud, Neuchâtel et Genève. Neuchâtel envisageait la liberté commerciale comme un bien dont il n'avait point disposé en entrant dans la Confédération et qui dès lors

ne pouvait subir aucune restriction par le vote d'une majorité.

La discussion fut reprise l'année suivante. Du côté de Zurich et de ses adhérents, on alléguait que le malaise de l'industrie suisse était d'année en année plus grand; des faits nouveaux et surtout l'inclusion de l'Allemagne méridionale dans la grande union douanière allemande, avaient placé la Suisse dans une position nouvelle pour laquelle n'étaient plus faites les maximes et les règles d'autrefois. Etouffé en quelque sorte par les systèmes prohibitifs ou à droits élevés de l'union allemande au Nord, de l'Autriche à l'Orient, de la Sardaigne au Midi et de la France à l'Occident, le commerce suisse était forcé de transporter ses opérations sur les marchés lointains et hérissés d'écueils du Levant ou d'outre-mer. Au reste il ne s'agissait encore pour le moment que d'une enquête et d'un examen.

Mais les partisans de la liberté commerciale faisaient remarquer que l'idée de moyens d'action à trouver pour forcer les Etats voisins à ouvrir leurs marchés à la Suisse, impliquait nécessairement un système de douanes suisses ou un tarif de frontières dans lequel viendraient se fondre tous les péages des cantons. La pensée de l'union douanière allemande préoccupait évidemment les esprits comme un exemple à imiter. L'état de l'industrie suisse n'était pas tel qu'il fallût, pour y remédier, recourir à un semblable moyen. « Quels que soient les changements qui se sont opérés autour de nous, ajoutaient-ils, une chose n'a pas changé, c'est la petitesse de la Suisse. La concentration des moyens peut ajouter à la puissance des grands Etats, mais pour les petits, le secret de leur force est dans la liberté qui favorise le développement de toutes les ressources individuelles. C'est à l'absence de droits élevés sur les matières premières et les denrées du dehors que la Suisse est redevable du bon marché de sa production, cet avantage capital de son industrie. Libre d'une protection artificielle qui ne favorise certains produits qu'en pesant sur d'autres, l'industrie suisse change aisément, quand le besoin l'exige, d'ob-

jet et de direction. La Suisse a eu des années de disette, mais elle ne connaît pas ces grandes crises industrielles dont le retour, en quelque sorte périodique, afflige les Etats où l'activité de la production est surexcitée par l'exclusion de la concurrence étrangère. Le mal vient en effet d'une disproportion entre la production et la consommation; augmentez, en la favorisant par des droits protecteurs, l'énergie de la première, et vous multipliez les dangers. La création d'un marché intérieur, isolé de l'étranger, n'est accompagnée nulle part de plus de difficultés, nulle part elle ne promet moins d'avantages qu'en Suisse. Aucun pays n'a des frontières moins aisées à garder. Il n'existe dans aucun autre une classe moins nombreuse de consommateurs riches, distincts des producteurs, et que l'on puisse imposer au profit de ces derniers, sans frapper ceux-ci en même temps. Et quelle influence attendre au dehors du tarif d'un pays de deux millions d'âmes, d'un tarif que chacun s'accorde à vouloir modéré, quand on voit à quoi se réduisent les concessions que de grands Etats, des Etats à prohibitions et à droits élevés, s'arrachent réciproquement? Les idées du siècle poussent à l'affranchissement du commerce; les communications nouvelles qui s'établissent entre les pays et les peuples tendent à faire tomber des entraves qui impliquent contradiction avec elles; les douanes sont le legs d'une époque passée, les prohibitions font place aux tarifs; les tarifs sont successivement abaissés; l'union allemande elle-même est le résultat d'une pensée de liberté et c'est le moment actuel que la Suisse choisirait pour établir à son tour, par un singulier anachronisme, un système nuisible à la liberté au dedans, impuissant pour l'obtenir au dehors! »

Ces arguments étaient reproduits dans le magistral rapport présenté au Corps législatif par l'un des députés de Neuchâtel à la Diète, H.-F. Calame[1].

[1] *Bulletins du Corps législatif,* vol. IX, p. 35.

Il se trouva cependant dans la Diète une majorité pour renvoyer à une commission la proposition de Zurich. Cette commission se partagea elle-même en majorité et minorité.

La majorité voulait maintenir le principe de la liberté du commerce; elle dirigeait l'attention de la Confédération et des Etats sur toutes les mesures qui pouvaient tendre au perfectionnement de l'industrie et au dégrèvement du commerce, mais repoussait tout système de centralisation. La minorité proposait au contraire de centraliser la perception de tous les péages et droits de chaussée cantonaux, de les supprimer dans l'intérieur de la Suisse et de les transporter aux frontières, le tout avec le double but d'affranchir le marché intérieur et d'obtenir un moyen d'action à l'égard de l'étranger.

CHAPITRE XXXI

Le gouvernement neuchâtelois et le libéralisme économique.

Au vote qui intervint en 1845, une majorité de 15 cantons se prononça pour maintenir en principe le système du libre commerce et pour repousser la centralisation des péages.

Les considérations émises au sujet de ce vote dans le rapport que présentèrent au Corps législatif de Neuchâtel les députés de ce canton à la Diète, offrent encore aujourd'hui un tel intérêt que nous n'hésitons pas à les reproduire ici.

« En réalité, — ainsi s'exprimait le rapport — deux grands systèmes sont en présence dans cette affaire. Le premier ne consiste point, comme ses adversaires semblent quelquefois le croire, à abandonner à eux-mêmes l'industrie et le commerce, à ignorer leurs intérêts, leurs besoins, leurs souffrances, à regarder ces intérêts, ces besoins, ces souffrances, comme étant en dehors de l'action des gouvernements. Le principe fondamental, distinctif, du système de liberté, c'est que l'industrie et le commerce portent en eux-mêmes et en eux seuls les conditions de leur prospérité, l'une dans sa perfection, l'autre dans son savoir faire, et que tout moyen factice de leur venir en aide, tout moyen qui leur permet de se passer d'efforts et d'habileté, finit par tourner à leur détriment. Avec le système de liberté, deux choses restent à faire aux gouvernements : d'une part écarter les obstacles, alléger les charges qui entravent le travail, les transactions et les échanges; d'autre part, encourager le perfectionnement des arts et fournir à la classe industrielle et commerçante les éléments d'une instruction solide et appropriée à ses besoins. A ces conditions internes de succès, à cette force que l'industrie et

le commerce doivent puiser en eux-mêmes et dont il n'appartient à l'Etat que de favoriser le développement, le système de protection substitue des appuis extérieurs. Ce qui le caractérise, ce sont les prohibitions et les droits d'entrée qui écartent la concurrence étrangère, et dont on se fait une arme pour obtenir des concessions des autres Etats, arme trompeuse et dont l'expérience n'a point jusqu'ici justifié l'usage. Supprimer les péages intérieurs et par là faciliter entre les cantons l'échange de leurs produits, serait une application du système de liberté. Mais centraliser ces péages et les transporter aux frontières de la Confédération, c'est faire du système protecteur. Car ce que veulent les auteurs de ce plan, c'est créer par l'accumulation de tous les tarifs cantonaux une barrière capable d'arrêter plus ou moins l'arrivée des produits étrangers et de forcer la consommation à se rejeter sur la production indigène... La centralisation des péages ne serait qu'une mesure transitoire; on n'aurait pas de repos que l'on n'eût élevé les droits au niveau de toutes les exigences des industries protégées et l'expérience des Etats à systèmes douaniers prouve que ces exigences sont insatiables. La protection favorisant la paresse naturelle à l'homme, une industrie protégée demande à l'être toujours davantage[1]. »

Il serait difficile, on doit le reconnaître, d'énoncer des principes économiques plus corrects, des vues plus justes et plus conformes aux véritables intérêts de notre pays. Il est aisé de voir que nos hommes d'Etat subissaient l'influence de la campagne mémorable menée en Angleterre par Cobden et de la réforme apportée par Peel dans la politique commerciale de l'Angleterre. On est heureux de constater l'ancienneté des traditions libérales qui, dans ce domaine, ont toujours prévalu chez les Neuchâtelois et ont motivé leur opposition à l'esprit protectionniste dont la législation fédérale porte aujourd'hui l'empreinte de plus en plus marquée.

[1] *Bulletins du Corps législatif,* vol. X, p. 38.

Les principes affirmés alors par le gouvernement de Neuchâtel n'étaient pas des principes de parade et le Conseil d'Etat ne disait que la vérité lorsqu'en 1841 il constatait « que tandis que des nations grandes et éclairées mettaient encore en question s'il est utile d'entraver le commerce et même l'entrée du pain et de la viande dont elles ont besoin pour se nourrir, les Neuchâtelois pouvaient se féliciter de jouir d'une liberté illimitée et d'obtenir au meilleur marché possible les produits du sol et de l'industrie du monde entier [1]. »

Le gouvernement pouvait d'ailleurs invoquer à l'appui de ses opinions les leçons de l'expérience. Après avoir rappelé les alarmes qui, au commencement de 1846, s'étaient manifestées au sujet de la subsistance du peuple, le Conseil d'Etat déclarait qu'il avait examiné à plusieurs reprises s'il y avait lieu de sa part à provoquer des mesures extraordinaires d'approvisionnement, mais qu'il était demeuré convaincu que, dans un pays jouissant d'une liberté commerciale illimitée et qui, ne pouvant jamais se suffire à lui-même, est constamment approvisionné par le commerce privé, pourvu de capitaux suffisants, il y aurait préjudice et même danger dans une intervention administrative quelconque dont l'effet nécessaire serait de paralyser les moyens d'approvisionnement régulier [2].

[1] *Bulletins du Corps législatif,* vol. VIII, p. 295.
[2] *Ibid.,* vol. X, p. 4.

CHAPITRE XXXII

La Compagnie des Marchands et la liberté commerciale.

Toujours informée par le gouvernement des projets qui surgissaient en Suisse pour arriver à modifier le régime commercial, la Compagnie des Marchands, invitée à formuler des avis, se montra toujours, elle aussi, animée d'un esprit libéral.

En 1841 elle réclamait la plus grande modération dans les nouveaux tarifs qu'on élaborait alors pour la perception des droits d'entrée fédéraux. Trois ans plus tard, en 1844, elle appuyait énergiquement les conclusions de la majorité de la commission chargée par la Diète d'examiner la proposition de Zurich.

On lit dans le procès verbal du 20 novembre 1844.

« S'appuyant des raisons alléguées par la Commission fédérale, et consignées dans son rapport et considérant :

» 1° Que la Suisse ne peut effectivement racheter le désavantage de sa position centrale que par un travail assidu et à bas prix.

» 2° Que l'existence de l'industrie en Suisse est attachée à la double condition de produire beaucoup et à bon marché.

» 3° Qu'en conséquence elle doit repousser toute mesure qui tendrait, par l'adoption d'un système d'impôts, à renchérir la main d'œuvre et les marchandises importées en Suisse pour y recevoir un complément de fabrication.

» 4° Que l'écoulement des produits de l'industrie suisse s'effectuant dans les contrées les plus lointaines, l'importance relative du marché intérieur n'est que très secondaire.

» 5° Que toutes les propositions qui ont été faites dans l'intérêt d'un changement de système, ont pour conséquence d'augmenter les charges qui pèseraient également sur l'industrie, sans que l'avantage d'un tel changement puisse être démontré au point de vue de l'intérêt général.

» Le Comité de la Compagnie des Marchands saisit cette occasion pour exprimer le vœu que les conclusions de la majorité de la Commission fédérale tendant à maintenir le principe de la liberté de commerce en Suisse, puissent être adoptées par la Diète fédérale comme le meilleur moyen d'assurer la prospérité nationale. »

Après l'adoption de la Constitution fédérale de 1848, à l'occasion de la réforme du système des péages, le mouvement qui s'était déjà dessiné en Suisse, particulièrement dans les cantons allemands, en faveur de l'établissement de droits protecteurs, se manifesta avec plus de force : une pétition fut adressée aux Chambres fédérales, mais ce projet souleva une vive opposition. La Société industrielle helvétique récemment fondée organisa la résistance et prit l'initiative d'une contre-pétition dont les conclusions étaient les suivantes :

1° Qu'il ne soit donné aucune suite au projet d'établissement d'une ligne de douanes, si ce projet a été conçu et appuyé en quelque manière.

2° Que toute augmentation apportée au tarif des droits fédéraux par suite de la centralisation des péages, soit maintenue dans des limites assez restreintes pour qu'il ne puisse en résulter ni une augmentation trop sensible des charges imposées aux citoyens, ni un bénéfice offert à la contrebande.

CHAPITRE XXXIII

Traités de Commerce.

Dans l'ouvrage qu'il a consacré au développement économique de notre pays depuis le milieu du XVIII^me^ siècle, M. Alphonse Petitpierre a indiqué les causes de la décadence de quelques unes de nos plus belles industries : les dentelles et les toiles peintes, ruinées par la concurrence étrangère et le régime protectionniste appliqué par la plupart des Etats. Mais cet auteur n'a mentionné que succintement les efforts fait par nos fabricants pour combattre les mesures douanières qui leur fermaient successivement les marchés où ils avaient trouvé l'écoulement de leurs produits. Comme les démarches des industriels neuchâtelois étaient suivies avec sympathie par la Compagnie des Marchands qui leur donna fréquemment son appui [1], ce sujet rentre, nous semble-t-il, dans le cadre de cet ouvrage. Le *Musée Neuchâtelois* a publié dans ses numéros de juillet à octobre 1911 un article fort intéressant de M. Armand DuPasquier, relatant un mémoire présenté au Directoire de la République française par un Italien du nom d'Angelini. Ce mémoire, dont les conclusions tendaient à faire annexer à la France la principauté de Neuchâtel, contient de

[1] La Compagnie des Marchands de cette ville s'est présentée par quelques-uns de ses délégués au Conseil pour le suplier de faire parvenir à Sa Majesté le Placet et le Très humble mémoire qu'elle se propose de lui faire parvenir pour le bien et l'avantage des négociants de cet Etat et de vouloir l'apuyer de sa recommandation; sur quoi, après avoir délibéré, il a été dit que le Placet et le mémoire présenté de la part de la Compagnie des Marchands ne contenant rien qui ne soit conforme au bien et à l'avantage de cet Etat en général, on ne manquera pas de les faire passer incessamment à Sa Majesté en la priant de bien vouloir s'interresser en faveur des sujets de cet Etat auprès de la Cour de France pour y faire réusssir la très humble demande de la Compagnie des Marchands.
Manuel du Conseil d'Etat. 15 juillet 1754.

précieux renseignements sur l'état du commerce et de l'industrie dans notre pays à la fin du XVIIIme siècle et en particulier sur les débouchés que possédait alors la fabrication des toiles peintes. D'après Angelini, qui paraît très exactement renseigné, des 160,000 pièces d'indienne sortant annuellement des six fabriques du pays, le tiers se débitait en Italie, un sixième était absorbé par l'Allemagne et le reste était placé en France.

On sait que, par décret du 29 octobre 1803, le gouvernement français éleva les droits d'entrée sur les indiennes à un taux qui fut doublé en 1805 et que, par une loi du 22 février 1806, l'importation de cet article fut absolument prohibée; un décret du 10 juin 1806 étendit la prohibition au territoire du Royaume d'Italie; le transit même y fut interdit.

C'était là un coup funeste pour les fabricants neuchâtelois qui voyaient leur production réduite de cinq sixièmes. Ils cherchèrent à parer le coup en s'adressant au roi de Prusse auquel ils demandèrent de permettre l'entrée dans ses Etats des produits de leurs manufactures. Dans sa séance du 28 novembre 1803, le Conseil d'Etat décida de transmettre avec recommandation leur placet à la Cour de Berlin.

Celle-ci fit à cette démarche une réponse dilatoire, mais informa par contre le Conseil d'Etat qu'elle interviendrait auprès du gouvernement français en faveur des fabricants d'indiennes.

Le 17 avril 1804, le Conseil d'Etat prit connaissance d'un rescrit du roi en date du 30 mars, « par lequel Sa Majesté annonce qu'ayant demandé à son envoyé à Paris un rapport sur les moyens de faire cesser les entraves mises en France sur l'entrée des indiennes fabriquées dans ce pays, il résulte de ce rapport qu'il conviendroit au bien de cet Etat d'agir de concert avec les cantons suisses, afin de partager la faveur qu'il pourroient obtenir à cet égard ».

Ce conseil dut être apprécié à sa juste valeur à Neuchâtel où l'on n'ignorait pas les procédés despotiques employés par

Napoléon à l'égard de la Confédération pour la contraindre à pratiquer le blocus continental.

En 1806, la cession de Neuchâtel à la France et sa remise par l'empereur au prince Berthier, firent naître un peu d'espoir dans le cœur de nos industriels, autorisés à croire que le pays serait compris dans le système douanier français. Cet espoir fut de courte durée; on ne tarda pas à apprendre que les produits neuchâtelois, toiles peintes et horlogerie, seraient considérés en France et en Italie comme produits étrangers. Sur le conseil donné par le général Oudinot, les négociants du pays adressèrent au prince Berthier un mémoire où ils sollicitaient son intervention pour obtenir quelque adoucissement en faveur du commerce de cet Etat. Cette tentative renouvelée en 1810 demeura infructueuse.

L'industrie des dentelles qui en 1817 occupait près de 7000 ouvrières et donnait un chiffre d'exportation de 1,500,000 livres, avait trouvé en Allemagne, mais surtout en France, ses principales clientèles. Lorsque cette belle industrie se trouva aux prises, elle aussi, avec la concurrence étrangère sous laquelle elle devait succomber, c'est à conserver le marché français que nos négociants paraissent avoir borné leurs efforts.

Le 23 janvier 1815 le Conseil d'Etat est informé par le prince de Hardenberg que le comte de Golz, ministre du roi de Prusse à Paris, est fortement intervenu auprès du gouvernement français pour obtenir l'abolition des droits onéreux imposés sur les dentelles fabriquées à Neuchâtel à leur entrée en France.

Le 14 octobre de la même année, les fabricants de dentelles du Val-de-Travers prient le Conseil d'Etat de renouveler auprès de Sa Majesté la demande faite par eux précédemment « aux fins qu'il fût intervenu auprès du gouvernement français pour obtenir l'entrée en France des dentelles fabriquées dans ce pays moyennant de légers droits ». Mais le Conseil renvoie à un moment plus opportun à intervenir en faveur des requérants.

Ainsi l'appui que prêta aux négociants en dentelles neuchâtelois le gouvernement prussien, ne leur fut d'aucun secours.

Pour l'horlogerie les démarches faites auprès de la France afin d'en obtenir de meilleures conditions douanières, restèrent infructueuses pendant bien des années. Sous le premier empire c'était, comme on l'a vu, la prohibition pure et simple et cette prohibition s'étendait même au transit.

En 1812 le prince Berthier intervient personnellement auprès du ministre des manufactures et du commerce pour l'inviter à employer en faveur de l'horlogerie de la Principauté tous les moyens qui seraient en son pouvoir. Dans sa réponse le ministre fait observer, non sans une certaine brutalité, que « l'intérêt des fabriques françaises commanderoit de provoquer, si elle n'existoit pas, la prohibition des ouvrages en horlogerie venant de l'étranger, prohibition qui, au reste, n'est relative qu'aux pièces qui, réunies, pourroient former un mouvement complet ».

C'est en 1834 seulement que le marché français fut ouvert aux produits de notre industrie horlogère, moyennant un droit de 10 % ad valorem, qui fut réduit plus tard à 3 et 5 % de la valeur or et argent.

La France, qui avait été le principal débouché de nos indiennes, leur ayant été fermée par les mesures prohibitives prises en 1803 et 1806, il fallut s'ingénier à trouver de nouveaux marchés; mais, presque partout, on rencontra la concurrence des manufactures établies dans divers pays de l'étranger; celles d'Alsace entre autres, qui, grâce au monopole acquis par elles en France, avaient apporté de grands perfectionnements dans leur industrie, et celles d'Angleterre qui offraient à bon marché des étoffes imprimées au rouleau. Les fabricants neuchâtelois tentèrent d'augmenter leurs affaires en Allemagne, et c'est à la Prusse qu'ils s'adressèrent naturellement en raison des liens politiques qui existaient entre ce pays et la principauté.

Les négociations qui eurent lieu à ce sujet ont été relatées, avec beaucoup de détails intéressants, par M. A. Jenny-Trumpy dans un ouvrage édité il y a quelques années et dont une partie, consacrée à notre pays, a été rédigée sur des indications fournies par nos archives cantonales. Comme ces renseignements n'ont point encore été publiés en français, croyons-nous, il nous paraît utile d'en extraire ce qui peut concerner notre sujet [1].

* * *

Dans le cours du XVIIIme siècle, Neuchâtel n'avait obtenu de la Prusse aucun privilège particulier en matière de douane. A cet égard, il était sur le même pied que les cantons suisses [2]. On ne sait pas en quoi consistaient les avantages stipulés dans le traité conclu en 1722 entre la Suisse et l'Empire. Il s'agissait probablement d'un traité d'amitié et de commerce par lequel les parties se garantissaient réciproquement la liberté du commerce, cela d'une manière générale et sous réserve des restrictions qui pouvaient être apportées par les Etats particuliers.

En 1815 la Prusse avait accordé aux nouvelles provinces qui lui avaient été attribuées par le Congrès de Vienne (Prusse rhénane et une partie de la Saxe) des faveurs douanières pour l'entrée de leurs produits dans l'ancien royaume. Lorsque Neuchâtel fut retourné sous la souveraineté du roi de Prusse, les Audiences Générales, sur la proposition de M. Jean-Jaques-

[1] Adolf Jenny-Trumpy, *Handel und Industrie des Kantons Glarus,* 1902.

[2] Comme M. le baron de Ramschwag qui a été Député de S. A. M. l'Evesque de Basle à la Diète de Francfort, est de retour, et qu'il a fait comprendre cet Etat dans le Traité qui y a été fait en faveur des Suisses pour la liberté du commerce dans l'Empire, et qu'on a été informé que la plupart des cantons lui ont écrit des lettres de remerciements et que d'autres y ont envoyé des Députés, on a chargé Monsr le Conseiller Meuron d'aller à Delémont ou Mond. Sier le Baron est à présent, pour luy faire de la part du gouvernement compliment de remerciement de la bonté qu'il a eu de faire comprendre cet Etat dans le Susd Convenant.
Manuel du Conseil d'Etat. 21 juillet 1722.

François Vaucher, décidèrent de faire auprès de lui une démarche pour obtenir « la faveur de pouvoir introduire dans ses Etats, sous un droit d'entrée, les produits de l'industrie de la Principauté, à l'instar de la permission accordée par S. M. à ses nouveaux sujets de la Saxe et du Bas-Rhin ».

Pour l'horlogerie le privilège réclamé fut accordé déjà le 23 juin 1816. Les montres et parties de montres, d'origine neuchâteloise, pouvaient être importées en Prusse en payant le demi-droit et sans limitation de quantité.

Le 20 octobre 1817, le Conseil d'Etat représentait à M. de Hardenberg la situation critique des fabriques neuchâteloises de toiles peintes. Dans sa réponse datée du 10 janvier 1818 le ministre prussien annonçait qu'une réduction de 25 % serait probablement accordée aux toiles peintes neuchâteloises, mais il ajournait la décision jusqu'au moment où la réforme fiscale et douanière, dont on s'occupait alors, serait un fait accompli. Par la loi du 26 mai 1818 tous les pays de la Couronne de Prusse furent réunis en un seul territoire douanier, à l'exception du « canton suisse » de Neuchâtel. Toutes les marchandises étrangères passant la frontière, fut-ce en transit, payaient un droit modéré d'un demi-thaler par quintal prussien (51,447 kil.); celles destinées à la consommation du pays, s'il s'agissait d'objets manufacturés, étaient frappées d'un droit de consommation sur le poids net sans que ce droit pût excéder dans la règle le 10 % de la valeur; les prix moyens de ces marchandises devaient être périodiquement revisés. Par la suite l'impôt de consommation fut limité à un petit nombre d'articles (eau de vie, tabacs en feuilles) et se transforma pour les autres marchandises en taxes douanières proprement dites d'un taux correspondant. Plus tard beaucoup de produits industriels, spécialement les cotons manufacturés, furent frappés de taxes toujours plus élevées allant jusqu'au tiers et à la moitié de leur valeur. Aussi le tarif qui, à l'origine, était assez libéral, devint presque prohibitif pour les qualités bon marché.

Cependant les sollicitations des industriels neuchâtelois avaient été prises en considération et provisoirement on avait autorisé, par ordonnance du 20 mai 1820, une importation d'indiennes du pays jusqu'à concurrence de 1050 quintaux annuellement, moyennant un droit de 8 groschen par livre. En comptant le quintal à cent livres, cela représentait une réduction d'environ un tiers. Sur les marchandises destinées à être vendues aux foires de Francfort sur l'Oder et de Naumbourg sur la Saale, il y avait encore une réduction d'un tiers.

Par une déclaration des propriétaires de fabriques de toiles peintes du 22 décembre 1820, les fabricants convinrent de répartir entre eux le quantum accordé, de la manière suivante :

Livres	33,750	pour la fabrique Vaucher, DuPasquier & Cie, à Cortaillod ;
»	27,000	» » Bovet & Cie, à Boudry ;
»	13,500	» » Daniel Verdan & Cie, à Grandchamp ;
»	10,250	» » Louis Verdan père et fils, aux Isles ;
»	10,250	pour le syndicat de la masse de l'ancienne fabrique DuPasquier & Cie, à Marin ;
»	10,250	pour la maison de commerce Berthoud, Perregaux & Cie, avec la faculté de faire imprimer cette quantité à son gré par les fabriques plus haut dénommées.
Livres	105,000	

La concurrence très active faite à leurs produits sur tous les autres marchés par les produits anglais, obligea bientôt les fabricants neuchâtelois à solliciter de la Prusse de nouvelles concessions. On lit dans une lettre du Comte de Bernstorff, du 4 avril 1824.

« L'état de décadence des manufactures de toile peinte de la Principauté a été depuis plusieurs mois l'objet des cons-

tantes sollicitudes de la Cour... Après de mûres délibérations l'on est enfin convenu de prendre l'un des deux partis suivants :

« D'admettre pour trois ans et avec le rabais usité d'un tiers sur ce qui sera expédié pour les foires de l'intérieur, l'introduction annuelle ou de 1050 quintaux de toiles peintes de Neuchâtel moyennant le droit de 25 écus par quintal (les toiles peintes de l'étranger en payant 50) ou bien de 300 quintaux à raison d'un droit de 2 gros par livre. »

Les fabricants neuchâtelois donnèrent la préférence à la seconde proposition ; l'arrangement était valable du 1er juillet 1824 à fin décembre 1827 ; mais avant l'expiration de ce terme on convint d'élever le quantum à 60,000 livres de Berlin, aux mêmes conditions sauf toutefois la réduction pour les marchandises destinées aux foires de l'intérieur, qui fut supprimée. Ces conditions qui, à cause du changement apporté dans la monnaie, équivalaient à 2 $^1/_2$ gros d'argent (silber groschen) par livre net, ou 9 $^1/_6$ écus par quintal de 110 livres, demeurèrent en vigueur pour la période du 1er janvier 1828 à fin décembre 1830.

Le « Tableau de répartition » pour la période du 1er juillet 1824 à fin 1830, concerne seulement les quatre premières fabriques figurant dans la précédente déclaration, la cinquième s'étant abstenue jusqu'en 1833. Voici ce tableau :

Années	Cortaillod	Boudry	Grand-champ	Les Isles	Total Livres de Berlin
1er juillet 1824	12,920	10,330	3,750	3000	30,000
» 1825	25,840	20,660	7,500	6000	60,000
» 1826	25,840	20,660	7,500	6000	60,000
» 1827	25,840	20,660	7,500	6000	60,000
» 1828	24,500	19,500	10,000	6000	60,000
» 1829	24,500	19,500	10,000	6000	60,000
» 1830	24,500	19,500	10,000	6000	60,000

Après la conclusion en février 1828 de l'union douanière entre la Prusse et le grand duché de Hesse-Darmstadt, des

négociations furent entamées pour obtenir l'accession à cette union des autres Etats de l'Allemagne, mais surtout de la Bavière, du Wurtemberg et de Baden; cette nouvelle causa beaucoup d'inquiétude à Neuchâtel. Dans trois requêtes en date des 22 mars, 19 octobre et 28 décembre 1830, les fabricants d'indiennes de la principauté firent valoir les considérations suivantes : Leur production totale atteignait en moyenne 80,000 pièces = 4,800 quintaux[1] par année et avait trouvé jusqu'alors pour les deux tiers leur écoulement dans les pays qui, d'après les renseignements reçus du Congrès de Francfort, devaient former le nouveau Zollverein allemand. Ils priaient instamment qu'on leur réservât le droit d'introduire chaque année, dans les Etats de la nouvelle union, 2400 quintaux de leurs produits moyennant le droit proposé par le gouvernement prussien de 20 thalers d'empire par quintal net; ce droit était celui que les fabriques prussiennes devaient payer sur les toiles de coton étrangères non imprimées et représentait les 2/5 du droit imposé aux toiles de coton imprimées. Les négociations entre les Etats allemands traînant en longueur, on usa de bienveillance envers Neuchâtel et l'on permit à ses fabricants, à partir du 1er janvier 1831, d'introduire leurs indiennes en quantité illimitée aux conditions plus haut mentionnées, dans les pays compris dans le Zollverein prusso-hessois auquel avaient adhéré quelques petits Etats de l'Allemagne du Nord et du centre. Il en résulta une assez forte augmentation de trafic.

Nous trouvons pour les cinq années, de 1831 à 1835, un total de 123,268 pièces ou 688,609 livres, ce qui fait une moyenne annuelle de 24,654 pièces ou 137,722 livres.

Le privilège dont le pays de Neuchâtel avait joui jusqu'alors de pouvoir importer des montres et parties de montres au demi-tarif, et en quantité illimitée, fut maintenu sans difficulté par l'Union douanière allemande. En même temps

[1] En comparant ce chiffre avec celui donné par Angelini, de 160,000 pièces, on voit que la production avait subi une diminution de la moitié depuis 1798.

un nouveau privilège lui fut concédé pour les vins mousseux de fabrication neuchâteloise. En 1829 la maison J.-J. Bouvier & Cie reçut le titre de fournisseur de la Cour de Prusse et, à la suite de demandes réitérées, le roi autorisa l'introduction dans ses Etats d'une quantité déterminée de « vins mousseux de Neuchâtel » moyennant paiement des 2/5 de la taxe ordinaire, faveur à laquelle « l'Etablissement de la Rochette » participa à partir de 1834.

Le 1er janvier 1834 entra en vigueur l'Union douanière allemande (Deutscher Zollverein) comprenant outre la Prusse, Hesse-Darmstadt, Bavière et Wurtemberg, la Saxe, Hesse-Cassel, les pays de Thuringe et d'Anhalt, ainsi que les deux Hohenzollern. Les nouveaux tarifs étaient à peu près la reproduction des anciens tarifs prussiens. En 1835 le Grand-duché de Bade adhéra à l'Union qui comprit dès lors presque tous les Etats de l'Allemagne excepté l'Autriche. Pendant quelques années certaines conventions favorables conclues précédemment entre la Suisse, Bade, le Wurtemberg et la Bavière demeurèrent encore en vigueur; ce fait retarda quelque peu les fâcheux effets exercés par les nouveaux tarifs, très élevés, sur l'exportation des indiennes argoviennes et zuricoises; mais à partir de 1840 la crise se fit sentir d'une manière intense.

Dans un rapport en date du 28 mai 1835 signé de MM. de Montmollin, Calame et Coulon, les deux premiers conseillers d'Etat, le troisième Directeur de la Caisse d'Epargne, on constate « que les fabriques de toiles peintes neuchâteloises qui, actuellement encore, occupent 1200 à 1500 ouvriers avec un salaire annuel d'environ 200,000 livres neuchâteloises, doivent reculer de plus en plus sur les marchés étrangers devant la concurrence anglaise »; elles sont vouées à la ruine si l'on n'obtient pas pour elles l'entrée dans les Etats du Zollverein allemand d'environ 100,000 pièces ou 5450 quintaux par an. Les fabricants déclarent vouloir remplir très strictement les formalités douanières dont l'infraction pouvait entraîner des

amendes allant jusqu'à 10,000 livres. De leur côté les fabricants de vins mousseux se débattaient avec une ardeur égale, tandis que les centres horlogers du Locle et de La Chaux-de-Fonds demeuraient assez indifférents.

Une lettre du ministre Ancillon du 7 février 1836 fait connaître les nouveaux arrangements arrêtés à la conférence de Carlsruhe concernant l'importation des produits de l'industrie neuchâteloise dans les Etats de l'Union douanière allemande. Les différents vœux formulés reçurent satisfaction de la manière suivante :

1. La quantité de vins mousseux soumis au droit réduit de $^2/_5$ de la taxe normale est fixée à 40,000 bouteilles par an qui devront être introduites par l'un des trois bureaux douaniers de Lindau, Schusterinsel ou Friedrichshafen. — La répartition de ce quantum fut établie provisoirement de la manière suivante : La maison J.-J. Bouvier & Cie $^3/_6$, l'Etablissement de la Rochette $^2/_6$, l'Etablissement Richardet $^1/_6$.

2. Les montres et parties de montres doivent payer comme précédemment le demi-droit sans limitation de quantité ; elles ne peuvent entrer que par le bureau de Schusterinsel.

3. Le droit sur les toiles peintes reste également fixé aux $^2/_5$ de la taxe normale ; la quantité est fixée à 1272 quintaux (à 50 kil.) au maximum. — Ce chiffre représentait environ la moyenne de l'importation pendant les années 1832-1834, par les bureaux douaniers de l'Union ; l'année 1835, plus favorable aux fabricants, n'était pas prise en considération. Les bureaux désignés étaient ceux de Lindau et de Schusterinsel.

Cette ordonnance avait un effet rétroactif jusqu'au 1er janvier 1836. Ses clauses demeurèrent sans changement jusqu'au jour où les circonstances politiques la supprimèrent (1848). Peu de temps avant cet événement le trafic privilégié avec l'Allemagne donnait les résultats consignés dans le tableau suivant (dans ce tableau les droits sont calculés en florins d'empire et non plus en thalers d'empire comme précédemment) :

Marchandises	Quantités importées	Auraient payé d'après le tarif	Ont payé effectivement ensuite du privilège	Différence des droits	Réduite en argent de Neuchâtel
	Livres	Fl. Kr.	Fl. Kr	Fl. Kr.	L.
Toiles peintes	100,680 1/2	85,578 25	35,238 10	50,340 15	76,883, 5,6
Horlogerie	22,481 1/2	21,029 34	10,514 47	10,514 47	16,058,18
Vins mousseux	34,089	4,651 43	1,477 11	3,174 32	4,848, 7,6
	157,251	111,259 42	47,230 8	64,029 34	97,790,11 [1]
Sommaires du tableau de 1846	148,738 9/10	99,465 20	42,289 32	57,175 47	87,323

NOTE. — Les *toiles peintes,* qui, d'après le tarif, paient à l'entrée des Etats de l'Union fl. 85 par quintal, poids de douane, ne paient effectivement, ensuite du privilège que fl. 35 (= 20 Reichsthaler ou 2/5 de la taxe de 50 Reichsthaler).

L'*horlogerie,* qui, d'après le tarif, paie fl. 93 kr. 32 1/2 par quintal, ne paie ensuite du privilège que la moitié des droits (ainsi fl. 46 kr. 46 1/2 ou 27 1/2 Reichsthaler, au lieu de 55 Reichsthaler).

Les *vins mousseux,* qui, d'après le tarif, paient fl. 13 kr. 38 3/4 par quintal, ne paient ensuite du privilège que fl. 4 kr. 20 (= 3 Reichsthaler 6 sg. au lieu de 8 Reichsthaler).

Le cabinet de Berlin chercha à faire comprendre la principauté de Neuchâtel dans les conventions douanières conclues par le Zollverein allemand avec divers pays; ce fut le cas en 1840, époque à laquelle la Hollande consentit en faveur des produits neuchâtelois les mêmes concessions qu'elle avait accordées aux produits allemands.

Néanmoins la fabrication des toiles peintes dans notre pays ne retrouva pas son ancienne prospérité; elle continua au contraire à péricliter pour disparaître complètement après 1848.

Quant aux dentelles elles ne semblent pas avoir joui d'aucune faveur de la part du gouvernement prussien.

En revanche l'extrait d'absinthe et l'eau de cerises neuchâtelois furent, dès 1838, admis dans les Etats de l'Union

[1] 1 Livre de Neuchâtel = 1,419 franc actuel, ainsi à peu près un franc helvétique ou un franc suisse *ancien.*

douanière allemande à la faveur des dernières facilités commerciales accordées par ces Etats à la Confédération Suisse [1].

* * *

A l'occasion des conventions douanières, des traités de commerce conclus avec différents Etats par la Confédération Suisse dans la première moitié du XIXme siècle, la Compagnie des Marchands est régulièrement consultée par le gouvernement neuchâtelois comme représentant des intérêts commerciaux et industriels « de la partie inférieure de l'Etat », c'est-à-dire du Vignoble. Pour les Montagnes et le Val-de-Travers, le Conseil d'Etat consultait directement les intéressés par l'intermédiaire des officiers de juridiction.

Dans toutes les circonstances, la Compagnie examine avec sagacité les questions posées, donnant la preuve qu'elle est familière avec les conditions où travaillent nos industriels et nos commerçants; elle signale toujours avec justesse les points qui sont essentiels pour eux. Au reste sa tâche se résume à ceci : mettre avec insistance en lumière la complète liberté commerciale qui règne dans notre pays, l'absence de toute entrave fiscale ou policière apportée soit à l'exercice des professions, soit à l'établissement, réclamer dans la plus grande mesure possible, la réciprocité en faveur des produits du sol et de l'industrie neuchâtelois, et en faveur de nos concitoyens établis dans les pays avec lesquels il s'agit de traiter.

Nous ne songeons point à reproduire ici toutes les délibérations qui ont eu lieu à ce sujet dans les assemblées de la Compagnie ou dans les réunions de son comité. On nous permettra cependant de mentionner quelques-uns de ses avis, parce que d'une part ils montrent l'esprit dont était animée la corporation, et que d'autre part ils constituent des documents intéressants sur la situation de nos industries à cette époque.

[1] *Manuels du Conseil d'Etat.* 28 mars 1838.

En 1818, le Comité de la Compagnie, consulté sur un projet de traité avec le Wurtemberg, répond que « il n'a pas vu que le commerce de la partie inférieure de l'État eût quelque demande particulière et spéciale à faire. Mais considérant que les ressortissants du Wurtemberg jouissent dans ce pays de la plus grande liberté et de toutes les facilités possibles dans l'exercice de leur commerce; qu'ils peuvent s'y établir à domicile fixe au moyen d'actes d'origine réguliers sans payer aucun droit à l'Etat, ni pour leurs personnes, ni pour leurs marchandises, sinon quelques bien faibles droits de péage, et sans autre redevance qu'une modique habitation payée aux administrations locales pour les aider à subvenir à leurs dépenses particulières; que sans y prendre résidence, ils peuvent librement aller et venir, acheter et vendre toute espèce de marchandises, les rentrer et sortir, toujours sans avoir à payer autre chose que de légers droits de péages; le comité a estimé qu'il pourrait convenir, en se fondant sur ces considérations, de demander généralement qu'il fût réciproquement accordé aux ressortissants de ce pays dans le royaume de Wurtemberg toute la liberté et toutes les facilités de commerce compatibles avec son administration intérieure et spécialement qu'ils fussent dispensés de payer la patente de fl. 15 par an dont ils sont obligés de se pourvoir pour offrir et vendre leurs marchandises dans le dit pays et qui ne laisse pas que d'être un impôt assez considérable. »

A propos du traité projeté en 1825 avec le Grand-duché de Bade, la réponse du Comité constate que ce pays fait avec le nôtre un commerce d'exportation de ses produits, considérable et avantageux.

« Nous entrons en grande masse des grains, des toiles, du chanvre, des huiles, du tabac, de la chicorée et autres articles qui ne sont frappés à leur entrée dans notre pays d'aucun droit d'entrée ni de consommation. Les sujets du Grand-duché jouissent dans ce pays de la plus grande liberté et de toutes les facilités possibles dans l'exercice de leur commerce, soit

qu'ils s'y établissent à domicile, soit qu'ils s'y rendent momentanément pour y vendre leur marchandise. Mais jusqu'ici notre commerce dans le Grand-duché n'était point traité aussi favorablement; tandis que plusieurs cantons suisses y jouissaient de certains privilèges, nous y étions traités absolument comme étrangers. Bâle et Zurich, entr'autres, introduisent leurs produits en payant un simple droit d'entrée de fl. 7.30 par quintal, pendant que les nôtres paient, comme les autres produits de l'étranger, fl. 20 de droits d'entrée. Le Comité estime donc qu'il serait très avantageux à cet Etat d'obtenir que les produits de ses manufactures de toiles peintes, d'horlogerie, de dentelles et de ses fabrications de liqueurs, de même que les marchandises de ceux de nos négociants qui fréquentent les foires de Zurzach, jouissent pour leur entrée dans le Grand-duché de Bade des mêmes avantages qui peuvent avoir été accordés aux cantons et aux autres Etats les plus favorisés. »

Consulté par le gouvernement sur les modifications à réclamer du Zollverein allemand, le Comité de la Compagnie, dans sa séance du 13 août 1835, se montre soucieux des conditions où se trouve l'industrie du pays de plus en plus restreinte pour le débouché de ses produits; « il forme des vœux pour que les démarches et demandes analogues des autres cantons qui exploitent les mêmes genres d'industrie soient appuyées avec cette sollicitude ferme et persévérante qui, dans tous les temps, a amené la prospérité de cet Etat. » Le Comité, sans formuler autrement de vœux précis, désire « que l'on prenne en considération l'exportation de nos vins au taux le plus avantageux et à l'égalité des cantons limitrophes les plus favorisés ainsi que le maintien du transit dégagé d'entraves qui pourraient en réduire l'importance et priver le commerce des avantages qu'il en retire ».

En 1834 le Comité délibère sur le nouveau projet concernant les douanes françaises et le transit à travers la France; il trouve que le droit sur l'horlogerie fixé par le tarif français

à 10 % ad valorem des montres d'argent, devrait être plus réduit afin de faire tomber la contrebande et qu'il faudrait obtenir des facilités pour les fromages [1]. Du reste il voit avec reconnaissance, au nom du commerce, les mesures prises en faveur du transit [2].

A la fin de 1843, il s'agit de participer à une enquête ordonnée par le Directoire fédéral pour connaître la nature et l'étendue des relations commerciales que les cantons ont avec la Grande Bretagne, ces renseignements étant demandés dans l'intérêt des démarches que le Directoire est appelé à faire en vue de procurer de nouvelles facilités au commerce et à l'industrie suisse.

D'après la réponse du Comité, les maisons neuchâteloises interrogées ont déclaré qu'elles n'exportent rien dans la Grande Breragne, pas même des vins mousseux; qu'elles n'en reçoivent rien en matières premières et demi-fabrications, mais qu'elles en retirent directement en fabrications, telles que tissus de laine, de coton, de laine et coton, de fils de coton en bobines, de tulles de coton, de quincaillerie

annuellement pour	107,000 livres suisses
et des fils pour	350,000 » »
ensemble, pour la ville de Neuchâtel	457,000 livres suisses

[1] Le Conseil d'Etat réclama un allègement de tarif pour les fromages « dont la juridiction de la Brévine produit à elle seule jusqu'à 18,000 quintaux par an ». Pour obtenir cette réduction de taxe, il offrit d'autoriser l'exportation des bois en France, exportation qui, dans notre pays, était interdite d'une manière générale. *Manuels du Conseil d'Etat.* 18 juin 1834, 7 juillet 1834.

[2] Comme on l'a vu précédemment, le transit de France en Suisse avait une grande importance pour notre pays et constituait une source importante de bénéfices pour nos maisons de commission et pour nos voituriers. Quant au transit de Suisse en France, il subissait, depuis la fin du XVIII^me^ siècle, une gêne considérable, puisque la plupart des articles exportés par la Suisse étaient prohibés par la France qui ne tolérait pas même leur passage sur son territoire. Longtemps intransigeante sur ce point, malgré les réclamations réitérées du Vorort fédéral, la France commença en 1828 à se départir de sa rigueur ; elle accorda l'ouverture d'un bureau de douane aux Verrières de Joux pour les marchandises prohibées destinées à être exportées par un port frauçais; quelques années plus tard elle concéda de nouvelles facilités; la simplification des formalités ef la réduction de frais qui en résultait devaient être bien accueillies par nos négociants.

Les manufactures de toiles peintes n'ont pas jugé à propos de fournir les renseignements demandés par le Comité de la Compagnie des Marchands. Celui-ci estime que ces manufactures emploient annuellement 100,000 pièces de toile de coton à 10 f. de Suisse la pièce; mais que ces toiles étant achetées selon l'état des marchés, tantôt en Suisse, tantôt en France et en Angleterre et parfois simultanément sur ces trois marchés, il ne serait pas possible d'annoncer avec certitude et vérité qu'elles forment un objet constant de relations directes de l'Etat de Neuchâtel avec la Grande Bretagne.

En 1844 la Compagnie des Marchands est consultée par le gouvernement sur une démarche que le Directoire fédéral se propose de faire auprès des Etats-Unis d'Amérique pour obtenir une réduction de droits.

Cette mesure, répond le Comité, peut avoir de l'intérêt pour la fabrication de l'horlogerie, des dentelles, des liqueurs et des toiles peintes. Le Conseil d'Etat s'étant adressé aux trois premières de ces industries (dont le siège était aux Montagnes et au Val-de-Travers) le Comité a demandé aux fabriques de toiles peintes si l'état de leurs relations avec les Etats-Unis comportait une demande de cette nature; une seule fabrique a répondu que bien que ne faisant depuis longtemps que fort peu d'affaires avec les Etats-Unis, elle demanderait une réduction de droits sur ses produits, savoir les tissus imprimés, coton, lin, laine, laine et coton, soie et coton, soie et laine. Dans l'opinion du Comité, cette demande semble pouvoir être appuyée sur le principe de réciprocité qui sert de base aux concessions exceptionnelles accordées par les Etats-Unis à l'union des douanes allemandes; la Suisse pour la raison qu'elle maintient chez elle la liberté absolue du commerce peut demander de partager les concessions les plus étendues accordées aux puissances qui, dans le fait n'offrent pas les avantages illimités que les Etats-Unis trouvent en Suisse.

Enfin, dans le courant de l'année 1844, une élévation du

tarif douanier de la Belgique suggère au Comité les réflexions suivantes :

« Si le changement du tarif belge est un nouveau coup porté à l'industrie cotonnière en Suisse, d'un autre côté, les droits actuels en Belgique équivalant de 30 à 35 % sur la valeur, sont déjà tellement élevés qu'ils équivalent presque à une prohibition et il est peu probable qu'à des conditions déjà si dures, la Belgique ait, pendant ces dernières années, fourni un débouché considérable aux produits de l'industrie suisse, qui ne compte pas plus sur ce pays pour se soutenir que ne le font les fabricants neuchâtelois en particulier.

» Néanmoins le Comité estime qu'il y a lieu de continuer les négociations pour atténuer la mesure dont on est menacé. Mais si le Comité conserve peu d'espoir de ce côté, il se fie d'autant plus en la sollicitude du Roi pour sa principauté et, se rappelant qu'en 1840 Neuchâtel dut à l'intervention spontanée du cabinet de Berlin de partager avec le Zollverein allemand les concessions stipulées par un traité conclu avec la Hollande, il fonde son espoir sur la munificence royale pour obtenir, si possible et lorsque cela sera possible, une faveur semblable de la Belgique, moyennant les formalités et les garanties qui seraient exigées de l'industrie neuchâteloise pour assurer la stricte observation des conditions auxquelles cette concession était accordée. »

CHAPITRE XXXIV

Les questions monétaires.

Assez fréquemment la Compagnie des Marchands eut à s'occuper des questions difficiles qui touchent au régime monétaire et qui, dans tous les temps et dans tous les pays, ont intéressé au plus haut degré les diverses classes de la population, mais principalement les classes commerçantes.

Accoutumés à la simplicité du système décimal, disposant largement, sauf en cas de crises exceptionnelles et de plus en plus rares, des espèces nécessaires en or, en argent, en billon; dotés d'une saine monnaie grâce aux sages règlements de l'Union latine, et de billets de banque pleinement garantis, nous pouvons difficilement nous faire une idée des complications et des incommodités avec lesquelles nos pères ont eu à se débattre dans un temps encore peu éloigné et que quelques-uns d'entre nous peuvent avoir connu.

Il est permis de dire que, pendant des siècles notre pays a vécu, à l'égard de la monnaie, dans un état vraiment chaotique qui était d'ailleurs le même partout en Europe.

Les Souverains du pays de Neuchâtel faisaient de temps en temps usage de leur droit de battre monnaie. La première frappe qui eut lieu sous le régime prussien, en 1713, consista en mille pistoles au poids et titre de louis d'or vieux, en demi-batz et pièces de cinq batz, pour la valeur de huit mille écus blancs de chaque espèce; en quarts et demi-écus pour la valeur de quatre mille écus blancs de chaque espèce; entiers d'écu, pièces de dix creutzers et creutzers, chaque espèce jusqu'à la concurrence de deux mille écus blancs; cette fabrica-

tion commencée sous le règne de Frédéric Ier fut continuée sous celui de son successeur, Frédéric-Guillaume Ier, qui fit frapper huit mille écus blancs en pistoles et pièces d'argent de dix et vingt creutzers.

A partir de cette date commença ce qu'on a appelé « la grande lacune » dans le monnayage de Neuchâtel, époque qui s'étend de 1714 à 1788 et pendant laquelle on ne battit plus monnaie sur les rives du Seyon. M. William Wavre qui a raconté dans le *Musée neuchâtelois* (nos de novembre et décembre 1893), comment prit fin cette lacune, a fait allusion dans ce travail à la pétition présentée au gouvernement par trente maisons de commerce de Neuchâtel pour obtenir une émission de petite monnaie. Cette démarche fut décidée à la suite d'une assemblée de la Compagnie des Marchands où l'on avait constaté les inconvénients dus à la disette des monnaies de billon et des petites monnaies d'argent « disette qui est telle dans ce pays — lit-on dans le procès-verbal — qu'on ne peut s'en procurer suffisamment pour subvenir aux besoins journaliers et qui est également ressentie par le commerce et par les particuliers. Et après s'être consultés là-dessus, les membres présents ont requis le secrétaire de cette Compagnie d'en faire icy mention afin qu'étant mis sous les yeux du gouvernement, il en ordonne selon ses lumières et sa sagesse. »

La requête fut prise en considération et le gouvernement fit commencer une frappe consistant en batz, demi-batz, creutzers et demi-creutzers. Cette fabrication, dit l'historien Tribolet, fut beaucoup plus considérable que ne le comportaient les besoins du pays, parce que la monnaie, aussitôt qu'elle était en circulation, passait en Franche-Comté et dans le canton de Berne où l'on manquait aussi de billon et où l'on plaçait les batz et demi-batz avec bénéfice de cinq pour cent à raison du change. On frappa quelques pièces d'argent de sept batz et de dix batz et demi et des écus de vingt un batz, mais en petite quantité.

A côté des pièces indigènes on voyait circuler dans notre

pays vers la fin du XVIII^me siècle et jusqu'à la moitié du XIX^me, en fait de monnaies d'or les louis français et les ducats de Hollande; en fait de grosses espèces d'argent les écus de 6 livres, les pièces de 5 francs de France, les écus de Brabant, les thalers de Prusse, les florins d'empire, et comme billon les nombreux batz et creutzer frappés par les gouvernements de divers cantons suisses, à quoi venaient encore s'ajouter les pièces émises par la République helvétique.

Car en 1798, le droit régalien de battre monnaie avait passé des cantons à la République Helvétique; celle-ci prescrivit comme unité monétaire le franc de Suisse contenant 124,54 grains d'argent fin; les espèces prévues étaient la pièce de 4 francs, de 2 francs et de un franc. Le franc se divisait en 10 batz, le batz en 10 rappes; mais le gouvernement helvétique fut hors d'état de retirer les anciennes monnaies qui continuèrent à circuler à côté des nouvelles pièces.

Sous l'Acte de Médiation la frappe des monnaies fut reprise par les cantons; cependant une décision de la Diète imposa à ceux-ci l'obligation d'employer la même base monétaire; l'unité monétaire fut le franc de Suisse au titre de 127 1/4 grains; il devait donc contenir la même quantité d'argent fin qu'un franc et demi de France; le montant de chaque frappe de monnaies divisionnaires devait être fixé par la Diète, mais les cantons, ne tenant aucun compte de cette prescription, frappèrent un nombre considérable de monnaies à bas aloi, contenant beaucoup de cuivre et peu d'argent, ce qui leur permettait de réaliser de gros gains.

* * *

Depuis l'adoption du pacte de 1815, la souveraineté des cantons en matière de monnayage ne fut plus limitée par rien. Comme ils n'avaient frappé que très peu d'écus sous l'Acte de Médiation, il se produisit une véritable disette de grosses pièces d'argent en sorte qu'on fut obligé de recourir à l'argent

étranger. D'après Meyer de Knonau, archiviste d'Etat de Zurich, il existait alors en Suisse plus de 700 espèces de monnaies différentes qui, au point de vue de la valeur intrinsèque, présentaient le plus grand disparate, bien que nombre d'entre elles portassent la même dénomination.

Toutes ces monnaies circulaient dans le public à des cours le plus souvent implicitement convenus et qui variaient suivant leur aloi et même suivant leur degré d'usure; il n'était pas rare qu'on les fît passer au trébuchet. On imagine facilement ce qu'un semblable manque de fixité dans la valeur de la monnaie comportait de contestations et de difficultés, et l'on comprend qu'en certaines occurences les pouvoirs publics dussent intervenir pour donner aux espèces une tarification officielle. A Neuchâtel, ils ne le faisaient jamais sans consulter la Compagnie des Marchands; il arrivait même souvent que celle-ci prenait l'initiative et, au nom des intérêts du commerce, sollicitait le gouvernement de déterminer la valeur pour laquelle telle ou telle monnaie serait reçue dans les caisses de l'Etat.

Lorsqu'il y avait pléthore ou pénurie de numéraire dans le pays, la Compagnie ne manquait pas d'en informer la Seigneurie et de lui signaler les causes du mal ainsi que les moyens d'y porter remède.

On doit lui rendre cette justice que ses avis étaient ordinairement motivés par les considérations les plus judicieuses et fondés sur une exacte connaissance des faits et des principes économiques.

Il fallait compter avec les mesures prises par les autres Etats, mesures qui avaient naturellement une répercussion sur la situation monétaire du pays.

En 1816 le canton de Berne décide de ne plus recevoir les écus neufs de France à 40 batz de Suisse qu'autant qu'ils pèseront 545 grains, de réduire à 39 batz ceux de 544 à 542 grains et de mettre hors de cours ceux au-dessous de 542 grains. Le gouvernement de Neuchâtel interroge la Compagnie des

Marchands sur la conduite qu'il avait à suivre en cette occurence. Elle répond qu'à son avis il n'y a aucune mesure à prendre pour le moment et rappelle au gouvernement que, depuis quelques années déjà, « il a fixé à 545 grains le poids des écus neufs de France pour rester au cours de 42 batz, argent de ce pays, correspondant à 40 batz de Berne ou de Suisse, en autorisant à refuser ceux au-dessous de ce poids; que cette disposition sera censée exister tant qu'elle ne sera pas changée; que, conséquemment ici, comme à Berne, chacun est en droit de refuser, s'il le trouve à propos, les écus neufs au-dessous de 545 grains; que si, depuis quelque temps, l'on s'est généralement relâché de ne recevoir cette espèce que le trébuchet à la main, c'est ensuite de ce que l'on a reconnu qu'il suffisait de rejetter celles de ces pièces qui à l'œil paroissaient rognées ou légères et que cette facilité ne paroit pas jusqu'à présent avoir causé de préjudice au commerce ni aux particuliers. »

* * *

Un autre point inquiéta bien davantage la Compagnie et cela à juste titre.

On a vu plus haut que le batz de Neuchâtel n'avait pas exactement la même valeur nominale que les batz frappés à Berne et dans les autres cantons; en effet les écus de 6 livres étaient reçus chez nous pour 42 batz tandis que, dans le reste de la Suisse, on ne les recevait que pour 40 batz; cette différence donna lieu à une spéculation de la part de nos voisins qui venaient chez nous échanger un écu ne coûtant chez eux que 40 batz contre 42 batz de notre monnaie.

Les autres cantons avaient bien édicté des mesures prohibitives contre les monnaies de billon qui n'étaient pas frappées chez eux; mais le public ne pouvant discerner facilement lesquelles de ces monnaies étaient admises ou prohibées, n'observait pas cette défense et recevait toutes les pièces y compris

le billon neuchâtelois. Les spéculateurs se procuraient ainsi un bénéfice de deux batz par écu ; il en résultait que la monnaie de notre pays se répandait dans les cantons voisins, et en fait elle avait presque complètement disparu. Dans une requête adressée au Conseil d'Etat le 4 octobre 1824, la Compagnie des Marchands signalait le fait que les transactions de tout genre et les paiements de détail ne pouvaient plus s'opérer qu'au moyen de billon suisse ; celui-ci, importé sur le pied de 40 batz pour l'écu neuf et mis en circulation chez nous à raison de 42, nous occasionnait ainsi une perte de 5 % laquelle se renouvelait sans cesse, toute la monnaie reçue en paiement des cantons voisins y rentrant aussitôt par l'effet de la même spéculation.

Pour remédier à ce mal, la Compagnie ou plutôt son Comité montre qu'une mesure prohibitive n'aurait pas plus d'efficacité dans notre pays que dans les cantons voisins. Il estime donc qu'une nouvelle émission de monnaie au coin et au taux de cet Etat, en quantité modérée et proportionnée à ses besoins est devenue d'une indispensable nécessité. Afin de conserver cette monnaie dans le pays, le Comité suggère l'idée d'émettre, non pas des pièces d'un batz et de demi-batz, mais des pièces ayant une valeur nominale différente de celles émises dans les autres cantons, savoir des pièces d'argent de sept cruches et de quatorze cruches, d'un aloi tel que l'alliage servît à couvrir les frais de fabrication, mais rien de plus.

Cette proposition ne rencontra pas l'assentiment du Conseil d'Etat ; nous voyons en effet que, par son arrêté du 11 octobre 1824, ce corps « ordonne qu'il soit répondu à la Compagnie des Marchands qu'à supposer même que la mesure proposée par elle soit admissible, le Conseil est empêché de s'en occuper pour le moment ».

* * *

Cependant la diversité des monnaies suisses qui circulent dans le pays, les différences qu'elles présentent au point de

vue de leur valeur nominale, et surtout de leur valeur intrinsèque, continuent à préoccuper la Compagnie. En 1826 un nouveau mémoire est adressé au Conseil d'Etat; ce mémoire conclut à ce qu'il ne soit reçu en circulation dans l'Etat, d'une manière obligatoire, d'autres pièces de 5 batz que celles au coin des cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Bâle, Argovie et Vaud qui, depuis le 17 avril 1825, avaient formé entre eux un concordat monétaire. Cette fois le gouvernement prend une décision conforme à l'avis de la Compagnie.

Mais le fait de n'être pas reçues dans les caisses de l'Etat n'empêche pas les monnaies des cantons non concordataires de circuler dans le pays. C'est pourquoi la Compagnie des Marchands fait procéder par son procureur Louis Pettavel, à des essais minutieux qui ont lieu à La Chaux-de-Fonds où se trouve l'outillage nécessaire; ces expériences démontrent qu'il n'existe qu'une faible différence de valeur entre les pièces de 5 batz de la République helvétique et celles de Berne; la Compagnie estime donc que le gouvernement pourrait les admettre en leur fixant un prix d'après leur valeur réelle; quant aux pièces d'autres cantons dont la valeur est décidément trop inférieure, leur prohibition s'impose à moins qu'on ne préfère leur assigner également un cours en rapport avec leur valeur réelle.

La proposition d'admettre les pièces de la République helvétique n'était pas sans présenter quelque danger; en effet personne ne voulait prendre la responsabilité de cette monnaie et lorsque, en 1828, il s'agit de les retirer pour préparer les voies à l'unification monétaire, il fallut une décision de la Diète pour mettre à la charge de tous les cantons les frais de cette opération; Neuchâtel qui avait été reçu dans la Confédération depuis la dissolution de la République unitaire, aurait pu demander d'être exonéré de ces frais, mais il ne fit aucune difficulté pour en prendre sa part.

* * *

Par ce qui précède le lecteur a pu se rendre compte des inconvénients de toute espèce qui résultaient de l'anarchie monétaire existant alors en Suisse. Les villes commerçantes, Bâle et Zurich entre autres, se plaignaient hautement de cet état de choses.

Le projet de revision du Pacte fédéral faisait passer à la Confédération tous les droits compris dans la régale des monnaies. Après l'échec de ce projet, Zurich reprit en 1835 la proposition de centraliser le système monétaire sur les bases suivantes :

L'unité était le franc suisse divisé en 10 batz, le batz en 10 rappes.

La valeur intrinsèque du franc suisse était fixée à 121 grains français d'argent fin; en conséquence de cette disposition l'écu de 5 francs de France équivalait à $3\,^1/_2$ francs de Suisse et l'écu de Brabant à 4 francs.

Les monnaies fédérales devaient consister en pièces d'or de 28 et 14 batz;

en grosses pièces d'argent de 4, $3\,^1/_2$, 2, 1 batz et 7 rappes;

en billon blanc de 5, $3\,^1/_2$ batz;

en billon de cuivre de 1 batz, 5, $2\,^1/_2$ et 1 rappes.

Toutes les espèces suisses au-dessous du franc suisse devaient être retirées, démonétisées et remplacées par les nouvelles monnaies fédérales.

Cette condition était absolument indispensable, car c'est l'existence de cette quantité de monnaies diverses qui avait toujours fait échouer les essais de réforme précédemment tentés ainsi que les concordats conclus entre certains cantons.

La proposition fut renvoyée par la Diète à l'examen d'une Commission d'experts qui se mit à l'œuvre avec une sage lenteur et ne fut en mesure de présenter son rapport qu'en 1838.

Cette commission s'était divisée en majorité et minorité. Le projet de la majorité consistait à se rallier au système monétaire préconisé par Zurich qui prenait comme unité le franc suisse à 121 grains d'argent fin, soit 6,5 grammes poids français. La minorité proposait d'adopter purement et simplement le système monétaire français.

CHAPITRE XXXV

Les questions monétaires. (Suite.)

Saisi de ces projets par le Conseil d'Etat de Neuchâtel, le Comité de la Compagnie des Marchands provoqua une réunion des principaux négociants de la ville qui, dans plusieurs séances, se livrèrent à une discussion approfondie de la question. De cette discussion sortit un mémoire dû à la plume de François Fornachon, procureur de la Compagnie, qui, dans toute l'affaire, joua un rôle prépondérant. On nous saura gré de donner ici un résumé de ce beau travail qui, par la justesse et la clarté des vues, l'intelligence des besoins de notre pays, la connaissance des vrais principes économiques, constitue un document tout à fait remarquable pour l'époque.

La Suisse, en raison de l'étroitesse de son territoire, de sa situation au milieu de grands Etats, des relations commerciales qu'elle entretient avec ces Etats, reçoit d'eux simultanément en temps ordinaire, le numéraire en grosses espèces nécessaire à la circulation; mais il est arrivé quelquefois que, par les variations du change, on a vu affluer alternativement en Suisse les espèces d'Allemagne à l'exclusion des espèces de France, comme aussi les espèces de France à l'exclusion de celles d'Allemagne; par une conséquence nécessaire, on a vu les espèces de France en totalité refluer en France et les espèces d'Allemagne en Allemagne suivant l'intérêt du moment. La Suisse ne peut suffire par elle-même à ses besoins en grosses espèces, ni espérer conserver dans les limites de son territoire celles qu'elle aurait frappées. Sans doute chaque Etat suisse est libre de faire frapper, à son empreinte, soit des pièces de cinq francs, soit des écus de Brabant, mais il

suffira d'un flot de la circulation pour les faire disparaître du territoire suisse et les faire se confondre avec les trois milliards d'espèces semblables qui circulent au dehors.

Ainsi la Suisse est nécessairement tributaire, pour le numéraire, des grands Etats qui l'entourent et l'émission de grosses espèces au coin suisse est parfaitement superflue.

Pour elle la question monétaire se résume à déterminer quel est le petit argent et le billon le plus convenable à adopter pour en assurer la conservation, et surtout, — en facilitant par un rapport exact avec les monnaies françaises et allemandes les transactions avec les contrées limitrophes, — à favoriser l'introduction d'un seul et même système monétaire dans toute la Confédération.

Bien entendu l'introduction d'un nouveau système monétaire supposerait nécessairement le retrait de la totalité du petit argent et du billon actuellement en circulation; ce retrait constitue un devoir pour tous les cantons dont le billon ne peut être considéré que comme une espèce de papier-monnaie, une signature qui ne peut être laissée indéfiniment en souffrance; sans doute il en résultera pour ces cantons un sacrifice assez lourd, mais si la nouvelle émission est sagement conduite, l'opération laissera un bénéfice suffisant pour le compenser.

Ces principes posés, le mémoire passe à l'examen des deux propositions de la Commission fédérale.

La première consiste à adopter comme unité monétaire le franc de Suisse à 121 grains représentant le quart d'un écu de Brabant et se trouvant en rapport exact avec le franc de France.

Dès l'abord le mémoire déclare que cette proposition est inadmissible dès qu'elle se combine avec la conservation du petit argent et du billon en circulation. La différence considérable entre la valeur légale et la valeur intrinsèque de ces espèces est la cause du malaise dont souffre la Suisse depuis trop longtemps; c'est là qu'il faut savoir tailler dans le vif

par le seul moyen radical du retrait complet de ces monnaies. Tout système monétaire qui ne tendrait pas à ce but, qui ne procurerait pas ce résultat ne serait qu'une œuvre de déception.

D'autre part il serait à craindre que le franc suisse à 121 grains, qui n'est autre chose que le quart de l'écu de Brabant ne passât trop facilement en Allemagne, où les quarts d'écu démonétisés depuis quelque temps ne sont pas encore remplacés, en sorte que le dessein de conserver à la Suisse son petit argent serait manqué.

La seconde proposition tendant à l'adoption du système monétaire français rallierait, d'après le mémoire, tous les suffrages; il n'y a qu'une voix pour reconnaître l'excellence de ce système, aussi simple que rationnel, reposant sur une base immuable et reconnu à juste titre comme une des plus belles créations des temps modernes. Toutefois, par cette adoption, la Suisse pourrait dans certaines circonstances se trouver entièrement privée de l'espèce qu'elle aurait prise pour base de son système monétaire et dépourvue du petit argent indispensable aux opérations de détail.

Au reste le mémoire exprime l'opinion que, pour arriver à un système national, il ne faut pas prendre exclusivement en considération les convenances de certains cantons; les trois quarts de la Suisse touchent à des pays qui n'ont à leur usage que des monnaies d'Allemagne, et le système français pur et simple pourrait aussi peu convenir à ces contrées qu'à Neuchâtel la proposition inverse si elle lui était faite. La Suisse se préparerait des regrets en s'écartant du principe sagement observé par elle dans tous les temps, de conserver une complète liberté d'action; dans les éventualités de l'avenir et en raison de l'immense mouvement industriel qui se développe en Allemagne, il pourrait devenir pour la Suisse une nécessité de se rapprocher du système de l'Union (Zollverein) et alors l'adoption qu'elle aurait faite des espèces de France exclusivement la mettrait dans le plus grand embarras.

Le mémoire examine ensuite les conditions politiques dans lesquelles se présente l'affaire. Il ne s'agit plus d'une réforme monétaire s'étendant à la Suisse entière; aux termes du pacte de 1815 la Diète n'a pas le pouvoir de l'imposer; il faudrait donc l'assentiment de tous les cantons; or Genève a déclaré vouloir agir seul; les cantons frontière du Royaume Lombard-Vénitien entendent ne rien changer à leur système monétaire actuel; c'est donc d'un projet de concordat qu'il est question.

Mais à diverses reprises plusieurs cantons ont conclu entre eux des concordats monétaires, et ces concordats n'ont jamais eu qu'une durée éphémère; et si l'on examine les causes qui ont successivement déterminé leur ruine et qui sont inhérentes à la nature des choses encore existantes, on conçoit parfaitement et on peut prédire avec certitude que les concordats futurs subiront nécessairement le même sort que les concordats passés.

Après avoir constaté qu'en adhérant au concordat, Neuchâtel aliènerait sa liberté dans un domaine important, n'aurait plus qu'une voix dans les délibérations des cantons concordataires et serait exposé à voir ceux-ci prendre des décisions contraires à ses intérêts, le mémoire rédigé par François Fornachon signale un autre inconvénient, c'est qu'il n'existe aucun moyen coercitif d'obliger les cantons à la complète exécution d'un concordat et, à titre d'exemple, il cite le cas du canton de Berne maintenant ses droits de consommation, malgré les représentations les plus énergiques et malgré les dispositions formelles du pacte fédéral. Neuchâtel bien qu'il accomplît exactement les conditions du concordat, n'aurait aucun moyen d'exiger des autres cantons l'observation des règles posées par celui-ci.

Revenant ensuite à la situation monétaire à laquelle il s'agirait de remédier, le mémoire insiste sur ce fait que tout le mal provient des masses de mauvais billon et de petit argent de bas aloi qui sont en circulation. Cette monnaie continuera à circuler, puisqu'elle a été émise par les cantons non con-

cordataires et le mémoire démontre qu'il ne sera pas possible aux cantons concordataires de s'en préserver. Loin que le concordat puisse avoir pour effet d'obliger les cantons non concordataires à changer leur système, comme on l'a soutenu, ce sera les négociants des cantons concordataires qui, les premiers, les aideront à le maintenir; en effet s'ils veulent continuer à faire des affaires, ils seront contraints de recevoir la monnaie défectueuse, car l'acheteur finit toujours par imposer sa monnaie au vendeur; dans les premiers temps le concordat sera appliqué avec rigueur et il en résultera une perte qui sera supportée par le commerce des cantons concordataires; puis, peu à peu, la rigueur s'atténuera sous la pression de la nécessité, car l'autorité devient tolérante là où elle sévit inutilement; le mal introduit d'abord par les cantons limitrophes, gagnera de proche en proche, et avant qu'on ait eu le temps de s'en apercevoir, le concordat sera frappé de mort. Ainsi est-il advenu du dernier concordat malgré les prohibitions, les confiscations, les amendes; rien de tout cela n'a été efficace et François Fornachon n'hésite pas à voir ici le jeu d'une loi économique. — Toutes les fois que l'argent légal a une valeur supérieure à celle de l'argent abusif, ce dernier tend incessamment à s'introduire à la parité de l'argent légal et toujours avec succès. — Et en effet c'est ce phénomène qui est connu sous le nom de loi de Gresham, du nom de l'économiste anglais dont la formule, adoptée par la science, est ainsi conçue : « *La mauvaise monnaie chasse la bonne* ».

Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, la conclusion du mémoire, dont nous venons de donner un bref résumé, est une prière instante adressée au gouvernement de maintenir le système monétaire en usage dans le canton de Neuchâtel, de n'adhérer à aucun concordat monétaire aussi longtemps que le billon et petit argent suisse sera en circulation. Lorsqu'un changement paraîtra utile, c'est le système français qui rencontrerait le plus d'adhésions dans le commerce de notre pays.

* * *

Malgré les bonnes raisons alléguées dans le mémoire rédigé par François Fornachon, le Conseil d'Etat ne crut pas devoir en adopter les conclusions. Il se prononça en faveur du système proposé par la majorité de la Commission fédérale, savoir l'adoption comme unité monétaire d'un franc suisse à 121 grains d'argent fin. Son avis fut approuvé par le Corps législatif qui, dans sa séance du 23 juin 1835, vota les instructions suivantes pour les députés de Neuchâtel à la Diète :

Ceux-ci reçurent pour mandat d'annoncer : « que les bases du nouveau système monétaire suisse paraissent très heureusement posées en tant que l'on a trouvé un rapport exact entre les grosses espèces de France et d'Allemagne ; que l'Etat de Neuchâtel serait disposé à adhérer au système proposé dans le cas où le très grand nombre des cantons y adhèrerait, où la mesure n'entraînerait pas des sacrifices trop considérables, et où l'on obtiendrait toutes les garanties désirables, et moyennant qu'il ne soit porté atteinte au droit régalien. Les députés demanderont au surplus que dans aucun cas la Confédération ne frappe des espèces d'argent et que les cantons qui ne s'y sont pas encore engagés soient invités à s'abstenir de toute frappe de billon jusqu'à ce qu'il ait été pris une détermination sur cette matière. »

Le projet de concordat fut d'ailleurs abandonné de même que celui qui fut proposé plus tard et qui consistait à introduire dans la Confédération le système monétaire français. L'année 1839 vit tomber ce projet auquel quatre ou cinq cantons seulement s'étaient montrés diposés à adhérer. Le retrait des anciennes monnaies parut un sacrifice trop considérable ; il fallut la revision constitutionnelle de 1848 pour doter la Suisse d'un système monétaire conforme aux exigences du temps et aux besoins du pays.

* * *

A deux reprises encore se produisirent des interventions de la Compagnie des Marchands à propos de questions monétaires.

En avril 1848, l'assemblée constituante craignant, à la suite des événements politiques en France, de voir se retirer les pièces de cinq francs et se produire une disette de numéraire dans notre pays, avait cru devoir élever le taux officiel des espèces allemandes, écus de Brabant et florins d'Empire, mesure qui, pensait-on, devait attirer ces espèces chez nous.

A ce moment François Fornachon était encore procureur de la Compagnie. Convaincu que le décret voté par l'assemblée constituante ne pouvait avoir pour effet d'augmenter la quantité de numéraire en circulation dans le canton, mais que sa conséquence nécessaire serait l'expulsion des pièces de cinq francs, c'est-à-dire de la monnaie généralement reconnue comme répondant le mieux aux besoins de tout le public neuchâtelois, Fornachon n'eut pas de peine à faire partager son opinion au Comité de la Compagnie.

Une pétition fut adressée à l'assemblée constituante. On y démontrait clairement que le tarif précédent était basé sur la valeur intrinsèque des espèces et que la valeur relative étant aussi rigoureusement établie, il n'y avait point à craindre que l'une des monnaies exclût l'autre. Mais en élevant le tarif des écus de Brabant, on donnait une préférence exclusive à cette monnaie qui seule serait importée, car il n'y aurait plus que de la perte à se procurer des pièces de cinq francs.

Cette préférence donnée à l'écu de Brabant devait entraîner des inconvénients de plusieurs sortes :

D'abord celui de faire disparaître complètement du canton les écus de cinq francs et d'y attirer par contre des espèces d'Allemagne d'un titre bien inférieur, sans atteindre le but que l'on se proposait d'augmenter le numéraire en circulation dans le canton.

En outre la quantité existante des écus de Brabant était infiniment petite comparée à celle des pièces de cinq francs qui s'élevait à plusieurs milliards.

On serait obligé pour obtenir de certaines quantités d'écus de Brabant de les faire venir de Francfort ou d'Augsbourg, ce qui coûterait de la peine et des frais, tandis que le commerce neuchâtelois avait l'habitude de tirer à bon marché des comptoirs de Besançon et de Mulhouse des pièces de cinq francs que personne ne pourrait plus se procurer sans perte.

La hausse du tarif des écus de Brabant ayant nécessairement fait disparaître les pièces de cinq francs, il faudrait payer avec agio celles qui sont nécessaires pour la fabrique d'horlogerie, qui ne peut utiliser pour la fonte les écus de Brabant, et celles dont on aura besoin pour régler les achats que les Neuchâtelois feront toujours en France.

La pétition faisait enfin observer que l'on était complètement rassuré dans le pays au sujet des billets de la Banque de France, dont on avait pu craindre un moment de se trouver chargés, — l'expérience prouvant que, moyennant un faible agio, on pouvait échanger ces billets avec facilité contre des écus de 5 francs. « Cette dernière monnaie, disait en terminant la pétition, est ce que nous pouvons désirer de mieux chez nous, tant par suite de nos relations avec la France que par les avantages qu'elle présente même à la fonte ; et l'expérience que nous faisons depuis nombre d'années prouve d'ailleurs l'excellence du système français, dont nous appelons de tous nos vœux l'application dans notre canton. La mesure extraordinaire que vous venez d'adopter, loin de tendre à ce but, tend au contraire à l'éloigner à tout jamais. »

La pétition se terminait par une prière instante adressée à l'assemblée constituante d'examiner la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de rapporter le décret du 14 avril sur le taux de la monnaie d'Allemagne[1].

Comme la révolution de 1848 avait virtuellement mis fin au rôle de la Compagnie des Marchands en qualité d'organe

[1] Dans sa séance du 25 avril, l'assemblée constituante décida néanmoins de passer à l'ordre du jour sur la pétition des Marchands de Neuchâtel, à cause du caractère temporaire de la mesure critiquée.

officiel du commerce, la pétition était signée par le Directeur de la Caisse d'Epargne, P.-L.-Aug. Coulon, et par treize négociants de la ville, savoir ; Louis Petitmaitre, Perrot-Reynier, Ch. DuPasquier-Perrot, Louis Jeanjaquet, Borel-Wavre, Fréd. Borel-Jeanrenaud, Charles Girardet, Jules Breguet, F.-H. Jaquet-Reymond, Frédéric Jeanjaquet, Louis Lerch, Bovet-Depierre, D.-H. Rott.

* * *

Une fois encore, après la proclamation de la République, la Compagnie des Marchands eut l'occasion de formuler son avis sur une semblable question.

Le 4 février 1854, le Roy et Prévôt, François de Montmollin, informait le Comité qu'il avait reçu de la Préfecture, comme Directeur de la Caisse d'Epargne et non point comme Président de la Compagnie, une convocation à une réunion de négociants ; cette réunion devait être consultée par le gouvernement sur la question de savoir s'il y avait lieu de donner eu Suisse cours légal aux monnaies d'or décimales. Bien que la Compagnie des Marchands n'eût pas à émettre officiellement un avis, son Président désirait savoir ce que pensait le Comité de la mesure projetée.

La délibération qui eut lieu porte l'empreinte des inquiétudes causées à cette époque par l'augmentation considérable de la production de l'or après la découverte des mines de la Californie et de l'Australie. « Cet accroissement extraordinaire de la production eut un effet foudroyant sur la valeur du métal, dit M. de Molinari. Non seulement la prime sur l'or disparut en France, mais le rapport entre la valeur des deux métaux tomba au-dessous de 1 à 15 1/2 ; 1 kilogramme d'or ne valut plus qu'environ 15,20 kil. d'argent. A partir de 1850 et 1851, il devint donc avantageux de fondre et d'exporter la monnaie d'argent... L'argent fut sur le point de disparaître entièrement de la circulation. On fut même obligé d'abaisser

de 900 millièmes à 835 le titre de la monnaie divisionnaire, car les pièces de 2 francs, de 1 franc, jusqu'à la modeste pièce de 50 centimes, menaçaient de suivre dans leur exode les pièces de 5 francs. Pendant quelque temps, l'or auquel on n'était pas habitué fut considéré comme suspect et bien des gens préféraient un sac de 1000 francs en argent à un rouleau de 1000 francs en or. »

On s'explique dès lors la préférence accordée à l'étalon d'argent par le Comité de la Compagnie des Marchands qui partageait à cet égard le préjugé général à cette époque.

« Les monnaies décimales d'argent ont le grand avantage, disait le Comité, d'être basées sur notre système métrique puisque 1 franc égale 5 grammes et 200 francs égalent 1000 grammes, soit le kilog., tandis que les monnaies d'or ne sont point en rapport avec ce système. La Confédération suisse a d'ailleurs déjà reconnu cet avantage puisque, lors de la récente adoption du système monétaire décimal, elle a eu soin de n'admettre que les monnaies d'argent, ne considérant les monnaies d'or que comme une marchandise. »

Le Comité invoque l'exemple de la Hollande « qui, depuis l'augmentation disproportionnée de la production des mines d'or, a reconnu l'inconvénient pour le public des monnaies d'or et s'est hâtée de démonétiser les siennes pour n'avoir que des monnaies d'argent; si la France ne s'est pas encore occupée de retirer les siennes de la circulation, c'est, suivant toute probabilité, parce que l'exécution de cette mesure n'est pas chose facile à l'époque actuelle. »

Peut-être François Fornachon, s'il avait encore vécu à ce moment là, aurait-il fait observer au Comité de la Noble compagnie que la supériorité attribuée par lui à la monnaie d'argent était loin d'être justifiée, que le rapport établi entre un franc et cinq grammes d'argent était purement arbitraire, puisque à un moment donné, comme on l'a vu dès lors, on pouvait se procurer dix grammes d'argent pour un franc, ce qui réduisait de moitié la valeur intrinsèque de cette monnaie,

que, dans ces conditions, celle-ci ne doit sa valeur qu'à l'empreinte officielle dont elle est revêtue, que par conséquent elle n'est pas autre chose qu'une sorte de papier monnaie ou de jeton exactement semblable aux monnaies dépréciées qui circulaient en Suisse avant 1848 et contre lesquelles la Compagnie avait mené une si vigoureuse campagne.

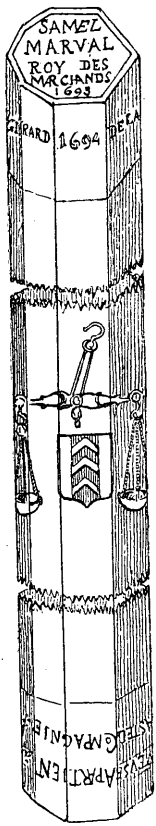
Au reste l'expérience ne devait pas tarder à démontrer à celle-ci quelle était son erreur. Les craintes suggérées par l'énorme accroissement de la production de l'or se dissipèrent, car, parallèlement avec cette augmentation, se produisit un rapide développement de la richesse et de l'industrie, et par suite une multiplication des échanges pour lesquels l'or est l'instrument qui répond le mieux aux convenances du public; en même temps la consommation industrielle de ce métal augmentait; de plus les banques nationales accroissaient leurs encaisses, en grande partie sous la pression des gouvernements qui y voyaient le moyen de se réserver ainsi un trésor de guerre. On reconnut bientôt tous les avantages de la monnaie d'or; en 1860, les pièces d'or françaises frappées dans la proportion d'une livre d'or fin pour $15\,^1/_2$ livres d'argent fin furent admises par la Suisse à leur valeur nominale comme monnaie légale; il en fut de même des pièces d'or d'autres pays frappées en parfaite concordance avec les espèces françaises correspondantes. Vers la même époque, on se rendit compte des inconvénients et même du danger que présentait le système de l'étalon d'argent avec pouvoir libératoire illimité; peu d'années s'écoulèrent jusqu'à la création de l'Union latine instituée pour parer à ce danger; ses règlements firent du franc d'argent, unité monétaire, un simple jeton aux 835 millièmes de fin, avec pouvoir libératoire réduit à fr. 50 dans les contrats particuliers et fr. 100 dans les caisses publiques, et avec limitation de la frappe d'après le chiffre des habitants de chaque pays. La proposition fut faite par quelques Etats de l'Union latine, entre autres la Suisse, d'étendre cette mesure à la pièce de 5 francs et d'adopter franchement l'étalon d'or;

mais cette proposition ne fut pas agréée par le gouvernement français. Toutefois en 1878, les Etats de l'Union s'engagèrent à ne plus frapper de pièces de cinq francs. En fait nous vivons en Suisse sous le régime de l'étalon d'or, puisque seule cette monnaie possède un pouvoir libératoire illimité. Nous sommes loin, on le voit, des idées émises en 1854 par la Compagnie des Marchands.

DE LA TENVE DV

S^R DAVID GIRARD

1694



Longueur 1 m. 55.

APARTIEN à L HONORABLE

et VERTVEVSE COMPAGNIE des

MARCHANDS de la VILLE

de NCHASTEL

AUNE SERVANT DE SCEPTRE AU ROY DES MARCHANDS

déposée au Musée historique de Neuchâtel.

CHAPITRE XXXVI

Poids et mesures.

On a vu que pendant longtemps la Compagnie des Marchands exerça un contrôle sur les poids et mesures et que ce fut seulement au commencement du XIX^me^ siècle qu'elle abandonna ce soin aux Quatre Ministraux qui, comme autorité de police, étaient en effet mieux qualifiés pour une semblable fonction.

Néanmoins tout ce qui touche aux poids et mesures est lié trop intimement aux intérêts du commerce pour que la Compagnie ait pu rester indifférente à la réforme qui s'opérait à cet égard dans les divers cantons suisses. Aussi la voyons-nous, en 1839, examiner, sur la proposition d'un de ses membres, la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'adopter le système métrique au lieu de celui usité jusqu'à ce jour, afin de se mettre en harmonie avec les Etats voisins.

Le Comité chargé d'étudier cette proposition se prononça nettement pour la négative; il invoquait le fait bien connu que tout changement dans le système des poids et mesures s'opère nécessairement au détriment du consommateur, au moins jusqu'à ce que, par le jeu de la libre concurrence, le niveau se rétablisse. Le commerce d'exportation, en faveur duquel la réforme était demandée, en retirerait sans doute un avantage; mais on devait reconnaître que notre pays est essentiellement un pays de consommation, qui importe plus qu'il n'exporte; il ne serait pas juste de sacrifier l'intérêt du plus grand nombre à celui d'une minorité [1].

[1] Le gouvernement neuchâtelois, saisi en 1834 d'un projet de concordat relatif aux poids et mesures, s'était nettement prononcé contre le projet, estimant « que ce concordat ne peut être utile ni aux intérêts de la Principauté, ni à ceux de la Suisse, en tant qu'il n'introduit qu'une mesure partielle et que le système en général est défectueux et imparfait. »
Manuels du Conseil d'Etat. 18 juin 1834.

CHAPITRE XXXVII

Les marchandises anglaises.

A diverses reprises le *Musée neuchâtelois* a entretenu ses lecteurs des ennuis que causa aux négociants du pays, en 1806, l'introduction d'une grande quantité de marchandises anglaises expédiées par des maisons suisses et particulièrement par des maisons bâloises. A la suite de la cession de Neuchâtel à la France, on avait supposé en Suisse que notre pays serait purement et simplement annexé à l'Empire français et l'on s'était empressé d'y jeter une masse de marchandises qu'on se flattait de soustraire ainsi au paiement des droits de douane; dans cette masse se trouvait un grand nombre d'articles fabriqués en Angleterre et qui étaient prohibés conformément au blocus continental proclamé par l'Empereur.

La Compagnie des Marchands, inquiète des conséquences que cette situation pouvait entraîner pour le commerce indigène, avait chargé M. Louis de Pourtalès, conseiller d'Etat, qui était en même temps son Roy et Prévôt, de rendre le gouvernement attentif à cette affaire et de le prier de prendre telles mesures qu'il jugerait convenables. Mais le Conseil d'Etat semble n'avoir attaché aucune importance aux avertissements donnés par la Compagnie et, par son arrêté du 20 janvier 1806, il déclarait « que vu les libertés du commerce, le Conseil n'estime pas qu'il y ait lieu à prendre des mesures relativement au cas proposé de la part du Comité de la Compagnie des Marchands » [1].

[1] Cependant, quelques années auparavant, le gouvernement neuchâtelois avait montré moins d'indifférence, comme cela résulte de l'arrêté suivant:

« Le Conseil étant informé que, de la part de la République française, il a été pris des mesures particulières pour qu'il n'entre dans son territoire depuis la

Les craintes de la Compagnie ne devaient pas tarder à se justifier. Bientôt on vit les employés des douanes françaises arriver dans le pays et, sous prétexte de rechercher les marchandises de provenance anglaise, se livrer à des perquisitions et même à des saisies. Ces procédés ayant répandu de justes alarmes chez les négociants de cette ville, le Roy et Prévôt fit assembler la Compagnie pour la consulter sur ce qu'il y aurait à faire à l'effet de prévenir la confiscation dont on paraissait menacé. Le même jour, le 20 avril, après en avoir délibéré, la Compagnie des Marchands décidait « Qu'aïant plu à Sa Majesté l'Empereur des Français de remettre cet Etat à Son Altesse Sérénissime le Prince Alexandre Berthier, elle estimoit convenable de lui faire parvenir un très humble placet par lequel tout en lui exposant sa position, elle le supplieroit de lui accorder sa haute protection pour calmer ses craintes, c'est à cet effet que l'adresse suivante a été rédigée » :

« Monseigneur,

» C'est avec un vif sentiment de satisfaction et de joie que la Compagnie des Marchands de cette ville a appris l'heureuse nouvelle que ce pays passoit sous la domination de Votre Altesse Sérénissime et qu'elle s'empresse de vous assurer de son obéissance, de son attachement inviolable et de son profond respect, venant en même temps solliciter votre puissante protection.

» Elle en a, Monseigneur, le plus pressant besoin. Le commerce de cette ville se livre aux plus vives alarmes causées par les démarches des préposés aux Douanes de l'Empire,

Suisse aucunes marchandises anglaises, a jugé convenable d'adresser le présent arrêt à tous les officiers des jurisdictions frontières de France pour leur enjoindre de mander auprès d'eux tous les marchands et commissionnaires de leurs ressorts respectifs et de les avertir que s'ils se mêlaient de ce genre de commerce, non seulement ils ne trouveroient aucun appui auprès du gouvernement au cas qu'ils fussent pris en contravention, mais que d'ailleurs ils s'exposeroient à la juste animadversion du Conseil, ce qui sera aussi annoncé à la Compagnie des Marchands de cette ville par un double du présent arrêt. »

Manuel du Conseil d'Etat. 13 juillet 1797.

démarches qui ne tendent à rien moins qu'à opérer la ruine totale de vos fidèles sujets.

» Ce pays par son ancienne Constitution jouissoit d'une pleine liberté du commerce. Il n'est donc pas étonnant qu'il s'y trouvât, au moment de sa cession, une certaine quantité de marchandises de tous genres. Mais ce qui paroît véritablement étonnant au commerce de cette ville, c'est qu'une grande partie des marchandises dont aucune loi ne défendoit l'entrée dans votre Principauté au moment où elles ont été acquises, aient été, à la suite des fidèles déclarations qui en ont été faites, saisies et séquestrées et que les Douanes de l'Empire se mettent actuellement en disposition de les vendre.

» La Compagnie soussignée espérait que toutes les propriétés de ses membres et des sujets de Votre Altesse en général seroient respectées. Déçue dans cet espoir, il ne lui reste de ressources que dans vos bontés. Veuillez, Monseigneur, lui accorder votre protection et en faire particulièrement ressentir les effets au porteur de la présente, chargé de procuration de la part des négociants de cette ville, qui, dans le moment actuel, se trouvent les plus frappés par les mesures des Douanes, et daignez recevoir favorablement l'expression des sentiments de la fidélité inviolable et du très profond respect dans lesquels nous sommes

Monseigneur

De votre Altesse Sérénissime
Les très humbles, très obéissants et
très fidèles serviteurs et sujets
Henry Gigaud, procureur
Ch.-Fs Peter, secrétaire. »

Le délégué chargé par la Compagnie de porter au prince Berthier pour lors à Munich, la supplique qu'on vient de lire, était Frédéric Martin, de la Maison Borel-Boyer. On lui donna des lettres de recommandation pour MM. de Pierre, maire de

Neuchâtel, de Montmollin, maire de Valangin, et Perregaux, lieutenant-colonel, députés du gouvernement auprès du prince Alexandre. Mais, sachant bien que ce dernier n'était pour rien dans les mesures prises et que la responsabilité de celles-ci remontait plus haut, la Compagnie décide en même temps d'envoyer à Paris deux autres délégués, l'avocat Jeanrenaud et Louis Jeanjaquet, négociant, pour solliciter de l'Empereur la levée du séquestre apposé sur les marchandises de diverses maisons.

Les frais de ces députations seront supportés par la Compagnie, mais celle-ci espère qu'en cas de réussite, les propriétaires des marchandises ne laisseront pas cette dépense à sa charge.

Nous savons par le rapport adressé de Munich au Conseil d'Etat par ses députés (*Musée neuchâtelois*, décembre 1896) que, sur la sollicitation de ceux-ci, le prince Berthier reçut fort gracieusement les envoyés de la Compagnie des Marchands ; il consentit même à intervenir auprès de l'administration impériale en faveur des négociants neuchâtelois dont les marchandises avaient été séquestrées et écrivit à Paris une lettre qu'il fit voir aux délégués du Conseil d'Etat.

Quant à la députation envoyée à Paris, on ne pouvait se faire d'illusions sur le résultat de ses démarches ; comment aurait-elle pu réussir là où les délégués officiels du Conseil d'Etat avaient échoué ? En effet tous les efforts de M. de Rougemont et de ses collègues vinrent se briser contre l'obstination de Napoléon à faire exécuter dans le pays de Neuchâtel le blocus continental (*Musée neuchâtelois*, novembre et décembre 1896). Les marchandises saisies demeurèrent confisquées ; il serait intéressant de savoir si cette perte donna lieu à un règlement de comptes entre les négociants de Bâle qui en étaient les véritables propriétaires et les maisons neuchâteloises qui n'avaient joué dans cette affaire que le rôle de commissionnaires.

Quoiqu'il en soit, le séjour de Paris ne paraît pas avoir

déplu aux mandataires de la Compagnie des Marchands ; tandis que la Députation du Conseil d'Etat rentrait déjà à Neuchâtel le 30 avril 1806, les délégués des Marchands étaient encore le 1er juin dans la capitale de l'Empire. La Compagnie trouve que la continuation de leur séjour est « actuellement assez inutile » et elle juge convenable de les faire revenir incessamment; un seul d'entre eux, Louis Jeanjaquet, se décide à obtempérer à cet ordre sans grande hâte; quant à l'avocat Jeanrenaud, il déclare vouloir « demeurer encore à Paris à ses frais, sauf quatre jours pour son retour ».

L'honorable avocat cédait-il aux attractions variées qu'offrait la grande ville à l'époque la plus brillante de l'empire, ou bien obéissait-il aux nécessités de sa profession en s'occupant à Paris des intérêts de sa clientèle neuchâteloise ?

Instruit par l'expérience, le gouvernement neuchâtelois crut prudent de renoncer à l'attitude indifférente qu'il avait adoptée au commencement des difficultés causées par l'introduction des marchandises anglaises. A la date du 23 décembre 1807, la Compagnie des Marchands se réunissait pour prendre connaissance d'un arrêté rendu deux jours auparavant par le Conseil d'Etat et que cette autorité avait chargé M. de Pourtalès, en sa qualité de Roy et Prévôt, de lui communiquer.

Cet arrêté était conçu dans les termes suivants :

« Le Conseil d'Etat aïant lieu de présumer que des négociants étrangers adressent à des commissionnaires de ce pays des marchandises dont l'entrée est prohibée en France en quantité disproportionnée aux besoins de l'Etat; considérant que ces dépôts pourroient être envisagés comme un objet de contrebande et qu'il est important de prévenir les effets fâcheux qui pourroient être la suite d'un pareil soupçon, juge convenable d'annoncer aux habitants des communes frontière de la France qu'il sera sévi à toute rigueur contre ceux qui se permettront de conniver directement ou indirectement à un trafic de contrebande, les rendant dès ce moment responsables en

leurs personnes et en leurs biens de tous faits propres à compromettre la sûreté publique de l'Etat, en portant atteinte aux relations étroites qui l'unissent à l'Empire français. »

Le Roy et Prévôt fit suivre cette communication d'une allocution dans laquelle « il exhorta fortement tous les membres de la Compagnie à une exacte et scrupuleuse observation à ce que chacun doit à la société en général et combien il est important, en de certaines circonstances, de savoir faire le sacrifice de son intérêt particulier pour concourir au bien général ou même pour éviter un dommage ».

Il est permis de supposer que cette exhortation parut superflue aux négociants neuchâtelois qui venaient d'éprouver d'une manière cuisante les douleurs du séquestre et de la confiscation.

On ne trouve plus dans les procès-verbaux de la Compagnie des Marchands aucune mention des marchandises anglaises si ce n'est en une circonstance mystérieuse. Dans sa séance du 2 janvier 1817, le Comité est informé par le Roy qu'il a reçu dernièrement de Messieurs Maugé, Entz & Cie de St-Gall un prospectus et une circulaire en allemand au sujet d'une pétition à adresser par les négociants d'Allemagne tendante à à obtenir des Puissances leur médiation pour l'interdiction des marchandises anglaises sur le continent.

Nous ignorons à quelle autorité cette pétition était destinée; nous ne savons pas non plus si elle fut réellement présentée et ni quel accueil elle reçut; il nous a paru intéressant de relever cette manifestation à laquelle la Compagnie des Marchands ne s'associa pas et au sujet de laquelle son Comité ne jugea pas à propos de la consulter.

CHAPITRE XXXVIII

Législation commerciale.

Dans notre pays les rapports de droit en matière commerciale comme en matière civile furent régis par la coutume jusqu'au XIX^me^ siècle. Cet état de choses présentait de nombreux et graves inconvénients; aussi dès que le rétablissement des Audiences générales eut été accordé par la Charte constitutionnelle de 1814, s'éleva-t-il des voix pour demander qu'on y remédiât. Dans la séance du 28 juin 1817, M. Houriet, lieutenant et justicier du Locle, après avoir vanté l'excellence de nos constitutions et de nos coutumes auxquelles il fallait toucher le moins possible, convenait cependant qu'il s'y trouvait « quelques lacunes que les progrès de la civilisation, l'extension de nos relations commerciales et nos différents rapports exigent qui soient remplies. » M. Houriet proposait donc que « le Conseil d'Etat fût prié de bien vouloir s'occuper de quelques lois de commerce, surtout à l'égard du recours en garantie des effets négociables ».

Cette proposition fut adoptée; quelques mois plus tard le 2 avril 1818, M. Vaucher, négociant, qui siégeait parmi les notables aux Audiences générales, réclamait « la confection d'un Code de Commerce applicable à toutes les transactions commerciales, à leurs conséquences, aux contestations et aux liquidations en cas de faillite. » M. Vaucher se demandait: « Si, dans tous les pays où le commerce fleurit, il est régi par des lois et des règlements qui lui sont propres, pourrait-il ne pas obtenir dans notre pays d'un gouvernement éclairé et paternel les mêmes soins et la même protection? » En consé-

quence il proposait la nomination d'une commission composée de jurisconsultes et de négociants qui serait chargée de faire à ce sujet un travail pour la prochaine session des Audiences générales.

La proposition de M. Vaucher, comme celle de M. Houriet, avait été renvoyée au Conseil d'Etat; mais toutes deux demeurèrent à l'état de vœux pieux; le gouvernement paternel et éclairé qui présidait alors aux destinées du pays ne jugea pas à propos de s'en occuper. Il fallut la secousse de 1831, la constitution du Corps législatif, l'entrée au gouvernement de nouveaux éléments pour accorder satisfaction aux besoins du commerce. On se donna pour tâche de regagner le temps perdu; dès 1832 le Conseil d'Etat présentait un projet de loi sur quelques matières commerciales qui traitait des commerçants, des sociétés de commerce, de la lettre de change, du billet à ordre et de la prescription. Le projet de loi qui avait obtenu l'assentiment des négociants des diverses parties du pays, n'était que la reproduction presque littérale des dispositions du Code de Commerce français. Cette dérogation au principe énoncé plusieurs fois par les juristes neuchâtelois, savoir : que le véritable bien-être du pays exigeait non pas tant des lois nouvelles, que la recherche et la juste appréciation des coutumes existantes, afin de les convertir en lois, et de détruire par là l'incertitude qui régnait dans leur application, — cette dérogation fut expliquée dans le rapport fort bien fait présenté par le chancelier Favarger au nom de la Commission du Corps législatif.

« Dire qu'en matière d'institutions, de lois civiles ordinaires, de règlements, etc., — ainsi s'exprimait le rapport — il faut chercher à se conformer à ce qui se passe chez ses voisins, c'est selon nous, dire une chose qui, vraie et belle en apparence, est au fond tout ce qu'il y a de plus éloigné de la vérité. Car, avec de pareils principes, que devient la nationalité? Mais il en est, à notre avis, tout autrement quant aux lois de commerce. Les rapports que la loi civile doit régler se

circonscrivent, à quelques exceptions près, dans le ressort du territoire où l'on a son domicile. Qu'importe donc pour moi que, dans un pays qui touche le mien, les enfants ne soient pas les héritiers nécessaires de leurs parents, les femmes non communes en biens, puisque ce n'est que dans des cas très rares que je me trouverai sous ce rapport en contact avec eux; mais le commerce, au contraire, réunit tous les peuples du monde, comme s'ils ne formaient qu'une seule patrie; son but est précisément de réunir par des relations communes les hommes des parties les plus éloignées de la terre; les moyens qu'il emploie pour y arriver supposent que, quant à eux, tous les pays du monde sont soumis aux mêmes lois, car si leur cours vient à être interrompu dans un seul, toute l'économie intérieure des relations commerciales se trouve comme paralysée. Les principes de la nationalité en matière de législation ne nous paraissent donc pas pouvoir s'appliquer dans toute leur rigueur au commerce qui n'a quant à lui d'autre nationalité et d'autres limites que celles du monde commerçant. Aussi plus les lois commerciales d'un pays se rapprocheront de celles du pays voisin, surtout si c'est celui qui a avec lui le plus de rapports commerciaux, plus les affaires se facilitent, plus le commerce que la différence de législation n'entrave pas dans son développement, prospère et s'accroît. »

Au reste le rapport constatait que les principes du Code français servaient déjà de règle ordinaire aux négociants neuchâtelois, en sorte qu'en définitive la nouvelle loi ne faisait que codifier la coutume.

La loi sur quelques matières commerciales, adoptée à l'unanimité dans la séance du Corps législatif du 20 février 1833, est demeurée en vigueur dans notre canton jusqu'à l'introduction du Code fédéral des obligations.

En 1836 fut adoptée une loi sur les commissionnaires ayant pour but de régler le privilège de ceux-ci sur les marchandises détenues par eux.

Enfin l'année 1842 vit l'achèvement de la loi sur les fail-

lites après de laborieuses discussions qui durèrent plusieurs années. Le Comité de la Compagnie des Marchands avait consacré plusieurs séances à l'examen du projet présenté au Corps législatif et celui-ci avait été saisi par elle de diverses observations consignées dans un mémoire dû à la plume de l'avocat Jeanrenaud.

CHAPITRE XXXIX

La navigation.

L'approvisionnement de la ville et du pays se faisant pour une bonne partie par la voie d'eau, de même que le transit, il est naturel que la Compagnie des Marchands se soit toujours intéressée aux questions relatives à la navigation [1].

Nous l'avons vu contribuer aux frais de construction du port édifié en 1707. En 1750, l'assemblée du jour des Rois est rendue attentive au fait que « l'embouchure du bassin se trouve fermée et que les batteaux qui abordent sont en danger de faire naufrage ». La Compagnie décide « de faire une députation à Messieurs les Quatre Ministraux pour les prier d'y faire travailler incessamment pour mettre en sûreté les batteaux de marchandises qui arriveront pour la prochaine foire » [2].

[1] Les négociants Bourgeois de cette ville ayant présenté une requête et un mémoire concernant le dommage qui leur arrive par rapport aux nouveautés qui se sont introduites tant rière Berne et Soleure par rapport à la navigation qu'à l'égard des certificats qu'on exige d'eux rière le canton de Berne pour le transit des tabacs qu'ils font venir icy. Il a été dit que les griefs des dits marchands paroissant fondés, le mémoire et la requette ci-dessus resteroient sur le bureau pour être travaillés par Messieurs les Quatre-Ministraux, conjointement avec les marchands qu'ils trouveront à propos de s'adjoindre, et raportées ensuite au Conseil pour être avisé là dessus ainsi qu'il conviendra. (Du 6 avril 1739. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XVII, p. 161.)

Sur le rapport de l'examen qui a été fait de la requette et du Mémoire des Marchands dans les deux objets qu'il renferme, Il a été dit quant au premier qui concerne la navigation, on feroit à ce sujet une représentation à la Seigneurie, et quant au second qu'on ne pouvoit pas empêcher que LL. EE. de Berne n'exigeassent des certificats pour les tabacs qu'on fait passer par leurs terres, mais qu'on remettoit à Messieurs les Quatre Ministraux de régler et modérer l'émolument de ces certificats. (Du 20 avril 1739. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XVII, p. 164.)

[2] Le Conseil de ville fait droit à la demande de la Compagnie des Marchands. Une commission spéciale émet l'ávis qu'il faut incessamment profiter du tems pendant que les eaux sont extrêmement basses, mettre un certain nombre d'ou-

Quelques années auparavant, en 1742, elle avait chargé M. le procureur Bourgeois « d'assembler les négociants de la ville pour examiner le projet à luy communiqué par Monsieur Rosselet, avoyer de la Compagnie des Pêcheurs, touchant la navigation ».

Dans une séance du Comité, à la date du 7 février 1758, on reconnaît qu'il est nécessaire « d'établir des bateliers à gage pour avoir un batteau au service du public, et le Comité doit travailler les moyens de faire réussir ce projet ».

En 1828 les négociants de Morat se plaignant d'abus qui s'étaient introduits dans la navigation des lacs, avaient élaboré un projet de convention. La Compagnie des Marchands désireuse de voir ce projet aboutir, demanda au Conseil d'Etat de consentir à ce que le receveur des péages de Neuchâtel fût autorisé à coopérer à l'exécution des mesures prévues, mais le gouvernement ne jugea pas à propos d'entrer dans ces vues; le Comité de la Compagnie dut donc se borner à communiquer aux négociants de la ville le dossier de l'affaire « afin que ceux que cela pourroit intéresser puissent se réunir et se concerter pour l'exécution du projet proposé par le Commerce de Morat, projet qui d'ailleurs paraît utile et convenable dans plusieurs de ses parties » [1].

Les procès-verbaux de la Compagnie ne relatent pas d'autres faits intéressants la navigation [2]. Notons toutefois le certificat qu'elle délivra le 20 mars 1706 à un batelier bernois :

« Honnête Samuel Schneider, bourgeois de la ville de Berne, et maistre batelier s'étant ce aujourd'hui date présenté

vriers pour ouvrir l'ancienne embouchure du Bassin en attendant qu'on travaille au grand ouvrage qu'on se propose, de détourner le cours du Seyon. Messieurs les Quatre Ministraux ont ordonné en conséquence aux Sieurs Bauherrs d'y mettre incessamment les ouvriers, ce que le Conseil a approuvé et ordonné de continuer le dit ouvrage suivant les idées de la Commission. (Du 26 janvier 1750. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XX, f° 7.)

[1] Malgré nos démarches, nous n'avons pu nous procurer aucun renseignement sur le projet élaboré par les négociants de Morat.

[2] Ils sont muets en ce qui concerne la navigation à vapeur dont les débuts sur notre lac remontent, comme on sait, à 1826.

par devant l'honorable Compagnie des Marchands de cette ville de Neufchastel pour avoir un certificat de la pratique usitée au fait des voitures qui se font des marchandises qu'on conduit par sur le lac en cette ville. Après que la dite honnorable Compagnie a eu advisé par ensemble sur ce fait, elle a dit et déclaré et unanimement que la pratique est que lorsque des bateliers ont conduit des marchandises en cette ville qu'ils ne sont obligés à autre chose qu'à les décharger sur le bord et en advertir ceux à qui elles sont adressées, moyennant cela ils sont irrecherchables des risques et dommages qui en peuvent arriver. Ce que la dite Compagnie a ainsi accordé par escrit au dit Schneider, sous son sceau ordinaire ce 20 mars 1706, signé par moi N. Huguenaud, notaire[1]. »

[1] On voit par les arrêts suivants du Conseil de ville que la navigation était loin d'être libre sur les cours d'eau de la Suisse :

Lecture a été faite d'une lettre de LL. EE. de Berne à la date du 28 décembre par laquelle Elles nous permettent de pouvoir envoyer nos Bateliers à Brouc pour chercher notre graine aussi longtemps que nous ne pourrons pas profiter de leurs bateliers, moyennant l'agrément du canton de Solleure avec qui ils ont un traité pour la navigation. (Du 13 janvier 1748. *Manuel du Conseil de ville,* vol. XIX, page 190.)

Sur la représentation faite par le Sr Daniel Rosselet qu'ayant faict conduire quatre-vingt bosses de sel venantes de Hall en Thiroll jusqu'à Broucq, il est arrivé qu'ayant voulu bailler led à voiturer par les Batteliers du lieu, ils ne l'ont voulu voiturer qu'il n'en payast beaucoup plus que les autres Batteliers ne demandoyent ; a quoy n'ayant peu condescendre, Ils ont à ce subjet faict arrester led Sel, priant la dessus luy accorder une lettre de recommandation adressante à LL. EE. de Berne affin de laisser le commerce libre et ne point permettre de faire telle nouveauté ; Sa requeste luy a esté accordée. (Du 13 avril 1680. *Manuel du Conseil de ville,* vol. VII, p. 6.)

CHAPITRE XL

Les postes.

La poste aux lettres avait été organisée dans notre pays à la fin du XVIIme siècle par la famille Fischer, de Berne, qui était restée en possession de cette lucrative administration [1].

La régale des postes fut instituée par la duchesse de Nemours qui en remit la ferme aux Fischer pour le terme de huit années à partir de 1695. En 1703 la princesse renouvela pour 12 ans le traité avec cette famille; celle-ci ne payait aucune redevance pour son privilège, mais le port des lettres était déterminé par la convention qui fixait également le nombre des courriers.

Le territoire de Neuchâtel avait le transit des lettres de Zurich, Berne, Lucerne, Soleure, Fribourg, St-Gall, Schaffouse, Vaud, Grisons et autres villes pour le duché et comté de Bourgogne, les provinces situées entre Besançon et Paris et vice-versa, un messager allait prendre à Yverdon les lettres de Genève, Lyon, etc. Dans l'intérieur du pays le service était assuré par des messagers.

Sous le règne de Frédéric-Guillaume Ier on proposa aux Fischer un arrangement moyennant versement dans la caisse du roi de la moitié du produit net. Sur le refus des fermiers on fit administrer les postes par une commission; mais l'exploitation ayant donné un déficit, un nouveau traité fut conclu, le 18 mai 1716, pour une durée de 10 ans avec les Fischer qui

[1] Marc HENRIOUD, *Les postes dans le canton de Neuchâtel dès leur origine à 1849*. Berne 1902.

Nous avons emprunté à cette intéressante brochure plusieurs des indications données dans ce chapitre.

avaient fini par admettre dans une certaine mesure les prétentions du gouvernement.

En 1763 de nouvelles négociations sont entamées avec les fermiers auxquels on demande un minimum de 300 livres tournois; ces conditions sont refusées par les Fischer qui prétextent le mauvais rendement du service intérieur à cause du grand nombre des messagers privés placés sous la protection de l'Etat.

Trois ans plus tard, un arrangement amiable intervint avec la famille Fischer qui conservait le monopole.

Le bureau de Neuchâtel rapportait brut en 1766 14,000 livres; en 1774 le produit net était 9000 livres au moins.

On se servait beaucoup à cette époque de la voie d'eau considérée comme plus commode et moins coûteuse.

Sous les règnes de Frédéric-Guillaume II et de Frédéric-Guillaume III, aucun changemeut ne fut apporté à l'administration des postes, qui demeura dans les mêmes mains. Pendant la Révolution française, la marche des courriers était souvent interrompue; on créa néanmoins de nouveaux services; une diligence partait de Neuchâtel les jeudi et samedi pour se rendre à Genève par Yverdon, La Sarraz, Cossonay et Aubonne.

A cette époque le bénéfice des postes de Neuchâtel s'élevait en moyenne à 16,000 livres.

Les négociants de Neuchâtel élevaient des griefs de diverse nature contre le service postal; ils se plaignaient en particulier de la taxe des lettres qu'ils qualifiaient d'exorbitante. Dès 1758, la Compagnie des Marchands s'occupe d'un mémoire à adresser au gouvernement pour obtenir le redressement de ces abus. En 1761, le Conseil d'Etat désigne quatre de ses membres pour examiner l'affaire et autorise cette délégation à appeler et à entendre les négociants de la ville[1].

Il ne semble pas que ces démarches aient abouti à un

[1] *Manuel du Conseil d'Etat.* 22 juin 1761.

résultat utile, car en 1769 une assemblée des principaux négociants « décide de nommer une commission peu nombreuse pour examiner toutes les plaintes des particuliers et négociants de cette ville à l'égard des taxes pour les porter où il convient afin de rétablir le bureau dans son ancien état ». La Commission présenta un mémoire avec un projet de règlement en neuf articles qui furent approuvés par l'assemblée générale et communiqués au gouvernement avec prière d'ordonner l'exécution des nouvelles dispositions. Quatre ans après nouvelles plaintes sur les abus qui se commettent au Bureau des postes à propos tant des surtaxes que d'autres objets. Nouveau projet de règlement destiné à remédier à ces abus. La haute intervention du gouvernement est encore une fois sollicitée.

En 1798, des modifications ayant été apportées dans l'arrivée et le départ des courriers, quelques négociants représentèrent combien cet arrangement leur était préjudiciable et demandèrent à la Compagnie des Marchands de prendre des mesures tendant à supprimer les abus qui en étaient résultés. Comme dans les occasions précédentes un Comité fut désigné et composé de MM. Pourtalès l'aîné, Vaucher, Fornachon, Sl Chatenay, de Montmollin, Berthoud & Cie, de Chaillet d'Arnex, de Meuron, banneret, J.-L. Roy, Jean-René Hennig, Jh.-Hry Guillebert. Ce Comité, au lieu de recourir de nouveau au Conseil d'Etat, décida de s'adresser directement à la famille Fischer à Berne. Voici la teneur de la lettre qu'il fit parvenir à cette dernière :

« Les négociants de cette ville éprouvant depuis quelque temps et surtout depuis le nouvel arrangement de vos courriers de France et d'Allemagne, beaucoup de gêne et d'entraves dans leur correspondance, se sont adressés à la noble Compagnie des Marchands pour y remédier, ensuite de l'inspection qu'elle a sur le commerce de cette ville et de cet Etat. Je viens donc de sa part et par son ordre exprès vous inviter, Messieurs, à envoyer ici une personne de votre con-

fiance munie de vos pouvoirs, pour conférer avec elle sur les changements convenables à aporter dans l'Administration des Postes de cette ville, que le bien du commerce rend nécessaires et il lui sera agréable que l'envoy de la personne qu'elle vous demande ne soit pas différé.

» En attendant quoi, elle vous prie de recevoir ses sincères salutations ; et moi, Messieurs, l'assurance du dévouement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) PETER,
Greffier et secrétaire de la N. & V. Cie des Marchands de la ville de Neuchâtel. »

A cette lettre datée du 24 janvier 1798, la famille Fischer répondit le 31 du même mois dans les termes suivants :

« Monsieur Peter, Nre et secrétaire de la noble et vertueuse Compagnie des Marchands de la ville de et à Neuchâtel.

» Monsieur,

» La lettre que vous nous avez adressé le 24e de ce mois au nom de la noble et vertueuse Compagnie des Marchands de la ville de Neuchatel, nous est bien parvenue et nous serions très disposés à y envoyer une personne de notre confiance munie de nos pouvoirs pour conférer avec elle relativement aux changements convenables à apporter aux Postes, si les circonstances critiques permettoient à un de nos membres de quitter Berne dans ce moment ; en conséquence il ne nous reste qu'à vous assurer qu'on s'y rendra aussitôt que l'on pourra.

» Nous avons l'honneur d'être avec la plus distinguée considération, Monsieur, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

(Signé) FISCHER,
Intendants généraux des Postes. »

Il suffit de se reporter à la date de cette lettre pour se rendre compte que les « circonstances critiques » invoquées par les Fischer n'étaient pas un vain prétexte. La discorde était au sein de la vieille république de Berne; les concessions tardives faites à l'esprit nouveau n'avaient pas satisfait les promoteurs du mouvement populaire; le général Brune parlant au nom du Directoire français, exigeait l'abdication pure et simple du gouvernement; ces prétentions réveillait l'esprit national, la lutte finale s'engageait et le 5 mars la défaite du Grauholz livrait aux troupes françaises les portes de la ville de Berne. On comprend que dans ces circonstances les Fischer, qui siégeaient dans les Conseils de la Nation, eussent autre chose à faire que d'écouter les doléances de la Compagnie des Marchands de Neuchâtel.

Au reste ce n'est pas à proprement parler un monopole que les Fischer exerçaient dans notre pays; comme ils ne s'occupaient que des correspondances entre les principaux centres, nous voyons la Compagnie discuter, en 1796, la question de savoir s'il ne conviendrait pas pour le bien et l'avantage du public, d'établir un bureau de dépôt à Neuchâtel « de toutes les messageries des villages voisins, à la réserve de ceux déjà établis du Locle et de La Chaux-de-Fonds, bureau qui seroit seulement chargé de recevoir les lettres des particuliers de la ville pour les faire parvenir soit par les Messagers ou occasions sûres dans les villages qui n'ont pas de Messagerie établie ».

Ce projet n'eut pas de suite immédiate, du moins nous n'en trouvons aucune trace ultérieure dans les registres de la Compagnie.

Un sourd mécontentement continuait à se manifester contre le service postal dans le commerce de Neuchâtel. D'une enquête faite à l'instigation de la Compagnie en 1804, il résulte que les plaintes portaient sur la lenteur qu'on éprouvait à la remise des lettres, sur la surtaxe de celles-ci et enfin sur ce que le Bureau refusait des reçus lorsqu'on y portait des groupes à expédier.

M. Louis de Pourtalès, Roy et Prévôt des Marchands, chargé de remettre le résultat de l'enquête entre les mains du Conseil d'Etat dont il faisait partie, jugea à propos de le laisser sur le bureau « où par la suite et en traitant des affaires concernant les postes qui sont à la veille de l'être, elle pourra être reprise en considération ».

C'est que le Conseil d'Etat était lui-même en délicatesse avec la famille Fischer qui ne payait à l'Etat aucune rétribution pour la concession dont elle jouissait et qui lui rapportait de beaux bénéfices; cependant le gouvernement du canton de Berne, où cette famille avait formé un établissement semblable, l'avait imposée successivement au fur et à mesure qu'il lui avait continué son privilège et il percevait à ce moment de ce chef une somme annuelle de 75,000 livres. Le Conseil d'Etat de Neuchâtel voulut exiger pareillement un droit de régale de la famille Fischer qui commença par le refuser et qui finit par offrir 4000 livres, mais en réclamant la suppression totale des messagers privés et une élévation du tarif des lettres; l'offre fut ensuite portée à 5000 livres à la date du 6 janvier 1806. L'avènement du prince Berthier qui se produisit tôt après, mit fin aux négociations. Un décret du 4 novembre 1806 daté de Varsovie ordonna d'administrer en régie les postes du pays[1].

L'exploitation de la régie fut confiée aux frères Jeanrenaud sous la surveillance d'une commission des postes composée de trois membres du Conseil d'Etat et d'un contrôleur dont le traitement fut fixé à 1000 livres de France; on alloua aux régisseurs 1500 livres pour les appointements du Directeur et 800 livres pour ceux d'un employé au bureau principal de Neuchâtel. Déduction faite des frais de transport et de bureau, des traitements affectés aux directeur, contrôleur, commis et buralistes, le reste formait le bénéfice sur lequel 20 % était laissé aux régisseurs.

[1] TRIBOLET, *Mémoires sur Neuchâtel*, p. 16.

Le système de la régie intéressée subsista jusqu'à la reprise du service postal par l'administration fédérale. En 1852 les recettes nettes s'élevèrent à 75,000 fr.

Il est permis de croire que ce système donna satisfaction à la population et au commerce ; du moins on ne trouve plus trace dans les procès-verbaux de la Compagnie des Marchands de plaintes suscitées par le service postal.

On sait que pendant fort longtemps le port des lettres était payé par le destinataire ; il paraît qu'à Neuchâtel l'usage s'était introduit de retirer ses lettres au bureau sans en payer le port immédiatement ; ce port s'inscrivait dans un carnet dont le titulaire acquittait le montant à certaines dates. A l'assemblée de la Compagnie des Marchands du 6 janvier 1818, le Directeur des Postes, Daniel Jeanrenaud, se plaignit non sans aigreur de cette coutume qui lui avait fait éprouver une perte sensible par la faillite d'un négociant débiteur d'un certain nombre de ports de lettres ; le bureau n'avait pu obtenir l'inscription de sa créance en privilège et le Directeur des Postes priait la Compagnie d'intervenir pour empêcher le renouvellement d'un fait aussi fâcheux. La Compagnie ne put qu'alléguer son incompétence en pareille matière, la question relevant immédiatement de la législation du pays. Il se trouva sans doute quelqu'un pour faire observer à M. le Directeur postal qu'il avait un moyen bien simple d'éviter ces pertes, c'est de ne livrer les lettres que contre paiement du port.

CHAPITRE XLI

Les chemins de fer.

Lorsque surgirent en Suisse les premiers projets de voies ferrées, le pays allait accomplir l'évolution qui le transformait d'une réunion d'Etats souverains en une république fédérative, dotée d'organes spéciaux, à qui était confiée l'administration des intérêts communs. Parmi ceux-ci la nouvelle constitution de 1848 faisait figurer « les travaux publics intéressant la Suisse ou une partie considérable du pays », travaux que la Confédération pouvait ordonner à ses frais ou encourager par des subsides.

Cette disposition visait tout particulièrement les chemins de fer; elle laissait dans le vague la question de savoir si leur construction rentrait dans la compétence de la Confédération ou dans celle des cantons. Cette question devait donc être tranchée par la législation. Dans le projet de loi présenté aux Chambres en 1851, le Conseil fédéral se prononçait en faveur d'un système mixte d'après lequel l'établissement de chaque section du réseau suisse constituait une entreprise faite en commun par la Confédération et les cantons particulièrement intéressés à l'exécution de cette section. Les capitaux nécessaires devaient être procurés par l'émission, pour chaque section, d'obligations aux porteurs desquelles la Confédération garantissait un intérêt minimum.

Le projet du Conseil fédéral qui tendait à la création d'un réseau national exploité par l'Etat, devait aboutir un jour après cinquante ans d'efforts persévérants de la part des centralisateurs suisses; mais, à l'origine, il ne rencontra pas

l'assentiment des Chambres et la loi du 28 juillet 1852 fut conçue dans un esprit tout à fait opposé; elle stipula que le droit d'établir des chemins de fer sur le territoire de la Confédération et de les exploiter demeurait dans la compétence des cantons et pouvait être concédé à l'industrie privée. Ce fut sous l'empire de cette législation que se construisit peu à peu, suivant un plan dont l'ingénieur anglais Stephenson avait tracé les grandes lignes, le réseau des voies ferrées sur le plateau suisse.

Déjà avant cette époque, les Français s'occupaient activement de la construction de leur réseau et s'efforçaient d'intéresser les cantons frontières de la Suisse à l'établissement de telle ou telle ligne; c'est alors que fut construit le tronçon Bâle-St-Louis par la Compagnie du chemin de fer Bâle-Strasbourg.

En 1840 nos voisins du Doubs, désireux de faire passer par Montbéliard et Besançon la ligne projetée de Mulhouse à Dijon pour laquelle les riverains de la Saône proposaient un autre tracé par Vesoul et Gray, s'adressèrent aux habitants de la Principauté pour leur demander des souscriptions en faveur du projet qui les favorisait.

Une communication de M. Bretillot, président du Tribunal de commerce de Besançon, fut reçue par le Conseil d'Etat qui la renvoya au rapport de M. Dubois, président de la Régie des Postes; ce dernier conclut « que les avantages à retirer par la Régie de l'établissement du chemin de fer dont il s'agit et du rapprochement de cette voie de communication des frontières de la Principauté, ne sont pas encore assez certains pour motiver une intervention active de notre part ». — Sur quoi les communications de M. Bretillot furent renvoyées au Comité de la Compagnie des Marchands pour les examiner au point de vue des intérêts du commerce neuchâtelois.

La réponse du Comité est trop caractéristique des préoccupations qui dominaient chez nous à ce moment, et des idées qu'on se faisait alors sur l'avenir des chemins de fer, pour que nous hésitions à la citer intégralement.

« Monsieur le Président et Messieurs,

» Le Comité de la Compagnie des Marchands a reçu avec reconnaissance, ensuite d'un arrêt du Conseil d'Etat en date du 17 7bre, les communications de M. Bretillot, Président du Tribunal de Commerce à Besançon, au sujet d'un chemin de fer projeté par la vallée du Doubs.

» Le Comité, pour en faire l'examen au point de vue des intérêts du commerce neuchâtelois, a comparé ce nouveau système de communication, non seulement avec le service actuel des malles-postes, mais aussi avec les améliorations qui pourront y être apportées par l'administration française.

» Il a été amené d'entrée à reconnaître comme base de son travail deux faits qui demeurent invariables; l'un que les affaires de commerce se traitent à Paris de 10 heures du matin à 5 heures du soir, qu'il faut y arriver avant et n'en partir qu'après; l'autre que la circulation sur les chemins de fer ne peut s'effectuer que de jour.

» Ces deux conditions réunies diminuent de beaucoup l'immense avantage du chemin de fer sur les malles-postes, car si le simple voyageur est transporté à Paris en 26 heures par le chemin de fer et en 52 heures par les malles-postes, toute cette différence n'est pas un bénéfice réel pour les dépêches qui séjournent à Paris en pure perte de temps depuis l'arrivée à 6 heures du soir jusqu'au lendemain matin; il en est exactement de même pour le départ qui, au lieu de s'effectuer à 6 heures du soir, se trouve forcément renvoyé au lendemain à 5 heures du matin.

» Le Comité a établi une seconde comparaison en combinant l'allée et le retour avec le temps nécessaire pour l'exécution d'ordres donnés depuis ici. Il en résulte qu'il faut à cet effet par les malles-postes 114 heures dont 14 de séjour à Paris et par le chemin de fer 87 dont 35 de séjour à Paris.

» Il y aurait certainement là un avantage décisif pour le chemin de fer si l'administration des malles-postes ne parais-

soit disposée à soutenir la lutte en faisant rectifier la ligne des malles-postes et améliorer les véhicules. L'entreprise est forte et demeureroit sans résultat utile pour le commerce neuchâtelois si elle ne déterminoit une économie de 24 heures sur l'allée et le retour, car si les lettres ne devoient pas repartir d'ici par l'ordinaire suivant, ce ne seroit pour nous qu'un avantage tout à fait illusoire.

» L'administration des malles-postes réussira-t-elle à obtenir cette amélioration de 24 heures? Nous ne sommes pas à même de répondre à cette question.

» Mais le fût-elle d'un manière affirmative, il y auroit encore pour les malles-postes une dépense de 94 heures dont 12 de séjour à Paris et par les chemins de fer 87 heures dont 35 de séjour à Paris.

» Si, après ces comparaisons, l'on vient à réfléchir à l'exiguité des malles-postes qui ne réservent qu'une place pour un voyageur, presque sans bagages, à nos 60,000 âmes de population, et qu'on mette en regard les locomotives qui, en temps ordinaire, ne laissent pas un voyageur en arrière, quelqu'en soit le nombre, y compris toute espèce de bagages, on doit convenir qu'il y a d'un côté trop de puissance et de supériorité pour que la victoire puisse demeurer indécise.

» Elle ne pourrait pas l'être si par un nouveau progrès on parvenoit à utiliser de nuit les chemins de fer; or l'attention universelle est fixée sur l'application de la vapeur, on y a apporté sans cesse des perfectionnements et l'on peut dire sans rien hasarder, qu'à cet égard, la science n'est point arrivée au terme de ses découvertes.

» Le Comité des Marchands, d'après ces considérations, ne peut que former des vœux pour l'établissement du chemin de fer de la vallée du Doubs, persuadé qu'il en résultera des avantages nombreux et certains pour le commerce neuchâtelois.

» Les chemins de fer donnent une telle supériorité qu'ils deviennent aujourd'hui une nécessité à subir et pour les po-

pulations un sujet de dépenses et de sacrifices. Ils devront se multiplier et avec le temps il y aura peu de localités qui n'ayent leur charge à supporter.

» D'après cette manière d'envisager les choses, le Comité ne se permettra pas d'émettre une opinion sur la réponse à faire à la demande de M. Bretillot, d'une participation des habitants de cette Principauté aux frais d'études du chemin de fer par la vallée du Doubs.

» Le Comité hésitera d'autant plus à se prononcer à cet égard qu'en rapprochant l'établissement du chemin de fer aboutissant à Bâle et probablement bientôt à Zurich, des projets déjà souvent annoncés d'une création semblable de Genève à Lyon, il ne peut admettre comme éventualité que cette contrée formera à tout jamais un obstacle à la continuité des communications accélérées entre le Nord et le Midi pour la facilité desquelles la ligne de l'Aar et des lacs, réunissant le Rhin au Rhône, semble présenter un terrain de prédilection.

» C'est alors et s'il est démontré que cette belle et vaste entreprise puisse être réalisée pour le bien de l'Etat, que nous aurons aussi nos charges à supporter.

» Le Comité de la Compagnie des Marchands saisit avec empressement cette occasion pour présenter à Vos Seigneuries l'hommage de son respect et de son dévouement.

Neuchâtel, 26 7bre 1840.

(Signé) Fs Fornachon, Pr. »

Pour porter l'empreinte de l'époque, pour être exprimées dans ce langage à la fois solennel et bonhomme et, pour dire le mot véritable, un peu prudhommesque, les idées développées dans la lettre du Comité des Marchands n'en étaient pas moins naturelles. Au moment de rompre avec d'antiques habitudes dont on prévoyait bien qu'elles allaient être balayées par une force irrésistible, comment nos pères n'auraient-ils pas éprouvé quelques regrets? Peut-on leur en vouloir si dans le secret de leur cœur, ils caressaient le vague et timide espoir

de voir la malle-poste triompher de son redoutable adversaire? A leur place, n'aurions-nous pas senti, nous aussi, cette crainte mystérieuse devant le changement formidable qu'ils sentaient venir et qui, plus que les révolutions politiques, plus que la chute des rois, a transformé la figure du monde?

Quoiqu'il en soit, c'est certainement de l'intérêt général du pays que s'inspirait le Comité des Marchands lorsqu'il conseillait de réserver ses ressources pour l'exécution d'un projet national de chemins de fer suisses, plutôt que de subventionner des lignes françaises; avant tout ne s'agit-il pas de relier entre elles les différentes parties de la Suisse, en unissant par des voies ferrées le Nord et le Midi, Genève avec Bâle? Le Comité semble même avoir prévu le rapport présenté quelques années plus tard par Stephenson qui indiquait le réseau à construire en utilisant les voies d'eau.

Cinq années se passent et pendant ce temps l'idée a marché; les projets se multiplient; la plupart de ceux concernant la création d'une voie ferrée de Genève à Bâle, laissent complètement de côté le territoire de la Principauté et préconisent le tracé Yverdon-Morat. A Genève, à Yverdon, des personnes bien intentionnées pour notre pays signalent le danger que court celui-ci d'être mis à l'écart. La Compagnie des Marchands reçoit de M. Hentsch à Genève, de M. de Guimps à Yverdon, des communications qui l'engagent d'une manière pressante à s'occuper de cette affaire, à créer à Neuchâtel une association qui se mettrait en rapports avec celles dont le but est l'établissement d'un chemin de fer de Genève à Vaumarcus.

Le Comité de la Compagnie s'assemble le 16 décembre 1845 sous la présidence de M. Louis de Pourtalès, son Roy et Prévôt.

La discussion s'engage et, comme on pouvait s'y attendre, le statu quo trouve, sinon de nombreux, du moins de zélés défenseurs; l'un d'eux en particulier représente combien la Suisse en général et notre pays en particulier sont topogra-

phiquement et politiquement peu préparés à cette nouvelle voie accélérée de communication, combien elle entraînerait de froissements d'intérêts particuliers et publics; pour les particuliers expropriations forcées, renchérissement du combustible, des bois de construction; pour l'Etat, diminution de quelques-uns de ses revenus et autres inconvénients vis-à-vis d'avantages appréciés plutôt par les spéculateurs que par les autres classes de la société.

Mais cette voix reste sans écho. Sans doute l'établissement des chemins de fer n'ira pas sans inconvénients publics et particuliers; le Comité le reconnaît. Mais il pense que l'introduction de ce système en Suisse est un torrent auquel notre petit pays ne peut pas résister sous peine de perdre le peu d'importance commerciale qui lui reste et puisque, selon toute apparence, un intérêt quelconque donnera naissance à un chemin de fer tendant de Genève au Nord de la Suisse, le commerce neuchâtelois ne saurait voir d'un œil indifférent que cette voie accélérée passât par Morat — qui se trouve sur la plus courte ligne — plutôt que par Neuchâtel. Il est évident que l'acquisition de cette voie donnerait à la ville de Morat de grands avantages de commerce au détriment de Neuchâtel; c'est ce qui doit engager le commerce neuchâtelois à manifester sa sympathie pour une construction qui ne peut que contribuer à soutenir et augmenter son activité.

Cette opinion fut partagée par le Comité à peu près unanime et le procureur François Fornachon, fut chargé de porter la décision à la connaissance des intéressés vaudois et genevois.

Dans la lettre qu'il leur écrivit à ce sujet, Fornachon ne manquait pas de signaler le point délicat de l'affaire, savoir l'impossibilité de s'en occuper avec succès « aussi longtemps que Berne sous la dépendance duquel nous sommes placés sous ce rapport d'une manière absolue, serait préoccupé d'un autre tracé à l'exclusion de celui qui pourrait être fait ici ».

En août 1846, nouvelle démarche d'Yverdon démontrant

l'importance qu'il y a à organiser sans perte de temps un Comité de chemin de fer à Neuchâtel; il est nécessaire que ce dernier soit représenté à la prochaine assemblée générale à Berne pour y défendre la cause de la ligne par Neuchâtel, car, à défaut de manifestation de la part de ce pays en faveur de cette ligne, le pays courrait risque d'être frustré des avantages qui pourraient en résulter pour lui, puisque, parmi les divers projets formés relativement à la grande ligne du chemin de fer occidental de la Suisse, plusieurs d'entre eux excluent totalement de cette ligne le territoire de l'Etat de Neuchâtel.

Le Comité, se défiant sans doute de ses propres forces, décida de faire appel à la sollicitude du gouvernement auquel il s'adressa dans les termes suivants :

« Monsieur le Président et Messieurs,

» Le Comité de la Compagnie des Marchands prend la liberté d'exposer respectueusement à vos Seigneuries que déjà au mois de Décembre dernier, sur l'invitation qui lui était parvenue de divers Comités organisés dans les villes voisines dans le but de concourir à la création d'un chemin de fer tendant de Genève à Zurich et à Bâle, le Comité avait reconnu qu'il est dans l'intérêt du commerce et de l'industrie de ce pays que ce chemin, s'il devait être exécuté, passât par le territoire neuchâtelois. Le Comité décida qu'en réponse aux comités qui s'étaient adressés à lui, cette opinion et ce vœu leur seraient communiqués.

» Cette considération était motivée par le désir de conserver à ce pays la faculté de participer à cette entreprise, si le gouvernement le jugeait utile, et pour empêcher que, dans l'idée d'un refus de concours, il ne fût pris au dehors des engagements contraires à ce que, plus tard, on pourrait reconnaître comme être l'intérêt réel de nos populations.

» Dès lors les Comités suisses ont travaillé avec activité; des projets divers ont été étudiés et formulés; celui qui tend de

Soleure par Berne, Fribourg à Lausanne, à l'exclusion de Neuchâtel, a obtenu dans deux cantons voisins de nombreux et chauds partisans et Genève qui, dès l'origine, a pris l'initiative du chemin de fer à créer dans la partie occidentale de la Suisse, vient de convoquer à Berne une assemblée générale de tous les Comités.

» A cette occasion une invitation pressante a été adressée ici pour que, sans perte de temps, on y organise un Comité du chemin de fer qui serait immédiatement convoqué pour l'assemblée générale à Berne où, à défaut, l'intérêt de la ligne par Neuchâtel ne serait ni représenté, ni défendu.

» Dans cette occurence le Comité de la Compagnie des Marchands, d'accord avec ses précédentes délibérations, a jugé de son devoir d'examiner de nouveau cette question et surtout celle de savoir s'il est dans l'intérêt commercial du pays de conserver une attitude expectante ou passive au milieu d'un si grand déploiement d'activité tout autour de nous. Le Comité pense que dans l'intérêt de la Suisse en général et de Neuchâtel, en particulier, la ligne par Neuchâtel doit mériter la préférence ; pour la Suisse, parce que cette ligne serait d'une construction plus facile et moins chère et d'un rendement plus avantageux, circonstances qui déterminent les conditions de la concession et rapprochent d'autant l'époque où le chemin de fer reviendra au pays ; pour Neuchâtel, en raison de son industrie, la troisième en importance de la Suisse, essentiellement agglomérée dans nos Montagnes, peut-être la plus prospère et la plus solidement enracinée au sol par la subdivision et le fractionnement du travail dans toutes ses branches ; parce que la prospérité commerciale du pays dépend en grande partie de la prospérité de cette industrie, et en général parce que toute contrée, en dehors de la grande ligne de communication, en devient nécessairement tributaire.

» Enfin le Comité est porté à craindre que lorsque l'expérience permettra de mieux apprécier ici l'avantage d'un chemin de fer, l'opinion publique, aujourd'hui peut-être encore

indécise, ne se prononce contre un préjudice qui serait alors sans remède si l'entreprise s'accomplissait en dehors de la participation du pays.

» C'est par ces motifs que le Comité de la Compagnie des Marchands pense, à l'unanimité, qu'il est dans l'intérêt du commerce et de l'industrie du pays que le chemin de fer, s'il doit en être fait un dans cette partie de la Suisse, soit construit sur le territoire neuchâtelois; le Comité en exprime le vœu et prie respectueusement le Conseil d'Etat de porter son attention sur cette question, de manière à préserver l'intérêt commercial et industriel du pays, persuadé que, selon la solution qu'elle aura, il en résultera une influence marquée sur la prospérité de l'Etat.

» Le soussigné, en transmettant ce rapport à Vos Seigneuries, a l'honneur, etc.

Au nom du Comité de la Comp. des Marchands
Le Procureur,
(signé) François Fornachon. »

Le Conseil d'Etat ayant donné son assentiment à la formation d'un Comité de chemin de fer analogue à ceux qui existaient dans d'autres villes suisses, le Comité de la Compagnie convoqua les négociants de Neuchâtel à une assemblée qui eut lieu à l'Hôtel de Ville le 18 avril 1846; les registres de la Compagnie indiquent les noms des personnes qui furent priées d'assister à cette réunion.

Ce sont MM.

Guibert, marchand de fer,
Dubois, DuPasquier & Cie,
Fréd. Perret & Cie,
Louis Lerch,
Petitmaitre,
Ant. Fornachon,
Jaquet & Bovet,
François Favarger,
Jeanjaquet père et fils,
J.-H. Nicolas,
Ferd. Kuentzi,
J.-J. Bouvier & Cie,

Fréd. Jeanjaquet,
L'Hardy frères,
Borel-Favarger,
Borel-Wittnauer,
Aug. Chatenay,
Pettavel frères,
François Fornachon,
Philippe Suchard,
Brugger & Cellier,
S. Heer fils,
Barbey,
Michaud, mercier,
Borel, Boyer & Cie,
Les fils d'Ant. Borel,
Dr H. Rott,
Bourquin,
Lorimier frères,
Persoz fils aîné,
DuPasquier-Terrisse,
Carbonnier,
Coulon, lieut. de ville,
Pury, ingénieur,
le colonel de Roulet,
le major Louis Bovet,
» Henri Bovet,
d'Yvernois, anc. trésorier,
Ferd. d'Yvernois,
de Pierre, châtelain de Boudry,
Matile, professeur,
Alph. Robert,
Aug. Coulon,
Bovet & Cie, (Boudry),
Vaucher-DuPasquier & Cie,
(Cortaillod).

L'assemblée eut lieu au jour fixé sous la présidence de François Fornachon, procureur de la Compagnie des Marchands. Celui-ci fit lecture de la pétition adressée au Conseil d'Etat et de la réponse de ce dernier portant qu'il n'était pas en mesure de se prononcer officiellement maintenant, mais qu'il autorisait la formation d'un comité de chemin de fer dans ce pays.

« C'est ainsi, ajouta le président, que le Comité de la Compagnie s'est vu en quelque sorte forcé de prendre l'initiative de cette entreprise neuchâteloise qui intéresse avant tout le commerce et l'industrie ; et il a jugé convenable d'adjoindre aujourd'hui à la Compagnie les principaux négociants de cette ville qui n'en sont pas membres, ainsi que quelques capitalistes, quelques notables et quelques personnes vouées aux arts et aux sciences. »

La proposition du président était de former le Comité du chemin de fer neuchâtelois en le bornant maintenant à sept

membres de la ville, afin de pouvoir y ajouter quelques personnes en dehors de la ville, des Montagnes ou du Val-de-Travers.

L'assemblée unanime approuva l'initiative prise par le Comité de la Compagnie des Marchands ; les opinions qui furent exprimées par quelques-uns des assistants s'accordèrent pour trouver que Neuchâtel perdrait beaucoup à demeurer en dehors de la ligne du chemin de fer occidental et qu'il devrait faire son possible pour avoir son tronçon sur son territoire. A supposer que Neuchâtel fût exclu de la grande ligne, l'importance d'une communication par chemin de fer serait telle pour le pays que, même dans ce cas, on se verrait obligé de construire un embranchement aboutissant à la voie ferrée principale, ce qui entraînerait de bien plus grands sacrifices que ceux auxquels on serait appelé pour une participation à la construction de la grande ligne passant par Neuchâtel.

Quant aux inquiétudes causées par l'intention prêtée aux cantons voisins d'adopter un tracé qui laisserait de côté Neuchâtel, un membre du Conseil d'Etat qui assistait à l'assemblée, le chancelier Favarger, invoqua l'opinion du célèbre ingénieur Negrelli ; celui-ci, après avoir signalé le tracé par Yverdon, Payerne, Morat comme plus court et moins coûteux que le tracé par Neuchâtel, avait cependant reconnu que la différence en plus présentée par ce dernier était peu considérable et ne devait nullement être un empêchement sérieux si Neuchâtel attachait quelque importance à ce que le chemin de fer occidental passât sur son territoire.

On procéda à la nomination d'un comité de chemin de fer neuchâtelois composé de sept membres; l'assemblée désigna pour en faire partie :

MM. François Fornachon,
Gustave de Roulet,
de Meuron, banneret,
Frédc Perret fils,
MM. Carbonnier,
J.-H. Nicolas,
Borel-Jeanrenaud.

Un des premiers actes du Comité fut d'ouvrir une souscription pour l'étude du chemin de fer projeté. Le Comité de la Compagnie des Marchands proposa à l'assemblée générale de souscrire pour la somme de mille francs; cet avis fut adopté dans l'assemblée du 2 septembre 1846 par une décision unanime, non toutefois sans qu'un membre se fût élevé contre le projet « en représentant combien les voies accélérées de communication et spécialement les chemins de fer, étaient nuisibles au commerce et à l'industrie ». On avait fait du chemin depuis 1840, alors que la noble compagnie ne pouvait dissimuler les regrets que lui causait la suppression des malles-postes, « car, dit le procès verbal, cette opinion isolée et si diamétralement opposée aux convictions de la totalité des représentants du commerce et de l'industrie a frappé d'étonnement toute l'assemblée et n'y a trouvé aucun écho ».

Tels furent les débuts de l'établissement des chemins de fer dans le canton de Neuchâtel ; ces débuts, dans lesquels la Compagnie des Marchands joua le rôle le plus utile et le plus honorable, et qui nous montrent la population de Neuchâtel unie dans une claire intelligence des intérêts nationaux, ne permettaient pas de prévoir les luttes et les compétitions ardentes qui ne devaient pas tarder à éclater au sujet des chemins de fer, et qui troublèrent si profondément la paix dans notre pays.

ANNEXES

I

Lettres patentes de Rodolphe de Hochberg du 15 mai 1479.

Nous Rodolfz Marquis de Hochberg, Comte de Neufchastel, Seigneur de Routhelin et de Suzemburg, Salut; savoir faisons à tous pntz et advenir, que comme ainsin soit que nos predecesseurs, Comtes et Seigneurs dudit Neufchastel, ayent heu prerogative et prehẽnimence de créer et faire Roys et Prevost des Merciers, Lesquels Roys et Prevostz ont heuz authoritez de créer, faire et adoubter Merciers et Marchans; Or est ainsin que nous veuillans Jouyr et user desdite Prerogative et preheminance en nostre dit Comté, comment ont faict nosdits Predecesseurs, Et sur ce nous confiant a la bonne prodhommie discretion et loyauté de Guillaume Hardy nostre Bourgeois de Neufchastel Mercier et Marchant, Et dont bonne rellation nous a esté faicte, esperant que Iceluy Guillaume exercera ledit office bien et loyallement, Pourquoi l'avons faict créer Instituer, Et par ces presentes lettres, faisons, créons et Instituons Roy et Prevost des Marchans et Merciers pour faire et exercer en tout nostre dit Comté l'office tel comme Roy et Prevostz des Marchans et Merciers peut doibt faire et exercer, et de recevoir et adoubter Compagnons Marchans et Merciers, ainsin comme à telz cas appartient et par cy devant a estéz accoustumé, Et de leur en bailler Lettres opportunes scellées de son scel, avec signes du Saing Manuel de l'ung de noz notaires Jurez de nostre dit Comté de Neufchastel, auquel Guillaume Hardy Roy et prevostz desdits Marchans et Merciers, avons donné, conféré, Et par ces presentes, donnons et conferons plaine puissance et faculté de visiter, voir et revancher poidz, poudre et autres danrées, appartenant à son mestier et office, appeller avec luy en faisant ledit office nostre Mayre dudit Neufchastel, son Lieutenant ou nos autres officiers aux lieux où Iceluy Guillaume Hardy Roy et prevostz desd. Merciers et Marchans fera ladite visitation sur ce que dict est, En reservant

a nous et aux nostres l'amande des délits et mesfaictz faits et perpetrez et qui se trouveront estre commis et faictz en faisant ladite visitation et en exerçant sondit office, Lesquelz delits meshus et abus par les delinquans sera ledit Roy et prevost tenuz de le Reveller et dénoncer à nous et nostres, ou à nos principaux officiers de dits lieux; Dont de ce, et de tout le contenu des présentes, avons, ce Jourdhuy, reçeu le serement dudit Guillaume Roy et prevostz des Merciers et Marchans. Sy mandons et commandons à tous nos officiers et subiectz Marchans et Merciers de tout nostre dit Comté de Neufchastel, prions et requerons a tous autres que audit Guillaume Hardy Roy et prevost comment dessus obéyssent et entendent en exerçant ledit office, ainsi et comme lon doibt faire au Roy et Prevostz des Merciers et Marchans, et qu'il a esté accoustumé le temps passé; En témoignage de laquelle chose nous avons commandé appendre aux presentes nos Lettres nostre propre scel secret; Que furent faictes et données en nostre ville dud Neufchastel, le quinzième jour de May, L'an courant Mil quattre cens septante et neuf; Ainsy Scellé du scel de Mondit seigneur le Marquis en cire rouge à simple quëue pendant.

Ainsy signé par feu le S^r^ Pierre Romain nothaire l'ayant icelluy prins par coppye sur son vray original.

II

Lettres patentes de Louis d'Orléans du 13 décembre 1507.

Louys D'Orléans, Marquis de Routhelin, Prince de Chastellaillon, Comte de Neufchastel, Visconte de Monstreul et de Mellun, Seigneur de Noielle sur la Mer, de Blandy, de Seurre, de Sainct George, de Saincte Croix, de Louhans, d'Espoisses, de Vercel, de Vianes, de Chastillon sur Maische, Grand Seneschal et Lieuten^t^ general et gouverneur pour le Roy des Pays de Provence : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut, savoir faisons, Que apres nous avoir esté deuement Informé Comme par cydevant en nostre ville de Neufchastel Soulloit avoir ung Superieur en la Compagnie des Marchans Merciers nommé Roy des Merciers, Lequel avoit aucthorité et preheminence d'avoir esgard et correction sur toute la mercerie et espicerie desdits Marchans Merciers tant de nostre dite ville et Comté de Neufchastel, que sur tous autres Estrangiers venant en Icelle nostre dite Ville et Comté es foires et marchez publicques, pour obvier aux grands abus qui se pourroyent faire par lesdits Merciers tant en vendant et distribuant leur dicte marchandise a faux et iniuste poix que aussi Icelle Marchandise non estre bonne et loyalle. Et pour la conservation du bien publicque et utillité de leur dit pays et Comté, A l'humble supplication et Requeste de la Compagnie desdits Marchans merciers et espiciers, et pour aultres considerations a ce nous mouvans, Confians a plain des sens loyauté preudhommie et bonne dilligence de la personne de nostre bien amé Bourgeois Pierre Anchemant, Iceluy avons créé, constitué, ordonné et estably, et par la teneur de ces presentes creons constituons ordonnons et establissons en l'Estat et office de superieur et Roy desdits Merciers. Pour d'iceluy estat et office jouir et user par ledit Pierre Anchemant en suivant les us et

coustumes anciennes aux honneurs Droicture, prerogatives prehemi-nances et libertez audit Estat et office appartenant, en la forme et maniere que ont faict et accoustumé faire les autres Roys des mer-ciers des autres pays circonvoisins de nostre dit Comté de Neufchas-tel; sera tenu de visiter toutes marchandises et espiceries ensemble les poids, Et pour ce faire appeller avec luy Notre Mayre ou autres officiers tant audit Neufchastel que autres lieux en nostredit Comté, affin que ceux qui seront trouvez Delincquans non ayant loyalle marchandise et Icelle vendre a bon et juste poix, estre gaigez par nos dits officiers, En retenant sur Iceux tous Droictz de Seigneurie et confiscation sur ceux qui seront trouvez Delinquans. Aussy aura regard et correction avec Nosdits Maires et autres officiers sur tous les merciers et espiciers estrangers qui porteront et vendront merce-ries ou espiceries en nostre dite ville et en toute nostre d. Comté soyent villes ou villages, hors les foyres et marchez publicques, Que dorenavant ne voullons souffrir pour les abuz qui se pourroyent faire ainsy que nous avons esté adverty, pourquoi voullons estre deffendu aux d. Merciers et espiciers estrangers que dorenavant non plus vendre ne distribuer leurs d. marchandise en nostre pays et Comté, reservé esd. foires et marchietz publiques, Et ce sur peyne de confiscation de leur dite marchandise apres quilz en auront esté advertiz pour la première fois, ladicte confiscation a nous advenue et escheue sur ceux qui feront le contraire. Duquel Pierre Anchemant Supperieur et Roy des Merciers dessus nommé avons prins et reçeu le Serement en tel cas requis de bien et loyallem^{t} exercer et de servir ledit office, en observant et gardant nos authoritez Seig^{ries} et droictures, et pour l'utilité du bien publicque de nostre d. pays et Comté, Si donnons en mandem^{t} par ces dites presentes a tous et singulliers les autres Marchans, merciers et espiciers estans en nostre d. Comté que audit Pierre Anchemant, et a son Lieutenant commis et depputé en son absence obeissent comme a leur superieur et Roy des Merciers. Man-dons en oultre a tous nos Justiciers officiers et subiectz presentz et advenirs Que audit Roy des Merciers dessus nommé ou a son dit Lieuten^{t} et Commis en son absence, obeissent et entendent diligem^{t} es choses touchans et concernans led. Estat et office, Et luy prestent et donnent aide, faveur, conseil et assistance la ou besoing sera et requis en seront. En tesmoing de ce avons signées cestes de nostre nom, faict sceller de nostre scel armoyé de nos armes, et le seing

de nostre Secrêtaire. Donné audit Neufchastel Le Treizieme jour de Decembre l'an de grace mil cinq centz et sept.

Ainsy signé au bas par feu Monseigneur le Marquis et Comte Loy d'Orleans

Et scele du seau de Mond Seigr le Comte en cire rouge sur double queue pendante.

Coppye prinse sur son vray original sain et entier, et sur Iceluy dehuemt collationné de mot à aultre, par moy notaire soubsigné saulff mon preiudice.

Scl PURRY.

Et au bas y a ainsy

Par ordonnance de Mondit Seigneur, Le Sr de Granges Mre d'hostel et aultres présents.

Et ainsy signe par feu le Sr

A. BUGNOT, not.

III

S'ensuit le serment Presté par Monsieur le Mre bourgeois Samuel Marval au Chasteau de Neufchastel le Quatrièsme Apvril Mille Six Cents Quatre Vingts et deux es mains de Monseigneur le Gouverneur de Stavay, Seigneur de Mollondin, Pour estre le Roy des Marchandz.

Vous le Sieur Mre bourgeois Samuel Marval créé reconfirmé et Establi par la Seigneurie Roy des Merciers en la Compagnie des Marchandz, de cette ville. Vous Jurez de faire le plus souvent que possible vous sera, visite de toutes les denrées et marchandises, Et sur tout de Drapperie et Espicerie, qui s'apporteront, estaleront et exposeront en vente, En tout ce comté et ville de Neufchatel, come pareillem^{t} des poidz et mesures par lesquelles elles se débitent et delivrent pour scavoir et cognoistre si la d^{e} Marchandise est leale et de cours et de poids et mesure juste et bonne, Et en quelle part et lieu dud^{t} Comté que trouverez deffaut, appellerez avec vous l'officier du lieu pour la condamner, reprouver, confisquer ou mettre au néant, si le fait le requiert, Et qu'il ne fust du tout criminel et capital.

Secondement tiendrez main que touts Reglements et status faits et a faire pour chasser, reprouver et abolir les abus et desordres qui sont aujourd'huy en vogue au fait deditte marchandises soyent observez et executez a ce que les Bourgeois et Subjects de Son Altesse ne soient trompez et circonvenus. Et exercerez laditte charge de Roy des Merciers fidellement et sincerement sans respect ni support de qui que ce soit.

IV

Lettre de Marchand du 18 octobre 1453.

Je Anthoine Mathiez, bourgeois de Vaulengin, prevoust deis marchans au bastif de la Comtez de Neufchastel, fais savoir a tout ceux que verront et orront cest presentes lectres que Regnaux Bechet, bourgois de Saint Ypolitez est venuz par devers moy en ouvertez foirez en la ville de Neufchastel en la presence deis compaignons marchans cy desob nommez en moy prient et requerent que je ly vousicez donnez le sacrement que apartient a nous aultrez Compaignons marchans pour marchandez. Dela quel chousse j'ay fay assemblez les compaignons marchans ensemblez et leur ay demander einsy comme il apartient a mon office ce le dict Reynaud estoit soffisent pour estrez en la Compaigniez deis compaignons marchant, lesquel ont dit que y ne savoient chousse par quoy le dict Regnaux ne dehuz bien estrez en la compaignye deis compaignons marchant. Pour la quel chousse j'ay donnez ou dict Regnaux son sacrement et recehuz pour marchant einsy comme il apartient. Par quoy je priez a tout prevoust et compaignons marchant que le dict Regnaux vuillent resoivrez et tenir pour loyaux marchant einsy comme y voudrient que je fissez a ung tel cas pour leur, par my pregnent de luy son bien venuz einsy comme il apartient. En tesmognage de la qu[e]l chousse et en la presence de Huguenin Favre, bourgois de Vaulengin, de Vautiez de Columbiez, de Perrenet Chalendez, bourgeois de Vaulengin, de Girard Colon, de Jehan Bourquin, de Coffranoz, et pluseur aultrez marchant, jay [mis] mon scel en cest presentes lectres duquel je usez en tel cas; que furent faites et donneez le xvij^{e} jour de Octobrez Mil iiij^{e} l troys.

(Signé) Hugon[inus] Fabri.

Archives de l'Etat de Neuchâtel. A^{8} N^{o} 18.

V

Lettre de Marchand du 21 octobre 1696.

Nous Samuel Marval, conseiller d'Etat et Maire de la ville de Neufchatel, Roi et Prevost des Marchands et Merciers en tout le Comté dudit lieu, ci-devant capitaine d'une Compagnie suisse au Régiment des Gardes de Sa Majesté Très-chrétienne, Scavoir faisons que suivant la requeste à nous faite par honn. Pierre Borquin de Bienne, et après avoir été informé de sa bonne vie et mœurs, en présence et de l'avis dn sieur Pierre Lucas du Grand-Conseil de cette ville, Moderne Maître de la Compagnie desdits Marchands, nous l'avons reçeu et accepté pour pouvoir estre marchand et pour pouvoir trafiquer, acheter, vendre et déployer librement toutes sortes de marchandises et merceries par les foires de cette dite Ville et Comté de Neufchatel, moyennant les droits de la Compagnie qu'il a payé et délivré pour son entrage. Et en ce faisant, nous lui avons fait prester le serment en tel cas requis, assavoir de bien et loyalement se comporter en achetant, vendant et trafiquant et de auner et peser fidellement avec justes aunes et poids, sans fausseté quelconque. Pour cet effet, nous requérons très affectueusement tous Rois et Prevosts des Marchands, et autres qu'il conviendra, qu'ils souffrent et permettent audit Pierre Borquin de trafiquer, acheter, vendre et déployer librement ses marchandises par les foires et en tous lieux et places licites, sans lui donner, ni permettre qu'il lui soit donné aucun empeschement, mais de lui donner toute l'aide et l'assistance dont il pourra avoir besoin, nous offrant de réciproquer envers tous ceux qui nous seront recommandéz. En foi de quoi, nous avons apposé aux présentes le seau de ladite Compagnie et l'avons fait signer du seing notarial de son Secrétaire. Audit Neufchatel le vingt unième octobre, Mille six cent quatre vingt et seize.

(Signé) Huguenaud.

VI

La forme du Serment que doit donner le Roy de ladite honorable Compagnie aux nouveaux venus et Receus d'icelle, Tenant une aulne en sa main.

Premièrement

1. Vous Jurerez a doigts levez de porter mener achepter faire et vendre bonne et loyalle marchandise.

2. Item vous ne vendrez une marchandise pour autre.

3. Item vous userez porterez et peserez en bons, et loyaux poids, sans fausseté quelconque.

4. Item vous mesurerez et aulnerez avec aulnes justes et marquées sans nulle fausseté, ny ne manierez dans ce Comté autre aulne que celle dudit lieu.

5. Les espices vous les peserez au poids de seize onces, Le Ris, figues, Raisins et amandres au poids de Dix sept onces.

6. Vous ne vendrez aussi drap pour autre.

7. Item vous ne mesurez aucun drap par le Semot[1].

8. Davantage Jurerez aussi, si vous vous trouvez en quelque lieu debvant peage, Et un Compagnon de la Lutte estoit passé devant sans le payer, vous le payerez pour luy, Disant qu'il vous en a donné la charge, Et puis après le Rapporterez au Roy et a la Compagnie, afin qu'en soyez rembourcé et luy chastié par l'advis de ceux de ladite Compagnie selon son demerite.

9. Item tiendrez secret ce qui sera traicté dans ceste vertueuse compagnie, sans le reveler, et aussy quant vous vous trouverez aux Assemblées, honnorerés Monsieur nostre Roy, ou ceux qui le représenteront comme aussy les anciens.

10. Finallement quand vous vous trouverez aux foires et marchez, Serez tenus aider a vostre voisin, en quel lieu que ce soit, Et vous eslargir pour les bancs paisiblement sans vous debattre, ny quereller.

[1] *Semot* - Lisière.

VII

Nouvelle formule du serment prêté par les membres de la Compagnie des Marchands adoptée par l'Assemblée du 5 janvier 1734.

1. Vous jurerez à doigts levés de ne pas vendre marchandise pour autre.

2. Vous mesurerés, aunerés avec aune juste et marquée sans nulle fausseté quelconque et ne manierés dans ces Comtés autre aune que celle dud. lieu, à moins que vous n'en conveniés avec l'acheteur.

3. Vous venderés et peserés toutes vos marchandises au poid de dix sept onces, à l'exception des drogues, de la soye, fleuret et fil de chevre, chocolat, thé, poudre à cheveux, tabac d'Espagne, tabac grené, bougie, cire d'Espagne, laine à tapisserie, fil de fer, filet à coudre et à faire les dentelles, et autres marchandises qui viennent des Pays étrangers en paquets d'une livre, lesquelles marchandises vous pourrez vendre au poids de seize onces et à aucun poids plus faible, à moins de le déclarer à l'acheteur; Et quant à la dorure vous la vendrés à l'once ou au marc poids de France.

4. Vous tiendrez secret ce qui sera traité par la Compagnie des Marchands touchant ses droits privilèges et prérogatives.

5. Vous vous rencontrerés dans les Assemblées de cette Compagnie le plus souvent qu'il vous sera possible.

6. De plus vous jurés d'obéir aux arrêts de la Compagnie et de suivre le plus.

VIII

Nouvelle formule du serment prêté par les membres de la Compagnie des Marchands adoptée par l'Assemblée du 22 janvier 1755.

1. Vous jurés à doigts levés d'observer à l'égard de la qualitè, du poids, de l'aulnage et du mesurage des marchandises ou denrées que vous vendrés, toute la bonne foi requise en pareils cas, et surtout de n'abuser, sous quelque prétexte que ce soit, de l'innocence et de la confiance de l'acheteur.

2. Vous vous servirés de l'aulne, du poids et des mesures établies en ce Pays, à l'égard de tous ceux qui entendront d'acheter de vous sur ce pied; mais quand vous conviendrés avec l'acheteur, ou que telle sera l'habitude reconnue de votre débit, de vendre à autres poids, aulne et mesure, il vous sera permis de le faire.

3. Vous observerés les Statuts et Règlements de la Compagnie, assisterés à ses assemblées, autant que faire vous le pourrés, et avancerés de tout votre pouvoir son honneur son profit et le bien du commerce en général dans cette ville et dans ce pays.

IX

Dernière formule du serment prêté par les membres de la Compagnie des Marchands adoptée par l'Assemblée du 6 janvier 1872.

1. Vous promettez d'observer à l'égard de la qualité, du poids et de la mesure des marchandises que vous vendrez, la plus scrupuleuse bonne foi et surtout de n'abuser, sous quelque prétexte que ce soit, de l'ignorance ou de la confiance de l'acheteur.

2. Vous promettez d'observer les Règlements de la Compagnie, d'assister à ses assemblées autant que vous le pourrez et de contribuer de tout votre pouvoir au bien et à l'avantage du commerce et de l'industrie dans cette ville et dans le pays.

X

RÈGLEMENT

pour la réception des membres de la Compagnie des Marchands.

Du 22 novembre 1851, modifié le 7 janvier 1889.

ARTICLE 1er.

Tout communier de Neuchâtel, domicilié dans la ville ou sa banlieue, inscrit au registre du commerce, faisant du commerce son occupation habituelle et ayant, dans ce but, magasin, boutique ou bureau régulièrement ouvert, ou étant associé solidaire de la maison de commerce dont il fait partie, a droit de se faire recevoir membre de la Compagnie des Marchands.

ARTICLE 2.

Les personnes qui revêtiront les qualités ci-dessus, et qui désireront être admises dans la Compagnie, devront s'annoncer au Comité et se faire inscrire chez le secrétaire quinze jours au moins avant le jour fixé pour la grande assemblée annuelle.

ARTICLE 3.

Si le Comité, à l'unanimité, n'a aucun doute sur la qualité du récipiendaire, il proposera à la Compagnie de l'admettre au nombre de ses membres. Dans ce cas la votation aura lieu par assis et levé, après toutefois que le Président aura demandé aux membres présents s'ils ont des observations à faire.

ARTICLE 4.

Dans le cas contraire, le Comité demandera des explications au récipiendaire. Si ces explications sont réputées par lui suffisantes, il proposera son admission et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'art 3. Si, malgré les explications données par le récipiendaire, le Comité conserve des doutes, il les transmettra à l'assemblée laquelle, dans ce cas, votera au scrutin secret, après une délibération préliminaire.

ARTICLE 5.

Si le scrutin présente, en faveur du récipiendaire, la majorité absolue des suffrages des membres présents, il est reçu membre de la Compagnie.

Toutefois le récipiendaire devra réunir les $^3/_4$ des suffrages au scrutin, si le Comité, à la majorité, ne l'avait pas jugé admissible.

ARTICLE 6.

Indépendamment des formalités déjà prescrites pour les récipiendaires dans les articles qui précèdent, ils devront se présenter en personne à l'ouverture de la grande assemblée annuelle.

Si la Compagnie juge convenable de leur demander de nouvelles explications, cela devra avoir lieu avant la votation. Les récipiendaires devront quitter la salle pendant la délibération qui pourrait avoir lieu à leur sujet.

ARTICLE 7.

Toute personne admise dans la Compagnie devra payer sa finance d'entrée dans le mois qui suivra l'assemblée générale. Dans le cas où elle n'aurait pas rempli cette formalité, sa réception est annulée de plein droit.

ARTICLE 8.

Le présent Règlement pourra être revisé en tout temps, soit sur la proposition du Comité, soit ensuite d'une demande par écrit adressée au Président et signée du tiers au moins des membres effectifs de la Compagnie.

FIN DU RÈGLEMENT.

La finance actuelle d'entrage est de

L. 67. 4. Soit fr. 92.69 pour les fils de membres et

» 4.14 le florin d'or } Soit » 6.48 *en sus*, pour les nouveaux reçus qui ne sont pas fils de membres.

Fin du Règlement revisé dans l'assemblée générale du 6 Janvier 1911.

Finance d'entrage fixée à

fr. 100.— pour les fils de membres, et à

» 150.— pour les nouveaux reçus qui ne sont pas fils de membres.

XI

Roys et Prévôts des Marchands de 1453 à 1913.

1.	Antoine Matthey,	prévôt en	1453
2.	Guillaume Hardy,	nommé le 15 Mai	1479
3.	Pierre Henchemand	» 13 Décembre	1507
4.	Pierre Hardy,	»	?
5.	Petremand Huguenaud,	» 14 Octobre	1542
6.	Guillaume Hardy,	» 22 Janvier	1554
7.	Daniel Huguenaud	» 16 Août	1586
8.	Daniel Rosselet, du Conseil,	» 23 Juillet	1615
9.	François Marval, capitaine, du Conseil,	» 16 Juin	1639
10.	Jean Purry, maire de Boudevilliers,	» 9 Octobre	1665
11.	Samuel Marval, maître bourgeois,	» 3 Avril	1682
12.	Josué Gaudot, conseiller d'Etat,	» 13 Avril	1733
13.	Samuel Marval, conseiller d'Etat, maire de Cortaillod,	» 12 Janvier	1752
14.	Louis de Pourtalès, conseiller d'Etat, maire de Boudevilliers,	» 6 Janvier	1804
15.	François de Montmollin, ancien maire de Valangin,	» 16 Décembre	1848
16.	Alphonse de Sandoz-Morel	» 6 Janvier	1871
17.	Georges de Montmollin,	» 6 Janvier	1893
18.	Ferdinand Du Pasquier	» 7 Janvier	1907
19.	Charles Barbey,	» 6 Janvier	1913

XII

Maîtres de la Compagnie des Marchands de 1632 à 1751.

1. Bailliod, Abraham,	1632
2. Huguenaud, Pierre,	1635
3. Gruet, Claudi,	1645
4. Huguenaud, Jonas,	1648
5. Ustervalder, Jean,	1648
6. Favargier, Abraham,	1649
7. Barbaz, Samuel,	1650
8. Bullot, Abraham,	1650
9. Roud, David,	1651
10. Gaudot, Samuel,	1652
11. Bourgeois, Samuel,	1653
12. Redard, François,	1654
13. Dardel, Henry,	1655
14. Regnaud, Abraham	1656
15. Perrot, Daniel,	1657
16. Gaudot, Esaye,	1658
17. Usterwald, Jehan, le jeune,	1659
18. Rosselet, Louis, le jeune,	1660
19. Bonvespre, Jonas,	1661
20. Hory, Abraham,	1662
21. Huguenaud, Nicolas, notaire,	1663
22. Gaudot, Jean-Jaques, le vieux,	1664
23. Rollin, Abraham,	1665
24. Poncier, Daniel,	1666
25. Bouille, Mathieu,	1667
26. Ostervald, J.-Jaques	1668
27. DeThielle, Simon,	1669
28. Gaudot, Jean-Jaques, le jeune,	1669
29. Boyve, Siméon,	1670
30. Gaudet, Jehan,	1671
31. Jaquet, Daniel,	1672
32. Quartier, Pierre,	1673

33. Amyod, Jonas,	1674
34. Breguet, David, notaire,	1675
35. Redart, Jean, marchand joyaulier,	1676
36. Gaudot, Pierre,	1677
37. Favargier, Jean-Jaques, des quarante,	1678
38. Francey, Jonas,	1678
39. Ostervald, Henry,	1680
40. Bonvespre, Ferdinand,	1680
41. Bullot, Jean,	1682
42. Rossellet, Daniel,	1682
43. Mentha, Jonas,	1683
44. Quinche, Louys, hôte au Coq d'Inde,	1684
45. Marquis, Jonas-Louys,	1686
46. Gallot, Abraham,	1686
47. Roux, Secrétaire	1687
48. Huguenaud, David, du grand Conseil,	1688
49. Bonvespre, Abraham, lieutenant,	1689
50. Borel, Erard,	1691
51. Girard, David,	1692
52. Guynand, Jaques,	1693
53. Petitpierre, Jean, le jeune,	1696
54. Purry, Josué, l'enseigne,	1696
55. Guy, Henry, noble,	1697
56. Favargier, Daniel, du grand conseil,	1698
57. Gallandre, Samuel,	1699
58. Dardel, Louis, maître bourgeois,	1700
59. Bourgeois, David, du grand conseil	1701
60. Deluze, Jaques,	1702
61. Thonnet, Jean,	1703
62. Depierre, Louis,	1705
63. Ostervald, Samuel,	1705
64. Cortaillod, Jean,	1705
65. Boyve, Jacob, libraire,	1707
66. Breguet, Jacob,	1708
67. Gallot, Henry, du grand conseil,	1709
68. Schuffelberger, Jacob,	1710
69. Brandt, Jean, marchand de drap,	1710
70. Bros, Jacob, concierge,	1711

71. Favargier, Daniel, feu Jeremie,	1712
72. Meuron, Daniel,	1713
73. Gallandre, Samuel,	1715
74. Chaillet, Samuel, le jeune,	1716
75. Pierrot, Maurice-Rudolph,	1716
76. Tochon, Jonas, du grand-conseil,	1718
77. Chaillet, Jean-Jaques, peletier'	1719
78. Depierre, Guillaume, orfèvre,	1720
79. Chatelain, Jean-Jaques potier d'étain,	1722
80. Levrier, Jean,	1723
81. Jeanmenoud, David,	1724
82. Favarger, Jean-Pierre,	1724
83. Philipin, Jean-Henry, grand conseil	1725
84. Tochon, Henry,	1726
85. Wavre, Andrès, le jeune,	1727
86. Boyve, Abram, maître des clefs,	1728
87. Liechtenhan, Jean-Rodolphe, grand conseil,	1729
88. Varnod, Jeremie, serrurier,	1730
89. Gallot, Pierre, avocat,	1731
90. Cornu, Jean-Jaques, messager,	1733
91. Wavre, David,	1733
92. Depierre, Guillaume,	1733
93. Michaud, David,	1735
94. Iker, David,	1736
95. Chaillet, Henry-Nicolas,	1737
96. Petitpierre, Jonas,	1738
97. Michaud, Jean-Frederich,	1738
98. Lecuyer, David,	1741
99. Icquer, Jean,	1740
100. Philippin, Jonas,	1742
101. Pettavel, Henry,	1743
102. Bonvespre, Samuel, orfévre,	1744
103. Touchon Frederich,	1745
104. Icquer, Samuel, lenternier,	1746
105. Iker, Samuel, ferblantier,	1747
106. Bartholomey, Jean-Daniel,	1749
107. Petitpierre, Jonas-Olivier,	1751
108. Cand, Jean-Jaques,	1751

XIII

Vice-Roys ou Procureurs.

1.	Pury, Samuel,	1665
2.	Breguet,	1679
3.	Bourgeois, Abram, marchand,	1728
4.	Roulet, Abram, du grand-conseil,	1783
5.	Gigaud, Henry, »	1791
6.	Pettavel, Louis,	1822
7.	Fornachon, François,	1843
8.	de Pury, Louis-Ferdinand,	1848
9.	Junod, Auguste,	1876
10.	Du Pasquier, Ferdinand,	1900
11.	Mayor, Georges,	1907
12.	Gyger, Albert,	1913

XIV

Receveurs.

1. Godet, Samuel,	1757
2. Jeannin, Guillaume, notaire	1791
3. Chatenay, Samuel, négociant,	1795
4. Py, Louis,	1816
5. Chatenay, Auguste, fils,	1844
6. Chable, Edouard, fils,	1896

XV

Secrétaires.

1.	Huguenaud,	?
2.	Bourgeois dit Francey, Maitre bourgeois,	1706
3.	Bonvèpre, Daniel, Greffier,	1719
4.	Renaud, Abram, du grand-conseil,	1729
5.	Renaud, Jaques-Antoine,	1757
6.	Jeanrenaud, Daniel-François, greffier,	1774
7.	Peter, Charles-François, greffier,	1795
8.	Belenot, Louis, notaire,	1826
9.	Borel-Wavre, Chs-Auguste,	1844
10.	Borel-Courvoisier, Jules,	1880
11.	Bovet, Paul,	1899

XVI

Sergents.

1. Chevalier, Jonas,	1653
2. Amyod, Jean-Jaques,	1654
3. Gaudet, Jehan,	1658
4. Jacquet, Daniel,	1662
5. Amiod, Jonas,	1664
6. Wittnaüwer, Fridrich,	1666
7. Dupasquier, Maurice,	1669
8. Bros, Jacob,	1684
9. Berthoud, Jean-Jaques,	1691
10. Steynner, Josué,	1698
11. Renaud, David,	1716
12. Peter, Charles,	1766
13. Clottu,	1785
14. Gendre, Jean-Jaques,	1810
15. Quinche, Abram-Henri,	1827
16. Quinche, Daniel-Henri,	1840
17. Quinche, Samuel-Henri,	1842
18. Favre, Georges,	1873
19. Schwab, Louis,	1887
20. Droz-Neeb, Edouard,	1901

XVII

Rôle des Membres de la Compagnie des Marchands de Neuchâtel extrait des Registres de Procès-verbaux[1].

1517 Chambrier, Pierre.
Hardi, Pierre.
Gringet, Guillaume.
1632 Bailliod, Abraham, *Maistre.*
Rossellet, *Roy.*
1635 Merveilleux, Estienne, juncker, du Conseil.
Huguenaud, Pierre, *Maistre.*
Guy, François, hoste de Lours.
1645 Pury, Samuel, du Conseil.
Rossellet, Louis, des Quarantes Hommes.
Gruet, Claudi, *Maistre.*
1648 Pury, Jonas, reprinse.
Lasche, Jean, bourgeois, entrage.
Huguenaud, Jonas, *Maistre.*
Ustervalder, Jean, *Maistre.*
1649 Favargier, Abraham, *Maistre.*
Savarin, David, orpheuvre, reprinse.
Boüille, Mathieu, reçeu comme estranger.
Francey, Abraham, maistre bourgeois, *Maistre.*

[1] Nous avons respecté l'orthographe des noms et reproduit textuellement les mentions qui les accompagnent.

La mention « reprinse » ou « reprise » indique que le candidat avait un ascendant parmi les membres de la Corporation, tandis que le terme « achept » ou « achat » s'applique aux personnes privées de cet avantage et obligées de payer « l'entrage » complet. Les procès-verbaux n'indiquent pas toujours à laquelle de ces catégories appartient le candidat; son admission est alors mentionnée avec le simple mot « reçeu » ou « reçu ».

Les membres pourvus d'une fonction figurent à double dans le rôle, une fois lors de leur admission dans la Compagnie; une seconde fois, lors de leur nomination.

1650 Barbaz, Samuel, *Maistre.*
Redard, Jonas, ffeu Nicolas, reprinse.
Bullot, Abraham, *Maistre.*
Boyve, Daniel, ffeu Pierre, achept.
Hermand, Samuel, ffeu Samuel, reprinse.
1651 Steyner, Louis, reprinse.
Gallandre, Guillaume, ffeu Louis, achept.
Gallandre, David, ffeu David, achept.
Roud, David, *Maistre.*
1652 Bourgeois, Samuel, ffeu Jonas (maistre bourgeois) reçeu.
Bourgeois, Théodore, » » » »
Maillardet, Jonas, ffeu Philippe, achet.
1652 Perrot, Daniel, reçeu.
Gaudot, Jean-Jaques, fils de David, reprinse.
Amiod, Jean-Jaques, fils de Jean, achept.
Gaudot, Samuel, *Maistre.*
Usterwald, Jean, le Jeune, achept.
Lasche, Jean, achept.
1653 Bourgeois, Samuel, *Maistre.*
1654 Legoux, Maitre-bourgeois.
Bonvespre, Jonas, ffeu Abraham, reprinse.
Gaudot, Esaye, reçeu.
Rolin, Abraham, ffeu Josué, reçeu.
Redard, François, *Maistre.*
Chevalier, Jonas, *Southier.*
Amyod, Jean-Jaques, *Southier.*
Gallot, George, ffeu Jean, advocat.
Rollin, Jérémie, ffeu Josué, achept.
Gallandre, Abraham, achept.
1655 Rossellet, Louis, ffeu Ollivier ministre, achept.
Steyner, David, fils de Louys, reprinse.
Mercier, Jean, fils de Maistre Nicolas, reprinse.
Martenet, Abraham, nouveau bourgeois, reçeu selon l'ordre.
Wittnaüver, Nicolas, achept.
Rossellet, Abraham, lieutenant, reprinse.
Purry, François, fils du S^r^ Recepveur Jean Purry, reprinse.
Dardel, Henry, *Maistre.*
Generry, Jean, fils de Guillaume, reprinse.

1656 Bouille, Mathieu, nouveau bourgeois, reçeu.
Regnaud, Abraham, *Maistre.*
Bersot, Elie, ffeu Jacques, reçeu.
Bros, Jacob, ffeu Isaac, reçeu.
Desmoyses, Pierre.
1657 Gigaux, Didier, nouveau bourgeois, reçeu.
Perrot, Daniel, Maistre des clefs, *Maistre.*
1658 Huguenaud, Pettermand, achapt.
Jacquet, Daniel, achapt.
Bertin dit Gaux, Jean, achapt.
Redard, Jehan, reçeu.
Quarthier, Pierre, reçeu.
Meuron, Rudolff, reçeu.
Gaudot, Esaye, *Maistre.*
Gaudet, Jehan, *Sergent.*
1659 Bergeon, Jehan, reçeu.
Perret, Jean, de Frybourg, reçeu.
Hory, Abraham, ffeu Guillaume Hory, ministre.
Francey, Abraham, Maistre bourgeois, ffeu Abraham Francey, reprinse.
Rossellet, Abraham, ffeu le receveur David Rossellet, reprinse.
Steyner, Louis, fils de Louys, reprinse.
Dupasquier, Maurice, fils du secrétaire Abraham Dupasquier, reprinse.
Cornu, Emmanuel, feu Guillame, achept.
Varnod, Noé, ffeu Jeremie, achept.
Usterwald, Jehan, le jeune, *Maistre.*
Gaudot, Pierre, ffeu David, reprinse.
Gaudot, Jean-Jaques, ffeu Esaye, achept.
1660 de Pierre, Jacques, ffeu Pierre, achept.
Steyner, Josué, ffeu Louys, reprinse.
Rossellet, Louis, le jeune, *Maistre.*
Gallandre, Abraham, *Sergent.*
Huguenaud, Nicolas, notaire, reprinse.
Wittnaüwer, Nicolas-Fredrich, tinturier, reprinse.
Favargier, Guillame, reçeu.
Poncier, Daniel, le jeune, reçeu.
1661 Chaillet, Guillaume, Maistre bourgeois en chef, reprinse.

1661 Trybollet, Maurice, Maitre bourgeois, reprinse.
Varnoud, Josué, Maitre bourgeois, reprinse.
Quinche, Jean, fleu Pierre, tinturier, reçeu.
Bonvespre, Henry, Maître des Clefs, ffeu Abraham, reprinse.
1662 Amiod, Jonas, ffeu Olivier, reçeu.
Borrel-Petit Jacquet Olivier, fils de Daniel, bourgeois, reçeu.
Bourgeois, Gaspard, ffeu Jonas, Maître bourgeois, reprinse.
Depierre, Jonas, fils de Guillame, reprinse.
Hory Abraham, *Maistre.*
Jacquet, Daniel, *Sergent.*
Berne, Bernardin, reçeu comme estranger.
Rivière, Pierre, nouveau bourgeois, reçeu.
1663 Wittnaüwer, David, reprinse.
Rechardet, Moyse, ffeu Abraham, de Fontaines, reçeu comme estranger.
Huguenaud, Nicolas, notaire, *Maistre.*
1664 De Thiele, Simon, ffeu maître bourgeois Pierre, reçeu.
Girard, Michel, ffeu J.-Jaques, reçeu.
Pury, Jean, Maire de Boudevilliers, *vice-roy.*
Rossellet, Blaise, fils de Louis, du Conseil, reçeu.
Martenet, Pierre, ffeu Jean, reçeu.
Breguet, Jean-Jaques, ffeu Jacques, reçeu.
Morel, Fredrich, fleu Jacques, nouv. bourg., reçeu.
Martenet, Jacques, fils de Maistre Abraham, reçeu.
Huguenaud, Joseph, ffeu Daniel, reçeu.
Boyvé, Siméon, reçeu.
Gaudot, Jean-Jaques, le vieux, *Maistre.*
Amiod, Jonas, *Sergent.*
Marval, Samuel, capitaine, fils de François, reprinse.
Dardel, Pierre, ffeu M. b. Abraham Dardel, reprinse.
1665 Breguet, David, fils du ministre, achept.
Ustervald, J.-Jaques, achapt.
Barbaz, Jaques, fils de Samuel, reprinse.
Boyve, David, potier, reprinse.
Gigaud, Gabriel, ffeu Didier, reprinse.
Rollin, Abraham, *Maistre.*
Petitpierre, Daniel, fils du receveur Samuel, reprinse.
Pury, Jean-Jaques, fils de Jean, Maire de Boudevilliers, reprinse.

1666 Melier, Gabriel, nouveau bourgeois, achept.
Hudry, Imer, reçeu.
Poncier, Daniel, *Maistre.*
Chambrier, David, noble, reprinse.
Petitpierre, David, reprinse.
de Pierre, Pierre, reprinse.
Wittnaüver, Fridrich, *Sergent.*
1667 Purry, David, fils du capitaine Abraham, reprinse.
Osterwald, Henry, achept.
Boüille, Mathieu, *Maistre.*
Favargier Abraham, ffeu Jérémie, achept.
Rossellet, François-Louis, reçeu.
Huguenaud, David, ffeu Daniel, reprinse.
1668 Bourgeois, Abraham, fils de Samuel, du Conseil, reprinse.
Ostervald, J.-Jaques, *Maistre.*
Francey, Jehan, fils de feu M. B. Abraham Francey, reprinse.
Rossellet, Nicolas, reprinse.
Lavoret, Jonas, achept.
Purry, Fredrich, reçeu.
Rossellet, Jean-Louis, ffeu M. B. George, reprinse.
1669 De Thielle, Simon, *Maistre.*
Lallemand, Jean-Jaques, reprinse.
Sandoz, David, achapt.
Purry, Daniel, advocat, reprinse.
Pury, Jonas-Anthoine, reprinse.
Barbaz, Emer, reprinse.
1669 Quinche, Louys, ffeu Pierre, reprinse.
Bonvespre, Abraham, reprinse.
Gaudot, Jean-Jaques, le jeune, *Maistre.*
Choupard, Louys, d'Auvernier, achept.
Dupasquier, Maurice, *Sergent.*
1670 Amyod, Jean-Jaques, reprinse.
Boyve, Siméon, *Maistre.*
Rossellet, Rudolph, ff. Lieutenant Abraham R. reprinse.
1671 Rossellet, Claudy, ffeu receveur David, reprinse.
Favargier, Hugues, fils de Guillame, reprinse.
Depierra, David, ffeu Abraham, reprinse.
Purry, Henry, ffeu Jean, hoste de la Croix blanche, reprinse.

1671 Rossellet, Daniel, ffeu receveur David, reprinse,
Huguenaud, Louis, ffeu Daniel, reçeu.
Gaudet, Jehan, *Maistre,*
Gaudot, Esaye, ffeu Esaye, reprinse.

1672 Bonvespre, Ferdinand, ffeu Daniel, achept.
Petit Jaquet, Moyse, de Couvet, achept.
Petitpierre, Balthazard, reçeu bourgeois interne, achept.
Dardel, Hugues, fils du M. B. Abraham D., reprinse.
Gallot, Abraham, ffeu Jean Fredrich, achept.
de Sappierre dit Cosandier, Jonas, fils d'Abraham, achept.
Jaquet, Daniel, *Maistre.*
Francey, Jehan, le vieux, reprinse.
Francey, Jonas, fils de Jehan, reprinse.
Francey, Isaac, fils de Jehan, reprise.

1673 Trybollet, Pierre, Maistre Bourgeois, reprinse.
Breguet, Louis, fils du ministre, achept.
Quartier, Pierre, *Maistre.*

1674 Mercier, Simon, fils de Nicolas. reprinse.
Amyod, Jonas, *Maistre.*

1675 Favargier, J.-Jaques, reprinse.
Legoulx, François, reprinse.
Rollin, David, reprinse.
Barbaz, David, fils de Samuel, reprinse.
Breguet, David, *Maistre,* notaire.

1676 Redart, Jean, marchand joyaulier, *Maistre.*
Chaillet, Jonas, reçeu.
Amyod, Hugues, reçeu.
Bross, Jacob, reçeu.

1677 Gennery, Jean, exclud s'estant mesfait en son honneur.
Boyve, Abraham, fils de Spectable Abraham, achept.
Rollin, Josué, fils de Jérémie, reprinse.
Bullot, Jehan, fils du M. B. Abraham, reprinse.
Bullot, David, fils du M. B. Abraham, reprinse.
Favargier, Jonas, ffeu recepveur David, reprinse.
Redart, Jehan-Jaques, ffeu M. B. François, reprinse.
Barbas, Abraham, ffeu Samuel, reprinse.
Rossellet, Claudy, ffeu M. B. Louis, reprinse.
Gaudot, Pierre, *Maistre.*

1677 Amiod, Hugues, *Sergent.*

1678 Favargier, Jean-Jaques, du Conseil des Quarante hommes, *Maistre.*
Menta, Jonas, ffeu Pierre, de Cortaillod, Bourgeois, achept.
Bertoud, Jean-Jaques, fils de Pierre, achept.
Francey, Jonas, *Maistre.*
Gallot, Henry, ffeu Thobie, orpheuvre, achept.
Dupasquier, Samuel, ffeu discret Jaques, notaire, reprinse.

1679 Dupasquier, Maurice, *Maistre.*
Breguet, *procureur.*

1680 Ostervald, Henry, du grand Conseil, *Maistre.*
Sandoz, François, fils du lieutenant Jonas, achapt.
Baccof, J.-Jaques, apothicaire, achapt.
Depierre, Jean-Henry, fils du M. B. Jaques Depierre, reprinse.
Gallandre, Jehan-Jaques, fils d'Abram, reprinse.
Gallot, Estienne, fils de George, reprinse.
Mercier, David, ffeu Nicolas, reprinse.
de Pierra, Jehan, fils Jonas, reprinse.
Lanoret, Jehan, ffeu Alexandre, achet.
Bonvespre, Ferdinand, *Maistre.*

1681 Chaillet, Daniel, fils de Théodore, achet.
Maillier, Daniel, Guette, achept.

1682 Varnods, Jean-Jaques, reçeu.
Dupasquier, Abraham, apoticaire, reçeu.
Bros, Jehan, reçeu.
Bullot, Jean, *Maistre.*
Cartier, Daniel-Henry, reprinse.
Perrot, Jean, fils du ministre, achept.
Ostervald, David, fils du M. B. Jehan Ostervald de Biolley, reprinse.
Borrel, Erhard, fils de Balthazard, achept.
Perrochet, Amandus, reçeu.
Rossellet, Daniel, *Maistre.*

1683 de Sappierre dit Cosandier, Jehan, justicier de Boudevilliers, achapt.
de Sappierre dit Cosandier, Jean, fils de Jehan, reprinse.
Duperron, Phillippe, ffeu Vincent, reprinse.

1683 Duperron, Henry-François, Md potier d'Estain, achapt.
Chaillet, Théodore, fils de Théodore, Potier d'estain, achapt.
Mentha, Jonas, *Maistre.*

1684 Favargier, Daniel, ffeu Guillaume, reprinse.
Petitpierre, Samuel, ffeu Jonas, achept.
Girard, David, ffeu Pierre, achept.
Tochon, Jonas, fils David, chyrurgien, achept.
Bros, Jacob, ffeu Jacob, *Sergent.*
Quinche, Louys, hoste au Coc d'Inde, *Maistre.*

1686 Wavra, Daniel, achapt.
Marquis, Jonas-Louys, *Maistre.*
Mouchet, Abraham, ffeu Jehan, reçeu.
Gallandre, Jonas-George, ffeu l'intendant Jonas, reçeu.
Henry, Jean-Jaques, achapt.
Pury, Louys, ffeu Adelberg, reprinse.
Hory, Guillaume, fils du M. B. Abraham, reprinse.
De Thielle, Daniel, fils de Simon, reprinse.
Gallot, Abraham, *Maistre.*

1687 Breguet, Jean-Rodolphe, reçeu.
Gremilliat, Albrecht, *Maistre*, a refusé.
Roux, Secrétaire, *Maistre.*
Merloud. Siméon, achat.
Renaud, Anthoine, achat.
Pury, Jacob, ffeu Siméon, reçeu.
Menoud, Louys, pelletier, reçeu.

1688 Breguet, Claudy, fils du ministre, achapt.
Gaudot, Josué, ffeu l'hospitalier, reprinse.
Varnoud, Loys, ffeu Guillaume, achapt.
Pury, Sigismond, ffeu Adelberg, reprinse.
Dardel, Louys, bauherr, du Conseil estroit, achapt.
de Montmollin, David, anc. receveur de Colombier, achept.
Chambrier, Pierre, receveur de St-Blaise, achapt.
Lucas, Pierre, achapt.
Saulge, Jonas, achapt.
Clairat, Roudolph, achapt.
Steiner, Josué, fils de Louys, achapt.
Boyve, Jacob, fils de Joseph, libraire, achapt.
Huguenaud, David, du grand Conseil, *Maistre.*

1689 Bonvespre, Abraham, lieutenant, *Maistre.*
1690 Ostervald, Louis, fils du M. B. Jean, reprinse.
Guynand, Jaques, achept, nouveau bourgeois.
Berthoud, Isaac, achept, nouveau bourgeois.
Lasche, Henry, du grand Conseil, Maistre.
1691 De Luze, Jaques, nouveau bourgeois, reçeu.
Berthoud, Jean-Jaques, *Sergent.*
Borel, Erard, *Maistre.*
1692 Iquer, Abraham, achept.
Girard, David, *Maistre.*
1693 Fabry, Jonas, achept.
Gallot, Antoine, achept.
Guynand, Jaques, *Maistre.*
1694 de Montmollin, Emer, noble, achept.
Gaudot, Fredrich, noble, ffeu Samuel, cons. d'état, reprinse.
Purry, François, fils du lieutenant Jeanjaques, reprinse.
Brun, Jeanjaques, du grand conseil, achept.
Gaudot, Josué, du grand conseil, *Maistre.*
Chatelain, Jeanjaques, chapelier, achept.
1695 Guy, Henry, noble, fils de Louis, cons. d'état, achept.
Rosselet, Abraham, ffeu Jean, du Conseil, reprise.
Fabry, Samuel, fils de Jonas, reprise.
Gallot, Pierre, ffeu Georges, reprise.
Favargier, Louis, fils de Pierre, tinturier, reprise.
1696 Gaudot, Henry-Pierre, achapt.
Petitpierre, Jean, le Jeune, *Maistre.*
Rosselet, Abraham, ffeu M. B. Louys, reprinse.
Bourgeois, David, maistre des Clefs, achapt.
Chambrier, Charles, du Grand Conseil, reprinse.
Rosselet, Jean-Jaques, fils de feu le M. B. Louys, reprise.
Rosselet, Olivier, » » » »
Thonnet, Jean, fils de Jean-Henry, proc^r de ville, achapt.
Chaillet, Jean-Jaques, ffeu Jonas du Grand Conseil, achapt.
Fabry, Félix, fils de Jonas, reprise.
Purry, Josué, l'enseigne, *Maistre.*
1697 Guynand, David, fils de Jaques, reprise.
Purry, Jean-Henry, ffeu Alphonse, reprise.
Purry, Samuel, ffeu Alphonse, reprise.

1697 Guy, Henry, noble, *Maistre.*
Dardel, Jeanjaques, reprise.
Girard, Jonas, achept, nouveau bourgeois.
Gallandre, Samuel, achept.
Grenot, Jean, ffeu Isaac, perruquier, achept.
1698 Rosselet, David, ffeu Nicolas, reprise.
Gigaud, Henry, ffeu Gabriel, reprise.
Hainzeli, Samuel, fils de Nicolas, achept.
Hudry, Pierre, fils de Gabriel, achept.
Mathey, Nicolas, achept.
Steynner, Josué, *Sergent.*
Ostervald, Samuel, fils du M. B. Henry, reprise.
Favargier, Daniel, du grand conseil, *Maistre.*
1699 Grenot, Jean, libraire, achept.
Gallandre, Samuel, *Maistre.*
Chaillet, Samuel, ffeu Theodore, achept.
Depierre, Louis, fils de Samuel, reprise.
Bonhoste. Jonas, fils de Jonas, achept.
Varnod, Jérémie, ffeu Noé, reprise.
1700 Rollin, Jean-Henry, ffeu Abraham du grand conseil, reprise.
Dallemagne, Abraham, ffeu Henry du grand conseil, achept.
Dardel, Louis, maître bourgeois, *Maistre.*
Favargier, George, orfèvre, reprise.
Cortaillod, Jean, orfèvre, achept.
Liecthehand, Jean-George, orfèvre, achept.
Breguet, Jacob, orfèvre, achept.
1701 Perrot, Isaac, orfèvre, fils d'Abram, ministre, achept.
Bourgeois, David, du grand conseil, *Maistre.*
Jean-Menoud, David, fils feu Jean-Louis, reprise.
1702 Gallot, Simon, reprise.
Roulet, David, achept.
Thiébaud, Blaise, achept, (renvoyé pour ne négociant pas.)
Deluze, Jaques, *Maistre.*
Tribolet, Abraham, ffeu noble Frédéric, achept.
Fabry, Jean, fils de Jonas, reprise.
Favargier, J.-Jaques, fils du Secrétaire J.-Jaques, reprise.
1703 Rollin, Alphonse, ffeu Abraham, reprise.
Bourgeois, David, fils de David, reprise.

1703 Dalemagne, Henry, achept.
Thiébaud, Blaise, achept, nouveau bourgeois.
Michaux, Jeanpierre, achept.
Quinche, Jeanpierre, fils de Louys, reprise.
Borrel, Balthazard, ffeu Errard, reprise.
Varnod, Rodolphe, ffeu Noé, reprise.
Thonnet, Jean, marchand, *Maistre.*

1705 Merveilleux, David-François, le jeune, Noble, achept.
de Thielle, Simon, fils du M. B. Simon, reprise.
Breguet, Henry, fils de feu David, reprise.
Wittnauwer, Claudy, fils de Fréderic, reprise.
Purry, Fréderic, fils du lieutenant Jeanjaques, reprise.
Cornu, J.-Jaques, ffeu Adam, achept.
Grenot, Estienne, ffeu Samuel, achept.
Chatelain, Jeanjaques, fils de Claudy, potier d'estain, achept.
Amyod, Abram, ffeu Jeanjaques, reprise.
Depierre, Louis, *Maistre.*
Petitpierre, François, fils de Guillame, justicier, Couvet, achet, nouv. bourg.
Ostervald, Samuel, *Maistre.*
Ostervald, Jean-Henry, reprise.
Merveilleux, Charles-Frédéric, achept.
Cortaillod, Jean, du grand conseil, *Maistre.*

1706 Bourgeois dit Francey, *Secrétaire*, M. B. succède à Huguenaud.
Gallot, Thobie, reprise.

1707 Boyve, Jacob, libraire, *Maistre.*
Schufelberg, Jacob, achept, nouveau bourgeois.

1708 Brand, marchand, achapt, nouveau bourgeois.
Godet, » » »
Steiner, Louys, fils de Louys, reprise.
Berthoud, Samuel, fils de Jaques, reprise.
Favargier, Daniel, ffeu Jérémie, achapt.
Breguet, Jacob, Maistre.

1709 Galandre. J.-Jaques, reçu.
Bonvèpre, Ferdinand, reçu.
Fallie, Jacque, reçu, nouveau bourgeois.
Merienne, Samuel, reçu, nouveau bourgeois.

1709 L'Ecuyer, Jean, reçu.
Petitpierre, Augustin, achapt, nouv. bourg.
Petitpierre, Samuel, achapt, nouv. bourg.
Meuron, Daniel, achapt, nouv. bourg.
Gallot, Henry, du grand conseil, *Maistre.*
Borel, Pierre, reprise.
Borel, Erhard, reprise.
Dupasquier, Jonas, apothicaire, reprise.
1710 Gilbert, Gédéon, achapt.
Petitpierre, Abraham, achapt.
Bredin, Abraham, achapt.
Varnod, Daniel, achapt.
Favargier, Samuel, reprise.
Schuffelberger, Jacob, *Maistre.*
Favargier, Louys, du grand conseil, hoste de la Mais. de ville, *Maistre.*
De Pierre, Hugue, reprise.
Brandt, Jean, Marchand de drap, *Maistre.*
1711 De Montmollin, Louys, noble.
Roullet, François, négociant, achapt.
Perrot, Samuel, feu Daniel, négociant, achapt.
Gouard, Henry, négociant, achapt.
Bros, Jacob, concierge, *Maistre.*
1712 Wavra, David, ffeu Daniel, reprise.
Chaillet, Esmanuel, achapt.
Favargier, Daniel, fils de Daniel, du g^d^ Conseil, reprise.
Deluze, Jean-Jacques, fils de Jaques, reprise.
Depierre, Guillaume, ffeu Samuel, reprise.
Favargier, Daniel, ffeu Jeremie, *Maistre.*
1713 Chaillet, Samuel, reprise.
Meuron, Jacque, reprise.
Boyve, Jean-Jacq.-François, reprise.
Pety, Pierre, Maître bourgeois, reprise par faveur.
Meuron, Daniel, *Maistre.*
Gallandre, Samuel, reprise.
Poncier, Samuel, achat, (marchand chapelier).
Perrochet, Jean-Zacharie, reprise.
1715 Pierrot, Maurice-Roudolph, achapt, nouveau bourgeois.

1715 Petitpierre, François, le Jeune, achapt, nouveau bourgeois.
Gallandre, Samuel, du grand Conseil, *Maître.*
Donzel, Abraham, justicier de Rochefort, achat, nouv. bourgeois.
Breguet, Ferdinand, reprise.
Motta, Jean-Henry, achapt, nouveau bourgeois.
1716 Chaillet, Samuel, le jeune, *Maistre.*
Depierre, Jacques, négociant, reprise.
Depierre, Fredrich, négociant.
L'Harche, Henry, reprise.
Matthey, J.-Jacques, reprise.
Guilbert, Jean-Henry, reprise.
Pierrot, Maurice-Roudolph, *Maître.*
Bonvèpre, Daniel, Greffier et du g^d^ Conseil, reçu.
Collin, Paul, reçu.
Renaud, David, Sauthier, reçu.
Philippin, Jean-Henry, reçu.
Ramus, reçu.
Rosselet dit Charpilliod, perruquier, reçu.
Bonvèpre, J.-Henry, reçu.
Gallot, David, perruquier, reçu.
Gallot, George, pottier d'étain, reçu.
Petitpierre, David, reçu.
Favargier, Henry, reçu.
Quinche, Louys, reçu.
1717 Sandoz, Henry, hoste au Logis du Singe, achapt.
1718 Dardel, Henry, recepveur, reprise.
Petitpierre, Jonas, ffeu Samuel, reprise.
Boyve, J.-Jacques, ffeu Josué, potier d'étain, achapt.
Grelet, Fredrich, M^tre^ bourgeois, nouv. bourg., achapt.
Tochon, Jonas, du g^d^ conseil, *Maître.*
Duplant, Jean-Henry, chamoiseur, achapt.
Petitpierre, Abraham, nouveau bourgeois.
1719 Bonvèpre, greffier, *Secrétaire.*
Perroud, Phillibert, achapt.
Lucas, Abraham, reprinse.
Brandt, Louis, reprinse.
Guinand, Jean-Jaques, reprinse.

1719 Chaillet, Jean-Jaques, peletier, *Maître.*
Purry, Théodore, ffeu le M. B. Jonas-Anthoine, reprise.
Reynier, Louis, nouveau bourgeois, achapt.
1720 Dupasquier, Pierre, secrétaire, nouv. bourg., achapt.
Varnod, Jean-Henry, reprise.
Prince, Charles, achapt.
Depierre, Guillaume, orphèvre, *Maître.*
Wavre, Andrès, le vieux, fils de Samuel, reprise.
Reynier, Daniel, reprise.
Reynier, Estienne-Abraham, reprise.
Thiébaud, Jonas, reprise.
Grelet, Guillaume, reprise.
Sibelin, Jean, achapt.
Grelet, David, reprise.
Girardier, Jean-Pierre, nouveau bourgeois, achapt.
1721 Boive, Abraham, fils de Jacob, libraire, reprise.
1722 Gigaud, Henry, fils d'Henry, reprise.
Cornu, Jean-Henry, reprise.
Favre, Abram, tailleur, reprise.
Chatelain, Jean-Jaques, potier d'étain, *Maître.*
Rosselet, David, ffeu Claude, reprise.
Aubertin, Paul, nouveau bourgeois, achapt.
Mérienne, Félix, perruquier, achapt.
1723 Quinche, Samuel, fils du M. B. Louis Q., reprise.
Quinche, David, » » »
Guillebert, Jean-Jaques, ffeu Gédéon, reprise.
Perrot, Pierre, fils de Samuel, reprise
Bourgeois, Abram, fils du ministre Abram, achapt.
Cartier, Daniel, fils du ministre Pierre, achapt.
Lagacherie dit Dublé, Jean, apoticaire, achapt, nouv. bourg.
Compte, Pierre, nouv. bourg.
Levrier, Jean, *Maître.*
1724 Redart, Jean, ffeu Jean-Jaques, reprise.
Faillet, Pierre, fils de Jaques, reprise.
Favarger, Daniel, fils de Jean-Pierre, reprise.
Tochon, Jean-Henry, fils de Jonas, reprise.
Chaillet, David, achapt.
Baillod, Abraham, achapt.

1724 Rougemont, François-Anthoine, receveur, achapt, nouv. bourgeois.
Petter, Henry-François, achapt, nouv. bourgeois.
D'Yvernois, Guillaume-Pierre, achapt, nouv. bourgeois.
Jeanmenoud, David, *Maître*.
Favarger, Jean-Pierre, *Maître*.
1725 Philipin, Jean-Henry, *Maître*, du g^d^ conseil.
1726 Feiquenet. nouveau bourgeois, achapt.
Thiébaud, François, ffeu Blaise, reprise.
Brand, Jean, reprise.
Decharny, David, achapt.
Barbe, Jean-Henry, nouveau bourgeois, achapt.
Comte, Pierre, reprise.
Comte, Jacob, reprise.
Tochon, Henry, *Maître*.
1727 Perrot, Charles-Louis, achapt.
Liectenhan, Jean-Rodolph, reprise.
Schouffelberguer, Frédéric, reprise.
Lache, Jean-Louis, reprise.
Michaud, Jean-Frédéric, reprise.
Michaud, David, reprise.
Wavre, Andres, le jeune, *Maître*.
Dupasquier, Jean-Henry, ffeu Samuel, reprise.
Renaud, Abraham, notaire, du g^d^ conseil, reprise.
Bonvêpre, Jean-Henry, confisseur, ffeu Henry, achat.
Iquer, Jean, ffeu Abraham, reprise.
1728 Bourgeois, Abram, marchand, *Procureur*.
Gallandre, Jonas, reprise.
Iquer, David, reprise.
Petitpierre, Jean, achapt.
Boyve, Abram, fils de Jacob, maître des clefs, *Maître*.
Rosselet, Jean-Louis, fils, reprise.
Gallot, Samuel, reprise.
Faillier, Ant^ne^-Fr., reprise.
Du Paquier, Ab.-H., reprise.
Preud'homme, G. reprise.
1729 Petitpierre, Olivier, du g^d^ conseil, achapt, nouv. bourgeois,
Matthieu, François, apothicaire, » »

1729 Chattelain, Jean-Jaques, à Serrières, achapt.
Phillipin, Jonas, reprise.
Depierre, George, reprise.
Breguet, David, reprise.
Grenot, David-Charles, reprise.
Renaud, Abram, du g^d^ conseil, *Secrétaire.*
Liechtenhan, Jean-Rodolphe, du g^d^ conseil. *Maître.*
Rosselet, Claude, le fils, march. épicier, reçu.

1730 DeMontmollin, Charles, reprise
Vavre, Daniel, ffeu David, reprise.
Guyenet, Abram, achat, nouveau bourgeois.
Charreton, Paul, achat, nouveau bourgeois.
Vattel, Jacques, » »
Varnod, Jérémie, maître serrurier, *Maître.*
Hinzely, Samuel, fils de David, reçu.
Droz, Abram, achat, nouveau bourgeois.

1731 Moser, Théophile, achat, nouveau bourgeois.
Dupasquier, Abram-Henry, *Maître.*
Gallot, Pierre, avocat, *Maître.*

1733 Cornu, Jean-Jaques, messager, *Maître.*
Vavre, David, *Maître.*
Depierre, Guillaume, *Maître.*

1735 Chaillet, Henry-Nicolas, reprise.
Warnod, Jonas, reprise.
Iker, Jean, reprise.
Petitpierre, Jonas, reprise.
Michaud, David, *Maître.*

1736 Jeanrenaud, Daniel, négociant, nouveau bourgeois, achat.
Pury, David, marchand, reçu.
Iker, David, *Maître.*

1737 Thiébaud, David, achat.
Chatelain, Abram, du grand Conseil, reprise.
Roulet, François, orfèvre, reprise.
Chaillet, Henry-Nicolas, *Maître.*
Petitpierre, David, fils de Samuel, reprise.

1738 De Thielle, François, négociant, reprise.
Portalès, Jeremie, nouveau bourgeois, achat.
Petitpierre, Jonas, *Maître.*

1738 Lescuyer, David, fils de Jean, reprise.
Touchon, Samuel, perruquier, reçu.
Dupasquier, Jean-Henry, reçu.
Favre, Jonas, reprise.
Michaud, Jean-Frederich, Maître.
1739 Cortaillods, Samuel, orfèvre, reprise.
Comte, Jean-Pierre, reprise.
1740 Icquer, Jean, *Maître.*
1741 Jonnet, Jean-Henry, apoticaire, reprise.
Lecuyer, David, *Maître,*
1742 Mottha, Abraham, fils de François-Louis, reçu.
Cartier, Pierre, négociant, reçu.
Bonvespre, François-Louis, reprise.
Jonnet, Jean-Henry, apoticaire, *Maître.*
Phillipin, Jonas, *Maître.*
Petitpierre, Jean-Olivier, marchand, reçu.
Pettavel, Henry, fils de Jonas, lieut. de Colombier, achat, nouv. bourg.
1743 Pettavel, Henry, *Maître.*
1744 Bonvespre, Samuel, fils de feu Daniel, M. B., reprise.
Bonvespre, Samuel, *Maître*, (orfèvre).
1745 Godet, Samuel, ffeu David, négociant, reprise.
Touchon, Frederich, ffeu Abram, reprise.
Icker, Samuel, ffeu Jean, reprise.
Touchon, Frederich, *Maître.*
1746 Guyenet, Jean-Jaques, négociant, ffeu le secrétaire Abram, reprise.
Icquer, Samuel, Lenternier, *Maître.*
1747 Iker, Samuel, ferblantier, *Maître.*
1748 Bartholomey, Jean-Daniel, nouveau bourgeois, achat.
1749 Iker, Jonas, ffeu Jean, reprise.
Iker, Noë, feu Jean, reprise.
Barba, Jean-Pierre, reprise.
Petitpierre, Jean-Pierre, reprise.
Borel, Jean-Henry, reprise (ffeu Pierre).
Chattelain, François-Louis, reprise, (ffeu Jean-Jaques)
Bartholomey, Jean-Daniel, *Maître.*
1750 Thonnet, Charles, ffeu Jean, du g^d^ Conseil, reprise.

1750 Cand, Jean-Jaques, négociant, nouveau bourgeois, achat.
Favargier, Samuel, fils de Jean-Jaques, tanneur, reprise.
Petitpierre, Jonas-Olivier, reprise.

1751 Petitpierre, Jonas-Olivier, *Maître.*
Cand, Jean-Jaques, *Maître.*

1752 Thonnet, Jaques, reprise.
Chareton, Paul, reprise.
Chareton, Abram, reprise.

1754 Tschaggeny, Gottlieb, achat, nouv. bourgeois.
Borrel-Petitjaquet, H^ri^-Fréd, achat, nouv. bourgeois.
Borrel-Petitjaquet, David-Franç^s^, achat, nouv. bourgeois.
Michaud, David, fils de David, reprise.
Michaud, Henry, fils de David, reprise.

1755 Reynier, Daniel, fils de Daniel, reprise.
Gallot, Charles, fils de David, reprise.
DeLuze, Jaques-Henry, du grand Conseil, achat.
Peter, Samuel-Elie, du grand Conseil, reprise.
Tschaggeny, Louis, reprise (fils de Gottlieb).

1756 Renaud, Jaques-Antoine, reprise.
Tschaggeny, Jonas, fils de Gottlieb.

1757 Godet, Samuel, *Receveur.*
Renaud, Jaques-Anthoine, *Secrétaire.*

1758 Meuron, Félix-Henry, nouveau bourgeois, achat.
Favarger, Josué, reçu.
Barbier, Charles, reçu.
Chaillet, J^n^-Henry, reçu.
Sibelin, J.-Louis, reçu.
Loberot, reçu.
Sandoz, D^d^-F^s^, reçu.
Bosset, Abram, reçu.
Guyenet, Abram, reçu.

1759 De Montmollin, Jean-Jaques, reprise.
Meuron, Ch.-Joseph, reprise.
Gigaud, Abram, reprise.
De Montmollin, Jonas, achat.
De Montmollin, Frédéric, reçu.
De Montmollin, Jean-Jaques, reçu.
Pury, marchand drapier, achat.

1759 Thonnet, J.-François, apoticaire, reprise.
Roulet, Jonas-Pierre, reprise.
1760 DeMontmollin, Abram, achat.
Fauche, Samuel, achat.
Breguet, Henry, reprise.
Wittnaure, Frederich, reprise.
1761 Droz, du grand Conseil, reprise.
Michaud, Zacharie, reprise.
Michaud, Jean-Pierre, reprise.
1762 Prince, Charles, reprise.
Prince, Jean-Pierre, reprise.
Jeanrenaud, Jean-Pierre, reprise.
Jeanrenaud, Daniel-Franç^{s}, reprise.
Chaillet, Louis, fils du Cons. Chaillet d'Arnex, reprise.
Chaillet, Frederich, fils du Cons. Chaillet d'Arnex, reprise.
1766 Guillebert, Jean-Henry, reçu.
Mercier, Abraham-David, reçu.
Mauman dit Gentil, Jaques, reçu.
Borrel, Antoine, fleu Antoine, reçu.
Peter, Charles, *Sergent.*
1769 Petitpierre, François, reçu.
Leidecker, J.-Ph., négociant, reçu.
Osterwald, Ferdinand, conseiller.
Pourtalès, Jaques-Louis, reçu.
Guillebert, J.-Jaques, reçu.
Pettavel, Abraham, nouveau bourgeois, achat.
Chatelain, A., du grand Conseil, reçu.
Coulon, Paul, nouveau bourgeois, achat.
Sibelin, Jaques, reçu.
Roulet, Abram, du grand Conseil, reçu.
DeLuze, François, du grand Conseil, reçu.
Dupasquier, apoticaire, reçu.
De Montmollin, Jean-Henry, reçu.
Gigaud, Henry, fils, reçu.
Sinnet, libraire, reçu.
Bourgeois, David, reçu.
Roulet, F., puîné, reçu.
Henzely, confiseur, reçu.

1769 Rougemont, conseiller et commissaire général, reçu.
Bertoud dit Grenot, reçu.
1774 Amiet, Jean-Pierre, reçu.
Eckart, George-Philippe, reçu.
Mairet, Jean-Fredrich, reçu.
Jeanrenaud, Daniel-François, *Secrétaire*-Greffier.
1778 Gigaud, Henry, reçu.
Petitpierre, Benjamin, reçu.
1780 Borrel, Erhard, du grand Conseil, reçu.
Gallot, Abram-Samuel, du grand Conseil, reçu.
Borrel, François-Louis, chapelier, reçu.
1783 Heinzely, David, du grand Conseil, reçu.
D'Yvernois, Abram, reçu.
Bonvèpre, Charles, reçu.
Gigaud, Daniel, reçu.
Philippin, Jonas, reçu.
Pettavel, François-Louis, reçu.
Borrel, François, reçu.
Borrel, Jean-Jaques.
Roulet, Abram, du grand Conseil, *Procureur*.
1785 Vittenaur, Fredrich, reçu.
Vittenaur, Jean-Louis, reçu.
Fauche, Abram-Louis, reçu.
Borrel-Donzel, Louis-Frédrich, reçu.
Chattenay, Samuel, reçu.
Roy, J.-Louis, reçu.
Hory, Guillaume, reçu.
Convert, Pre-Louis, reçu.
Borrel, écrivain, reçu.
Tschaggeny, Pierre, reçu.
Wavre, André, reçu.
Roulet, Daniel, reçu.
Breguet, David, reçu.
Clottu, ffeu Pierre Clottu, *Sergent*.
1787 Favarger, Jean-François, reçu.
Bassaget, Matthieu, reçu.
Wavre, Jaques-André, reçu.
Meuron, Victor-David, reçu.

1787 Hennig, Jean-René, reçu.
Droze, Jean-Amédée, reçu.
Jeannin, Guillaume, reçu.
Clottu, Elie, reçu.
1789 Perrot, Jaques-Louis, du grand Conseil, reçu.
Touchon, Daniel, du grand Conseil, reçu.
Tschaggeny, Jonas-Pierre, négociant, reçu.
1791 Gigaud, Henry, du grand Conseil, *Procureur.*
Vuillemier, Jean-Pierre, nouveau bourgeois, achat.
Vuillemier, Pierre-Frédéric, fils de Jean-Pierre, reprise.
Gigaud, Charles, reprise.
de Meuron, Jean-Anthoine, du grand Conseil, reprise.
Favre, Moyse, achat.
Borel, confisseur, achat.
Reynier, Daniel, du grand Conseil, reprise.
Roulet, François, » »
Bayer, Paul, achat.
Bouvier, Jean-Jaques, achat.
Silliman, achat.
Bovet, Jean-Jaques, achat.
Perret, Henry, achapt.
Borel, Abram, fils de Jonas-Henry, reprise.
Jeanneret, Abram-Louis, achat.
Jeanjaquet, Louis, achat.
Perrochet, Claude, achat.
Jeannin, Guillaume, *receveur.* Notaire.
1792 Menoud dit Gendre, Ch^les^-Fréd, achat.
Menoud dit Gendre, Jean-Jaques, achat.
Jeanneret, Charles, achat.
Perret, Théodore-Henry, achat.
Warnod, Jonas-Pierre, achat.
Gigaud, Henry-François, reprise.
Chatelain, Abram, reprise.
Lardy, Louis, achat.
Motta, François-Louis, du grand Conseil, achat.
de Meuron, Charles, reprise.
DuPasquier, Jean-Pierre, apothicaire, achat.
Evarre, Georges-Henry, achat.

1792 Reymond, Abram-Henry, architecte, achat.
Breguet, George, tanneur, reprise.
Perret, Samuel-Simon, achat.
Gigaud, Isaac, reprise.
Fornachon, Charles, achat.
Girard, Guillaume, achat.
1793 Pettavel, Isaac-Henry, marchand, reçu.
1794 Vaucher, Jean-Jaq.-François, reçu.
Meuron-Tribolet, Jean-Jaques, reçu.
1795 Peter, Charles-François, Greffier, reçu.
Petitpierre, Samuel, fils de J^n^-P^re^ Petitpierre du G^d^ C^l^, reçu.
Chatelain, Jean-Jaques, reçu.
Petitpierre-Favarger, François, reçu.
Meuron, Daniel, charpentier, reçu.
Reymond, Louis-Ferdinand, architecte, reçu.
Jeanrenaud, Daniel, reçu.
Liechtenhan, Samuel-Rod, reçu.
Borel-Tschaggeny, F^s^-Louis, reçu.
Petitpierre, Frédéric, reçu.
Wavre, Jean-Baptiste, reçu.
Mairat, Jean-Frédéric, fils aîné, reçu.
de Pury, Alexandre, maître bourgeois, reçu.
de Merveilleux, Jean, M. des clefs, reçu.
Chattenay, Samuel, négociant, *receveur*.
Peter, Charles-Franç^s^, greffier, *secrétaire*.
1796 Pourtalès-Boyve, Jaques-Louis, du grand conseil, reçu.
Cornaz, Daniel, reçu.
Berthoud, Auguste, reçu.
Muller-Hennig, reçu.
Boyer, Charles-Lorent, reçu.
Favarger, Guillaume, reçu.
Tschaggeny, Beat, reçu.
Favre, Isaac, pendulier, reçu.
Bourgeois, David, reçu.
Berthoud, Jean-Jaques, reçu.
Kæser, Jean-George, reçu.
Vuillemier, Rodolphe, reçu.
Prince, Charles, reçu.

1796 Fauche, Auguste, reçu.
Borel-Beaussang, Frédéric, reçu.
1797 Philippin, Jonas, fils, négociant, reçu.
Borel, Jonas-Henry, marchand chapelier, reçu.
Duval, Auguste, marchand quincaillier, reçu.
Muller, David-Frédéric, négociant, reçu.
Fatton, Abram-Henry, négociant, reçu.
Coula, Jean-Jaques, marchand frippier, reçu.
Schouffelberger, Jaq.-Henry, négociant, reçu.
Bovet, Jean-Jaq.-Franç., négociant, reçu.
Fornachon, Antoine, négociant, reçu.
Breguet, Frédéric, négociant, reçu.
de Merveilleux, Fréd.-Guillaume, commis, reçu.
Symon, Frédéric, négociant, reçu.
Grandpierre, Jean, commis, reçu.
1798 Therisse, Andrés-Cezar, négociant, reçu.
Guezbhard, Charles, négociant, reçu.
Guezbhard, Louis, négociant, reçu.
de Meuron, Aug.-François, négociant, reçu.
1799 Colin, David-François, banquier, reçu.
Chattoney, Henry-Louis, négociant, reçu.
Petitpierre, Olivier, commissionnaire, reçu.
Lorimier, Frédéric, marchand de fer, reçu.
Lambelet, Abram-Louis, avocat, du conseil étroit, reçu.
1800 De Luze, Jean-Jaques, négociant, major de ville, reçu.
Robert-Bovet, David, du Grand conseil, reçu.
Guezbhard, Emm^{l}-F^{s}-Louis, reçu.
Petitpierre-Cratzer, J^{n}-H^{ry}, reçu.
Perrin, Abram-Louis, fils, reçu.
Fornachon, François, reçu.
Fornachon, Antoine-Auguste, reçu.
Liechtenhan, Abram, docteur, »
Lambelet, François-Louis, reçu.
Soultzner, Charles, reçu.
Bellenot, Louis, fils de Josué, reçu.
Favarger-Simon, Samuel, reçu.
1801 Coulon, Paul-Louis-Auguste, négociant, reçu.
1802 Jeanjaquet, François, reçu.

1802 Dardel, Auguste, reçu.
Bonhôte, François, reçu.
1804 de Pury-Chatelain, Chs-Albt, négociant, reçu.
Michaut, Jaques-Samuel, » »
Borel-Mailler, Frédéric, ffeu Antoine, négt, reçu.
Borel, David-Frédéric, marchand, reçu.
Matthey, Auguste, receveur, march. de vin, reçu.
1805 Borel, Abram-Louis, cordonnier.
Louis, Henry, tailleur.
1806 Gigaud, Frédéric, négociant.
Borel, Auguste, »
Fatton, Charles-Louis, négociant.
1807 Coulon, Paul-Etienne, »
Jeanjaquet, Louis, négociant.
Jeanjaquet, Ferdinand, négociant.
Petitpierre, Benjamin, fils, négociant.
Bioley, Jean, négociant.
Wavre, André-Samuel, du Grand conseil, négt.
Bouvier, Louis, négt.
1808 Lardy, Alphonse, fils de François, négt.
Voinnet, Charles, négt.
Wuillemier, Jn-Fs-Fc, négt.
Fornachon, Chs-Louis, »
1809 Eckart, Charles, pharmacien.
Borel-Boyer, Louis, fils de Hy-Ls, négociant.
Borel-Andrié, Henry, négt.
Favre, Louis, fils de Moyse, négt.
1810 Bonvespre, Charles-Henri.
Lorimier, Jean-Frédéric, marchand.
Bouvier, Samuel-David, »
1811 Steiner, Jean-Frédéric, membre du Petit conseil.
Matthieu, Louis, docteur-pharmacien.
Vaucher, Jn-Jaq.-François, du Grand conseil.
Lhardy, Ferdinand, banquier.
Bouvier, Alphonse, négociant.
Roy, Charles-Louis, »
Clottu, Jaques, orphèvre.
Guebhard, François, négociant.

1812 Pettavel, Louis, négociant.
Pettavel, Charles, »
Py, Louis, négociant.
Chatenay, Aug^te-Xavier, négociant.
Petitpierre, George, négociant.
Bovet, François, »
DuPasquier, Frédéric, »
Larche, Henri, tailleur.
Chatenay, Ch^s-H^ri, meunier.
Soultzner, Frédéric, confiseur.

1813 Petitpierre, Jean, membre du Grand conseil.
DuPasquier, Claude, major.
Matthieu, Auguste, membre du Grand conseil.
Bouvier, Charles, négociant.

1816 Lorimier, Auguste, fils, négociant.
Py, Louis, *receveur*.
Reynier, Henri, membre du Grand conseil.

1818 Perrochet, Charles-Claude, ffeu Claude, négt.
Perrochet, Jaques-Edouard, » »

1819 Perregaux, François-Louis, négociant.
Mayor, Aug^te-François, »

1820 Touchon, Daniel, maître des clés.
de Perrot, Frédéric, du Grand conseil.

1821 Droze, Frédéric, ffeu Jean-Amédée, négociant.
Silliman, Antoine-Henri, *procureur*, n'a pas fonctionné.

1822 Michaut, Louis, membre du Grand conseil, négociant.
Favarger, Charles, ffeu le Grand sautier.
Pettavel, Louis, *procureur*.

1823 Jeanrenaud, François-Louis, avocat.

1824 Bovet, Pierre-Frédéric, négociant.
Bovet, Edouard, négociant.

1826 Belenot, Louis, notaire, *secrétaire*.

1827 Borel, Charles-Auguste, fils de Jaq.-François, confiseur.
Borel-Warnod, Abram-Henri, fils de Frédéric.
Gendre, Jean-Jaques, *sergent*.
Quinche, Abram-Henri, *sergent*.

1828 Wittnauer, Auguste, négociant.
Jeanneret, Auguste, »

1828 Perrochet, François, négociant.
Tschaggeny, Charles.
1829 Verdan, Ulrich, négociant.
1830 Schouffelberger, François, du Grand conseil.
1831 Borel, Auguste, fleu Antoine.
1833 Petitmaitre, Louis-Auguste.
Breguet, Jules.
Reynier, Alphonse.
1834 Fornachon, François.
Lichtenhann, James.
Borel, Fs-Louis, sous hospitalier.
Tschaggeny, Frédéric.
Borel, Charles.
de Montmollin, François, maître bourgeois.
1835 Fornachon, Jean-Pierre.
Jeanjaquet, Louis.
Meuron, Gustave.
Berthoud, Fréd.-Auguste.
1836 Prince, Daniel, marchand libraire.
Prince, Théophile, épicier.
Coulon, Louis, fils.
1837 Girardet, Charles, négt.
Cellier, Charles-Victor, négt.
Jeanjaquet, Frédéric, négt.
1838 Favarger, François-Louis, commissionnaire.
Chatenay, Augte-Henry, marchand drapier.
Lorimier, Frédéric, marchand de fer.
1839 Lorimier, James, » »
Bersot, Daniel, négt.
1840 Fornachon, Ant.-Ch.-Aug., négt.
Bouvier, François, négt.
Quinche, Daniel-Henri, *sergent*.
1842 Chatenay, Jules, négt.
de Roulet, Ch.-Victor-Fréd.
Quinche, Samuel-Henri, *sergent*.
1843 Petitpierre, Charles, négociant.
Michaut, Charles, »
Dorne, Jaques, négociant.

1843 Fornachon, François, *procureur.*
1844 Chatenay, Auguste, fils, *receveur.*
Borel-Wavre, Ch.-Aug., *secrétaire.*
1845 Borel-Favarger, César-Louis, banquier.
Gallandre, Louis-Théophile, marchand d'aunages.
Borel, François-Louis, fils, pharmacien.
Schauss, Jean-Louis, pharmacien.
Garraux, Jean-Rodolphe, marchand de fer.
Dorn, Henri, marchand d'aunages.
1847 Jeanjaquet, Gustave, épicier.
Jeanjaquet, Charles, marchand horloger.
Fornachon, George, épicier.
de Pury, Louis-Ferd., banquier.
1848 de Pury, Louis-Ferd., *procureur.*
1850 Jacottet, Louis, notaire, marchand de fer.
1851 Fornachon, Charles, épicier.
Petitpierre, Louis, maître gypseur.
Borel, Fréd.-Auguste, marchand d'objets d'art.
1852 Wavre, François, marchand de vin.
Borel, Ch^s^-Aug^te^, marchand tapissier.
Borel, Fréd.-Antoine, épicier.
Loup, J^n^-Fréd^c^, marchand tailleur.
1853 Lichtenhahn, Charles, marchand d'objets d'art.
Prince, Daniel, fils, négociant.
1854 Quinche, Jean-Louis, marchand de fer.
Petitpierre, Charles-Alfred, marchand de tabac.
1855 Wolfrath, Henri, imprimeur-libraire.
Reynier, Henri, fils, marchand horloger.
Gacon, Jules-Fréd^c^, mercier.
Bouvier, Charles, fils, marchand de liqueurs.
1856 Borel, Alfred, négociant en denrées coloniales (Pettavel Fr.).
Péters, Louis, épicier.
Berthoud, Georges, banquier.
1857 Bovet, Edouard, négociant-commissionnaire.
Borel, Fréd^c^-Antoine, négociant en denrées coloniales.
1858 Borel, Jaques-Edouard, marchand horloger.
Breguet, Jules, négt. en denrées coloniales (Pettavel Fr.).
de Montmollin, Georges, négociant en vins.

1858 Junod, Auguste, banquier.
Petitmaitre, Louis-Edouard, banquier.
1859 de Sandoz-Morel, Alphonse, banquier.
Borel, Louis-Auguste, négt. en denrées coloniales.
1860 Quinche, Fréd.-Guill.-Auguste, épicier.
Borel, Jules, marchand horloger.
1861 Matthieu, Charles-Henri, pharmacien.
Péters, Henri, marchand tailleur.
de Pury, Adolphe, marchand de vin.
Schinz, Charles-Emile, marchand de vins.
1862 Soultzener, Paul-Eugène, marchand épicier.
Verdan, Georges, négociant horloger.
Châtelain, Gust.-Frédc, négociant horloger.
1863 Bouvier, Henri, négociant en vins.
Loup, Samuel-Henri, ferblantier.
Jacottet, Charles, Directeur de la Comp. neuch. d'Exportation.
Du Pasquier, Ferdinand, banquier.
1864 Schorp, François-Augte, épicier.
Bellenot, Gustave, gérant de l'Usine à Gaz.
Loup, Alphse-Louis, marchand horloger.
Kurz, Louis, marchand de pianos.
1865 Seinet, Chs-Louis, marchand de comestibles.
Clottu, Ernest-Aimé, négociant en fers.
Roulet, James-Félix, négociant en tissus.
Paris, Fritz-Louis, libraire.
1866 Borel, Alphse-Henri, négociant-ébéniste.
1867 Girardet, Charles, négociant en denrées coloniales.
Mayor, Georges, négociant horloger.
1868 Nicolas, Albert, banquier.
Roulet, Léon, négociant en tissus.
Bovet, Albert, banquier.
Guinand, Louis, marchand papetier.
Berthoud, Alfred-Georges, libraire.
Borel, Camille, marchand de vins.
Henriod, Henri-François, marchand de ciments et charbons.
1869 Humbert, Eugène, banquier.
Luther, Martin, quincailler.
Petitpierre, Albert, négociant épicier.

1870 Chable, Edouard, banquier.
Gyger, Albert, marchand de fer.
Calame, François, épicier.
Nadenbousch, Fritz, marchand horloger.
Cellier, Charles, négociant en tissus.
Paris, Gustave, négociant en tissus.
Jordan, Etienne, pharmacien.
Favre, Alphonse, mercier, quincailler.
1871 Balmer, David, épicier.
Schelling, Henri, marchand de vins.
Schinz, Rodolphe, négociant.
Kissling, Isaac-Jacques, libraire.
Koch, Jean-Baptiste, quincailler.
Arnold, André, ferblantier.
1872 de Pury, Edouard, banquier.
Schilli, Michel, marchand de cuir.
Balmer, James, fils, épicier.
Seinet, Charles-Louis, fils, marchand de comestibles.
Rott, Edouard, négociant en toilerie.
1873 Matthey, Charles-Jules, pharmacien.
Wavre, Paul, négt. en denrées coloniales.
1874 Richard, Jean-Louis, marchand de vins.
Koch, Jean-Baptiste, fils, quincailler.
Barbey, Charles, négt. en mercerie.
Meuron, Louis, marchand drapier.
Panier, Jules, épicier.
Favre, Georges, coiffeur et quincailler.
Gacon, Ferdinand, serrurier, quincailler.
Schumacher, Frédéric, marchand de meubles.
1875 Oehl, Gustave, marchand de chaussures.
Georget, Charles-Auguste, négociant en tissus.
Landry, Jean-Jaques, march. de fournitures d'horlogerie.
Schelling, Jean, machand de vins.
1877 Basting, Georges, marchand de bois.
Fillinger, Henri, mercier et quincailler.
Petitpierre, Chs-François, agent d'assurance et banquier.
Panier, Jules, épicier.
1878 Châtelain, Jules-Henri, banquier.

1878 Kissling, Emile, libraire.
1879 DuPasquier, E.-Henry, marchand horloger.
Péters, Aimé, mercier.
de Montmollin, Jean, négociant en vins.
Châtenay, Samuel, » »
Bouvier, Eugène, » »
Claudon, Ch^{s}-Philippe, banquier.
Bovet, Ch^{s}-Fx-Ephraïm, »
Berthoud, Jules, banquier.
1880 Droz, Edouard, marchand de tabac.
Perregaux, Alfred, march. de machines à coudre.
Reuter, Paul, marchand de vins.
de Pourtalès, Roger, banquier.
1881 de Pury, David, »
Monnard, Frédéric, marchand de tabac.
Petitpierre, Charles, débitant des poudres.
Gyger, Albert, négociant en fers.
1882 Schwab, Louis, marchand de comestibles.
Richard, Ferd., fils, fabricant d'horlogerie.
Ullmann, Jacques, marchand drapier.
Prince, Alfred, négociant en fers.
Georget, Henri, négociant en tissus.
Michel, Jules-Aug^{te}, marchand de tabacs.
Hauser-Lang, Benjamin, marchand de confections.
Schelling, Henri, négociant en vins.
1883 Ginzburger, Nephtali, négociant horloger.
Blum, Moïse, marchand de confections.
Hotz, Jules, négociant en tissus.
de Montmollin, Albert, banquier.
Krebs, Théodore, marchand tailleur.
1884 Blum, Léon, marchand de confections.
Bouvier, Georges, négociant en vins.
1885 de Dardel, James, banquier.
1886 Favarger, Paul, marchand de vins.
Richard, Adrien, » »
1887 Jordan, Fritz, fils, pharmacien.
1888 Oehl, Gustave, fils, marchand de chaussures.
1889 Sahli, Georges, march. de fournitures d'horlogerie.

1889 Marti, Jean-Gottlieb, marchand de lainages.
Gaudard, François, marchand épicier.
Pœtsch, Gustave, marchand d'encadrements.
1890 Wavre, Jules, marchand de vins.
Schilli, William, marchand de céréales.
Isoz, Emile, marchand de tabacs.
Bouvier, Ernest, négt. en vins.
1891 Hirschy, Louis, fabricant d'horlogerie.
Lœw, Fritz, négociant.
Lardy, Charles, négociant en vins.
Meystre, Charles, ferblantier.
L'Ecuyer, Gustave, serrurier.
Elzingre, Adᵉ-Hʳⁱ-François, épicier.
Stock-Villinger, J., mercier.
1892 Nicolas, Georges, banquier.
Hediger, Rodolphe, marchand parfumeur.
Huber, E., marchand de lainages.
Oehl, François, marchand de chaussures.
Bickel-Henriod, F., marchand papetier.
Uhlmann, Félix, marchand drapier.
Blum, Alfred, marchand de toilerie.
Zimmermann, Alfred, épicier.
Vielle, Edouard, marchand de vins.
Bovet, Paul, banquier.
1893 Wuithier-Oehl, Jules, marchand de chaussures.
Jacobi, Hugo-E., marchand de pianos.
Meystre, Alfred, marchand de papiers peints.
Calgeer, Ch.-Mᶜᵉ, marchand tailleur.
Barbey, Alfred, marchand mercier.
Hauser, Samuel, marchand de confections.
Fornachon, Albert, marchand de confections.
Tilliot, Charles, marchand de vins.
Wenger-Seiler, François, marchand pâtissier.
Gygax, Rodolphe, marchand de toiles.
1894 Borel, Edgar, marchand bijoutier.
Châble, Edouard, fils, banquier.
Schinz, Ch.-Rodolphe, négociant en objets d'art.
Michel, Chˢ-Alfred, » »

1894 Barbey, Emile, négociant en mercerie.
Wacker, Albert-Auguste, banquier.
Burger, Paul, négociant en draperie,
Spichiger, Ferdinand, négociant en draperie.
Memminger, Ferdinand, marchand papetier.
Haller, Emile, fils, marchand de liqueurs.
Wolfrath, Henri, fils, imprimeur.
de Perregaux, Samuel, Directeur de la Caisse d'Epargne.
1895 Seinet, John, marchand de comestibles.
Demagistri, Chs-Albert, épicier.
Picard, Alfred dit Edouard, marchand de confections.
1896 Petitpierre, Georges, marchand armurier.
Pfaff, Hermann, marchand horloger.
1897 Decker, Jules, marchand ferblantier.
Antenen, Otto, banquier.
Jeanmonod, Fritz, marchand de cuirs.
Luther, Martin, marchand opticien.
Garcin, Robert, marchand chapelier.
Borel, L.-A., marchand papetier.
1898 Hirschy, Fritz, fabricant d'horlogerie.
Rossel, Louis, marchand ferblantier.
Mayor, Robert, fabricant d'horlogerie.
Schurch, A.-A., négociant.
Meystre, Léon, marchand de papiers peints.
1899 Seinet, Charles, fils, marchand de comestibles.
Borel, Ernest, marchand horloger.
Colin, Paul, marchand de vins.
Custor, Albert, marbrier-sculpteur.
1900 Fuhrer-Poncin, Emile, marchand papetier.
de Pury, Robert, banquier.
Zirngiebel, Auguste, marchand papetier.
Bonhôte, Paul, banquier.
1901 Hotz, Paul, marchand de jouets.
Koch, Charles, marchand de chaussures.
Schneiter, Robert, négociant en sucreries.
1902 Lœrsch, Adam, marchand quincailler.
Haussmann, U., boulanger.
1903 Claire, Edouard, marchand chemisier.

1903 Verdan, Frédéric, négociant en denrées coloniales.
Leiber, Emile, marchand de mercerie.
Kunz, F., négociant en pierres fines.
1904 Luther, Martin, fils, marchand opticien.
Berthoud, Georges, libraire.
Martenet, Fritz, négociant.
de Perrot, Frédéric, banquier.
Hirschy, Alcide, tenancier de brasserie.
1905 Jordan, Bernard, négociant en vins.
Spichiger, Robert, négociant en tissus.
1906 Reutter, Louis, pharmacien.
Favarger, Albert, fabt d'appareils électriques.
Schlup, J.-H., négociant en eaux gazeuses.
Strauss, David, négociant en vins.
Michaud, Louis, marchand horloger.
1907 Thiel, Oswald, teinturier.
Hirschy, William, négociant.
Fuhrer, E., fils, négociant.
Luthy, Hermann, marchand coutelier.
1908 Gygax, H.
Schær, J.
Kung, J.
Kung, C.
Knecht, Em.
1909 Glatthardt, Fritz.
de Pury, Paul, banquier.
Martenet, Léon.
Vögeli, Gottlieb.
Keller-Gyger, Xavier.
Montel, Paul-Eugène, marchand de primeurs.
Thiel, Reinhold.
Berthoud, Frédéric, banquier.
Berthoud, Jaques, »
Du Pasquier, Edmond, »
1910 Kuchlé, Paul, marchand tapissier.
Koch, Alfred.
1911 Berthoud, Eugène, banquier.
Knecht, Charles.

1911 Küffer, Edmond, négt. en lingerie.
Schenker, Henri.
Butzberger, Alfred.
1912 Egger, Arnold, négociant en tissus.
Wagner, Guillaume, marchand serrurier.

Les procès-verbaux de la Compagnie paraissent n'avoir été tenus tout à fait régulièrement qu'à partir de 1648; c'est donc seulement dès cette date que le rôle des membres peut être considéré comme complet.

XVIII

Monnaies mentionnées.

Louis	Fr.	23.17
Ducat	»	11.50
Gros écu	»	5.80
Ecu blanc	»	6.—
Livre de Neuchâtel	»	1.39
Livre de Suisse	»	1.45
Batz	»	0.14
Piécette	»	0.24
Creutzer	»	0.03 1/2

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

Introduction 7

LIVRE I

Origines, Organisation, Discipline, Ressources.

Chapitre I. Origines 13
» II. Le Roy et Prévôt 18
» III. Les Maîtres 22
» IV. Receveur, Procureur, Secrétaire, Sergent, Auditeurs de comptes 25
» V. Les Assemblées 30
» VI. Les Repas de Corps 33
» VII. Recrutement 40
» VIII. Discipline 47
» IX. Revenus et Ressources 51
» X. Contributions à diverses œuvres philanthropiques et d'utilité publique 58

LIVRE II

Monopole et Privilèges.

Chapitre XI. Droits des Bourgeois 63
» XII. Droits des sujets de l'Etat 72
» XIII. Droits des Marchands étrangers 80
» XIV. Les Protestants français 96
» XV. Naturalisations 102
» XVI. La charte de 1814 et la liberté du commerce 105
» XVII. Le Commerce des grains et farines 114
» XVIII. Le Commerce des vins 119
» XIX. Le Commerce du sel 126

LIVRE III

Juridiction et Compétences.

			PAGES
Chapitre	XX.	La police du commerce et la juridiction de la Compagnie.	128
»	XXI.	Conflit avec la Seigneurie	138
»	XXII.	Les marchands d'Yverdon	141
»	XXIII.	Conflit avec les Quatre-Ministraux	149
»	XXIV.	Gagne-Deniers et courtiers	152
»	XXV.	Protection des intérêts locaux et des marchands neuchâtelois au dehors	156
»	XXVI.	Avis juridiques	159

LIVRE IV

Rôle de la Compagnie des Marchands comme Chambre de commerce.

Chapitre	XXVII.	Les péages neuchâtelois	162
»	XXVIII.	Les péages en Suisse	169
»	XXIX.	Les Droits de consommation	184
»	XXX.	Les Douanes fédérales	189
»	XXXI.	Le gouvernement neuchâtelois et le libéralisme économique	198
»	XXXII.	La Compagnie des Marchands et la liberté commerciale	201
»	XXXIII.	Traités de Commerce	203
»	XXXIV.	Les questions monétaires	221
»	XXXV.	Les questions monétaires (suite)	229
»	XXXVI.	Poids et mesures	241
»	XXXVII.	Les marchandises anglaises.	242
»	XXXVIII.	Législation commerciale	248
»	XXXIX.	La navigation	252
»	XL.	Les postes	255
»	XLI.	Les chemins de fer	262

ANNEXES

PAGES

Charte de Rodolphe de Hochberg 277
Charte de Louis d'Orléans 279
Serment du Roy et Prévôt. 282
Lettre de Marchand du XV^me^ siècle 283
Lettre de Marchand du XVII^me^ siècle 284
Serment des Marchands (1^re^ formule) 285
» » (2^me^ formule — 1734). 286
» » (3^me^ formule — 1755). 287
» » (4^me^ formule — 1872). 288
Règlement de la Compagnie des Marchands 289
Rôle des Roys et Prévôts 291
» Maîtres 292
» Vice-Roys ou Procureurs 295
» Receveurs 296
» Secrétaires 297
» Sergents. 298
» Membres de la Compagnie 299
Monnaies mentionnées 333